



CIRANO

Allier savoir et décision



PERCEPTION DES RISQUES

AU QUÉBEC

BAROMÈTRE
CIRANO
2022

NATHALIE DE MARCELLIS-WARIN, INGRID PEIGNIER ET THOMAS GLEIZE

Le CIRANO est un organisme sans but lucratif constitué en vertu de la Loi des compagnies du Québec. Le financement de son infrastructure et de ses activités de recherche provient des cotisations de ses organisations-membres, d'une subvention d'infrastructure du gouvernement du Québec, de même que des subventions et mandats obtenus par ses équipes de recherche.

CIRANO is a private non-profit organization incorporated under the Quebec Companies Act. Its infrastructure and research activities are funded through fees paid by member organizations, an infrastructure grant from the government of Quebec, and grants and research mandates obtained by its research teams.

Les partenaires du CIRANO – CIRANO Partners

Partenaires corporatifs – Corporate Partners

Autorité des marchés financiers
Banque de développement du Canada
Banque du Canada
Banque nationale du Canada
Bell Canada
BMO Groupe financier
Caisse de dépôt et placement du Québec
Énergir
Hydro-Québec
Innovation, Sciences et Développement économique Canada
Intact Corporation Financière
Investissements PSP
Manuvie Canada
Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation
Ministère des finances du Québec
Mouvement Desjardins
Power Corporation du Canada
Rio Tinto
Ville de Montréal

Partenaires universitaires – Academic Partners

École de technologie supérieure
École nationale d'administration publique
HEC Montréal
Institut national de la recherche scientifique
Polytechnique Montréal
Université Concordia
Université de Montréal
Université de Sherbrooke
Université du Québec
Université du Québec à Montréal
Université Laval
Université McGill

Le CIRANO collabore avec de nombreux centres et chaires de recherche universitaires dont on peut consulter la liste sur son site web. *CIRANO collaborates with many centers and university research chairs; list available on its website.*

© Septembre 2022. Nathalie de Marcellis-Warin, Ingrid Peignier et Thomas Gleize. Tous droits réservés. *All rights reserved.* Reproduction partielle permise avec citation du document source, incluant la notice ©. *Short sections may be quoted without explicit permission, if full credit, including © notice, is given to the source.*

Les idées et les opinions émises dans cette publication sont sous l'unique responsabilité des auteurs et ne représentent pas nécessairement les positions du CIRANO ou de ses partenaires. *The observations and viewpoints expressed in this publication are the sole responsibility of the authors; they do not necessarily represent the positions of CIRANO or its partners.*

AUTEURS

- **Nathalie de Marcellis-Warin**, Professeure titulaire au Département de mathématiques et de génie industriel, Polytechnique Montréal, présidente-directrice générale du CIRANO, chercheuse et Fellow CIRANO.
- **Ingrid Peignier**, Directrice de projets et directrice principale des partenariats et de la valorisation de la recherche au CIRANO.
- **Thomas Gleize**, Professionnel de recherche au CIRANO.

Une équipe a contribué à valoriser les données du *Baromètre CIRANO*. Un site Internet (barometre.cirano.qc.ca) permet de visualiser l'ensemble des résultats des différentes éditions. Cette équipe est composée de :

- **Thierry Warin**, Professeur titulaire à HEC Montréal, chercheur et Fellow CIRANO, chercheur principal en science des données.
- **Marine Leroi**, Professionnelle de recherche au CIRANO

POUR CITER CE DOCUMENT

De Marcellis-Warin, N., Peignier, I., & Gleize, T. (2022). BAROMÈTRE CIRANO 2022: La perception des risques au Québec (2022LI-02, CIRANO).
<https://doi.org/10.54932/QCAW6141>

Note : Images et pictogrammes - Dans le rapport, certains risques ou enjeux ont été illustrés grâce à des pictogrammes disponibles gratuitement sur Flaticon (<https://www.flaticon.com>), par les créateurs Freepik et justicon.

REMERCIEMENTS

Nous tenons à remercier les partenaires du CIRANO pour leurs commentaires et suggestions pendant la phase de développement du questionnaire d'enquête. Leurs contributions ont été très appréciées.

Nous aimerions également prendre le temps de remercier François Vaillancourt, chercheur et Fellow CIRANO, et professeur émérite à l'Université de Montréal pour ses judicieux commentaires lors de la relecture du rapport.

Finalement, nous souhaitons remercier Sahar Ramazan Ali et Thi Sopha Son, qui ont réalisé un stage au CIRANO dans le cadre du concours IVADO "Des données pour raconter ». Elles ont été impliquées dans l'infographie pour la diffusion de certains résultats du Baromètre et notamment la comparaison sur les 10 ans du Baromètre pour les enjeux de santé.

À PROPOS DE LA COLLECTION DU BAROMÈTRE CIRANO

Depuis 2011, le *Baromètre CIRANO* sur la perception des risques au Québec compile et analyse les résultats d'enquêtes développées par le CIRANO et administrées auprès d'un échantillon d'environ 1000 répondants représentatif de la population du Québec. Ces enquêtes couvrent les grands enjeux pour le Québec (liés à la santé, l'environnement, le contexte socioéconomique, les risques industriels, les innovations, les infrastructures et les projets publics et la sécurité).



Le *Baromètre CIRANO* est un outil unique au Québec parce qu'il aborde un large spectre de projets et d'enjeux et qu'il se fonde sur des données et des informations riches, fiables et variées. Il nous fait entrevoir et mieux comprendre la perception des risques des Québécois. Il permet d'enrichir la réflexion et surtout de fournir des informations pertinentes dans le processus de prise de décision stratégique en présentant aux décideurs les préoccupations du public sur différents enjeux de société, qui pourront alors être intégrées dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques publiques.

À titre informatif, voici la liste des enquêtes réalisées jusqu'à ce jour.

Dates des enquêtes	
Baromètre 2011	Du 22 au 27 juin 2011
Baromètre 2012	Du 29 juin au 6 juillet 2012
Baromètre 2013	Du 5 au 10 avril 2013
Baromètre 2016	Du 18 au 23 octobre 2016
Baromètre 2018	Du 5 au 10 avril 2018
Baromètre 2021	Du 5 au 15 août 2021
Baromètre 2022	Du 28 juin au 4 juillet 2022

NOTES

1. Lorsque des résultats d'analyses statistiques sont présentés, ils sont tous significatifs au moins au seuil de 90 %. Afin de ne pas alourdir le texte, nous n'avons donc pas indiqué pour chacun des résultats de tests présentés s'ils étaient significatifs et à quel niveau de significativité. En revanche, pour les graphiques du chapitre 1, nous avons indiqué le taux de significativité puisque nous présentons toutes les catégories et pas uniquement celles où il y a des différences significatives.
2. Il est à noter que les nombres présentés dans les figures ou tableaux ont été arrondis. En revanche, ce sont les nombres avant arrondissement qui sont utilisés pour calculer les sommes présentées. Ainsi, les sommes peuvent ne pas correspondre à l'addition manuelle des nombres présentés.
3. Dans le rapport, on indiquera le plus souvent Montréal et Québec par esprit de lisibilité, mais veuillez prendre note qu'il s'agit en réalité de la région métropolitaine de recensement de Montréal (Montréal RMR) et de la région métropolitaine de recensement de Québec (Québec RMR).
4. Lors de la mention des moyennes des niveaux de risque, de confiance, de bénéfiques et d'acceptabilité sociale, le calcul n'est fait que sur les réponses exprimées. Ainsi, les répondants ayant indiqué «ne pas connaître le niveau de risque», n'avoir «aucune opinion» sur la confiance dans le gouvernement, «ne pas savoir» les bénéfiques ou «ne pas savoir» leur acceptabilité sociale de tel projet ne sont pas comptabilisés dans le calcul des moyennes.
5. Dans le texte du rapport, nous utilisons le vocable «favorable» et «opposé» par souci de lisibilité et de fluidité du texte. En réalité, ces deux catégories sont des regroupements de «très favorable» et «moyennement favorable» pour favorable et «complètement opposé» et «moyennement opposé» pour opposé.
6. Nous établissons dans le rapport des distinctions en fonction de l'occupation des répondants. Veuillez noter que nous avons défini les personnes inactives comme celles qui ont déclaré comme occupation «au foyer» ou «sans emploi». Les personnes actives représentent tous les répondants ayant indiqué un emploi rémunéré, excluant étudiants et retraités qui sont présentés séparément.
7. Dans le rapport, nous opposons quelques fois les répondants avec ou sans enfant au sein du foyer. Il est important de noter que lorsque l'on mentionne sans enfant, il s'agit plus précisément de répondants n'ayant aucun enfant de moins de 18 ans à la maison.
8. Dans le questionnaire d'enquête, il était demandé aux répondants d'indiquer s'il était de sexe féminin ou masculin avec la précision suivante «Comme indiqué par Statistique Canada, les Canadiens transgenres, transsexuels et intersexués doivent indiquer le sexe (masculin ou féminin) auquel ils s'identifient le plus». Dès lors, dans la totalité de ce document, la variable sociodémographique «sexe» inclura les deux catégories «féminin» et «masculin».

TABLE DES MATIÈRES

À PROPOS DE L'ENQUÊTE 2022.....	18
Collecte de données.....	18
Caractéristiques de l'échantillon du <i>Baromètre CIRANO 2022</i>	19
Choix des enjeux à l'étude du Baromètre	20

PARTIE 1 : BAROMÈTRE CIRANO 2022 - LES QUÉBÉCOIS FACE À 53 PROJETS OU ENJEUX

CHAPITRE 1

PRÉOCCUPATIONS DES QUÉBÉCOIS EN 2022	25
Les préoccupations personnelles	27
Des préoccupations personnelles différentes selon les variables sociodémographiques	30
Les préoccupations pour le Québec.....	38
Des préoccupations pour le Québec différentes selon les variables sociodémographiques	40

CHAPITRE 2

PERCEPTION DES RISQUES POUR LES 53 PROJETS OU ENJEUX À L'ÉTUDE	47
Niveau moyen de risque perçu pour 53 enjeux au Québec	49
Répartition des niveaux de risque perçus pour les 53 enjeux à l'étude	52
Évolution des perceptions des risques depuis 2021	54
Des niveaux de risque méconnus pour certains enjeux	60

CHAPITRE 3

CONFIANCE DANS LA GESTION PAR LE GOUVERNEMENT POUR LES 53 PROJETS OU ENJEUX À L'ÉTUDE	61
Niveau moyen de confiance perçue dans le gouvernement pour les 53 enjeux au Québec	63
Répartition des niveaux de confiance perçue pour les 53 enjeux au Québec	66
Aucune opinion sur le niveau de confiance pour certains enjeux.....	66
Évolution des perceptions de la confiance depuis 2021	68
Relation entre le niveau de risque perçu et la confiance perçue dans le gouvernement	74

CHAPITRE 4

PERCEPTION DES BÉNÉFICES POUR LES 53 PROJETS ET ENJEUX À L'ÉTUDE	77
Répartition des niveaux de bénéfices perçus sur 21 enjeux au Québec	80
Évolution des perceptions des bénéfices depuis 2021	81
Comparaison des perceptions de risques et de bénéfices.....	85

CHAPITRE 5

ACCEPTABILITÉ SOCIALE POUR LES PROJETS ET ENJEUX À L'ÉTUDE	86
Évolution de l'acceptabilité sociale depuis 2021.....	91
Acceptabilité sociale et influence des perceptions de risque, bénéfice et de la confiance dans le gouvernement.....	93
De l'acceptabilité sociale aux comportements d'investissements personnels des Québécois ..	95

CHAPITRE 6

SOURCES D'INFORMATION UTILISÉES ET INFLUENCE SUR LES PERCEPTIONS.....	97
Où et auprès de qui s'informent les Québécois?	98
Quelle confiance ont les Québécois dans chacune des sources d'information?	99
Quelles sont les sources d'information qui augmentent les chances d'être préoccupés?	101

PARTIE 2- ANALYSE DÉTAILLÉE DES ENJEUX DE SANTÉ ET DES ENJEUX ÉCONOMIQUES

SYSTÈME DE SANTÉ	105
Préoccupations reliées au système de santé	106
Analyse détaillée des perceptions par enjeu du système de santé	112
Engorgement des urgences	112
Accès aux services de santé	113
SANTÉ PUBLIQUE	117
Préoccupations reliées à la santé publique.....	118
Analyse détaillée des perceptions par enjeu de santé publique	125
La vaccination	125
Quels sont les facteurs qui augmentent les chances d'être favorable à la vaccination?	130
Les problèmes de santé liés au tabac et à l'obésité.....	131
La progression des maladies mentales et des maladies cognitives (Alzheimer)	134
Les épidémies (grippe, COVID-19,...)	135
ÉCONOMIE.....	139
Préoccupations reliées aux risques économiques et financiers	140
Analyse détaillée des perceptions par enjeux économiques et financiers	148
La hausse du coût de la vie / la hausse des taux d'intérêt.....	148
Le prix de l'énergie (essence...).....	150
L'accès à un logement abordable et la montée des prix de l'immobilier	151
L'endettement des ménages	154
Les revenus de retraite et la solvabilité des régimes de retraite	155
Le chômage.....	157
CONCLUSION ET SYNTHÈSE.....	158
ANNEXES.....	170
ANNEXE 1 : Tableaux récapitulatifs des préoccupations en fonction des variables différences sociodémographiques.....	170
ANNEXE 2 : Matrice présentant le lien entre niveau de risque et confiance dans la gestion de l'enjeu par le gouvernement avec une division en fonction des niveaux moyens (Baromètre CIRANO 2022).....	173
ANNEXE 3 : Méthodologie de recodage des variables et imputation des données manquantes	174

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Catégories de risques les plus préoccupantes sur le plan personnel sur la période 2011-2022 (Baromètre 2022) (Note : se référer au besoin au Tableau 1 pour la signification des pictogrammes)	27
Figure 2 : Classement des catégories de risques les plus préoccupantes sur le plan personnel (Baromètre CIRANO 2022).....	28
Figure 3 : Classement des catégories de risques les plus préoccupantes sur le plan personnel en fonction de la région des répondants (Baromètre CIRANO 2022)	31
Figure 4 : Classement des catégories de risques les plus préoccupantes sur le plan personnel en fonction du milieu de vie des répondants (Baromètre CIRANO 2022)	32
Figure 5 : Classement des catégories de risques les plus préoccupantes sur le plan personnel en fonction du genre des répondants (Baromètre CIRANO 2022).....	32
Figure 6 : Classement des catégories de risques les plus préoccupantes sur le plan personnel en fonction de l'âge des répondants (Baromètre CIRANO 2022)	33
Figure 7 : Les trois catégories de risques les plus préoccupantes sur le plan personnel en 2022, selon la catégorie d'âge (Baromètre 2022) (Note : se référer au besoin au Tableau 1 pour la signification des pictogrammes)	34
Figure 8 : Classement des catégories de risques les plus préoccupantes sur le plan personnel en fonction de la langue des répondants (Baromètre CIRANO 2022)	35
Figure 9 : Classement des catégories de risques les plus préoccupantes sur le plan personnel en fonction du niveau de scolarité des répondants (Baromètre CIRANO 2022)	35
Figure 10 : Classement des catégories de risques les plus préoccupantes sur le plan personnel en fonction de l'occupation des répondants (Baromètre CIRANO 2022).....	36
Figure 11 : Classement des catégories de risques les plus préoccupantes sur le plan personnel en fonction du niveau de revenu des répondants (Baromètre CIRANO 2022).....	37
Figure 12 : Catégories de risques les plus préoccupantes pour le Québec sur la période 2011 – 2022 (Baromètre 2022) (Note : se référer au besoin au Tableau 1 pour la signification des pictogrammes)	38
Figure 13 : Classement des catégories de risques les plus préoccupantes pour le Québec (Baromètre CIRANO 2022)	39
Figure 14 : Classement des catégories de risques les plus préoccupantes pour le Québec en fonction de la région des répondants (Baromètre CIRANO 2022).....	41
Figure 15 : Classement des catégories de risques les plus préoccupantes pour le Québec en fonction du milieu de vie (Baromètre CIRANO 2022).....	41
Figure 16 : Classement des catégories de risques les plus préoccupantes pour le Québec en fonction du genre des répondants (Baromètre CIRANO 2022).....	42
Figure 17 : Classement des catégories de risques les plus préoccupantes pour le Québec en fonction de l'âge des répondants (Baromètre CIRANO 2022).....	43
Figure 18 : Les trois catégories de risques les plus préoccupantes sur le plan collectif en 2022, selon la catégorie d'âge (Baromètre 2022) (Note : se référer au besoin au Tableau 1 pour la signification des pictogrammes)	44
Figure 19 : Classement des catégories de risques les plus préoccupantes pour le Québec en fonction de la langue parlée (Baromètre CIRANO 2022).....	44
Figure 20 : Classement des catégories de risques les plus préoccupantes pour le Québec en fonction de l'occupation (Baromètre CIRANO 2022).....	45
Figure 21 : Classement des catégories de risques les plus préoccupantes pour le Québec en fonction du revenu (Baromètre CIRANO 2022).....	46
Figure 22 : Projets/enjeux perçus comme les plus risqués pour le Québec sur la période 2011-2022 (Baromètre CIRANO 2022) (Note : se référer au besoin au Tableau 2 pour la signification des pictogrammes)	49
Figure 23 : Niveau moyen de risque perçu pour le Québec pour les 53 enjeux à l'étude (Baromètre CIRANO 2022) (si significative, la progression de la moyenne des niveaux de risque est indiquée à droite – en rouge, la variation est positive et en vert, la variation est négative)	51

Figure 24 : Répartition des niveaux de risques perçus des enjeux pour le Québec en 2022 (Baromètre CIRANO 2022).....	53
Figure 25 : Répartition des niveaux de risques perçus des enjeux pour le Québec sur les trois dernières éditions du Baromètre CIRANO (Baromètre CIRANO 2022) (1/3).....	57
Figure 26 : Répartition des niveaux de risques perçus des enjeux pour le Québec sur les trois dernières éditions du Baromètre CIRANO (Baromètre CIRANO 2022) (2/3).....	58
Figure 27 : Répartition des niveaux de risques perçus des enjeux pour le Québec sur les trois dernières éditions du Baromètre CIRANO (Baromètre CIRANO 2022) (3/3).....	59
Figure 28 : Projets/enjeux pour lesquels la confiance dans la gestion pour le gouvernement est la plus faible sur la période 2011-2022 (Baromètre CIRANO, 2022) (Note : se référer au besoin au Tableau 2 pour la signification des pictogrammes).....	63
Figure 29 : Perception de la moyenne des niveaux de confiance dans le gouvernement au Québec pour les 53 enjeux à l'étude (Baromètre CIRANO 2022) (si significative, la progression de la moyenne des niveaux de risque est indiquée à droite).....	65
Figure 30 : Répartition des niveaux de confiance dans le gouvernement de la gestion des enjeux et projets du Baromètre CIRANO pour le Québec en 2022 (Baromètre CIRANO 2022)	67
Figure 31 : Répartition de la confiance dans la gestion par le gouvernement des enjeux et projets sur les trois dernières éditions du Baromètre (Baromètre CIRANO 2022) (1/3).....	71
Figure 32 : Répartition de la confiance dans la gestion par le gouvernement des enjeux et projets sur les trois dernières éditions du Baromètre (Baromètre CIRANO 2022) (2/3).....	72
Figure 33 : Répartition de la confiance dans la gestion par le gouvernement des enjeux et projets sur les trois dernières éditions du Baromètre (Baromètre CIRANO 2022) (3/3).....	73
Figure 34 : Matrice présentant le lien entre niveau de risque et confiance dans la gestion de l'enjeu par le gouvernement (Baromètre CIRANO 2022)	74
Figure 35 : Répartition des bénéfiques perçus des différents enjeux pour le Québec (Baromètre CIRANO 2022)	79
Figure 36 : Projets/enjeux perçus comme les moins bénéfiques pour le Québec sur la période 2013-2022 (Baromètre CIRANO 2022) (Note : se référer au besoin au Tableau 2 pour la signification des pictogrammes)	81
Figure 37 : Répartition des bénéfiques perçus des différents enjeux pour le Québec sur les trois dernières éditions du Baromètre (Baromètre CIRANO 2022) (1/2)	83
Figure 38 : Répartition des bénéfiques perçus des différents enjeux pour le Québec (Baromètre CIRANO 2022) (2/2).....	84
Figure 39 : Comparaisons des risques et des bénéfiques perçus pour les 21 enjeux à l'étude (Baromètre CIRANO 2022).....	85
Figure 40 : Moyenne de l'acceptabilité sociale pour les enjeux du Baromètre CIRANO, en 2022 (Baromètre CIRANO 2022) (si significative, la progression de la moyenne des niveaux de risque est indiquée à droite) ..	88
Figure 41 : Acceptabilité sociale de 21 enjeux selon les Québécois sur les trois dernières éditions du Baromètre (Baromètre CIRANO 2022) (1/2).....	89
Figure 42 : Acceptabilité sociale de 21 enjeux selon les Québécois sur les trois dernières éditions du Baromètre (Baromètre CIRANO 2022) (2/2).....	90
Figure 43 : Projets/enjeux pour lesquels l'acceptabilité sociale est la plus faible sur la période 2011-2022 (Baromètre CIRANO 2022) (Note : se référer au besoin au Tableau 2 pour la signification des pictogrammes)	91
Figure 44 : Croisement des données de risques, niveau de confiance dans le gouvernement, bénéfiques et acceptabilité sociale pour 21 enjeux (Baromètre CIRANO 2022).....	94
Figure 45 : Répartition des préférences d'investissements personnels pour 11 enjeux (Baromètre CIRANO 2022)	96
Figure 46 : Utilisation des sources d'informations (médias et personnes) (Baromètre CIRANO 2022).....	98
Figure 47 : Confiance dans les sources d'informations (médias) (Baromètre CIRANO 2022)	99
Figure 48 : Confiance dans les sources d'informations (personnes) (Baromètre CIRANO 2022)	100
Figure 49 : Moyenne des niveaux de risque perçus pour les enjeux reliés au système de santé en comparaison des autres enjeux du Baromètre (Baromètre CIRANO 2022)	107

Figure 50 : Moyenne des niveaux de confiance dans le gouvernement pour les enjeux liés au système de santé en comparaison des autres enjeux du Baromètre (Baromètre CIRANO 2022).....	108
Figure 51 : Variation des niveaux de risque perçu pour l'enjeu « Engorgement des urgences » entre 2018 et 2022 (Baromètre CIRANO 2022).....	112
Figure 52 : Niveaux de confiance perçue pour l'enjeu « Engorgement des urgences » entre 2018 et 2022 (Baromètre CIRANO 2022).....	112
Figure 53 : Niveaux de risque perçu pour l'enjeu « Difficulté d'accès aux services de santé » entre 2018 et 2022 (Baromètre CIRANO 2022).....	113
Figure 54 : Niveaux de confiance perçue pour l'enjeu « Difficulté d'accès aux services de santé » entre 2018 et 2022 (Baromètre CIRANO 2022)	114
Figure 55 : Comparaison des perceptions de la population et de la réalité sur l'accès à un médecin de famille	114
Figure 56 : Moyenne des niveaux de risque perçus pour les enjeux de santé publique en comparaison des autres enjeux du Baromètre (Baromètre CIRANO 2022)	120
Figure 57 : Moyenne des niveaux de confiance dans le gouvernement pour les enjeux de santé publique en comparaison des autres enjeux du Baromètre (Baromètre CIRANO 2022)	121
Figure 58 : Niveaux de risque perçu pour l'enjeu « La vaccination » entre 2018 et 2022 (Baromètre CIRANO 2022)	126
Figure 59 : Niveaux de confiance perçue pour l'enjeu « La vaccination » entre 2018 et 2022 (Baromètre CIRANO 2022).....	127
Figure 60 : Niveaux de bénéfices perçus pour l'enjeu « La vaccination » entre 2018 et 2022 (Baromètre CIRANO 2022).....	128
Figure 61 : Niveaux d'acceptabilité sociale pour l'enjeu « La vaccination » entre 2018 et 2022 (Baromètre CIRANO 2022).....	128
Figure 62 : Niveaux de perceptions pour l'enjeu « La vaccination » entre 2018 et 2022 (Baromètre CIRANO 2022)	129
Figure 63 : Niveaux de risque perçu pour l'enjeu « Les problèmes de santé liés au tabac et à l'obésité » entre 2018 et 2022 (Baromètre CIRANO 2022)	132
Figure 64 : Niveaux de confiance perçue pour l'enjeu « Les problèmes de santé liés au tabac et à l'obésité » entre 2018 et 2022 (Baromètre CIRANO 2022)	133
Figure 65 : Niveaux de risque perçu pour l'enjeu « Progression des maladies mentales et des maladies cognitives » entre 2018 et 2022 (Baromètre CIRANO 2022).....	134
Figure 66 : Niveaux de confiance perçue pour l'enjeu « Progression des maladies mentales et des maladies cognitives » entre 2018 et 2022 (Baromètre CIRANO 2022).....	134
Figure 67 : Niveaux de risque perçu pour l'enjeu « Les épidémies (grippe, COVID-19 ...) » entre 2018 et 2022 (Baromètre CIRANO 2022).....	135
Figure 68 : Niveaux de confiance perçue pour l'enjeu « Les épidémies [grippe, COVID-19 ...] » entre 2018 et 2022 [Baromètre CIRANO 2022].....	136
Figure 69 : Moyenne des niveaux de risque perçus pour les enjeux économiques en comparaison des autres enjeux du Baromètre (Baromètre CIRANO 2022)	142
Figure 70 : Moyenne des niveaux de confiance perçus dans le gouvernement pour les enjeux économiques en comparaison des autres enjeux du Baromètre (Baromètre CIRANO 2022)	143
Figure 71 : Niveaux de risque perçu pour l'enjeu « La hausse du coût de la vie/des taux d'intérêt » entre 2018 et 2022 (Baromètre CIRANO 2022)	149
Figure 72 : Niveaux de confiance perçue pour l'enjeu « La hausse du coût de la vie/des taux d'intérêt » entre 2018 et 2022 (Baromètre CIRANO 2022)	149
Figure 73 : Niveaux de risque perçu pour l'enjeu « Le prix de l'énergie (essence...) » entre 2018 et 2022 (Baromètre CIRANO 2022).....	150
Figure 74 : Niveaux de confiance perçue pour l'enjeu « Le prix de l'énergie (essence...) » entre 2018 et 2022 (Baromètre CIRANO 2022).....	151
Figure 75 : Niveaux de risque perçu pour l'enjeu « L'accès à un logement abordable » entre 2018 et 2022 (Baromètre CIRANO 2022).....	152

Figure 76 : Niveaux de risque perçu pour l'enjeu « La montée des prix de l'immobilier » entre 2018 et 2022 (Baromètre CIRANO 2022).....	152
Figure 77 : Niveaux de confiance perçue pour l'enjeu « L'accès à un logement abordable » entre 2018 et 2022 (Baromètre CIRANO 2022).....	153
Figure 78 : Niveaux de confiance perçue pour l'enjeu « La montée des prix de l'immobilier » entre 2018 et 2022 (Baromètre CIRANO 2022).....	153
Figure 79 : Niveaux de risque perçu pour l'enjeu « L'endettement des ménages » entre 2018 et 2022 (Baromètre CIRANO 2022).....	154
Figure 80 : Niveaux de confiance perçue pour l'enjeu « L'endettement des ménages » entre 2018 et 2022 (Baromètre CIRANO 2022).....	155
Figure 81 : Niveaux de risque perçu pour l'enjeu « Les revenus de retraite et la solvabilité des régimes de retraite » entre 2018 et 2022 (Baromètre CIRANO 2022).....	155
Figure 82 : Niveaux de confiance perçue pour l'enjeu « Les revenus de retraite et la solvabilité des régimes de retraite » entre 2018 et 2022 (Baromètre CIRANO 2022).....	156
Figure 83 : Niveaux de risque perçu pour l'enjeu « Le chômage » entre 2018 et 2022 (Baromètre CIRANO 2022).....	157
Figure 84 : Niveaux de confiance perçue pour l'enjeu « Le chômage » entre 2018 et 2022 (Baromètre CIRANO 2022).....	157
Figure 85 : Profil sociodémographique pour les préoccupations COLLECTIVES des Québécois.....	171
Figure 86 : Profil sociodémographique pour les préoccupations PERSONNELLES des Québécois.....	172

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Catégories de risques présentes dans le Baromètre CIRANO et exemples associés.....	20
Tableau 2 : Projets ou enjeux à l'étude dans le Baromètre 2022.....	22
Tableau 3 : Modèle logit pour expliquer la préoccupation pour les risques liés au système de santé sur le plan personnel (1 = fait partie des deux catégories les plus préoccupantes; 0 = ne fait pas partie des deux catégories les plus préoccupantes) (Baromètre CIRANO 2022).....	110
Tableau 4 : Modèle logit pour expliquer la préoccupation pour les risques liés au système de santé sur le plan collectif (1 = fait partie des deux catégories les plus préoccupantes; 0 = ne fait pas partie des deux catégories les plus préoccupantes) (Baromètre CIRANO 2022).....	111
Tableau 5 : Modèle logit pour expliquer la préoccupation pour les risques liés à la santé publique sur le plan personnel (1 = fait partie des deux catégories les plus préoccupantes; 0 = ne fait pas partie des deux catégories les plus préoccupantes) (Baromètre CIRANO 2022).....	123
Tableau 6 : Modèle logit pour expliquer la préoccupation pour les risques liés à la santé publique sur le plan collectif (1 = fait partie des deux catégories les plus préoccupantes; 0 = ne fait pas partie des deux catégories les plus préoccupantes) (Baromètre CIRANO 2022).....	124
Tableau 7 : Proportion des Québécois qui font plutôt ou tout à fait confiance au gouvernement pour gérer l'enjeu de la vaccination en fonction des variables sociodémographiques (Baromètre CIRANO 2022).....	127
Tableau 8 : Distinction en fonction de certaines variables sociodémographiques de la proportion des Québécois qui font plutôt ou tout à fait confiance au gouvernement pour gérer l'enjeu de la vaccination (Baromètre CIRANO 2022).....	129
Tableau 9 : Modèle logit pour expliquer l'acceptabilité sociale de la vaccination (Baromètre CIRANO 2022).....	130
Tableau 10 : Modèle logit pour expliquer la préoccupation pour les risques économiques et financiers sur le plan personnel (1 = fait partie des deux catégories les plus préoccupantes; 0 = ne fait pas partie des deux catégories les plus préoccupantes) (Baromètre CIRANO 2022).....	146
Tableau 11 : Modèle logit pour expliquer la préoccupation pour les risques économiques et financiers sur le plan collectif (1 = fait partie des deux catégories les plus préoccupantes; 0 = ne fait pas partie des deux catégories les plus préoccupantes) (Baromètre CIRANO 2022).....	148

INTRODUCTION

Que l'on parle de la vaccination, des changements climatiques, de l'accès aux services de santé, de la hausse du coût de la vie, des logements abordables, de la dette publique, ou encore de l'immigration, les sujets qui peuvent susciter des inquiétudes ou interrogations sont nombreux.

Quelles sont les principales préoccupations des Québécois? Quels sont les projets et les enjeux qu'ils perçoivent comme étant les plus risqués? Qu'en est-il de la confiance qu'ils accordent aux autorités publiques? Ces questions et bien d'autres sont posées depuis 2011 aux Québécois à travers le **Baromètre CIRANO** qui compile les résultats d'enquêtes réalisées régulièrement auprès d'un échantillon de 1000 répondants représentatif de la population du Québec.

L'édition 2022 du **Baromètre CIRANO** se concentre sur les résultats de l'enquête réalisée auprès d'un échantillon de 1000 répondants, représentatif de la population du Québec, administrée en ligne du 28 juin au 4 juillet 2022. Y sont examinées les perceptions de la population sur 53 enjeux/projets (Partie 1) ainsi que des analyses plus détaillées sur la santé (santé publique et système de santé) et l'économie (Partie 2). Comme ce rapport est très volumineux et n'est pas nécessairement destiné à une lecture en continu, cette deuxième partie expose séparément certaines thématiques spécifiques. Les lecteurs pourront ainsi ne se référer qu'à ces sections en fonction de leurs intérêts et objectifs¹. Pour chaque répondant, une dizaine d'indicateurs sociodémographiques est disponible, ce qui permet de mieux comprendre les déterminants de leurs réponses. Cette enquête inédite au Québec tente ainsi d'identifier, par diverses analyses statistiques, les facteurs déterminants à l'augmentation du niveau de risque perçu, à la diminution de la confiance dans le gouvernement et à la diminution de l'acceptabilité sociale.

Comme le **Baromètre CIRANO** est le résultat d'enquêtes administrées depuis 2011, une comparaison avec les résultats des éditions précédentes permet de présenter l'évolution des préoccupations au fil des années. Cette enquête du Baromètre 2022 a été réalisée alors que le Québec connaît un niveau d'inflation plus élevé qu'au cours des quelques trente dernières années (Banque de données des statistiques officielles sur le Québec, 2022), mais aussi sur fond d'une guerre en Ukraine avec tous les effets de déstabilisation qui s'ensuivent, comme la hausse des prix de l'énergie reflétés dans l'inflation ou bien encore la fébrilité des marchés financiers. Il sera intéressant de voir si ces situations ont eu des impacts sur les perceptions des Québécois. En outre, bien que la majorité des restrictions sanitaires aient été levées au cours des derniers mois, l'année 2022 marque bien entendu une continuité de la pandémie de la COVID-19, caractérisée par un nombre de décès déjà supérieur à celui de 2021 (3280 décès en 2021 contre 4513 en date

¹ Il se peut qu'il y ait quelques répétitions avec le reste du rapport, mais cela nous a semblé nécessaire afin de permettre une lecture par thématique plutôt que globale.

du 30 août 2022 [INSPQ, 2022c]). Ce sont les conséquences économiques de la pandémie qui se font aussi désormais fortement sentir à travers le ralentissement des chaînes d'approvisionnements et les pénuries de main-d'œuvre.

Les auteurs ont donc gardé en trame de fond, et ce, tout au long de leurs analyses, les conséquences humaines et économiques qui se dégagent de cet environnement incertain et qui bien entendu teintent les perceptions des Québécois. À cet égard, les auteurs mettent en garde le lecteur sur de strictes comparaisons qui pourraient être faites entre les données des éditions 2021 et 2022 du Baromètre puisque le contexte de l'enquête 2021, en plein cœur de la pandémie, a pu avoir pour effet d'exacerber anormalement les préoccupations pour certains enjeux ce qui aurait pour conséquence de masquer l'évolution réelle des perceptions. Ainsi, bien qu'il soit important de faire ressortir les différences de perceptions entre 2022 et 2021, il va être tout aussi important de visualiser aussi l'évolution entre 2018, la dernière enquête pré-pandémique et 2022.



Mise en contexte des résultats du Baromètre CIRANO 2022 avec l'actualité au Québec

Nous avons pris soin de faire un survol de l'actualité pendant et un peu avant la période de l'enquête. En effet, dans la littérature il est bien précisé que les informations disponibles dans les médias au moment où les réponses à l'enquête sont recueillies ou les événements qui surviennent peuvent influencer la perception des risques des répondants. La couverture médiatique, le volume de l'information et le degré de dramatisation de l'information jouent un rôle important dans le phénomène d'amplification sociale du risque (Hergon et al., 2004). L'actualité de ces derniers mois a été dense au Québec et dans le monde, notamment sur plusieurs enjeux abordés dans le *Baromètre CIRANO*. Sans être exhaustifs, deux enjeux majeurs ont marqué l'actualité de 2022 : la continuité de la pandémie de la COVID-19 accompagnée d'une levée des restrictions sanitaires et la guerre en Ukraine. Ces deux enjeux ont nécessairement eu des impacts pour les Québécois.

Considérant la santé publique, l'année 2022 a été caractérisée par une levée de l'ensemble des restrictions sanitaires un peu partout sur la planète. Le mois de juin marque notamment la fin de l'obligation du passeport vaccinal pour prendre le train ou l'avion au Canada (Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada, 2022). En revanche, cette absence de restriction ne rime pas pour autant avec la fin de la pandémie bien au contraire, mais les populations et les gouvernements doivent maintenant s'adapter pour vivre avec le virus. Le début de l'été a d'ailleurs coïncidé avec une reprise épidémique de la COVID-19 (INSPQ, 2022c) et une augmentation des contaminations et des réinfections, sans pour autant le retour de mesures sanitaires pour la population générale. Il semble que la pandémie ait entraîné des déséquilibres majeurs entre l'offre et la demande de travailleurs dans certains secteurs et dans certaines industries (Dostie et al., 2022). La pandémie a particulièrement touché l'industrie de la restauration et de l'hôtellerie (Lange, 2022). Cette pénurie de main-d'œuvre, couplée à une reprise des voyages à l'international a notamment entraîné l'annulation de milliers de vols au Canada et des difficultés logistiques dans les aéroports de la province (Sanikopoulos & Potsou, 2022).

Par ailleurs, le début de l'année 2022 a été marqué par un contexte géopolitique très instable avec l'invasion de l'Ukraine par la Russie et la déstabilisation de cette zone géographique du globe, induisant notamment une vague de sanctions économiques à l'encontre du régime de Moscou.



La pandémie de COVID-19 et l'invasion de l'Ukraine ont créé d'importantes perturbations dans plusieurs secteurs névralgiques de nos économies. Les goulots d'étranglement des chaînes d'approvisionnement créent des ruptures de stock, attisent l'inflation et fragilisent la reprise économique (Dudoit et al., 2021 ; Gereffi et al., 2022 ; Warin, 2022a). Les Québécois en expérimentent les effets en étant confrontés à des ruptures de stock et des prix plus élevés que la normale (Warin, 2022b). Le taux d'inflation annuel du panier type de consommation a augmenté de mois en mois pour atteindre 8 % d'une année à l'autre en juin 2022 au Québec (Banque de données des statistiques officielles sur le Québec, 2022). Il s'agit d'une des plus fortes progressions annuelles observées depuis juin 1991 (où la variation annuelle a dépassé les 8 % pendant 5 mois), et excluant ce court épisode, il faut même remonter à décembre 1982 pour revoir un taux d'inflation à 9 % pour le Québec (Banque de données des statistiques officielles sur le Québec, 2022). Le prix de l'essence est d'ailleurs un très fort contributeur puisque l'inflation atteint près de 50 % pour cette catégorie de dépense. Une vraie difficulté se crée progressivement pour les ménages québécois, avec notamment des prix à la consommation qui ont tendance à croître plus vite que les salaires. Les niveaux de retraite font aussi partie des sujets d'inquiétude actuels des Québécois avec une performance des produits d'épargne moins intéressante que prévue (Dubuc, 2022). Le ministre des Finances du Québec prévenait d'ailleurs lors d'un point de presse, dix jours avant le début de notre collecte de données, que le risque d'une récession pour le Québec était en hausse (Assemblée nationale du Québec, 2022). Dans un objectif de maîtriser l'inflation, la Banque du Canada, à l'instar de plusieurs banques centrales, a d'ailleurs augmenté à de nombreuses reprises ces derniers mois son taux directeur, la dernière hausse en date étant celle du 7 septembre 2022 pour atteindre un taux de 3,25 %. Il s'agit de la cinquième hausse de suite du taux directeur qui vise à ralentir les dépenses et l'endettement des ménages.

La guerre en Ukraine a également mis en lumière la forte dépendance de l'Europe occidentale au pétrole et au gaz russe et cette crise énergétique européenne a d'ailleurs fait l'objet des discussions du dernier sommet du G7 qui avait lieu en Allemagne durant la collecte de données du Baromètre CIRANO 2022.

Le moment de la collecte des données du Baromètre CIRANO 2022 coïncide également avec la forte activité des déménagements et donc la potentielle difficulté associée à trouver un logement. Une note positive est le ralentissement de la croissance des prix du logement : les prix des logements neufs



au Québec ont même diminué de 0,1 % en juillet par rapport à juin 2022 (Statistique Canada, 2022c). En revanche, les loyers sont toujours très élevés et induisent une tension sur le marché de la location au Québec (La presse canadienne, 2022). Des préoccupations émanaient également en lien avec le logement pour les étudiants, qui semble souffrir d'une rareté sur le marché.

Finalement, du point de vue des nouvelles au sujet des infrastructures de transport, de nouveaux retards sur le REM de Montréal ont été annoncés et il est prévu que les premières stations n'ouvrent pas avant 2024 (Cambron-Goulet, 2022). Enfin, dans le contexte des travaux de réfection majeurs du pont-tunnel Louis-Hippolyte-La-Fontaine à Montréal, des fermetures partielles se sont succédées dans le courant de l'été 2022 et en particulier le pont-tunnel a été complètement fermé pendant le week-end précédant le sondage du Baromètre CIRANO (Agence QMI, 2022).

À PROPOS DE L'ENQUÊTE 2022

Collecte de données

Ce rapport présente les réponses d'un échantillon représentatif de la population du Québec qui a été interrogé par Internet du 28 juin au 4 juillet 2022. Les répondants, tous âgés de plus de 18 ans, pouvaient s'exprimer en français ou en anglais. Au total, 1000 personnes sélectionnées selon la méthode des quotas et des strates ont répondu au questionnaire. La durée moyenne pour répondre au questionnaire de l'enquête a été de 20,13 minutes. L'enquête a été réalisée avec le panel en ligne Léger Opinion (LÉO).

Les répondants ont été sélectionnés de façon aléatoire dans le panel de façon à être représentatifs de la population. 10970 individus ont été contactés, ce qui donne un taux d'acceptation de participants à l'enquête de 12 % (1323 avaient commencé le sondage, mais seulement 1000 questionnaires ont été remplis entièrement).

Les données sont pondérées en fonction de l'âge, du sexe, et de la région (à l'aide des statistiques du recensement de 2021 colligées par Statistique Canada) et aussi de la langue maternelle, de la scolarité et de la présence d'enfants (avec le recensement de 2016 puisque les données de 2021 n'étaient pas encore disponibles au moment de cette analyse).

Caractéristiques de l'échantillon du *Baromètre CIRANO 2022*

Les statistiques descriptives du tableau qui suit montrent les caractéristiques sociodémographiques de l'échantillon.

Sexe²		Langue maternelle³	
Homme	49,0 %	Français	77,1 %
Femme	51,0 %	Anglais	5,4 %
Âge		Autres	4,1 %
18-24 ans	7,3 %	Français et autres	1,5 %
25-34 ans	17,5 %	Anglais et autres	1,9 %
35-44 ans	16,4 %	Autres et autres	0,8 %
45-54 ans	15,2 %	Français et anglais	9,1 %
55-64 ans	18,1 %	Préfère ne pas répondre	0,0 %
65-74 ans	17,9 %	Niveau d'éducation	
75 ans ou plus	7,6 %	Études secondaires ou moins	29,4 %
Région administrative de résidence⁴		Collégial	45,0 %
Bas-Saint-Laurent	1,8 %	Universitaire certificats et diplômes	4,6 %
Saguenay-Lac-Saint-Jean	3,6 %	Universitaire 1er cycle Baccalauréat	13,1 %
Capitale-Nationale (Québec)	8,6 %	Universitaire 2e et 3e cycle	7,3 %
Mauricie	2,7 %	Je préfère ne pas répondre	0,5 %
Estrie	5,5 %	État civil	
Montréal	27,5 %	Célibataire	29,4 %
Outaouais	4,9 %	Marié(e)/Conjoint(e) de fait	55,8 %
Abitibi-Témiscamingue	1,4 %	Divorcé(e)/Séparé(e)	8,7 %
Côte-Nord	1,7 %	Veuve/veuf	4,4 %
Nord-du-Québec	0,0 %	Je préfère ne pas répondre	1,7 %
Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	0,8 %	Enfants au sein du foyer	
Chaudière-Appalaches	4,9 %	Oui : 12 ans et plus seulement	7,9 %
Laval	4,4 %	Oui : 12 ans et plus et moins de 12 ans	4,8 %
Lanaudière	6,2 %	Oui : moins de 12 ans seulement	11,9 %
Laurentides	5,4 %	Non, aucun enfant de moins de 18 ans	75,0 %
Montérégie	17,6 %	Je préfère ne pas répondre	0,4 %
Centre-du-Québec	3,1 %	Revenu du ménage	
Régions de recensement		19 999 \$ et moins	5,2 %
Montréal RMR	50,1 %	De 20 000 \$ à 39 999 \$	16,8 %
Québec RMR	9,9 %	De 40 000 \$ à 59 999 \$	18,5 %
Autres régions	40,0 %	De 60 000 \$ à 79 999 \$	13,6 %
Type de région d'habitation		De 80 000 \$ à 99 999 \$	12,6 %
Milieu urbain (Ville/banlieue)	79,5 %	100 000 \$ et plus	23,8 %
Milieu rural	20,5 %	Je préfère ne pas répondre	9,5 %

² Comme indiqué par Statistique Canada et précisé par Léger Opinion : « les Canadiens transgenres, transsexuels et intersexués doivent indiquer le sexe (masculin ou féminin) auquel ils s'identifient le plus ».

³ Selon les statistiques du recensement de 2016, 79,1 % des Québécois ont le français comme langue maternelle et 8,9 % ont l'anglais comme langue maternelle. (<https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2016/dp-pd/dv-vd/lang/index-fra.cfm>). Pour les analyses statistiques présentées dans le rapport, nous avons fait des regroupements et considéré les deux seules catégories « Autres » et « Autres et autres » comme des allophones. Or cette répartition tend à sous-estimer les allophones qui représentent normalement 13,9 % de la population du Québec.

⁴ L'ordre suit la numérotation des régions administratives utilisée par le gouvernement du Québec (<https://www.quebec.ca/gouvernement/travailler-gouvernement/services-employes-etat/carriere-recrutement/mobilite-fonction-publique/liste-regions-administratives>)

Choix des enjeux à l'étude du Baromètre

Le questionnaire est conçu de façon à conserver chaque année la presque totalité des projets/enjeux à l'étude afin d'assurer une certaine continuité dans l'analyse des résultats et pour permettre des comparaisons entre les différentes éditions du Baromètre. Avant chaque Baromètre, nous prenons connaissance des dernières parutions d'enquêtes semblables sur le plan international, comme le rapport Global Risks (Forum économique mondial, 2021), le Baromètre de l'IRSN (IRSN, 2021), les différents rapports Eurobaromètre de la Commission européenne (2021), etc. Nous interrogeons également nos partenaires et nos collaborateurs. Ainsi, pour chaque enquête, la liste des projets/enjeux est retravaillée afin de refléter de nouveaux défis qui auraient pu émerger et qui seraient d'intérêt pour le Québec et enlever au besoin ceux qui ne sont plus d'actualité (par exemple, nous évaluons les perceptions en lien avec les centrales nucléaires en 2011 et 2013, ce qui n'est plus pertinent pour le Québec sachant que la seule centrale nucléaire du Québec a fermé ses portes en décembre 2012).

10 grandes catégories de risques sont à l'étude dans les enquêtes du Baromètre CIRANO. Cette première section aborde de manière globale les préoccupations des Québécois. La question est posée à deux niveaux : les catégories de risques les plus préoccupantes sur le plan personnel et les catégories de risques les plus préoccupantes sur le plan collectif. Ce sont les mêmes catégories depuis 2011 et la première édition du Baromètre CIRANO.

Tableau 1 : Catégories de risques présentes dans le Baromètre CIRANO et exemples associés

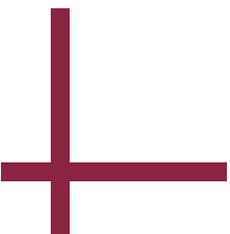
Catégories de risques	Exemples associés
Risques naturels	Inondation, tremblement de terre, incendies de forêt, canicule
Risques environnementaux et risques liés aux ressources énergétiques	 Pollution de l'air, pollution de l'eau, changements climatiques, exploration et exploitation gazière et minière
Risques technologiques	Usine chimique, centrale nucléaire, transport de matières dangereuses, enfouissement des déchets, lignes à haute tension, ondes électromagnétiques
Risques liés aux innovations technologiques	OGM, nanotechnologies, génomique, objets connectés, virus informatique, vol d'identité
Risques liés à la santé publique	 Vaccination, dépendances au tabac, drogue, obésité, malbouffe, contamination des aliments, fraude alimentaire,
Risques liés au système de santé	 Engorgement des urgences, listes d'attente, infections dans les hôpitaux
Risques liés à la sécurité	Vol, gang de rue, crime, attentat terroriste
Risques économiques et financiers	 Coût de la vie, prix de l'essence, taux d'intérêt, chômage, retraite, frais de scolarité
Risques liés aux infrastructures de transport	 Vieillesse des ponts, viaducs et routes, état des aqueducs
Risques liés à la gestion des projets publics	 Partenariat public-privé, gestion des grands projets, corruption

53 projets ou enjeux ont ainsi été retenus pour cette édition 2022 du *Baromètre CIRANO*, qui sont les mêmes qu'en 2021 lors de la précédente publication. Aussi, dans ce tableau ont été ajoutés certains pictogrammes qui seront repris à titre illustratif dans des tableaux tout au long du rapport lorsque des comparaisons seront établies entre toutes les éditions du Baromètre CIRANO. Nous vous conseillons de vous y référer au besoin.

Il est important de noter que pour les questions sur le niveau de bénéfice perçu et le niveau d'acceptabilité sociale, nous n'avons conservé que 21 enjeux sur la liste complète puisqu'il est inconcevable d'évaluer les bénéfices d'un enjeu négatif (par exemple, les inondations ou le terrorisme).

Projets ou Enjeux		
La pollution de l'eau	Les ondes électromagnétiques	La hausse du coût de la vie/des taux d'intérêt
La pollution de l'air	L'utilisation des objets connectés à Internet	L'endettement des ménages
Les changements climatiques 	La consommation d'aliments contenant des OGM 	Le prix de l'énergie (essence...)
Les tremblements de terre	La production individuelle d'électricité à partir des sources d'énergie solaire et éolienne (innovation techno)	Le vieillissement de la population
La canicule	La confidentialité des données sur Internet ou via les objets connectés	L'immigration
Les inondations	La difficulté d'accéder aux services de santé 	L'accès à l'éducation universitaire (frais de scolarité)
La construction d'un parc éolien	L'engorgement des urgences dans les hôpitaux. 	Le décrochage scolaire
L'exploitation des mines	La vaccination	Les cryptomonnaies
L'exploitation des forêts	Les épidémies (grippe, COVID, ...)	La montée du protectionnisme et du nationalisme économique
L'exploration pour du gaz de schiste 	La contamination des aliments par les bactéries ou autres microbes	Les déficits budgétaires et la dette publique 
L'exploration pour du pétrole	Les infections dans les hôpitaux	La montée des prix de l'immobilier
L'utilisation de produits chimiques par les industries 	Les problèmes de santé liés au tabac et à l'obésité	Les répercussions à long terme de la pandémie sur la société et l'économie
Le transport de matières dangereuses 	La progression des maladies mentales et des maladies cognitives	L'accès à un logement abordable 
L'utilisation des engrais/pesticides 	Les cyberattaques (vol d'identité, virus...)	L'état des infrastructures de transport 
Les sites d'enfouissement de déchets domestiques	Le terrorisme	L'état des aqueducs et égouts
La construction de nouvelles installations pour la production de gaz et électricité	La fraude alimentaire (étiquetage falsifié, contrefaçon)	Les projets en partenariat public-privé
L'utilisation des nanotechnologies	Le chômage	La corruption 
L'utilisation de la génétique/génomique dans la santé	Les revenus de retraite et la solvabilité des régimes de retraite	

Tableau 2 : Projets ou enjeux à l'étude dans le Baromètre 2022



PARTIE 1

BAROMÈTRE CIRANO 2022

Les Québécois face à 53 projets ou enjeux

Afin d'avoir un portrait complet des perceptions de la population du Québec, cinq concepts sont mesurés dans le questionnaire du Baromètre CIRANO. Le rapport suit la structure suivante :

- Les préoccupations (chapitre 1)
- La perception des risques (chapitre 2)
- La confiance dans la gestion par les autorités (chapitre 3)
- La perception des bénéfices (chapitre 4)
- La perception de l'acceptabilité sociale (chapitre 5)
- Les sources d'information utilisées et l'influence sur les perceptions (Chapitre 6)

CHAPITRE 1

PRÉOCCUPATIONS DES QUÉBÉCOIS EN 2022

Dans les enquêtes du Baromètre CIRANO, dix catégories de risques sont à l'étude et cette première section étudie globalement les préoccupations des Québécois. La question est posée à deux niveaux : les catégories de risques les plus préoccupantes sur le plan personnel et les catégories de risques les plus préoccupantes pour le Québec sur un plan collectif. Il est demandé au panel de choisir les deux catégories de risques qui sont les plus préoccupantes à leurs yeux.



Préoccupations personnelles

- Pour la première fois depuis la première édition du Baromètre CIRANO en 2011, on note une inversion dans le classement des principales préoccupations puisque les Québécois ont été plus nombreux à classer les risques économiques et financiers parmi leurs deux principales préoccupations que les risques liés au système de santé (qui occupaient cette première place jusqu'alors). Résulte certainement de la forte inflation et des difficultés d'approvisionnement liées à la reprise économique postpandémique.
- Les trois principales préoccupations restent les mêmes depuis 2011, bien que leur classement ait été modifié pour la première fois cette année :
 - 1) risques économiques et financiers (49 % des Québécois classent cette catégorie parmi leurs deux principales préoccupations, +10,4 points par rapport à 2021),
 - 2) risques liés au système de santé (47 %, +5,1 points par rapport à 2021),
 - 3) risques environnementaux et liés aux ressources énergétiques (29 %).

Quelques différences dans les préoccupations en fonction des variables sociodémographiques

- **Région** : Les habitants de Montréal sont moins préoccupés que les habitants des autres régions (hors Québec RMR) par les risques naturels (12 % contre 18 %) et par les risques économiques et financiers (43 % contre 55 %), mais plus préoccupés par la sécurité (15 % contre 8 %).

Les habitants de Québec RMR sont plus préoccupés que tous les autres répondants par les risques liés à la gestion des projets publics (13 % contre 4 % pour Montréal et 2 % pour les autres régions) et par les risques liés aux infrastructures de transport (12 % contre 4 % pour Montréal et 2 % pour les autres régions) et moins préoccupés par les risques liés au système de santé.

- **Sexe** : Les femmes sont plus préoccupées que les hommes par les risques liés au système de santé (51 % contre 42 % des hommes) et à la santé publique (28 % contre 21 % des hommes).

- **Âge** : Les 18-34 ans sont beaucoup plus préoccupés que les autres par les risques environnementaux et liés aux ressources énergétiques (37 %) (c'est même 47 % des étudiants) et le sont moins par les risques liés au système de santé (31 %).

Plus l'âge augmente, plus les répondants sont préoccupés par les risques liés au système de santé et moins ils sont préoccupés par les risques économiques et financiers.

- **Occupation** : Les personnes inactives sont les plus nombreuses (42 %) à considérer les enjeux liés à la santé publique comme préoccupants.

Préoccupations pour le Québec



- Pour la première fois depuis la première édition du Baromètre CIRANO en 2011, les enjeux économiques et financiers figurent dans le top 3 des catégories de risques les plus préoccupantes pour le Québec.
- Les risques liés au système de santé demeurent en tête des préoccupations collectives des Québécois en 2022 (depuis l'édition 2016).
- Les risques reliés aux infrastructures de transport ne font plus partie des trois catégories de risques les plus préoccupantes pour le Québec, alors qu'ils en faisaient systématiquement partie de 2011 à 2018, mais leur importance augmente cette année de plus de 3 points.
- Les trois principales préoccupations pour le Québec sont :
 - 1) Risques reliés au système de santé (45 % des Québécois classent cette catégorie parmi leurs deux principales préoccupations, +3,7 points par rapport à 2021),
 - 2) Risques économiques et financiers (32 %, +13,7 points par rapport à 2021),
 - 3) Risques environnementaux et reliés aux ressources énergétiques (32 %).

Quelques différences dans les préoccupations en fonction des variables sociodémographiques

- **Région** : Les habitants de Montréal sont plus préoccupés que les habitants des autres régions (excluant Québec RMR) par les risques reliés à la sécurité (13 % contre 6 %), mais moins préoccupés par les risques de santé publique (21 % contre 26 %).

Les habitants de Québec RMR sont les plus nombreux à être préoccupés par les infrastructures de transport (36 % des habitants de Québec RMR, contre 15 % des résidents de Montréal RMR et 13 % des habitants des autres régions) et les moins nombreux à classer les risques environnementaux et reliés aux ressources énergétiques parmi leurs deux principales préoccupations (21 % contre 33 % des habitants de Montréal RMR et 33 % des habitants des autres régions).

- **Sexe** : À l'instar des préoccupations personnelles, les femmes sont plus préoccupées que les hommes pour le Québec par les risques reliés au système de santé (48 % contre 41 % des hommes). À la différence des préoccupations personnelles, les femmes sont plus préoccupées que les hommes par les risques environnementaux et reliés aux ressources énergétiques (35 % contre 29 % des hommes).

- **Âge** : Les 18-34 ans sont les moins préoccupés par les risques naturels et les risques reliés à la sécurité. En revanche, c'est la classe d'âge la plus préoccupée collectivement par les risques économiques et financiers (44 % d'entre eux contre 34 % des 35-54 ans, 27 % des 55-74 ans et 12 % des plus de 75 ans).

Plus l'âge augmente,

- Moins les répondants sont préoccupés par les risques économiques et financiers (même constat pour les préoccupations personnelles) et par les risques reliés aux innovations technologiques
- Plus les répondants sont préoccupés par les risques naturels

- **Langue maternelle** : Les francophones sont les plus nombreux à placer les enjeux du système de santé parmi leurs deux principales préoccupations (47 % contre 34 % des anglophones et 25 % des allophones).

- **Occupation** : Les étudiants et les personnes inactives sont les plus nombreux à être préoccupés par les risques économiques et financiers (par rapport aux retraités et aux personnes actives).

- **Revenu** : Plus le revenu augmente, moins les répondants sont préoccupés par les risques naturels et plus ils le sont par les risques économiques et financiers.

Les préoccupations personnelles

Lorsque l'on demande aux Québécois d'indiquer les deux catégories de risques les plus préoccupantes pour eux-mêmes, les risques économiques et financiers (*Coût de la vie, prix de l'essence, taux d'intérêt, chômage, retraite, frais de scolarité*) (49 %) et les risques liés au système de santé (*Engorgement des urgences, listes d'attente, infections dans les hôpitaux*) (47 %) ressortent majoritaires. Ces deux catégories sont en nette progression par rapport à l'année dernière et, pour la première fois depuis plus d'une dizaine d'années dans le Baromètre CIRANO, les risques économiques et financiers se placent en tête des préoccupations personnelles des Québécois. La troisième place des préoccupations personnelles est occupée sur le plan personnel par les risques environnementaux et les risques liés aux ressources énergétiques (*pollution de l'air, pollution de l'eau, changements climatiques, exploration et exploitation gazière et minière*) (29 %), en léger repli par rapport à l'année dernière.

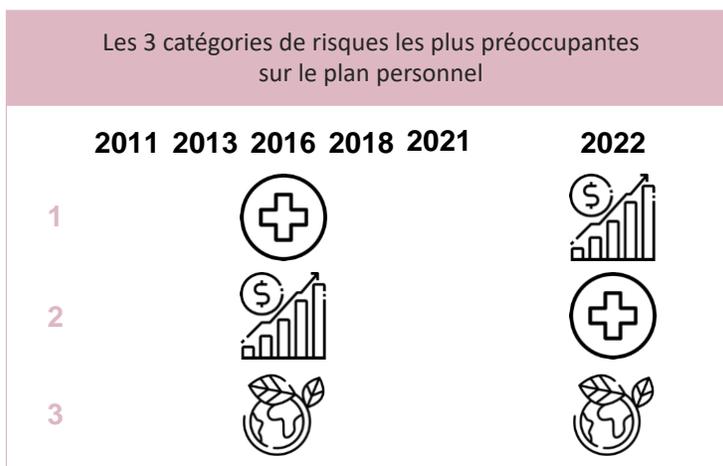


Figure 1 : Catégories de risques les plus préoccupantes sur le plan personnel sur la période 2011-2022 (Baromètre 2022) (Note : se référer au besoin au Tableau 1 pour la signification des pictogrammes)

La catégorie des risques liés à la santé publique (*Vaccination, dépendances au tabac, drogue, obésité, malbouffe, fraude alimentaire, contamination des aliments*) se place en quatrième position avec 25 % des Québécois qui considèrent que cette catégorie fait partie de leurs deux principales préoccupations personnelles. 14 % des Québécois classent les risques naturels (*Inondation, tremblement de terre, incendies de forêt,*

canicule) parmi leurs deux principales préoccupations sur le plan personnel. Suivent ensuite les risques liés à la sécurité (*Vol, gang de rue, crime, attentat terroriste*) (12 %) et les risques liés aux innovations technologiques (*OGM, nanotechnologies, génomique, objets connectés, virus informatique, vol d'identité*) (9 %). En bas du classement, les Québécois ne sont que 4 % à avoir placé les risques liés à la gestion des projets publics (*Partenariat public-privé, corruption, gestion des grands projets*) et les risques liés aux infrastructures de transport dans les deux catégories de risque les plus préoccupantes.

Afin de nuancer notre propos, il faut noter que la méthodologie de cette question, qui vise à exhiber seulement les deux préoccupations principales des Québécois induit peut-être une prime aux enjeux économiques et financiers ainsi qu'aux enjeux liés au système de santé, au détriment des autres catégories.

Le graphique suivant permet de visualiser les préoccupations pour 2022 et indique également les variations par rapport au Baromètre CIRANO 2021. Comme mentionné à la note 1 en page 5, lorsque des résultats d'analyses statistiques sont présentés dans le texte, ils sont tous significatifs au seuil de 90 % et nous ne précisons pas ni si les résultats des tests présentés sont significatifs ni la valeur du coefficient de significativité par souci de ne pas alourdir le texte. En revanche, et uniquement pour les graphiques de ce chapitre, alors que nous présentons des différences entre deux années ou entre différentes classes de variables sociodémographiques, nous avons conservé l'indication du taux de significativité puisque les représentations graphiques montrant l'ensemble des résultats, et non seulement ceux pour lesquels il y a des différences significatives, ne permettent pas d'en faire la distinction autrement.

Ainsi, en **rouge**, il s'agit des catégories de risques pour lesquelles la proportion de Québécois étant préoccupés a **augmenté de façon significative** depuis 2021, en **vert**, des catégories de risques pour lesquels la proportion de Québécois étant préoccupés a **diminué de façon significative** depuis 2021 et finalement en **gris**, des catégories de risques pour lesquelles la différence de proportions entre 2022 et 2021 n'est pas significative (généralement, pour ces catégories, les proportions n'ont pas bougé ou presque depuis 2021).

Au Québec, parmi les catégories de risques suivantes, indiquez **les deux plus préoccupantes pour vous**, résultats pour 2022

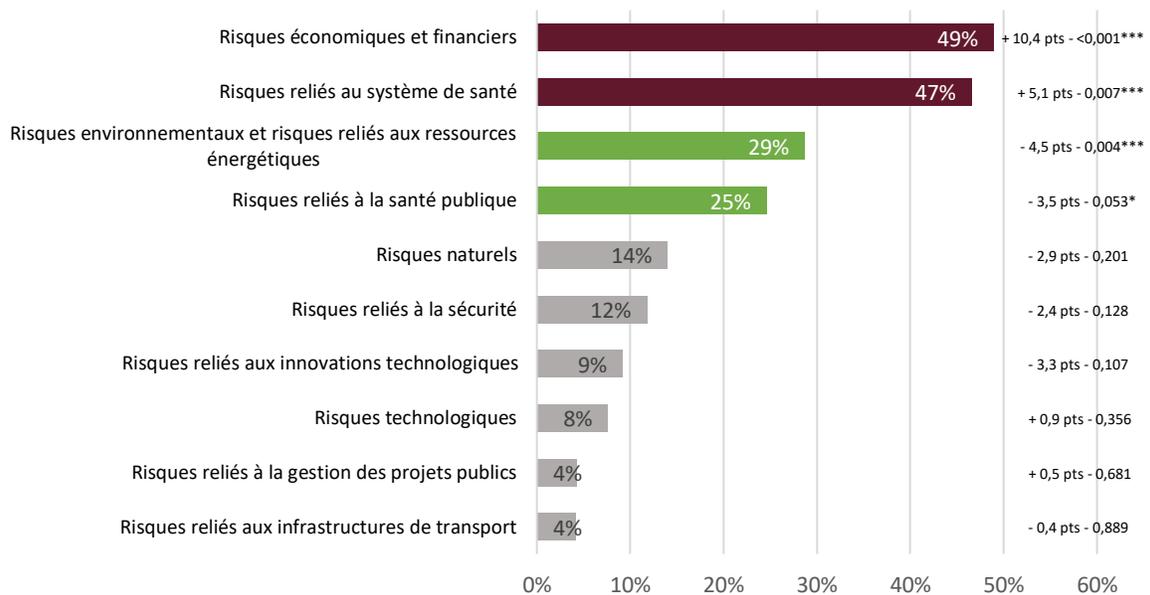


Figure 2 : Classement des catégories de risques les plus préoccupantes sur le plan personnel (Baromètre CIRANO 2022)

Depuis 2011, les trois principales préoccupations des Québécois du point de vue personnel demeurent semblables, mais avec cette année, un transfert de préoccupations entre plusieurs des catégories qui peut probablement s'expliquer par le contexte postpandémique et d'inflation marquée. Les Québécois ont ainsi été plus nombreux qu'en 2021 à placer les risques économiques et financiers dans leurs deux préoccupations personnelles principales (passant d'une proportion de 39 % de Québécois ayant choisi cette catégorie de risques dans leurs 2 catégories les plus préoccupantes en 2021 à 49 % en 2022, soit près d'un Québécois sur deux). De la même manière, la proportion de Québécois étant préoccupés par les risques reliés au système de santé progresse encore cette année, de 41 % en 2021 à 47 % cette année (soit une progression de 5,1 points⁵). Cette nette hausse pour ces deux enjeux s'accompagne d'une baisse significative pour les deux enjeux suivants. La proportion des Québécois classant les risques environnementaux et reliés aux ressources énergétiques parmi leurs deux principales préoccupations est en baisse de 4,5 points (passant de 33 % en 2021 à 29 % en 2022). De même, cette proportion appliquée aux risques reliés à la santé publique est aussi en recul de 3,5 points, à 25 % cette année, contre 28 % l'année dernière. Les autres préoccupations ne font pas l'objet d'évolution significative entre les deux dernières éditions du Baromètre CIRANO.

Ces transferts de préoccupations vers les risques économiques et financiers pourraient, selon nos données⁶, s'expliquer en partie par une perception des risques plus élevée qu'en 2021 pour certains enjeux tels que la hausse du coût de la vie/des taux d'intérêt (85 % de la population perçoit des risques grands ou très grands associés à cet enjeu, en hausse de 21 points par rapport à 2021), le prix de l'énergie (essence...) (82 %, une hausse de 23 points) ou encore l'accès à un logement abordable (78 %, une hausse de 10 points), ou bien la montée des prix de l'immobilier (75 %, en hausse de 9 points). En outre, on constate une confiance relativement faible de la population envers le gouvernement pour gérer ces quatre enjeux en lien avec les enjeux économiques et financiers, qui est de plus en nette dégradation par rapport à l'année dernière. Le détail de ces évolutions sera donné dans le chapitre dédié à l'évaluation des risques. Ces évolutions pourraient également être liées au contexte actuel d'inflation forte au Canada.

Selon notre analyse, l'augmentation de la proportion des Québécois classant les risques reliés au système de santé dans leurs deux principales préoccupations peut s'expliquer évidemment par le contexte pandémique, caractérisé par une reprise épidémique en début d'été 2022 avec des taux de contamination encore élevés et surtout par les perceptions relatives à deux enjeux : l'engorgement des urgences et la difficulté d'accéder aux services de santé. Pour ces deux enjeux, le niveau de risque perçu a augmenté depuis 2021 (une hausse de 6 points de pourcentage de la proportion de Québécois percevant un

⁵ Rappelons que les nombres présentés dans les figures ou tableaux ont été arrondis. En revanche, ce sont les nombres avant arrondissement qui sont utilisés pour calculer les sommes ou différences présentées. Ainsi, les sommes peuvent ne pas correspondre à l'addition manuelle des nombres présentés.

⁶ Plus de détails et en particulier des analyses multivariées de type logit seront présentées dans les sections thématiques correspondantes en fin de rapport.

niveau de risque grand ou très grand pour l'engorgement des urgences et de 8 points pour l'enjeu de la difficulté d'accéder aux services de santé) et le niveau de confiance a baissé (une hausse de 8 points de pourcentage de la proportion de Québécois n'ayant pas du tout ou plutôt pas confiance dans le gouvernement pour gérer l'enjeu de l'engorgement des urgences et une hausse de 9 points pour l'enjeu de la difficulté d'accéder aux services de santé).

Finalement, bien que la proportion des Québécois qui classent les risques liés à la santé publique et les risques environnementaux et reliés aux ressources énergétiques parmi leurs deux principales préoccupations soit en baisse significative par rapport à 2021, ces baisses demeurent relativement peu élevées. La baisse du niveau de préoccupation pour les enjeux environnementaux et reliés aux ressources énergétiques pourrait en partie s'expliquer par une augmentation de la confiance dans la gestion des projets énergétiques (pétrole et gaz) entre 2021 et 2022 et par une baisse du niveau de risque perçu pour ces projets énergétiques. La légère baisse des préoccupations relatives à la santé publique pourrait s'expliquer, selon nos données, par une baisse du niveau de risque perçu pour la vaccination par rapport à 2021 (ainsi qu'une légère baisse non significative de l'enjeu des épidémies). Encore une fois, il est important de ne pas focaliser sur la baisse de ces deux catégories puisque cette baisse est en lien direct avec la très nette et très forte progression des préoccupations personnelles à propos des risques économiques et financiers et des risques reliés au système de santé.

Afin de raffiner cette analyse, il est intéressant de croiser ces résultats avec les différentes variables sociodémographiques associées à chacun des répondants. D'autres variables peuvent influencer le niveau de préoccupation des Québécois et plus particulièrement leur niveau de risque ou niveau de bénéfice perçus, leur niveau de confiance perçue dans le gouvernement ou encore les sources d'information qu'ils utilisent. Cette section va traiter plus spécifiquement des variables sociodémographiques, alors que le chapitre 6 traitera de l'influence des sources d'information et les analyses détaillées dans la deuxième partie de ce rapport permettront grâce à des analyses multivariées d'intégrer l'ensemble de toutes ces variables afin de mieux comprendre lesquelles ont le plus de poids explicatif des préoccupations.

Des préoccupations personnelles différentes selon les variables sociodémographiques

Des tests de Mann-Whitney ou de Kruskal-Wallis, lorsque nous étions en présence de plus de deux modalités, apportent un éclairage intéressant dont les tableaux récapitulatifs sont présentés en annexe 1. L'analyse par variables sociodémographiques est présentée ci-dessous à propos des préoccupations personnelles. Pour cette partie seulement et tel qu'indiqué précédemment, comme l'ensemble des données est présenté selon les profils sociodémographiques et afin d'identifier les différences significatives, les valeurs des p-value des tests de Kruskal-Wallis sont présentées en haut de chaque graphique et ce pour

chacune des catégories (cependant, nous n'indiquons pas, par souci de lisibilité, les p-value 2 à 2).

La région d'origine

L'évaluation des préoccupations est différente selon la région d'origine des répondants. Ainsi, les habitants de la région métropolitaine de recensement de Québec (Québec RMR) sont nettement les plus nombreux à classer les risques liés aux infrastructures de transport (12 %) et à la gestion des projets publics (13 %) parmi leurs deux principales préoccupations sur le plan personnel. Ceci s'explique peut-être en partie par les débats entourant les projets de construction du tramway et du troisième lien (Cliche, 2021). À l'inverse, ils sont un peu moins nombreux à se préoccuper des risques liés au système de santé. Les personnes habitant dans les autres régions sont plus nombreuses que celles de la région de Montréal RMR à avoir classé les risques naturels parmi leurs deux principales préoccupations (18 % vs 12 % pour Montréal) et moins nombreuses à considérer les risques liés à la sécurité parmi leurs deux principales préoccupations (8 % contre 15 % pour Montréal). Enfin, dans la RMR de Montréal, les personnes sont moins préoccupées par les risques économiques et financiers (43 %) que les habitants des autres régions (55 %).

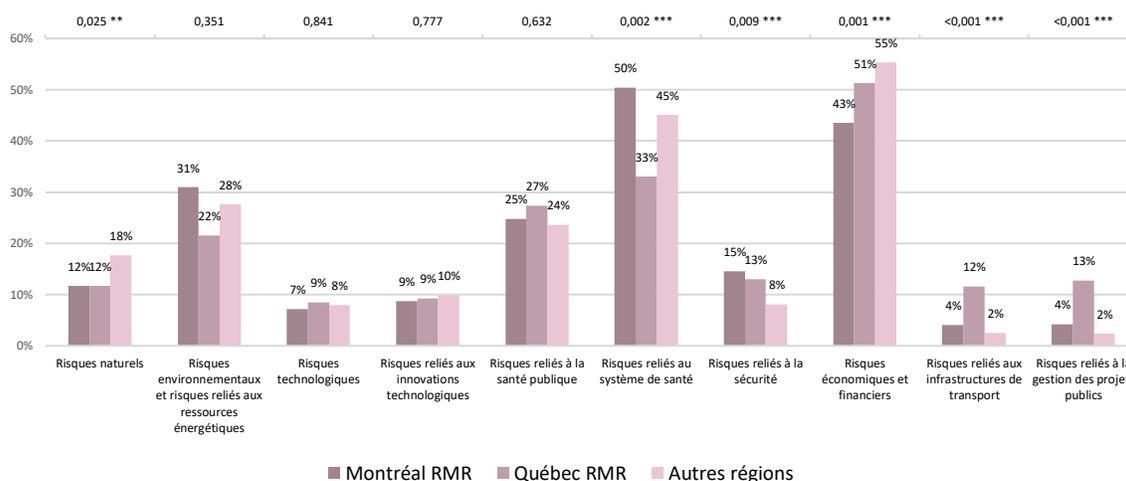


Figure 3 : Classement des catégories de risques les plus préoccupantes sur le plan personnel en fonction de la région des répondants (Baromètre CIRANO 2022)

Le milieu de vie

Selon que les répondants résident en zone urbaine ou en zone rurale, les préoccupations personnelles à propos des risques naturels et technologiques diffèrent : les répondants vivant en zone rurale sont plus préoccupés par les risques naturels (22 % les placent dans leurs deux principales préoccupations, contre 12 % de ceux habitant en zone urbaine) et par les risques technologiques (12 % contre 6 % en zone urbaine). À l'inverse, à propos des risques liés aux infrastructures de transport, ce sont les personnes en zone urbaine qui sont plus préoccupées (5 % contre 2 % en zone rurale).

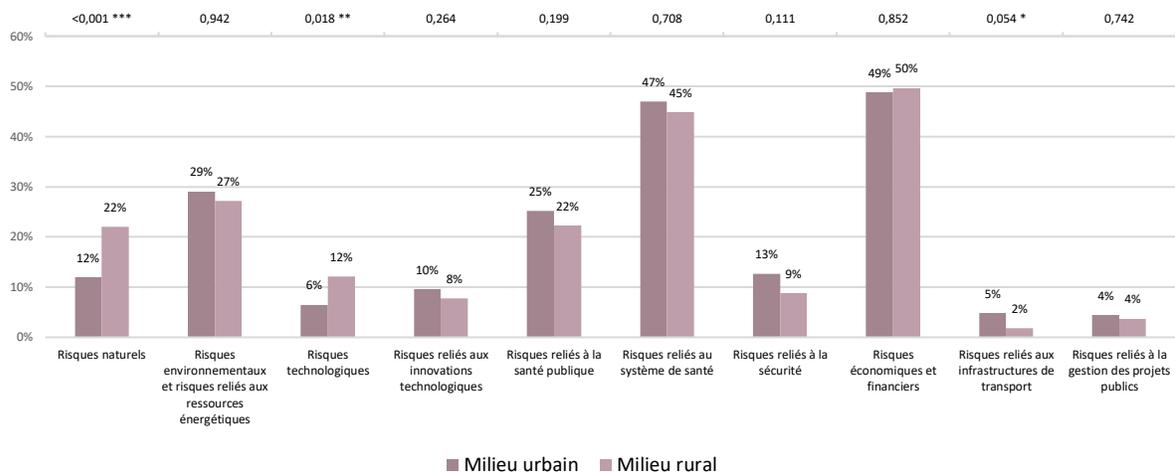


Figure 4 : Classement des catégories de risques les plus préoccupantes sur le plan personnel en fonction du milieu de vie des répondants (Baromètre CIRANO 2022)

Le sexe

Les répondants n’ont pas les mêmes préoccupations selon s’il s’agit d’une femme ou d’un homme. Ainsi, les femmes sont plus susceptibles d’avoir classé les risques liés au système de santé (51 % contre 42 % pour les hommes) et la santé publique (28 % contre 21 % des hommes) parmi leurs deux principales préoccupations. Ce sont en revanche les hommes qui sont plus nombreux à avoir classé les risques environnementaux et liés aux ressources énergétiques (31 % des hommes et 26 % des femmes), les risques liés aux infrastructures de transport (6 % contre 2 % des femmes) et les risques liés à la gestion des projets publics (6 % contre 3 % des femmes) parmi leurs deux principales préoccupations. Le graphique ci-dessous présente la répartition des préoccupations selon qu’il s’agit d’un homme ou d’une femme.

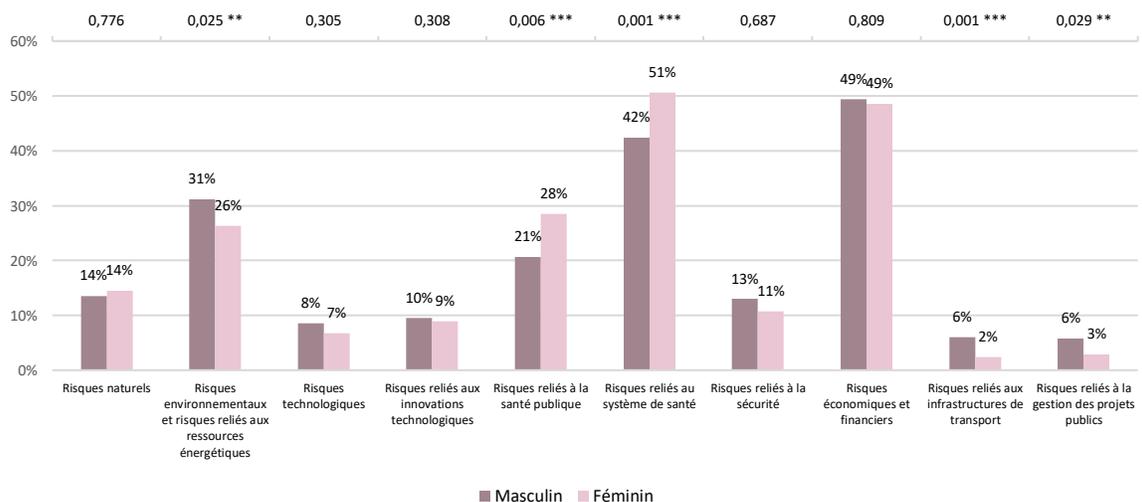


Figure 5 : Classement des catégories de risques les plus préoccupantes sur le plan personnel en fonction du genre des répondants (Baromètre CIRANO 2022)

L'âge

En matière de préoccupations personnelles, les différentes générations de répondants ne considèrent pas les mêmes enjeux. Ainsi, alors que les risques associés au système de santé préoccupent beaucoup plus les plus de 75 ans (70 %) par rapport aux 18-34 ans (31 %), les risques environnementaux préoccupent très fortement les moins de 35 ans, à hauteur de 37 % contre 23 % des plus de 75 ans, 29 % des 55-74 ans et 23 % des 35-54 ans. Les risques économiques et financiers préoccupent beaucoup plus les plus jeunes que les autres générations. En effet, parmi les 18-34 ans, ils sont 58 % à le placer dans les deux principales préoccupations contre 49 % des 35-54 ans, 44 % des 55-74 ans et 42 % des 75 ans et plus.

Selon les catégories d'âge, l'ordre des préoccupations principales évolue beaucoup. Le graphique ci-dessous présente la répartition des préoccupations selon la catégorie d'âge.

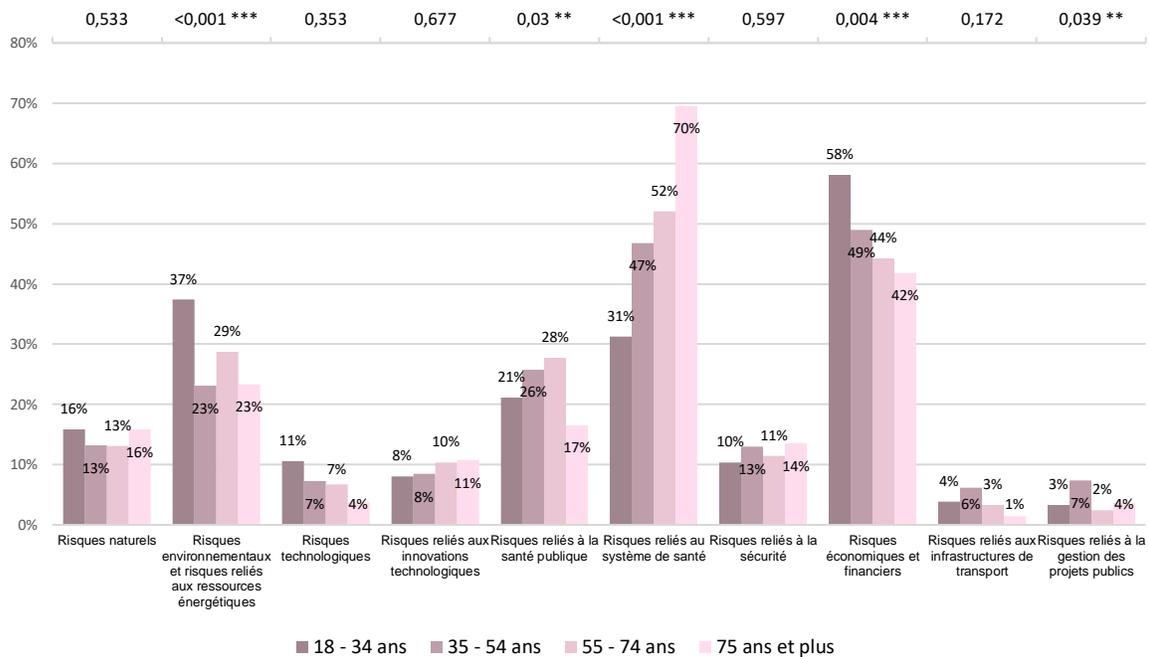


Figure 6 : Classement des catégories de risques les plus préoccupantes sur le plan personnel en fonction de l'âge des répondants (Baromètre CIRANO 2022)

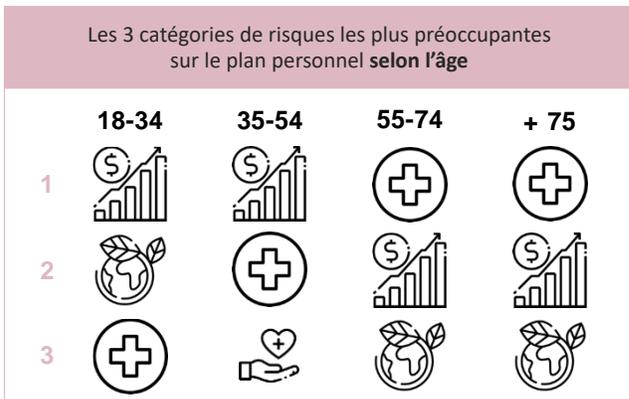


Figure 7 : Les trois catégories de risques les plus préoccupantes sur le plan personnel en 2022, selon la catégorie d'âge (Baromètre 2022) (Note : se référer au besoin au Tableau 1 pour la signification des pictogrammes)

Hormis pour la santé publique pour les 35-54 ans, les trois catégories des risques les plus préoccupantes sur le plan personnel sont les mêmes pour l'ensemble des générations : les risques économiques et financiers, les risques environnementaux et liés aux ressources énergétiques et les risques liés au système de santé. Le classement évolue en revanche avec l'âge. Ainsi, plus l'âge augmente plus les enjeux liés au système de santé remonte dans le classement, de la 3^e place pour les 18-34 ans, à la première place pour les plus de 55 ans. Des tests

de corrélation montrent que plus l'âge augmente, plus les répondants classent les risques liés au système de santé parmi leurs deux principales préoccupations ($r=0,202$, $p<0,001$) et moins ils classent les risques économiques et financiers parmi leurs deux principales préoccupations ($r=-0,139$, $p<0,001$).

La langue

Les francophones sont les plus nombreux à indiquer les risques naturels dans leurs deux principales préoccupations, à hauteur de 15 %, contre 8 % pour les anglophones et 7 % pour les allophones. À l'inverse, ils sont moins nombreux à placer les enjeux de santé publique dans les deux principales préoccupations (23 % pour les francophones contre 36 % pour les deux autres catégories). Les anglophones sont quant à eux moins nombreux que les francophones à placer les risques environnementaux et liés aux ressources énergétiques dans leurs deux principales préoccupations et les moins nombreux à identifier les risques liés aux innovations technologiques dans leurs deux principales préoccupations. Cette dernière distinction avait déjà été relevée en 2021 et en 2018. Les allophones ont été moins nombreux que les francophones à indiquer, parmi leurs 2 catégories les plus préoccupantes, les risques économiques et financiers et ils sont les plus nombreux à avoir indiqué les risques technologiques.

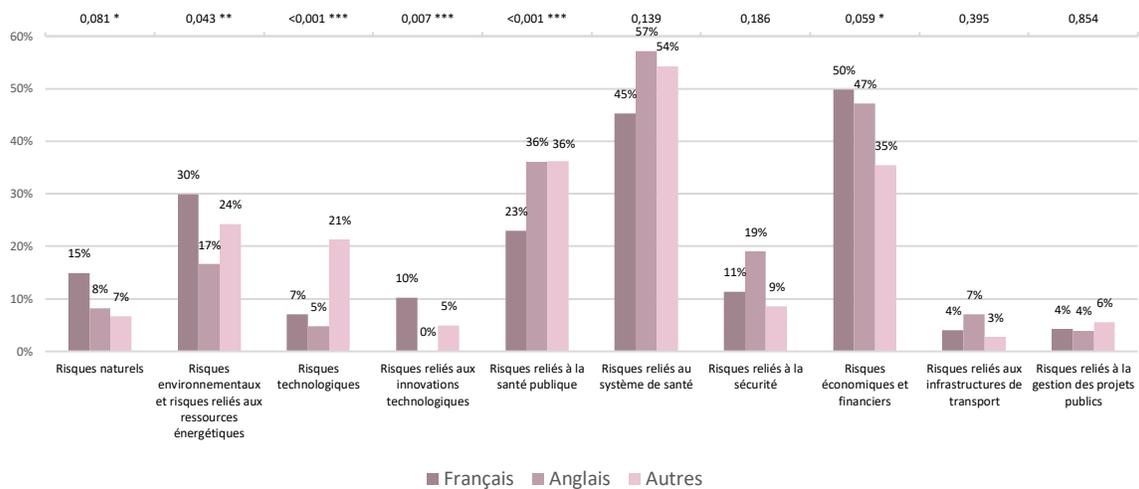


Figure 8 : Classement des catégories de risques les plus préoccupantes sur le plan personnel en fonction de la langue des répondants (Baromètre CIRANO 2022)

Le niveau de scolarité

Dans le baromètre 2022, certaines préoccupations varient en fonction du niveau de scolarité. Ainsi, les répondants titulaires d'un diplôme de niveau Maîtrise ou Doctorat sont les moins nombreux à être préoccupés par les enjeux économiques et financiers (35 % d'entre eux contre 47 % des titulaires d'un diplôme du secondaire, 52 % des titulaires d'un diplôme du collégial et 50 % des titulaires d'un baccalauréat). Les personnes avec un diplôme du secondaire (21 %) sont moins nombreuses que les répondants avec un diplôme de niveau collégial (29 %) ou un diplôme de niveau baccalauréat (39 %) à identifier les risques environnementaux et liés aux ressources énergétiques parmi leurs deux principales préoccupations.

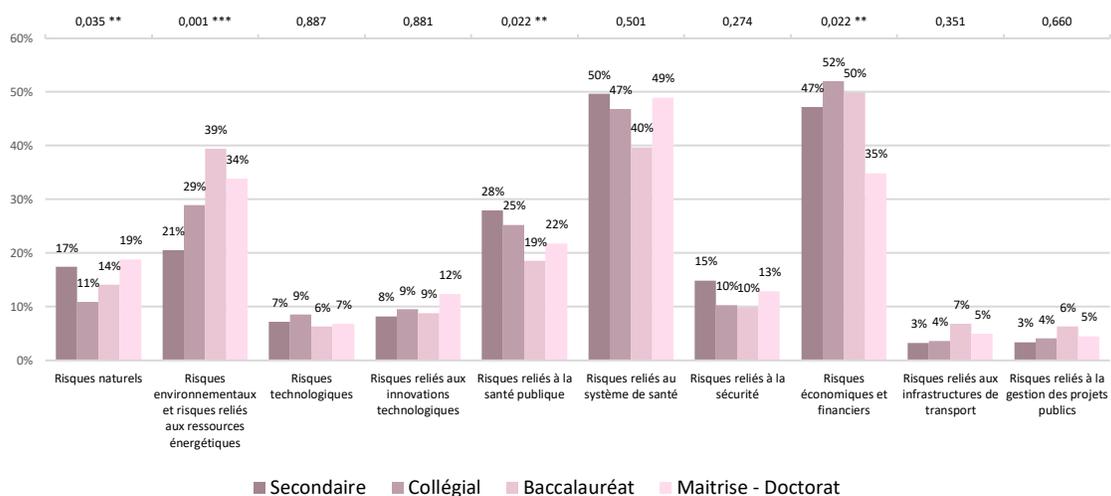


Figure 9 : Classement des catégories de risques les plus préoccupantes sur le plan personnel en fonction du niveau de scolarité des répondants (Baromètre CIRANO 2022)

L'occupation

L'occupation⁷ des répondants modifie la perception des risques présentés dans le Baromètre CIRANO. Ainsi, pour les étudiants, les risques environnementaux font partie des plus fortes préoccupations personnelles. 47 % d'entre eux placent cette catégorie dans leurs deux principales préoccupations, considérablement plus que les autres catégories d'occupation, notamment les personnes inactives qui ne sont que 22 % à le faire, 26 % chez les retraités et 30 % chez les actifs. À l'inverse, les risques liés au système de santé préoccupent beaucoup plus les retraités que les étudiants. Parmi ces derniers, ils ne sont que 27 % à considérer cette catégorie dans leur top 2, alors qu'ils sont 55 % chez les retraités. Enfin, parmi les personnes inactives, 42 % considèrent les enjeux liés à la santé publique comme préoccupants, ce qui diffère des autres catégories avec 23 % pour les personnes actives, 23 % pour les étudiants et 24 % pour les retraités.

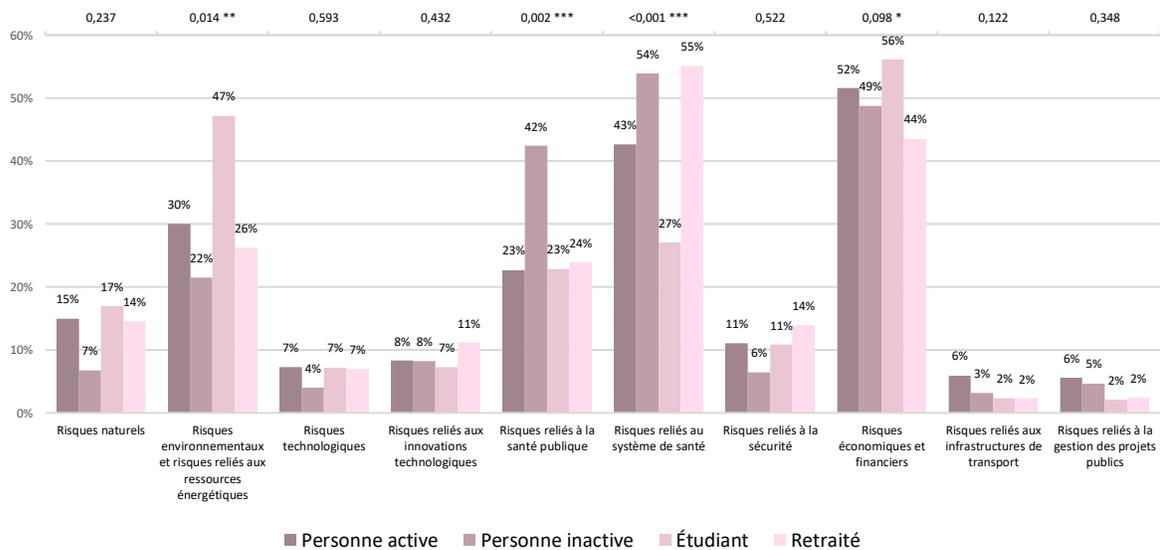


Figure 10 : Classement des catégories de risques les plus préoccupantes sur le plan personnel en fonction de l'occupation des répondants (Baromètre CIRANO 2022)

Le revenu

Les préoccupations pour les risques économiques et financiers présentent des différences marquées selon le revenu. Ainsi, les répondants avec un revenu de plus de 80000 \$ sont les plus préoccupés au sujet des risques économiques et financiers (54 % d'entre eux contre 42 % des répondants avec un revenu de moins de 40000 \$ et 49 % des répondants avec un revenu compris entre 40000 \$ et 80000 \$).

⁷ Comme il est difficile de noter des différences significatives si l'on conserve les douze classes d'occupation du questionnaire, nous les avons regroupés en quatre, à savoir, les personnes ayant un emploi rémunéré que l'on classe de personnes actives, les étudiants, les retraités et finalement les personnes inactives, regroupant les répondants au foyer ou sans emploi.

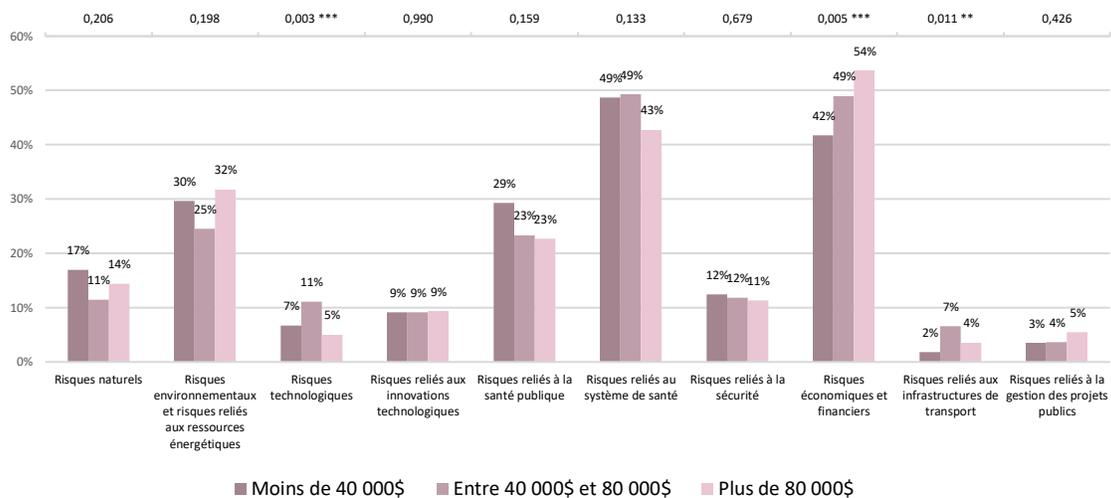


Figure 11 : Classement des catégories de risques les plus préoccupantes sur le plan personnel en fonction du niveau de revenu des répondants (Baromètre CIRANO 2022)

Ces différents résultats cachent sans doute l'impact de l'âge sur l'appartenance à l'un ou l'autre groupe occupationnel. Ceci et d'autres liens tels celui entre un âge plus élevé et un niveau d'éducation plus faible font qu'une analyse multivariée permettant d'identifier l'effet propre à chaque caractéristique démographique est pertinente. Afin de faciliter la lecture par enjeux, ces analyses seront détaillées dans les sections thématiques dans la deuxième partie du rapport.

Les préoccupations pour le Québec

Intéressons-nous maintenant aux préoccupations pour le Québec. Pour la première fois depuis la première édition du Baromètre CIRANO en 2011, les enjeux économiques et financiers figurent parmi les trois catégories de risques les plus préoccupantes pour le Québec. Ainsi, bien que les risques liés au système de santé restent en tête des préoccupations collectives des Québécois en 2022 (45 % des Québécois les classent parmi leurs deux principales préoccupations vs 41 % en 2021), les risques économiques et financiers entrent dans le top 3 et se positionnent désormais à la deuxième place de ce classement (32 % vs 19 % en 2021), à quasi-égalité avec les risques environnementaux et liés aux ressources énergétiques (32 % vs 41 % en 2021). L'édition 2022 du baromètre présente donc une progression majeure des préoccupations reliées aux enjeux économiques et financiers non seulement sur le plan personnel, mais aussi pour le Québec

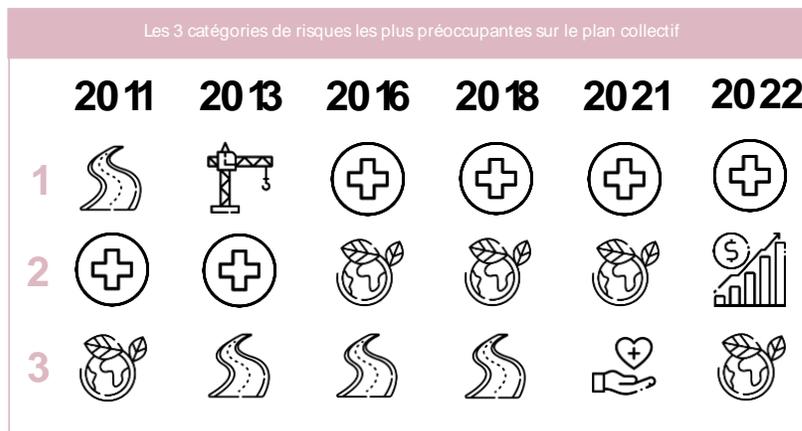


Figure 12 : Catégories de risques les plus préoccupantes pour le Québec sur la période 2011 – 2022 (Baromètre 2022) (Note : se référer au besoin au Tableau 1 pour la signification des pictogrammes)

dans sa globalité. Ces préoccupations grandissantes sont tout à fait cohérentes avec le contexte économique dans lequel l'enquête a été menée. En effet, la pandémie de COVID-19 et l'invasion de l'Ukraine ont créé d'importantes perturbations dans plusieurs secteurs névralgiques de nos

économies. Les goulots d'étranglement des chaînes d'approvisionnement créent des ruptures de stock, attisent l'inflation et fragilisent la reprise économique.⁸

Le graphique suivant permet de visualiser les préoccupations pour le Québec pour 2022 et indique également les variations par rapport au Baromètre CIRANO 2021. Ainsi, en **rouge**, il s'agit des catégories de risques pour lesquelles la proportion de Québécois étant préoccupés a augmenté depuis 2021, en **vert**, des catégories de risques pour lesquels la proportion de Québécois étant préoccupés a diminué depuis 2021 et finalement en **gris**, des catégories de risques pour lesquelles la proportion n'a pas bougé ou presque (ou différence non significative) depuis 2018.

⁸ Sur ce point, voir Warin, T. (2022). Risques liés aux chaînes d'approvisionnement : l'inquiétude de la population du Québec. (2022PE-XX) et Dudoit, A., Panot, M., & Warin, T. (2021). *Towards a multi-stakeholder Intermodal Trade-Transportation Data-Sharing and Knowledge Exchange Network* (2021RP-28, CIRANO). <https://doi.org/10.54932/MVNE7282..>

Au Québec, parmi les catégories de risques suivantes, indiquez **les deux plus préoccupantes pour le Québec (résultats pour 2022)**

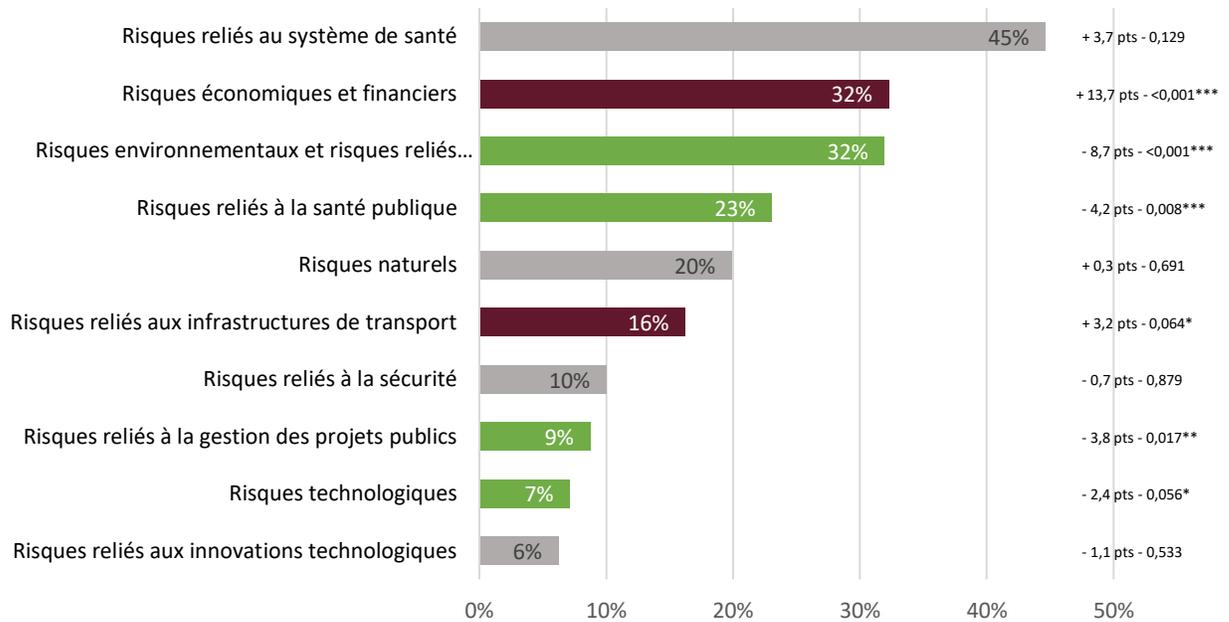


Figure 13 : Classement des catégories de risques les plus préoccupantes pour le Québec (Baromètre CIRANO 2022)

Les enjeux environnementaux et liés aux ressources énergétiques sont beaucoup moins mentionnés parmi les deux principales préoccupations des Québécois, avec une baisse de près de 9 points par rapport à l'édition du Baromètre 2021. Néanmoins, il ne faut pas oublier que cette catégorie de risque a connu une certaine progression sur les dernières éditions où, en 2018, seulement 29 % des Québécois considéraient qu'il s'agissait d'une de leurs deux principales préoccupations pour le Québec. Encore une fois, cette baisse est aussi et surtout en lien direct avec la très nette et très forte progression des préoccupations pour le Québec à propos des risques économiques et financiers et des risques liés au système de santé.

23 % et 20 % des Québécois placent les risques liés à la santé publique et les risques naturels dans leurs deux principales préoccupations pour le Québec. Notons que la proportion de Québécois qui classe ces deux catégories de risques parmi leurs deux principales est en baisse relativement à 2021. Viennent ensuite les risques liés aux infrastructures de transport et ceux liés aux enjeux de sécurité, avec 10 % des Québécois qui les classent parmi leurs deux principales préoccupations. Enfin après les risques liés à la gestion des projets publics (9 %), les deux dernières catégories recueillent 7 % des préoccupations pour les risques technologiques et 6 % pour les risques liés aux innovations technologiques.

Les risques reliés aux infrastructures de transport ne font plus partie des trois principales catégories de risques les plus préoccupantes pour le Québec, alors qu'ils en faisaient systématiquement partie de 2011 à 2018. Toutefois, leur importance augmente quand même cette année, de plus de 3 points. C'est par ailleurs la seule catégorie en plus des deux premières (système de santé et économique et financier) dont le niveau de préoccupations progresse cette année (c'est-à-dire que la proportion des Québécois qui classent cette catégorie parmi leurs deux principales préoccupations est passée de 13 % à 16 %). Toutes les autres catégories apparaissent comme aussi ou moins préoccupantes en 2022 qu'en 2021.

Des préoccupations pour le Québec différentes selon les variables sociodémographiques

Pour compléter l'analyse, des tests de Mann-Whitney ou de Kruskal-Wallis, lorsque nous étions en présence de plus de deux modalités, apportent un éclairage intéressant dont les tableaux récapitulatifs sont présentés en annexes. L'analyse par variables sociodémographiques est présentée ci-dessous à propos des préoccupations pour le Québec. Le lecteur constatera s'il se réfère à la section précédente du texte que pour un enjeu spécifique, le niveau de préoccupation associé à l'un ou l'autre attribut sociodémographique varie entre préoccupation personnelle et sociétale.

La région d'origine

Les habitants de la région de Montréal sont plus nombreux que les répondants des autres régions du Québec (excluant Québec RMR) à être préoccupés par les risques reliés à la sécurité (13 % contre 6 %) (le même constat était fait pour les préoccupations personnelles), mais moins nombreux à être préoccupés au sujet de la santé publique (21 % contre 26 %). Les répondants de la région de Québec sont nettement les plus nombreux à être préoccupés par les infrastructures de transports (36 % des habitants de Québec RMR, contre 15 % des résidents de Montréal RMR et 13 % des habitants des autres régions). Enfin, les habitants de Québec sont les moins nombreux à classer les risques environnementaux et reliés aux ressources énergétiques parmi leurs deux principales préoccupations (21 % des habitants de Québec RMR, contre 33 % des habitants de Montréal RMR et 33 % des habitants des autres régions).

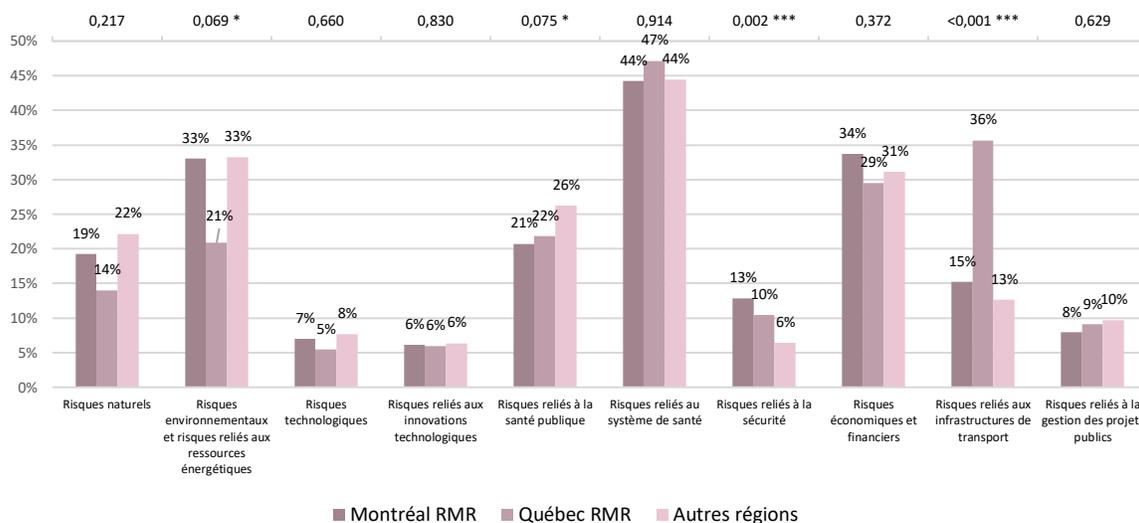


Figure 14 : Classement des catégories de risques les plus préoccupantes pour le Québec en fonction de la région des répondants (Baromètre CIRANO 2022)

Le milieu de vie

Les habitants en zone rurale sont plus susceptibles d’indiquer dans leurs deux principales préoccupations les risques technologiques (11 % contre 6 % pour les urbains), les risques liés à la santé publique (28 % contre 22 %), les risques liés au système de santé (48 % contre 44 %) et les risques liés à la gestion des projets publics (12 % contre 8 %). À l’inverse, les urbains vont être plus nombreux à être préoccupés au sujet des infrastructures de transport (17 % des urbains placent cet enjeu dans leurs deux premières préoccupations, contre 13 % des ruraux).

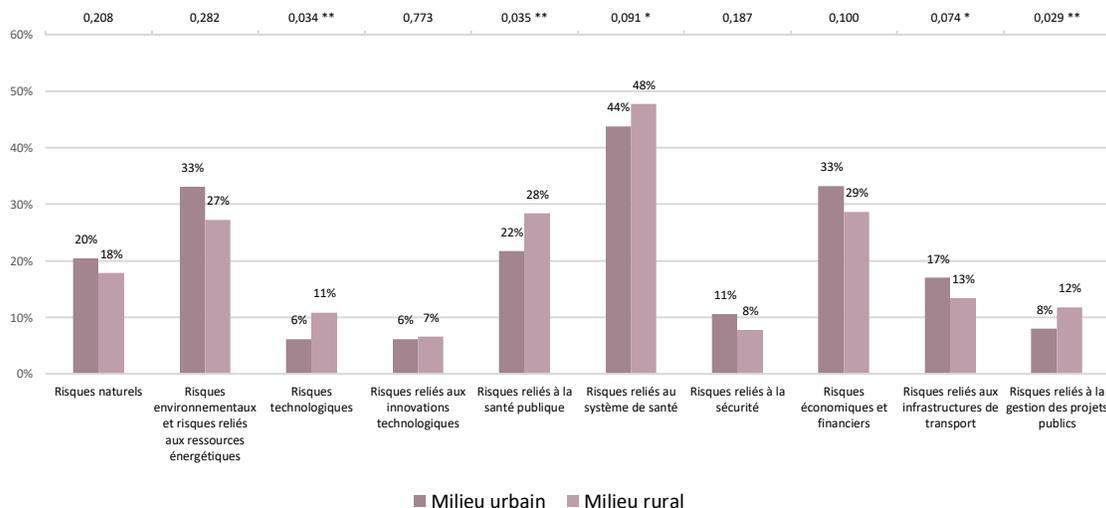


Figure 15 : Classement des catégories de risques les plus préoccupantes pour le Québec en fonction du milieu de vie (Baromètre CIRANO 2022)

Le sexe

Les différences significatives à propos des préoccupations pour le Québec selon le sexe sont principalement sur les risques liés au système de santé, aux risques environnementaux et aux projets publics. Les femmes sont plus sensibles que les hommes à la fois aux préoccupations reliées au système de santé (48 % d'entre elles les classent parmi leurs deux principales préoccupations contre 41 % des hommes) (ce constat était également le même pour les préoccupations sur le plan personnel) et les risques liés environnementaux (35 % contre 29 % des hommes). Ainsi, les femmes sont moins préoccupées personnellement par les risques environnementaux et risques liés aux projets énergétiques, mais le sont plus que les hommes lorsqu'il s'agit des risques pour le Québec. Les hommes sont en revanche plus préoccupés que les femmes à propos de la gestion des projets publics (12 % contre 6 % des femmes).

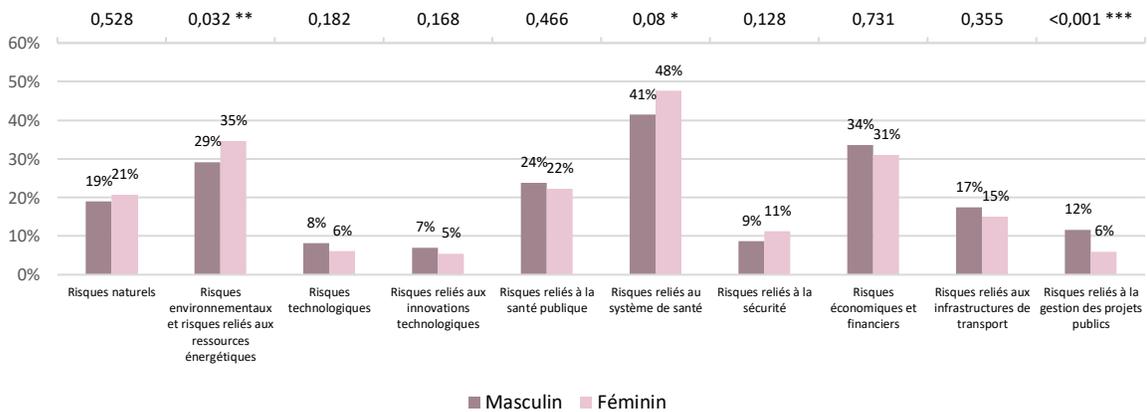


Figure 16 : Classement des catégories de risques les plus préoccupantes pour le Québec en fonction du genre des répondants (Baromètre CIRANO 2022)

L'âge

À nouveau, l'âge est une variable sociodémographique différenciant les préoccupations collectives. Ainsi, les 18-34 ans vont sensiblement être les moins préoccupés à propos des risques naturels (12 % d'entre eux les placent dans leurs deux principales préoccupations collectives, contre 29 % des 75 ans et plus, 24 % des 55-74 ans et 19 % des 35-54 ans). Ils sont aussi les moins nombreux à être préoccupés par les risques liés à la sécurité, par rapport aux 35-74 ans. En revanche, c'est la classe d'âge la plus préoccupée collectivement par les risques économiques et financiers (44 % d'entre eux contre 34 % des 35-54 ans, 27 % des 55-74 ans et 12 % des plus de 75 ans).

Les plus de 75 ans sont significativement plus nombreux que les 18 à 34 ans et que les 35 à 54 ans à considérer les risques environnementaux et reliés aux ressources énergétiques comme très préoccupants (44 % d'entre eux les placent dans leurs deux premières préoccupations contre 30 % des 18-34 ans et 29 % des 35-54 ans). Ils sont en revanche

nettement les moins nombreux à trouver les risques liés aux innovations technologiques et les risques économiques et financiers préoccupants collectivement.

D’ailleurs, un test de corrélation montre que plus l’âge augmente, moins les répondants sont préoccupés par les risques économiques et financiers ($r=-0,185$, $p<0,001$). C’était le même constat pour les préoccupations personnelles.

Des tests de corrélation montrent que plus l’âge augmente,

- moins les répondants sont préoccupés par les risques économiques et financiers ($r=-0,185$, $p<0,001$). C’était le même constat pour les préoccupations personnelles.
- Moins les répondants sont préoccupés par les risques liés aux innovations technologiques ($r=-0,095$, $p=0,003$).
- Plus les répondants sont préoccupés par les risques naturels ($r=0,143$, $p<0,001$).

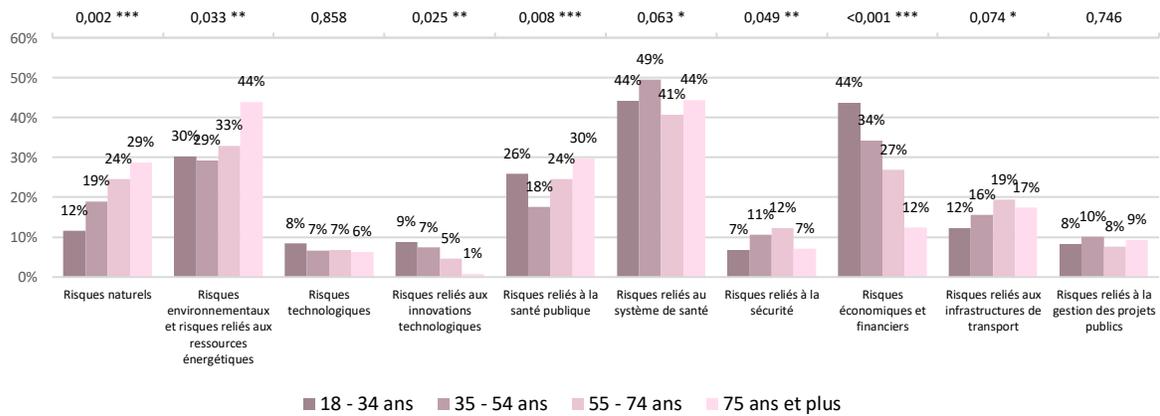


Figure 17: Classement des catégories de risques les plus préoccupantes pour le Québec en fonction de l’âge des répondants (Baromètre CIRANO 2022)

Les 35-54 ans sont les moins nombreux en proportion à placer les risques liés à la santé publique en tête de leurs préoccupations, mais ils sont plus nombreux que les 55-74 ans à considérer les risques liés au système de santé préoccupants (49 % contre 41 %). Finalement, les 55-74 ans auront plus tendance à trouver les infrastructures de transport préoccupantes que les 18-34 ans (19 % d’entre eux le placent dans les deux préoccupations majeures, contre 12 % des 18-34 ans notamment).

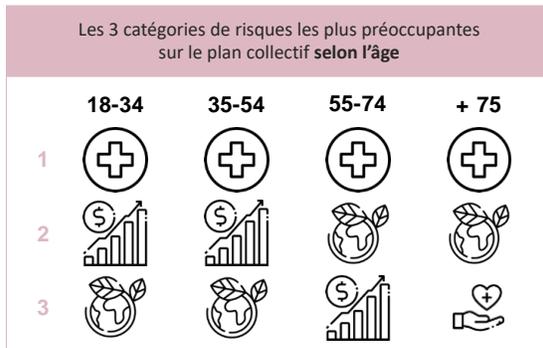


Figure 18 : Les trois catégories de risques les plus préoccupantes sur le plan collectif en 2022, selon la catégorie d'âge (Baromètre 2022) (Note : se référer au Tableau 1 pour la signification des pictogrammes)

Il faut noter que bien qu'il y ait de nombreuses distinctions entre les proportions de préoccupations selon les catégories d'âge, les trois enjeux qui reviennent le plus en tête, indépendamment du classement, sont très similaires. Seule la santé publique fait son entrée dans ce classement pour les plus de 75 ans, sinon ce sont toujours les risques liés au système de santé, les risques économiques et financiers et les risques environnementaux et liés aux ressources énergétiques qui préoccupent les Québécois collectivement, quel que soit l'âge.

La langue

47 % des francophones sont préoccupés au sujet du système de santé, contre seulement 34 % des anglophones et 25 % des allophones. Les autres variations significatives concernent les personnes allophones qui sont les plus nombreuses à placer les risques environnementaux, les risques naturels ou les risques liés aux projets publics comme des préoccupations majeures, et moins nombreuses à placer les risques liés à la santé publique comme leurs deux préoccupations principales pour le Québec.

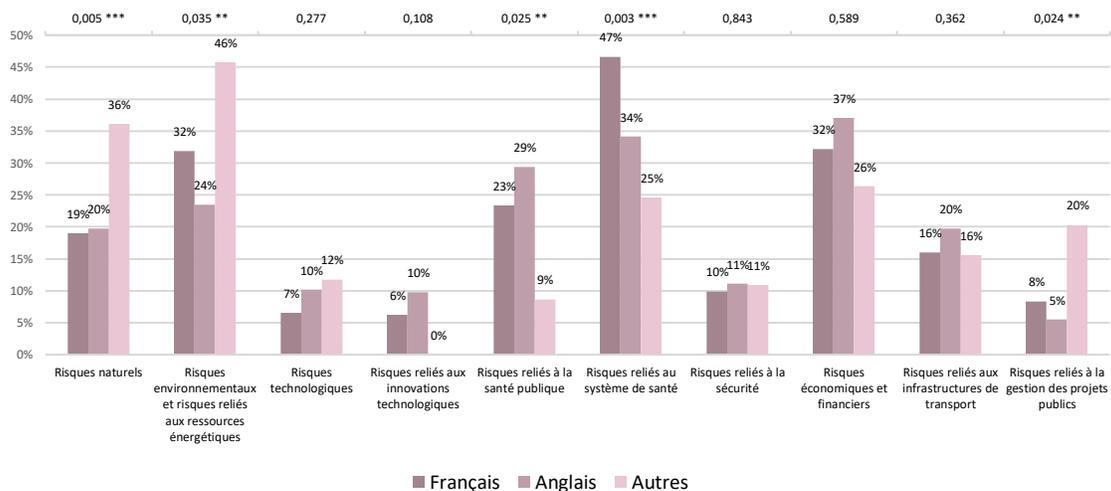


Figure 19 : Classement des catégories de risques les plus préoccupantes pour le Québec en fonction de la langue parlée (Baromètre CIRANO 2022)

L'occupation

Au sujet des risques économiques et financiers, les étudiants (54 %) et les personnes inactives (45 %) vont être plus nombreux à être préoccupés et placer cette catégorie dans leurs deux principales préoccupations collectives (contre 34 % pour les personnes actives et 24 % pour les retraités). C'est chez les retraités que la proportion de personnes plaçant les risques environnementaux et reliés aux ressources énergétiques parmi leurs deux principales préoccupations pour le Québec est la plus élevée (37 %) et chez les étudiants que cette proportion est la plus faible (21 %). On constatait l'effet inverse lorsqu'il était question des préoccupations personnelles.

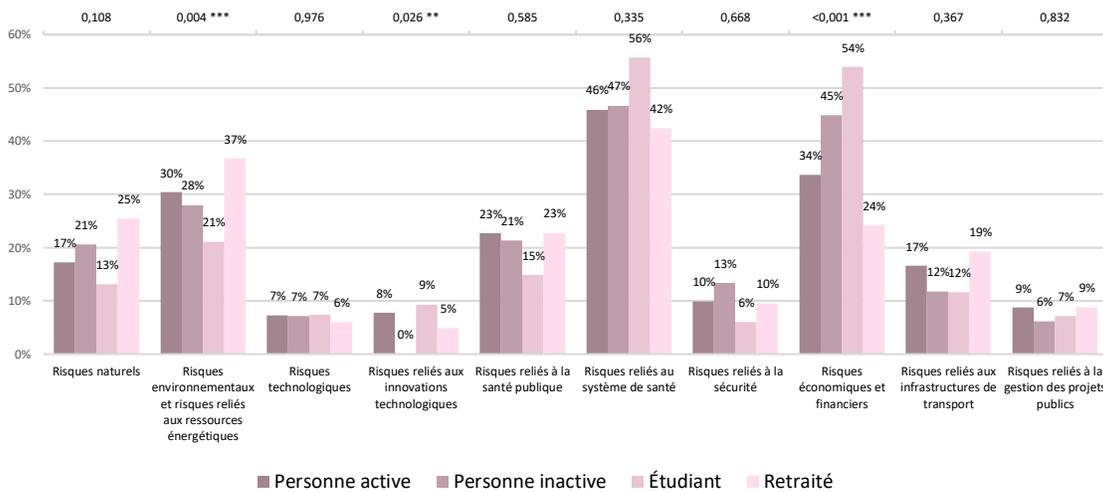


Figure 20 : Classement des catégories de risques les plus préoccupantes pour le Québec en fonction de l'occupation (Baromètre CIRANO 2022)

Le revenu

Les plus aisés sont les plus nombreux à considérer les risques économiques et financiers et les risques reliés au système de santé parmi leurs principales préoccupations, alors qu'ils sont les moins nombreux à placer les risques naturels en tête de ces préoccupations.

Ceux qui gagnent moins de 40000 \$ par année sont ceux qui sont les plus préoccupés par les risques environnementaux et reliés aux ressources énergétiques.

Des tests de corrélations montrent que plus le revenu augmente, moins les répondants sont préoccupés par les risques naturels ($r=-0,124$, $p<0,001$) et plus ils le sont par les risques économiques et financiers ($r=0,078$, $p=0,19$).

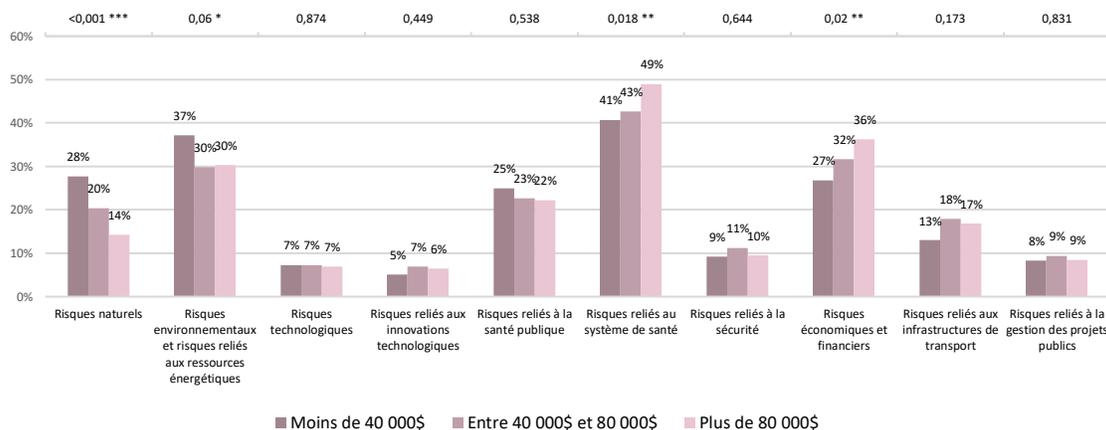


Figure 21 : Classement des catégories de risques les plus préoccupantes pour le Québec en fonction du revenu (Baromètre CIRANO 2022)

Encore une fois, ces différents résultats cachent sans doute l'impact de l'âge sur l'appartenance à l'un ou l'autre groupe occupationnel. Ceci et d'autres liens tels celui entre un âge plus élevé et un niveau d'éducation plus faible font qu'une analyse multivariée permettant d'identifier l'effet propre à chaque caractéristique démographique est pertinente. Afin de faciliter la lecture par enjeu, ces analyses seront détaillées dans les sections thématiques dans la deuxième partie du rapport.

CHAPITRE 2

PERCEPTION DES RISQUES POUR LES 53 PROJETS OU ENJEUX À L'ÉTUDE



CLASSEMENT 2022 DES ENJEUX PERÇUS COMME LES PLUS RISQUÉS

Le classement des trois projets ou enjeux perçus comme les plus risqués en 2022 diffère des précédentes éditions du Baromètre :

1. La hausse du coût de la vie/des taux d'intérêt prend la tête des enjeux perçus comme les plus à risque par les Québécois (n'avait jamais fait partie des trois enjeux les plus risqués peu importe l'édition du Baromètre) : 85 % des Québécois perçoivent cet enjeu comme un risque grand ou très grand. (+21 points vs 2021)
2. L'engorgement des urgences dans les hôpitaux (83 %) (toujours 1^{er} depuis 2011 sauf en 2013 ou il était 2^e).
3. Le prix de l'énergie (essence...) fait lui aussi son entrée dans ce classement pour la première fois et profite de la plus forte progression parmi tous les enjeux (82 %, + 23 points par rapport à 2021).

- Les changements climatiques ne font plus partie cette année des trois enjeux perçus comme les plus risqués comme c'était le cas en 2021, mais le niveau moyen de risque perçu demeure toutefois très élevé et significativement plus élevé qu'en 2018 (malgré une baisse entre 2021 et 2022, de 3,99/5 en 2021 à 3,89/5 en 2022, le niveau dépasse celui de 3,60/5 en 2018).
- Parmi les enjeux perçus comme très risqués, on retrouve majoritairement des enjeux socioéconomiques et reliés aux finances publiques ou encore des enjeux reliés au système de santé. Parmi les enjeux perçus comme les moins risqués, se trouvent surtout des enjeux reliés aux innovations technologiques ainsi que les tremblements de terre.

MÉCONNAISSANCE DU NIVEAU DE RISQUE POUR CERTAINS ENJEUX

- L'analyse met en évidence que pour 7 projets/enjeux sur 53, plus de 20 % de la population déclare ne pas connaître le niveau de risque : l'utilisation des nanotechnologies (32 %), la montée du protectionnisme et du nationalisme économique (24 %), les cryptomonnaies (24 %), l'utilisation de la génétique/génomique dans la santé (22 %), les projets en partenariat public-privé (22 %), l'exploration pour du gaz de schiste (22 %) et la production individuelle d'électricité à partir des sources d'énergie solaire et éolienne (20 %).

DES DIFFÉRENCES IMPORTANTES DANS LES PROPORTIONS DE QUÉBÉCOIS PERCEVANT DES RISQUES GRANDS OU TRÈS GRANDS ENTRE 2021 ET 2022, SURTOUT POUR LES ENJEUX ÉCONOMIQUES

- Globalement, la moyenne des niveaux de risque perçu sur les 53 enjeux confondus est sensiblement la même qu'en 2021, mais la distribution est très différente et plus polarisée : alors que l'année dernière, un seul enjeu dépassait 4/5 en niveau moyen de risque, il y en a 8 dans l'édition du Baromètre CIRANO 2022. 14 enjeux en 2022 ont un niveau de risque perçu plus petit que 3/5 contre 12 l'an dernier.
- Tous les enjeux perçus comme les plus risqués en 2021 (sauf les changements climatiques) voient leur niveau de risque progresser en 2022.
- L'édition 2022 ne montre que quatre baisses significatives dans les proportions des Québécois percevant des risques grands ou très grands sur les 53 enjeux à l'étude, mais 16 hausses significatives.

Baisses les plus marquées

- L'exploration pour du gaz de schiste (33 % des Québécois perçoivent cet enjeu comme un grand ou un très grand risque, en baisse de 4 points par rapport à 2021)
- Le transport de matières dangereuses (33 % en 2022, en baisse de 4 points)
- La vaccination (26 % en 2022, en baisse de 6 points)
- La construction de nouvelles installations pour la production de gaz et électricité (23 %, en baisse de 4 points).

Hausses les plus marquées :

Deux hausses très importantes :

- Le prix de l'énergie (essence...) (82 %, en hausse de 23 points par rapport à 2021),
- La hausse du coût de la vie/des taux d'intérêt (85 % en 2022, en hausse de 21 points)

Et plusieurs hausses de plus de 8 points :

- L'accès à un logement abordable (78 % en 2022, en hausse de 10 points)
- L'endettement des ménages (73 % en 2022, en hausse de 13 points)
- Les revenus de retraite et la solvabilité des régimes de retraite (54 % en 2022, en hausse de 10 points)
- L'état des infrastructures de transport (66 % en 2022, en hausse de 10 points)
- La montée des prix de l'immobilier (75 % en 2022, en hausse de 9 points)
- La difficulté d'accéder aux services de santé (77 % en 2022, en hausse de 8 points)
- Les infections dans les hôpitaux (54 % en 2022, en hausse de 8 points)

DES PERCEPTIONS DE RISQUE QUI ONT PU ÊTRE TEINTÉES PAR LA PANDÉMIE ET LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE ACTUEL

- Pour la plupart des enjeux perçus comme peu risqués, il n'y a pas de changement dans les niveaux de risques perçus entre 2018 et 2022, mis à part pour la vaccination (baisse entre 2022 et 2021, mais le niveau de risque de 2022, exception faite de 2021, est le plus élevé de toutes les éditions du Baromètre)
- Pour la plupart des enjeux économiques, la tendance à la hausse du risque amorcée en 2021 s'est poursuivie en 2022.
- Pour les enjeux reliés au système de santé et à l'immigration, on note un certain effet boomerang de la pandémie. Ainsi, la baisse du niveau de risque perçu entre 2018 et 2021 ne s'est pas maintenue et le risque a augmenté à nouveau, pour atteindre des niveaux de risque plus élevés qu'en 2018 pour les enjeux du système de santé, mais sans toutefois rattraper les niveaux pré-pandémiques pour l'immigration.
- Pour les enjeux des épidémies et de la canicule, le niveau en 2022 s'est maintenu au niveau de 2021 après une forte hausse entre 2018 et 2021.

Dans le baromètre, le niveau de risque perçu est évalué sur une échelle de Likert à cinq points « Négligeable (1), Faible (2), Moyen (3), Grand (4), Très Grand (5) ». Une catégorie « Ne connais pas le niveau de risque » a également été ajoutée pour les personnes qui ne sauraient pas évaluer le niveau de risque sur certains enjeux.

Niveau moyen de risque perçu pour 53 enjeux au Québec

Le portrait des trois enjeux perçus comme les plus risqués parmi les 53 à l'étude pour l'édition 2022 se distingue des précédentes éditions. Sans grande surprise, pour l'édition 2022, c'est l'enjeu de la hausse du coût de la vie et des taux d'intérêt qui se place en 1^{re} place du classement des enjeux perçus les plus risqués (à 4,37/5). Ce résultat est tout à fait cohérent avec le contexte inflationniste que le Québec traverse et avec les préoccupations des Québécois telles que présentées dans le chapitre précédent. C'est néanmoins la première fois de toutes les éditions du Baromètre CIRANO depuis 2011 que la hausse du coût de la vie se retrouve dans les trois enjeux perçus comme les plus risqués du Baromètre CIRANO. L'engorgement des urgences dans les hôpitaux continue de présenter un risque parmi les plus élevés (4,33/5), se plaçant juste derrière la hausse du coût de la vie. Cet enjeu a d'ailleurs systématiquement fait partie des deux enjeux perçus comme les plus risqués depuis la première édition du Baromètre CIRANO en 2011 (se classant même comme le plus risqué à chaque édition sauf en 2013). Enfin, l'enjeu du prix de l'énergie (essence...) se présente comme le troisième enjeu le plus risqué (4,29/5). C'est la première fois que cet enjeu apparaît parmi les trois perçus comme les plus risqués.



Figure 22 : Projets/enjeux perçus comme les plus risqués pour le Québec sur la période 2011-2022 (Baromètre CIRANO 2022) (Note : se référer au besoin au Tableau 2 pour la signification des pictogrammes)

Cette année confirme que les enjeux en lien avec l'économie sont perçus comme très risqués : les deux enjeux en lien avec l'immobilier, l'accès à un logement abordable (4,21/5 [4^e position du classement des enjeux les plus risqués]) et la montée des prix de l'immobilier (4,14/5 [6^e position]), l'endettement des ménages (4,04/5 [7^e position]), le vieillissement de la population (4,01/5 [8^e position]), les répercussions de la pandémie sur l'économie (3,86/5 [11^e position]) et les déficits budgétaires et la dette publique (3,83/5 [12^e position]). Ces résultats ne sont pas surprenants puisque le Québec connaît un taux

d'inflation le plus élevé depuis 1991. En effet, le taux d'inflation annuel du panier type de consommation a augmenté de mois en mois pour atteindre 8 % d'une année à l'autre en juin 2022 au Québec (Banque de données des statistiques officielles sur le Québec, 2022). Il s'agit d'une des plus fortes progressions annuelles observées depuis juin 1991 (où la variation annuelle a dépassé les 8 % pendant 5 mois), et excluant ce court épisode, il faut même remonter à décembre 1982 pour revoir un taux d'inflation à 9 % pour le Québec (Banque de données des statistiques officielles sur le Québec, 2022). Selon Statistique Canada (Statistique Canada, 2022a), cette accélération de la croissance en juin est principalement attribuable à la majoration des prix de l'essence. Ceci se reflète dans nos résultats; la moyenne des niveaux de risque perçus pour les prix de l'énergie (essence...) ayant connu une hausse sans précédent, de l'ordre de 0,5 point de moyenne, soit + 13 %, entre 2021 et 2022.

Les enjeux de santé occupent également le haut du classement des enjeux les plus risqués, avec notamment la difficulté d'accéder aux services de santé, qui se classe en 5^e position, à 4,20/5. Le niveau de risque perçus pour les infrastructures de transport progresse cette année, pour s'établir à 3,89/5, en 9^e position.

Les changements climatiques ne font plus partie cette année des trois enjeux perçus comme les plus risqués et se placent plutôt en 10^e position, à 3,89/5 (3,99/5 en 2021). La situation économique des ménages avec une inflation élevée et fluctuante et la crainte d'une récession fait qu'il est raisonnable de penser que l'on se concentre sur le risque principal et que l'on néglige les autres enjeux, considérés comme moins pressants et accessoires en comparaison. La situation actuelle ne favorise peut-être donc pas la considération complète de cet enjeu. Une comparaison avec l'édition 2018 du Baromètre apporte toutefois un autre éclairage : bien que l'enjeu des changements climatiques ait baissé dans le classement en 2022, le niveau moyen de risque perçus a quand même augmenté de façon significative de 2018 à 2022, en passant de 3,60 à 3,89.

Parmi les enjeux perçus comme peu risqués se retrouvent beaucoup d'enjeux en lien avec les innovations technologiques : la production individuelle d'électricité (2,42/5) et les nanotechnologies (2,75/5) ou l'utilisation des objets connectés (2,87/5). En bas de classement, se trouvent aussi l'enjeu du chômage (2,92/5) et celui de la vaccination (2,89/5), pour lesquels le niveau de risque est moins élevé qu'en 2021; le succès de l'adoption de la campagne de vaccination contre la COVID-19 y est sûrement lié (le taux de vaccination au Québec est de 85,1 % au 18 juillet 2022 [MSSS, 2022]).

À nouveau cette année, les tremblements de terre constituent l'enjeu qui apparaît comme présentant le moins de risque pour les Québécois, avec une moyenne de 2,35/5. C'est le seul enjeu en lien avec les risques naturels qui se situent aussi bas dans le classement. Les autres risques environnementaux présentent des moyennes de niveau de risque plus élevées : la pollution de l'air (3,55/5 [22^e]), la pollution de l'eau (3,38/5 [27^e]), la canicule (3,34/5 [29^e]) et les inondations (3,13/5 [36^e]).

Moyenne des réponses à la question : Selon vous, quel est le **niveau de risque** pour le Québec des **phénomènes naturels/ projets/ enjeux** suivants ?

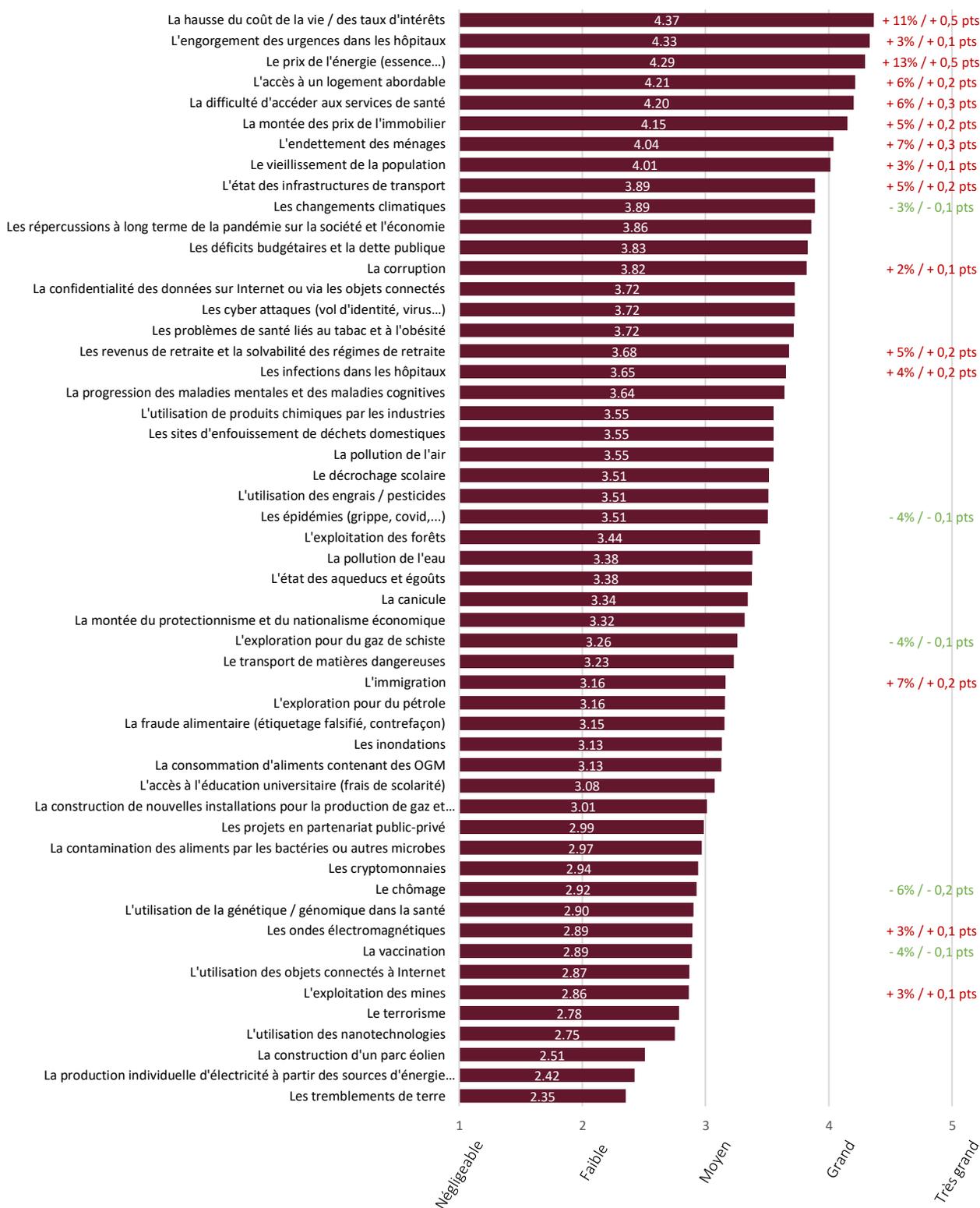


Figure 23 : Niveau moyen de risque perçu pour le Québec pour les 53 enjeux à l'étude (Baromètre CIRANO 2022) (si significative, la progression de la moyenne des niveaux de risque est indiquée à droite – en rouge, la variation est positive et en vert, la variation est négative)

Répartition des niveaux de risque perçus pour les 53 enjeux à l'étude

Nous avons représenté le niveau de risque perçu non plus uniquement selon la moyenne des niveaux de risque, mais plutôt selon la répartition en pourcentages des choix de réponses du questionnaire regroupés en trois grandes catégories, à savoir la catégorie «niveau de risque grand et très grand», la catégorie «niveau de risque moyen» et finalement la catégorie «niveau de risque faible et négligeable».

Les conclusions sont sensiblement les mêmes que dans la partie précédente, puisque, que l'on considère le niveau moyen de risque ou la proportion des Québécois percevant un risque grand ou très grand, le classement des 53 enjeux à l'étude est sensiblement le même.

Selon vous, quel est le **niveau de risque** pour le Québec des phénomènes naturels/ projets/ enjeux suivants ? (Données 2022)

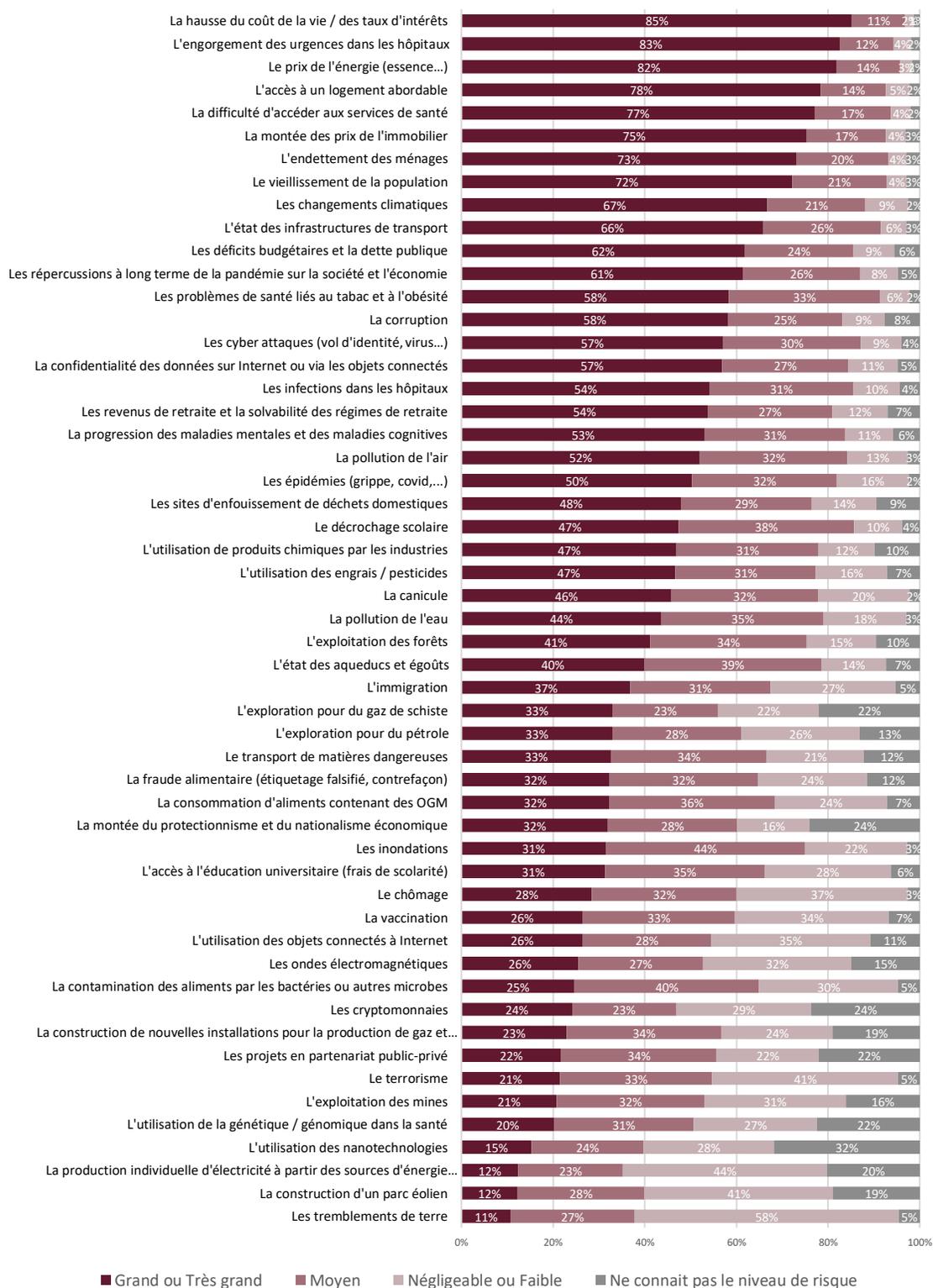


Figure 24 : Répartition des niveaux de risques perçus des enjeux pour le Québec en 2022 (Baromètre CIRANO 2022)

Évolution des perceptions des risques depuis 2021

Globalement, la moyenne des niveaux de risque perçu pour les 53 enjeux confondus est sensiblement le même qu'en 2021 (3,40 vs 3,36), mais la distribution est très différente et plus polarisée :

- alors que l'année dernière, un seul projet/enjeu dépassait 4/5 en moyenne de risque, il y en a 8 dans l'édition du Baromètre CIRANO 2022. C'est donc pour 15 % des projets/enjeux pour lesquels les Québécois perçoivent un niveau de risque supérieur à 4/5 contre à peine 2 % en 2021 (en 2018, il n'y en avait qu'un également).
- C'est cependant 14 projets/enjeux sur 53 (26 %) qui ont une note pour le niveau de risque inférieure à 3/5 alors qu'il y en avait 12 en 2021 (22 % des enjeux).

Lorsque l'on compare les perceptions de 2022 avec les données de 2021, on constate des variations significatives.

Parmi les baisses les plus marquées du niveau de risque perçu :

L'édition 2022 ne montre que quatre baisses significatives de la proportion des Québécois percevant un risque grand ou très grand sur les 53 enjeux à l'étude :

- L'exploration pour du gaz de schiste : 33 % des Québécois perçoivent cet enjeu comme un grand ou un très grand risque, en baisse de 4 points par rapport à la précédente édition, ce qui s'explique peut-être par les politiques québécoises interdisant ceci, comme l'adoption du projet de loi n° 21 9 en avril 2022, Loi visant principalement à mettre fin à la recherche *et à la production d'hydrocarbures ainsi qu'au financement public de ces activités*.
- Le transport de matières dangereuses est perçu comme un risque grand ou très grand par 33 % des Québécois, en baisse de 4 points,
- La vaccination est perçue par 26 % de la population comme un risque grand ou très grand contre 32 % en 2021 (baisse de 6 points),
- La construction de nouvelles installations pour la production de gaz et électricité est perçue par 23 % de la population comme un risque grand ou très grand contre 27 % en 2021.

Parmi les hausses les plus marquées du niveau de risque perçu :

La plupart des enjeux perçus comme les plus risqués en 2021 voient leur niveau de risque progresser encore de façon importante et statistiquement significative entre 2021 et 2022 (sauf l'enjeu des changements climatiques), ce qui témoigne de la dégradation de tous ces sujets en tête du classement. On note deux hausses très importantes :

- Le prix de l'énergie (essence...) (82 % des Québécois perçoivent un niveau de risque grand ou très grand en 2022, en hausse de 23 points par rapport à 2021),
- La hausse du coût de la vie/des taux d'intérêt (85 % en 2022, en hausse de 21 points)

⁹ Source : communiqué de presse de l'AQME, consulté à https://cape.ca/fr/press_release/12071/, le 29 août 2022.

Et plusieurs hausses de plus de 8 points :

- L'accès à un logement abordable (78 % en 2022, en hausse de 10 points)
- L'endettement des ménages (73 % en 2022, en hausse de 13 points)
- Les revenus de retraite et la solvabilité des régimes de retraite (54 % en 2022, en hausse de 10 points)
- L'état des infrastructures de transport (66 % en 2022, en hausse de 10 points)
- La montée des prix de l'immobilier (75 % en 2022, en hausse de 9 points)
- La difficulté d'accéder aux services de santé (77 % en 2022, en hausse de 8 points)
- Les infections dans les hôpitaux (54 % en 2022, en hausse de 8 points)

Il est toutefois important ici de faire certaines mises en garde. En effet, la stricte comparaison des données de 2021 avec celles de 2022 peut cacher l'évolution réelle des perceptions puisque l'enquête de 2021 a été réalisée en plein cœur de la pandémie, ce qui a pour effet d'exacerber certaines préoccupations. Ainsi, bien qu'il soit important de faire ressortir les différences de perceptions entre 2022 et 2021, il va être tout aussi important de visualiser l'évolution entre 2018 et 2022 et de voir si les niveaux de risque sont revenus à leur niveau pré-pandémique ou non. Les graphiques suivants présentent les enjeux et leur évolution en ce qui concerne le risque perçu sur les 3 dernières éditions du Baromètre, soit 2018, 2021 et 2022.

Nous ne présentons ici que des résultats généraux sachant qu'une analyse détaillée pour les enjeux économiques et de santé sera présentée dans les sections thématiques.

- Ainsi, pour les enjeux dont le risque perçu est plutôt faible (panneau 3/3 de la figure suivante), la proportion des Québécois percevant un risque grand ou très grand n'a pas beaucoup bougé entre 2018, 2021 et 2022. Deux exceptions sont à faire. Tout d'abord, le terrorisme est l'enjeu pour lequel la proportion des Québécois percevant un risque grand ou très grand était sensiblement plus grande en 2018 qu'en 2021, mais elle s'est stabilisée entre 2021 et 2022. Ensuite, la vaccination est l'enjeu pour lequel, bien que la proportion des Québécois percevant un risque grand ou très grand ait baissé entre 2022 et 2021, cette proportion est de loin encore plus élevée que toutes les précédentes éditions du Baromètre (excepté 2021).

- Pour les enjeux dont le risque perçu est plutôt moyen (panneau 2/3 de la figure suivante), les niveaux de risque ont globalement peu varié, si ce n'est les enjeux des épidémies et de la canicule pour lesquels le niveau de risque a grandement augmenté en 2021, et s'est maintenu à ce niveau en 2022. À l'inverse, pour l'enjeu de l'immigration, la proportion de la population qui percevait un risque grand ou très grand pour l'immigration avait diminué significativement entre 2018 et 2021 (passant de 48 % en 2018 à 31 % en 2021) pour remonter en 2022 à 37 %, sans toutefois atteindre l'importance de 2018. Ainsi, globalement, le niveau de risque pour l'immigration a donc baissé entre 2018 et 2022 (niveau moyen de risque perçu au sujet de l'immigration est passé de 3,48/5 en 2018 à 2,95/5 en 2021 à 3,16/5 en 2022).

- On constate le plus l'effet de la pandémie sur les enjeux dont le risque est perçu comme plutôt élevé (panneau 1/3). Pour certains enjeux, en particulier ceux économiques,

on constate une dégradation graduelle du niveau de risque perçu, alors que pour d'autres (en lien avec le système de santé plus particulièrement), on constate davantage un effet « boomerang », c'est-à-dire que le risque avait « anormalement » baissé en plein cœur de la pandémie pour revenir en 2022 à des niveaux de risque prépandémique, voir même plus élevé. C'est le cas aussi pour les enjeux liés aux infrastructures de transport.

Ainsi, plusieurs phénomènes apparaissent qui laissent supposer que les perceptions pour l'année 2021 pourraient dans certains cas être le seul reflet du contexte pandémique : soit les perceptions se sont confirmées à travers le temps (augmentation constante entre 2018, 2021 et 2022) (surtout vrai pour les enjeux économiques), soit les perceptions de risque ont globalement augmenté entre 2018 et 2022 (surtout pour les enjeux liés au système de santé), ont globalement diminué entre 2018 et 2022 (pour l'immigration par exemple) ou sont simplement revenues à leur niveau prépandémique de 2018 (infrastructure de transport), soit la baisse ou la hausse s'était amorcée en 2021 et s'est maintenue en 2022 (terrorisme, canicule, épidémie).

Selon vous, quel est le **niveau de risque** pour le Québec des phénomènes naturels/ projets/ enjeux suivants ?

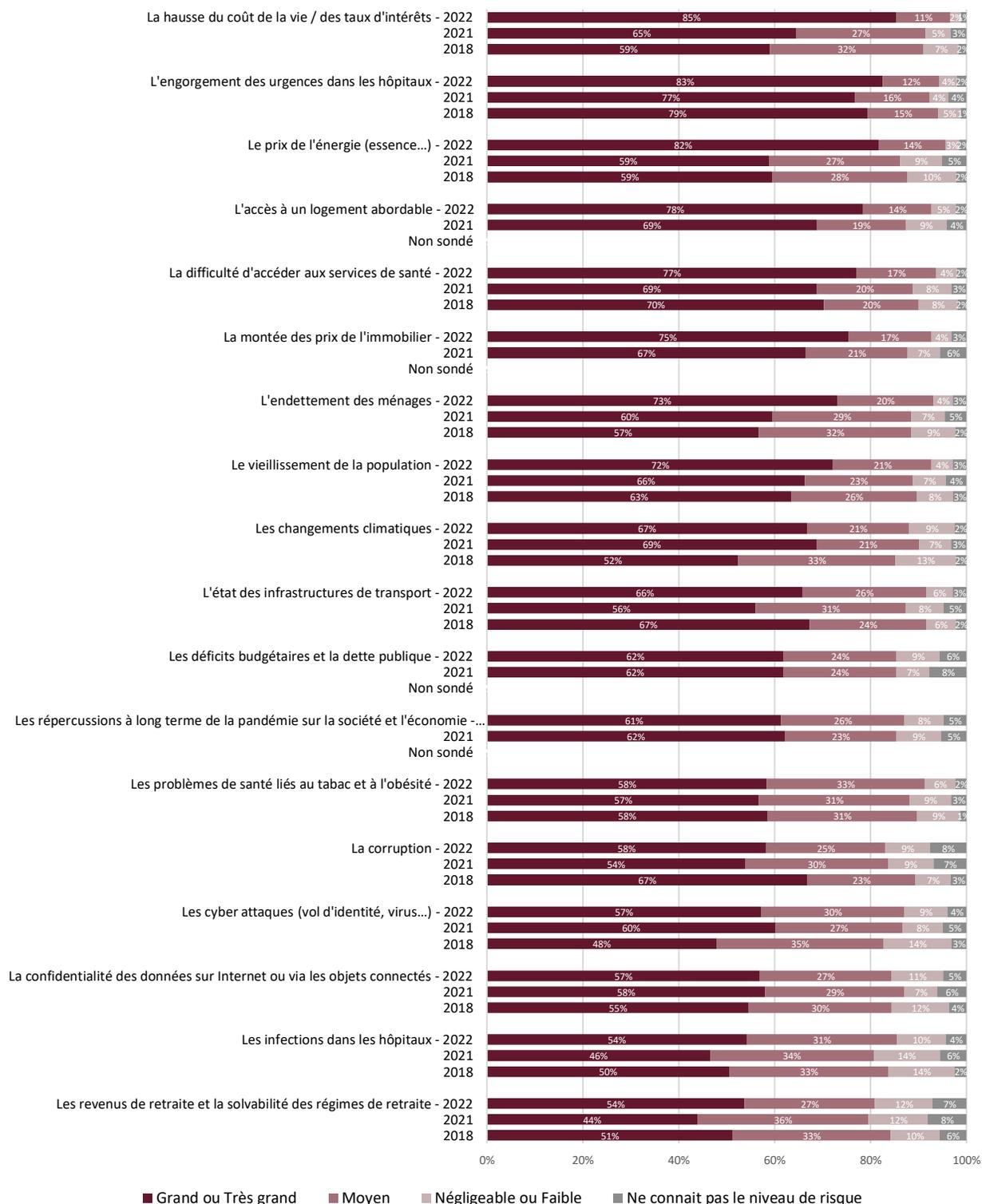


Figure 25 : Répartition des niveaux de risques perçus des enjeux pour le Québec sur les trois dernières éditions du Baromètre CIRANO (Baromètre CIRANO 2022) (1/3)

Selon vous, quel est le **niveau de risque** pour le Québec des phénomènes naturels/ projets/ enjeux suivants ? (2/3)

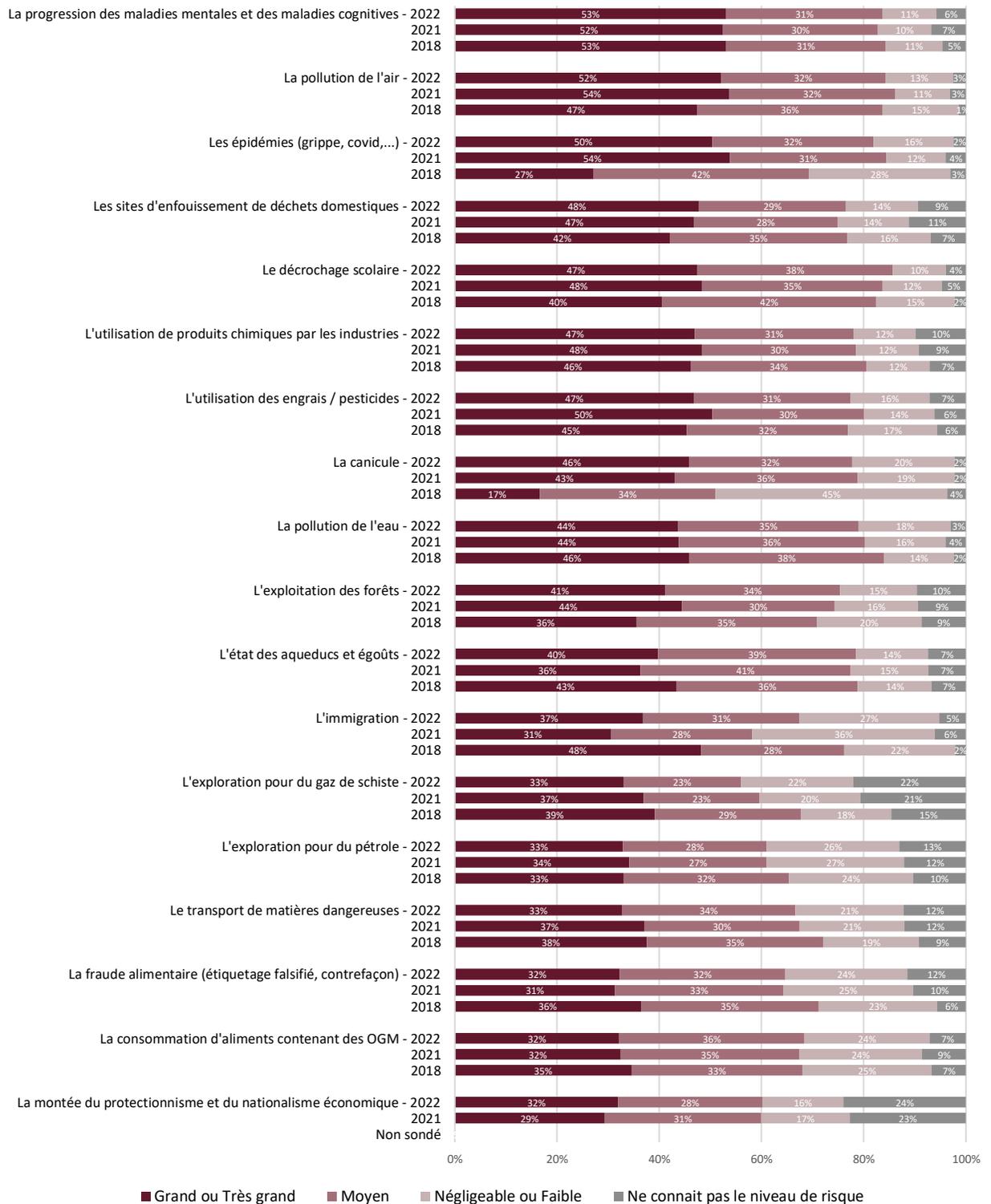


Figure 26 : Répartition des niveaux de risques perçus des enjeux pour le Québec sur les trois dernières éditions du Baromètre CIRANO (Baromètre CIRANO 2022) (2/3)

Selon vous, quel est le **niveau de risque** pour le Québec des phénomènes naturels/ projets/ enjeux suivants ? (3/3)

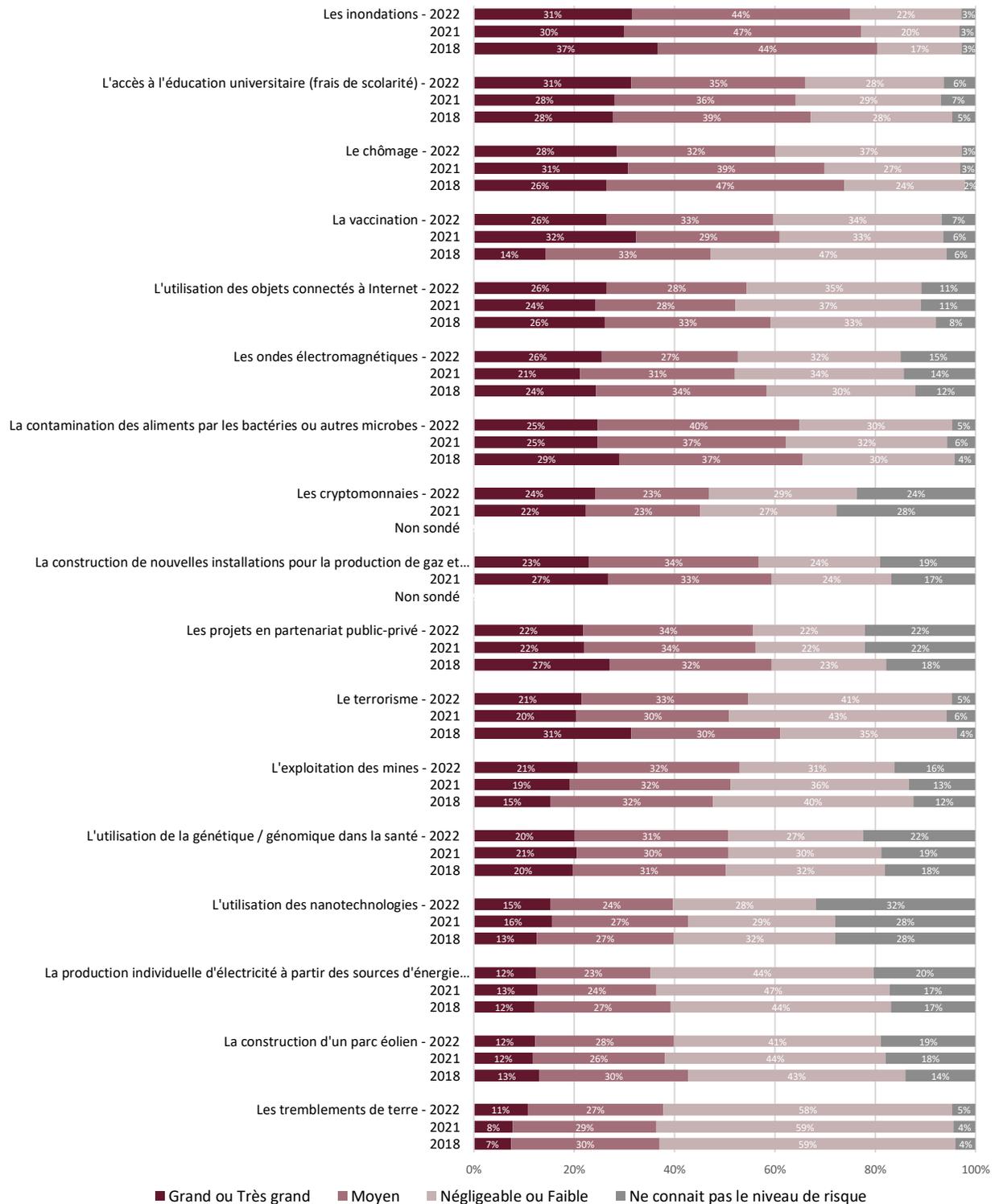


Figure 27 : Répartition des niveaux de risques perçus des enjeux pour le Québec sur les trois dernières éditions du Baromètre CIRANO (Baromètre CIRANO 2022) (3/3)

Des niveaux de risque méconnus pour certains enjeux

Pour certains projets/enjeux, plus de 20 % de la population déclare ne pas connaître le niveau de risque (7 enjeux sur 53 sont concernés). Par exemple, 32 % des Québécois déclarent ne pas connaître le niveau de risque de l'utilisation des nanotechnologies, en progression de 4 points par rapport à l'année dernière. Il en va de même pour les cryptomonnaies pour lesquelles 24 % ne connaissent pas le niveau de risque. Les enjeux économiques complexes, comme la montée du protectionnisme et du nationalisme économique et les projets en partenariat public-privé, font également l'objet d'une méconnaissance du niveau de risque, avec respectivement, 24 % et 22 % de personnes ne sachant pas évaluer le niveau de risque. Enfin, des enjeux d'innovations technologiques recueillent une part importante de personnes ne sachant pas évaluer le risque, dont l'utilisation de la génétique/génomique dans la santé (24 %) ou la production individuelle d'électricité à partir des sources d'énergie solaire et éolienne (20 %). C'est également le cas pour l'exploration pour du gaz de schiste dont la proportion de répondants ne sachant pas évaluer le risque se porte à 22 %. En considérant les projets ou enjeux dont plus de 10 % des répondants ne connaissent pas le niveau de risque, la liste s'allonge encore et il y a désormais 17 enjeux qui sont concernés, ce qui représente un tiers de la liste proposée : l'exploitation des forêts, l'utilisation de produits chimiques par les industries, l'utilisation des objets connectés à Internet, la fraude alimentaire, le transport de matières dangereuses, l'exploration pour du pétrole, les ondes électromagnétiques, l'exploitation des mines, la construction d'un parc éolien et la construction de nouvelles installations pour la production de gaz et électricité.

À l'inverse pour de nombreux projets la part des Québécois qui ne sait pas se positionner à propos du risque est très faible (1 à 2 % seulement). Cela est principalement vrai pour les enjeux considérés comme les plus à risque (la hausse du coût de la vie/des taux d'intérêts, le prix de l'énergie [essence...] et l'engorgement des urgences dans les hôpitaux), ce qui renforce l'importance de la progression de ces enjeux dans le baromètre (puisque la moyenne est calculée sans tenir compte de ces individus). Il en va de même pour la canicule, la difficulté d'accéder aux services de santé, l'accès à un logement abordable, les épidémies ou encore les changements climatiques, dont la proportion ne sachant pas évaluer le risque n'est que de 2 %.

CHAPITRE 3

CONFIANCE DANS LA GESTION PAR LE GOUVERNEMENT POUR LES 53 PROJETS OU ENJEUX À L'ÉTUDE



CLASSEMENT 2022 DES ENJEUX PRÉSENTANT LA CONFIANCE LA PLUS FAIBLE DANS LE GOUVERNEMENT

Le classement des trois projets ou enjeux dont la confiance dans le gouvernement est la plus faible en 2022 diffère quelque peu des précédentes éditions du Baromètre [% qui n'a pas du tout ou plutôt pas confiance]:

1. L'accès à un logement abordable (pour une deuxième année consécutive) [67 %]
 2. L'engorgement des urgences dans les hôpitaux (après une brève disparition en 2021) [65 %]
 3. Le prix de l'énergie (essence...) [65 %]
- On constate la disparition de la corruption et de l'exploration pour du gaz de schiste de la liste des trois enjeux avec la confiance la plus faible dans le gouvernement alors qu'ils y étaient presque toujours depuis 2011.
 - Enjeux économiques et financiers : très faible niveau de confiance dans la gestion de ces enjeux par le gouvernement (63 % des Québécois n'ont pas du tout ou plutôt pas confiance dans le gouvernement pour gérer l'enjeu de la hausse du coût de la vie et 60 % pour la montée des prix de l'immobilier)
 - Parmi les enjeux pour lesquels la confiance est la plus forte : les enjeux de santé publique en lien avec la pandémie (la vaccination, épidémies) et les inondations et tremblements de terre.

AUCUNE OPINION SUR LE NIVEAU DE CONFIANCE POUR CERTAINS ENJEUX

- Plus de 20 % de la population affirme ne pas avoir d'opinion quant à leur confiance dans le gouvernement pour la gestion des enjeux essentiellement en lien avec les nouvelles technologies (nanotechnologies, cryptomonnaies, génétique et génomique).

UNE CONFIANCE QUI DIMINUE ENTRE 2021 ET 2022, MAIS QUI DEMEURE SUPÉRIEURE AU NIVEAU DE 2018

- Diminution de la confiance entre 2021 et 2022 : sur les 53 enjeux communs, seuls trois voient leur confiance moyenne progresser et 23 voient leur confiance diminuer.
- Parmi les hausses les plus marquées de la catégorie « Pas du tout ou plutôt pas confiance » entre 2021 et 2022, retenons :
 - Le prix de l'énergie (essence...) (65 % des Québécois n'ont pas du tout ou plutôt pas confiance dans le gouvernement en 2022, en hausse de 16 points)
 - La hausse du coût de la vie (63 % en 2022, en hausse de 10 points)
 - La montée des prix de l'immobilier (60 % en 2022, en hausse de 8 points)
 - La difficulté d'accéder aux services de santé (60 % en 2022, en hausse de 9 points)
 - L'endettement des ménages (55 % en 2022, en hausse de 9 points)
 - L'état des infrastructures de transport (46 % en 2022, en hausse de 10 points)
 - Les répercussions à long terme de la pandémie sur la société et l'économie (44 % en 2022, en hausse de 10 points)
 - Les épidémies (31 % en 2022, en hausse de 10 points).
- Cette baisse de confiance entre 2021 et 2022 pour de nombreux enjeux économiques coïncide avec une période d'incertitude économique et financière importante pour le Québec, se manifestant entre autres par une perte de pouvoir d'achat.

- MAIS amélioration de la confiance entre 2018 et 2022 (sur les 46 enjeux communs aux deux années, 34 ont vu leur niveau de confiance s'améliorer et aucun leur confiance significativement diminuer). Le Québec était en plein cœur d'une pandémie lors de l'édition 2021 du Baromètre et dans ce contexte, bien souvent, certaines préoccupations sont exacerbées et le niveau de confiance dans le gouvernement anormalement élevé. Il semble donc qu'en 2022, alors qu'on semble sortir de la pandémie, le niveau de confiance soit plutôt revenu au niveau de 2018 voire s'est amélioré dépendamment des enjeux.

Deux patrons différents dans l'évolution des perceptions entre 2018 et 2022 :

- Un effet « boomerang » pour les enjeux en lien avec la santé et l'économie : après une amélioration de la confiance entre 2018 et 2021, celle-ci a diminué cette année et retrouve un niveau plus proche de 2018.
- Une confirmation d'une augmentation du niveau de confiance perçu : pour les enjeux concernant les projets énergétiques (exploration pour du pétrole ou pour du gaz de schiste), les produits chimiques (transport de matières dangereuses ou utilisation de produits chimiques par les industries) ou encore la consommation d'OGM, la baisse de la proportion des répondants n'ayant plutôt pas ou pas du tout confiance entre 2018 et 2021 s'est poursuivie en 2022, porté par un transfert de cette proportion dans la catégorie « moyennement confiance ».

RISQUE PERÇU ET CONFIANCE

- Pour 51 enjeux sur les 53 à l'étude, plus le niveau de risque perçu augmente, plus le niveau de confiance dans le gouvernement diminue.
- Peu d'enjeux jouissent d'un risque faible et d'une confiance élevée dans le gouvernement.
- Les enjeux économiques et financiers, ainsi que ceux en lien avec l'accès au système de santé recueillent à la fois un niveau de confiance parmi les plus faibles et un niveau de risque parmi les plus élevés. Deux exceptions sortent du lot avec le chômage et la vaccination qui présentent un risque perçu inférieur à la moyenne et une confiance quasi égale à la moyenne pour le chômage et bien supérieure à la moyenne pour la vaccination.

Ce chapitre donne les réponses à la question «Veuillez décrire votre confiance dans la gestion par le gouvernement des grands projets ou des enjeux suivants. On entend par gestion, la capacité du gouvernement d’assurer la protection du bien-être, de la santé, de la sécurité et des intérêts de la population du Québec». Le gouvernement comprend donc à la fois le gouvernement fédéral et le gouvernement du Québec (ou tout autre gouvernement qui a autorité sur les enjeux en question). Les répondants ont dû évaluer le niveau de confiance sur une échelle de Likert à 5 points (Pas du tout confiance [1], Plutôt pas confiance [2], Moyennement confiance [3], Plutôt confiance [4], Tout à fait confiance [5]) ainsi que l’option «Aucune opinion».

Niveau moyen de confiance perçue dans le gouvernement pour les 53 enjeux au Québec

Pour une deuxième année consécutive, l’accès à un logement abordable se classe comme l’enjeu qui recueille le plus faible niveau de confiance sur les 53 enjeux à l’étude et cette confiance s’étiole même par rapport à 2021 (2,19 en 2021 contre 2,06 en 2022) (moyenne sur une échelle de 1 à 5 [1 correspondant à pas du tout confiance et 5 à tout à fait confiance]).

L’édition 2022 du Baromètre CIRANO marque le retour de l’enjeu de l’engorgement des urgences dans le haut du classement des enjeux pour lesquels la confiance dans le gouvernement est la plus faible (cet enjeu se classe en 2^e position avec un niveau moyen de confiance s’établissant à 2,06/5), alors qu’il en avait disparu brièvement lors de la dernière édition du baromètre CIRANO en 2021.

Le troisième enjeu pour lequel la confiance perçue dans le gouvernement est la plus faible est le prix de l’énergie (essence...) (2,09/5).

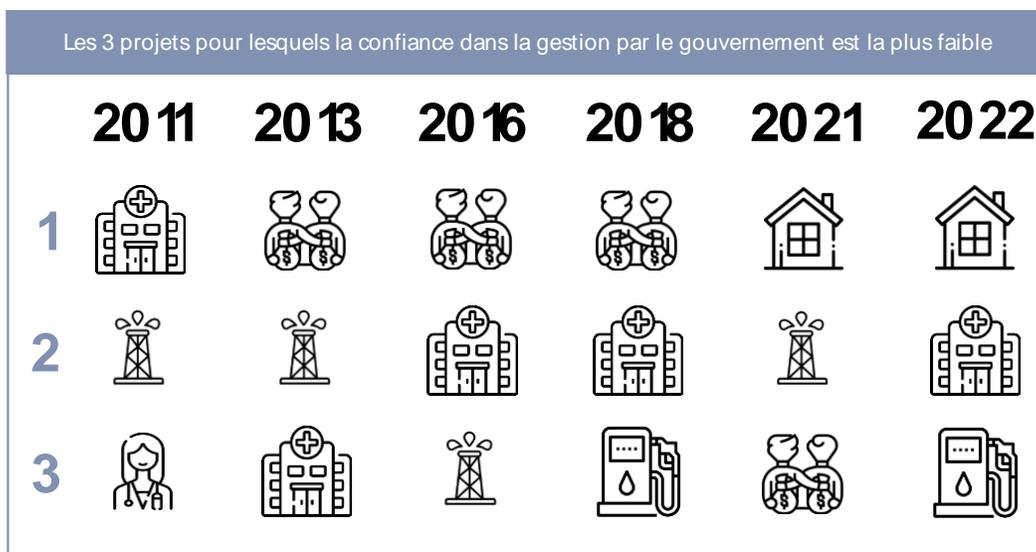


Figure 28 : Projets/enjeux pour lesquels la confiance dans la gestion par le gouvernement est la plus faible sur la période 2011-2022 (Baromètre CIRANO, 2022) (Note : se référer au besoin au Tableau 2 pour la signification des pictogrammes)

L'autre enjeu ayant trait à l'immobilier, soit la montée des prix de l'immobilier, souffre quant à lui d'une confiance à peine plus élevée, à 2,16/5 (en baisse par rapport à 2021, 2,32). L'enjeu perçu comme le plus risqué, la hausse du coût de la vie/des taux d'intérêt recueille également une confiance très faible dans le gouvernement pour le gérer (niveau moyen de confiance qui s'élève à 2,18/5, en baisse par rapport à 2,35 en 2021).

Des changements notables semblent donc s'inscrire dans le classement des projets/enjeux pour lesquels les Québécois accordent la moins grande confiance au gouvernement pour leur gestion. Ainsi, au fil des éditions du Baromètre CIRANO, l'exploration pour du gaz de schiste et la corruption ont presque toujours fait partie des trois projets/enjeux pour lesquels la confiance dans la gestion par le gouvernement était la plus faible, mais n'en font plus partie pour la première fois cette année, notamment en raison de la baisse importante de la confiance pour les autres enjeux. À l'inverse, c'est le retour de l'enjeu de l'engorgement des urgences, ainsi que les prix de l'énergie (essence...) qui avait fait une première incursion en 2018.

Parmi les enjeux pour lesquels le niveau de confiance est le plus élevé, la vaccination domine largement avec une moyenne de confiance de 3,56/5 et l'on retrouve également les risques naturels avec les tremblements de terre (3,09/5) et les inondations (3,08/5).

Veillez décrire votre **confiance** dans la gestion par le gouvernement des grands projets ou des enjeux suivants (1 étant pas du tout confiance et 5, tout à fait confiance)

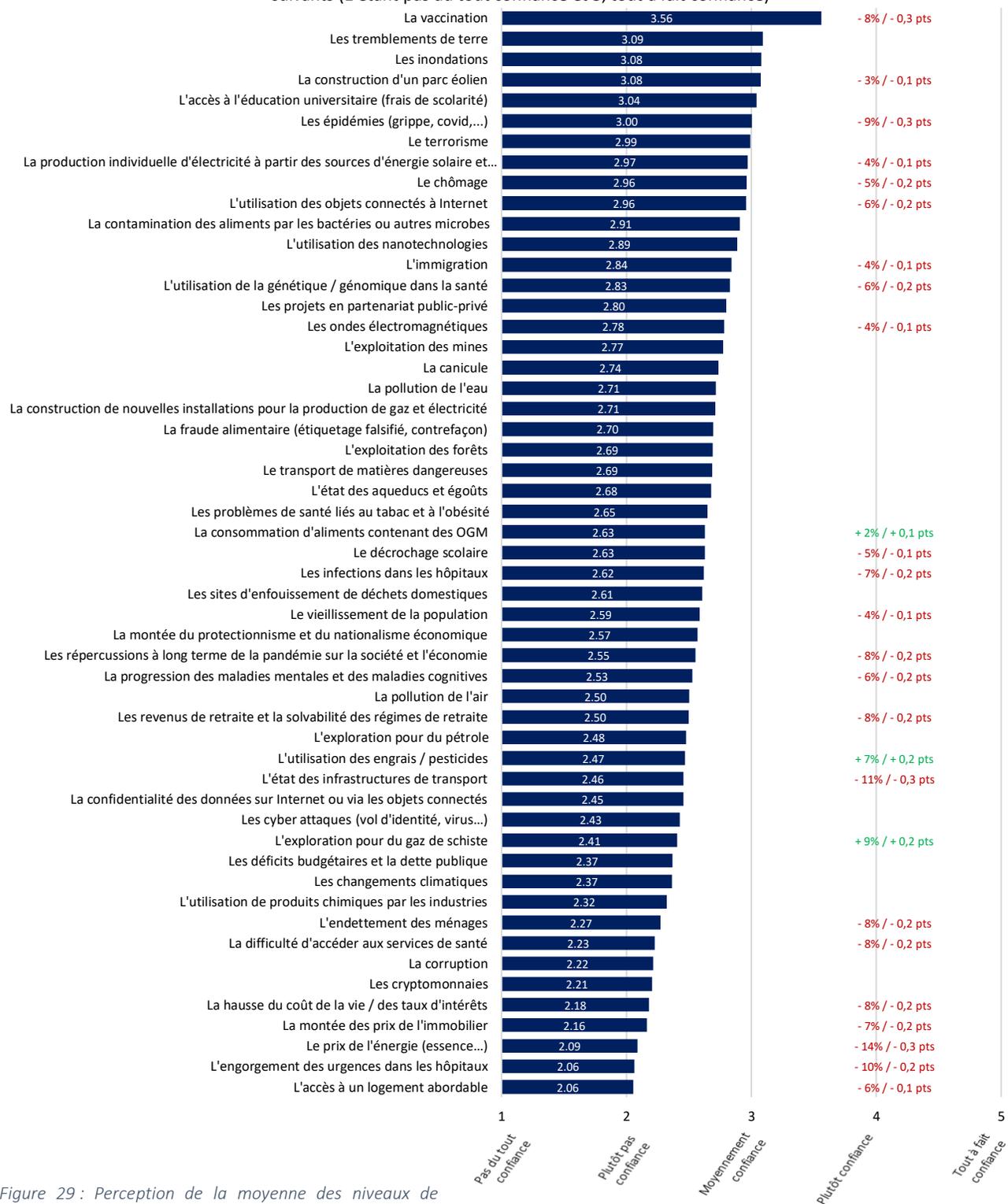


Figure 29 : Perception de la moyenne des niveaux de confiance dans le gouvernement au Québec pour les 53 enjeux à l'étude (Baromètre CIRANO 2022) (si significative, la progression de la moyenne des niveaux de risque est indiquée à droite)

Répartition des niveaux de confiance perçue pour les 53 enjeux au Québec

Lorsque l'on examine le classement en utilisant plutôt des niveaux de confiance selon un regroupement en trois catégories (pas du tout ou plutôt pas confiance, moyennement confiance et plutôt ou tout à fait confiance), le classement se confirme. Ainsi, l'accès à un logement abordable se place à nouveau en tête des enjeux pour lesquels la proportion des Québécois n'ayant pas du tout ou plutôt pas confiance dans le gouvernement est la plus élevée (67 % des Québécois n'ont pas du tout ou plutôt pas confiance dans le gouvernement pour gérer cet enjeu). Suivent ensuite l'engorgement des urgences dans les hôpitaux (avec 65 % des Québécois qui n'ont pas du tout ou plutôt pas confiance dans le gouvernement pour gérer cet enjeu), puis le prix de l'énergie (essence...), avec une proportion également de 65 %.

Les autres conclusions sont sensiblement les mêmes que dans la partie précédente. Néanmoins, il est utile de préciser à nouveau que les enjeux économiques et financiers recueillent tous généralement un très faible niveau de confiance, en lien probable avec la situation d'inflation actuelle. Par exemple, 63 % des Québécois n'ont pas du tout ou plutôt pas confiance dans le gouvernement pour gérer l'enjeu de la hausse du coût de la vie/des taux d'intérêt, 60 % pour la montée des prix de l'immobilier et 55 % pour l'endettement des ménages. Parmi les enjeux pour lesquels la confiance est la plus forte, on retrouve les enjeux de santé publique en lien avec la pandémie (la vaccination, épidémies), ainsi que les enjeux en lien avec les risques naturels (inondations et tremblements de terre).

Aucune opinion sur le niveau de confiance pour certains enjeux

L'analyse des données révèle aussi un aspect très intéressant en mettant en avant que pour certains projets/enjeux, plus de 20 % de la population affirme ne pas avoir d'opinion quant à leur confiance dans le gouvernement pour leur gestion de ces projets. Il s'agit des projets/enjeux suivants : l'utilisation des nanotechnologies (32 %), les cryptomonnaies (31 %), la montée du protectionnisme et du nationalisme économique (25 %), l'utilisation de la génétique/génomique dans la santé (24 %) et l'exploration pour du gaz de schiste (22 %). Il s'agit pour la plupart des mêmes projets pour lesquels les Québécois avaient déjà affirmé en grand nombre qu'ils ne connaissaient pas le niveau de risque associé.

Répartition des niveaux de confiance dans la gestion par le gouvernement de 53 projets/enjeux du Québec

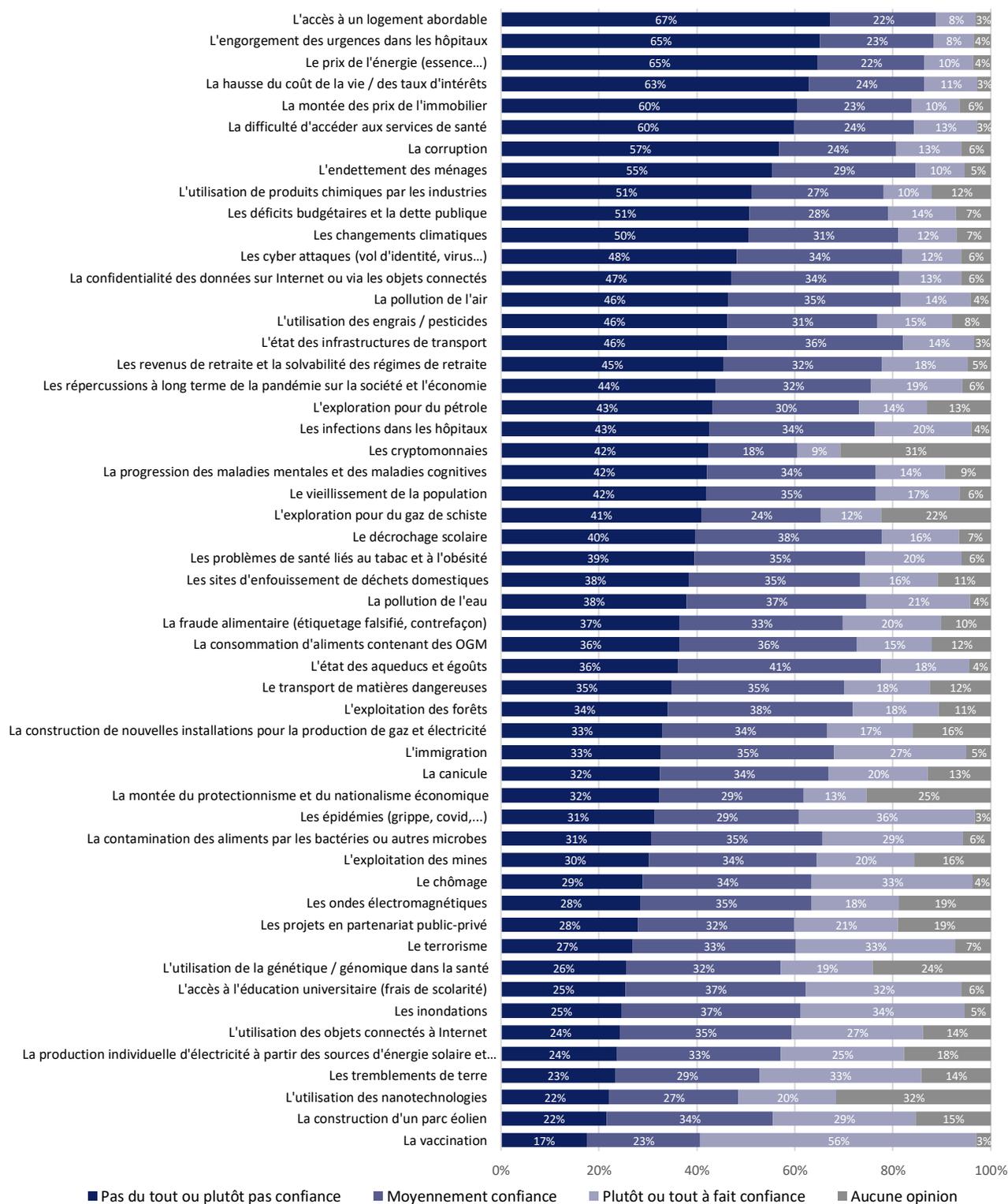


Figure 30 : Répartition des niveaux de confiance dans le gouvernement de la gestion des enjeux et projets du Baromètre CIRANO pour le Québec en 2022 (Baromètre CIRANO 2022)

Évolution des perceptions de la confiance depuis 2021

La moyenne des niveaux de confiance pour l'ensemble des 53 enjeux semble avoir diminué par rapport à 2021 (passant de 2,71/5 en 2021 à 2,62/5 en 2022), puisque sur les 53 enjeux, seuls trois voient leur niveau moyen de confiance significativement progresser, alors que 23 voient leur niveau moyen de confiance diminuer.

Nous présentons ici les hausses et les baisses les plus marquées entre 2021 et 2022 en regardant les proportions ce qui est plus facile à interpréter. Pour les enjeux dont la confiance a diminué, retenons ceux qui ont les hausses les plus marquées de la catégorie « Pas du tout ou plutôt pas confiance » :

- Le prix de l'énergie (essence...) (65 % des Québécois n'ont pas du tout ou plutôt pas confiance dans le gouvernement en 2022, contre 49 % en 2021, en hausse de 16 points)
- La hausse du coût de la vie/des taux d'intérêt (63 % en 2022, contre 52 % en 2021, en hausse de 10 points)
- La montée des prix de l'immobilier (60 % en 2022, contre 53 % en 2021, en hausse de 8 points)
- La difficulté d'accéder aux services de santé (60 % en 2022, contre 51 % en 2021, en hausse de 9 points)
- L'endettement des ménages (55 % en 2022, contre 47 % en 2021, en hausse de 9 points)
- L'état des infrastructures de transport (46 % en 2022, contre 36 % en 2021, en hausse de 10 points)
- Les répercussions à long terme de la pandémie sur la société et l'économie (44 % en 2022, contre 32 % en 2021, en hausse de 10 points)
- Les épidémies (31 % en 2022, contre 21 % en 2021, en hausse de 10 points)

Cette baisse de confiance entre 2021 et 2022 pour de nombreux enjeux économiques coïncide avec une période d'incertitude économique et financière importante pour le Québec, se manifestant entre autres par une perte de pouvoir d'achat. Plus de détails seront donnés dans la deuxième partie du rapport qui fait une analyse détaillée des enjeux économiques.

Pour certains enjeux cependant, la confiance s'est améliorée ou tout du moins la proportion de répondants n'ayant « Pas du tout ou plutôt pas confiance » a diminué entre 2021 et 2022 : l'exploration pour du gaz de schiste (41 % en 2022 contre 50 % en 2021), l'utilisation des engrais et pesticides (46 % en 2022, contre 53 % en 2021), l'exploration pour du pétrole (43 % en 2022, contre 48 % en 2021) ou encore la consommation d'aliments contenant des OGM (36 % en 2022, contre 43 % en 2021).

Toutefois, l'année 2021 correspond au cœur de la crise sanitaire liée à la COVID-19 et lorsque l'on regarde plutôt les différences de moyenne de l'édition 2022 par rapport à

l'édition 2018 du Baromètre, on constate un patron complètement différent. En effet, pour seulement 4 enjeux (sur les 46 en commun aux deux années), le niveau moyen de confiance a diminué et cette différence n'est en plus pas significative et 34 enjeux ont vu leur niveau de confiance s'améliorer de façon significative entre 2018 et 2022. Nous réitérons donc ici qu'il est très important de prendre en considération le fait que le Québec était en plein cœur d'une pandémie lors de l'édition 2021 du Baromètre et dans ce contexte, bien souvent, certaines préoccupations sont exacerbées et le niveau de confiance dans le gouvernement anormalement élevé. Il semble donc qu'en 2022, alors qu'on semble sortir de la pandémie, le niveau de confiance soit plutôt revenu au niveau de 2018 soit s'est même amélioré dépendamment des enjeux. La moyenne des niveaux de confiance pour les 46 enjeux confondus s'est d'ailleurs globalement améliorée entre 2018 et 2022, passant de 2,50 à 2,66. Il faut aussi rappeler que peu importe les éditions du Baromètre CIRANO, les niveaux moyens de confiance dans le gouvernement ont toujours été très bas.

Les graphiques qui suivent permettent justement de visualiser ces tendances puisque pour chaque enjeu, nous présentons la répartition des niveaux de confiance pour les trois dernières éditions du Baromètre, soit 2018, 2021 et 2022.

Pour le détail des analyses au sujet des enjeux touchant l'économie et la santé, nous vous conseillons de vous référer aux sections thématiques dans la deuxième partie de ce rapport, et nous présentons ici plutôt des résultats généraux.

- L'effet « boomerang » évoqué au sujet du risque qui diminue en 2021 au cœur de la crise sanitaire est encore plus vrai et répandu lorsque l'on s'intéresse à la confiance dans le gouvernement pour gérer ces enjeux. Ainsi, pour les enjeux/projets concernant la santé ou l'économie, après une amélioration de la confiance entre 2018 et 2021, celle-ci a diminué cette année et retrouve un niveau plus proche de 2018. Ce phénomène est à la fois vrai pour les répondants ayant plutôt ou tout à fait confiance que ceux déclarant avoir plutôt pas ou pas du tout confiance dans le gouvernement.

- Pour les enjeux concernant les projets énergétiques (exploration pour du pétrole ou pour du gaz de schiste), les produits chimiques (transport de matières dangereuses ou utilisation de produits chimiques par les industries) ou encore la consommation d'OGM, on ne note pas cet effet boomerang. Il s'agit plutôt d'une confirmation d'une tendance amorcée en 2018. Ainsi, la baisse de la proportion des répondants n'ayant plutôt pas ou pas du tout confiance entre 2018 et 2021 s'est poursuivie en 2022, portée par un transfert de cette proportion dans la catégorie « moyennement confiance ». La proportion de répondants ayant plutôt ou tout à fait confiance n'évolue en revanche pas entre 2021 et 2022 et reste très basse pour tous ces sujets (pétrole, gaz de schiste, transport de matières dangereuses).

Ces résultats confirment l'impact de la pandémie de la COVID-19 sur l'amélioration puis la baisse de la confiance dans le gouvernement pour traiter les sujets sondés dans le Baromètre CIRANO. La morosité actuelle de la situation économique et les difficultés du système de santé québécois ramènent le niveau de confiance dans le gouvernement

proche de celui de 2018. Pour tous les autres enjeux, ils avaient peut-être été mis de côté durant la pandémie et reviennent désormais au premier plan des actualités ou dans la vie des Québécois (par exemple les infrastructures de transport, enjeu pour lequel les Québécois avaient été moins exposés en raison des limitations des déplacements reliées aux contraintes sanitaires).

Répartition des **niveaux de confiance** dans la gestion par le gouvernement de 53 projets/enjeux du Québec
(1/3)

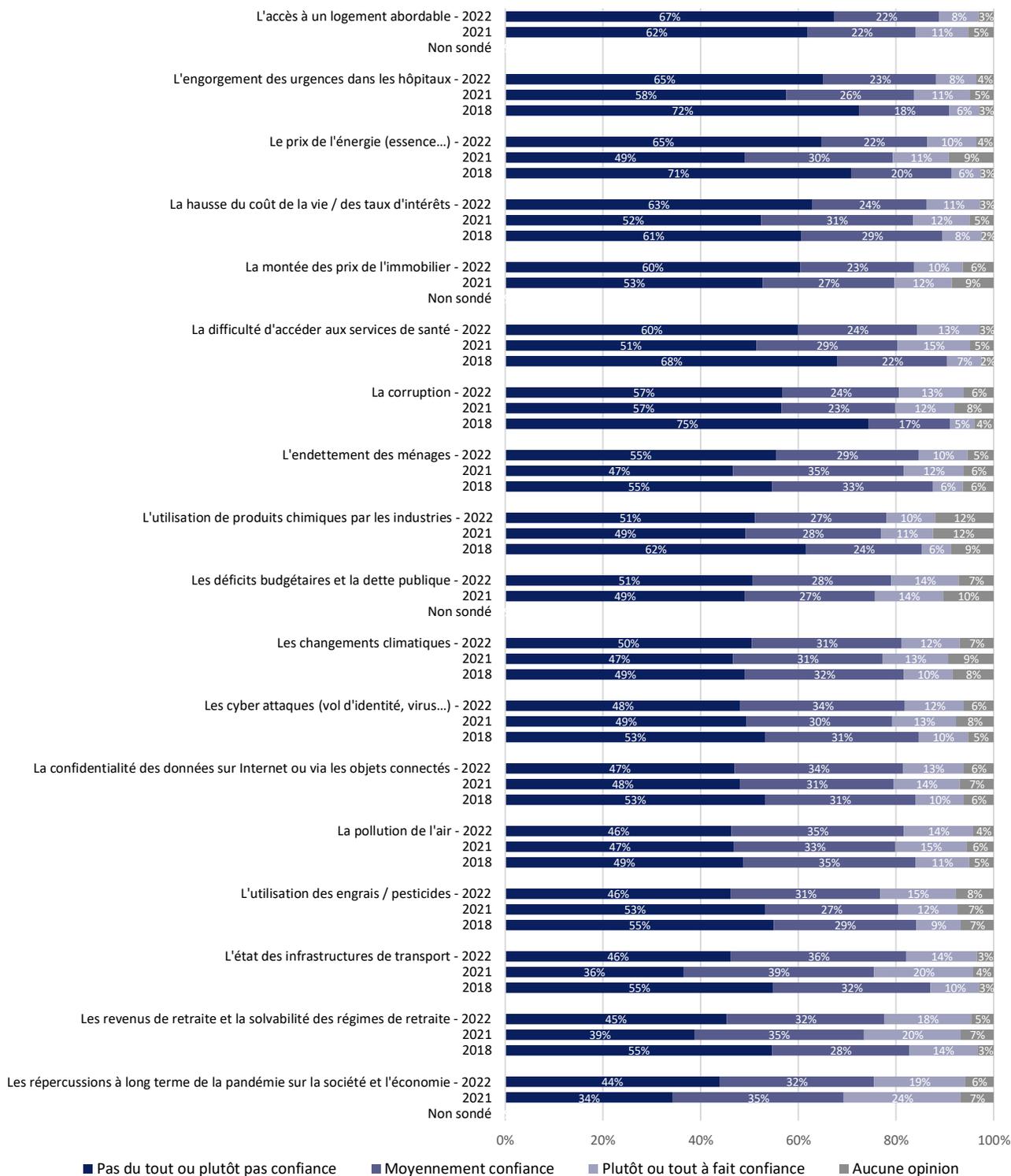


Figure 31 : Répartition de la confiance dans la gestion par le gouvernement des enjeux et projets sur les trois dernières éditions du Baromètre (Baromètre CIRANO 2022) (1/3)

Répartition des **niveaux de confiance** dans la gestion par le gouvernement de 53 projets/enjeux du Québec (2/3)

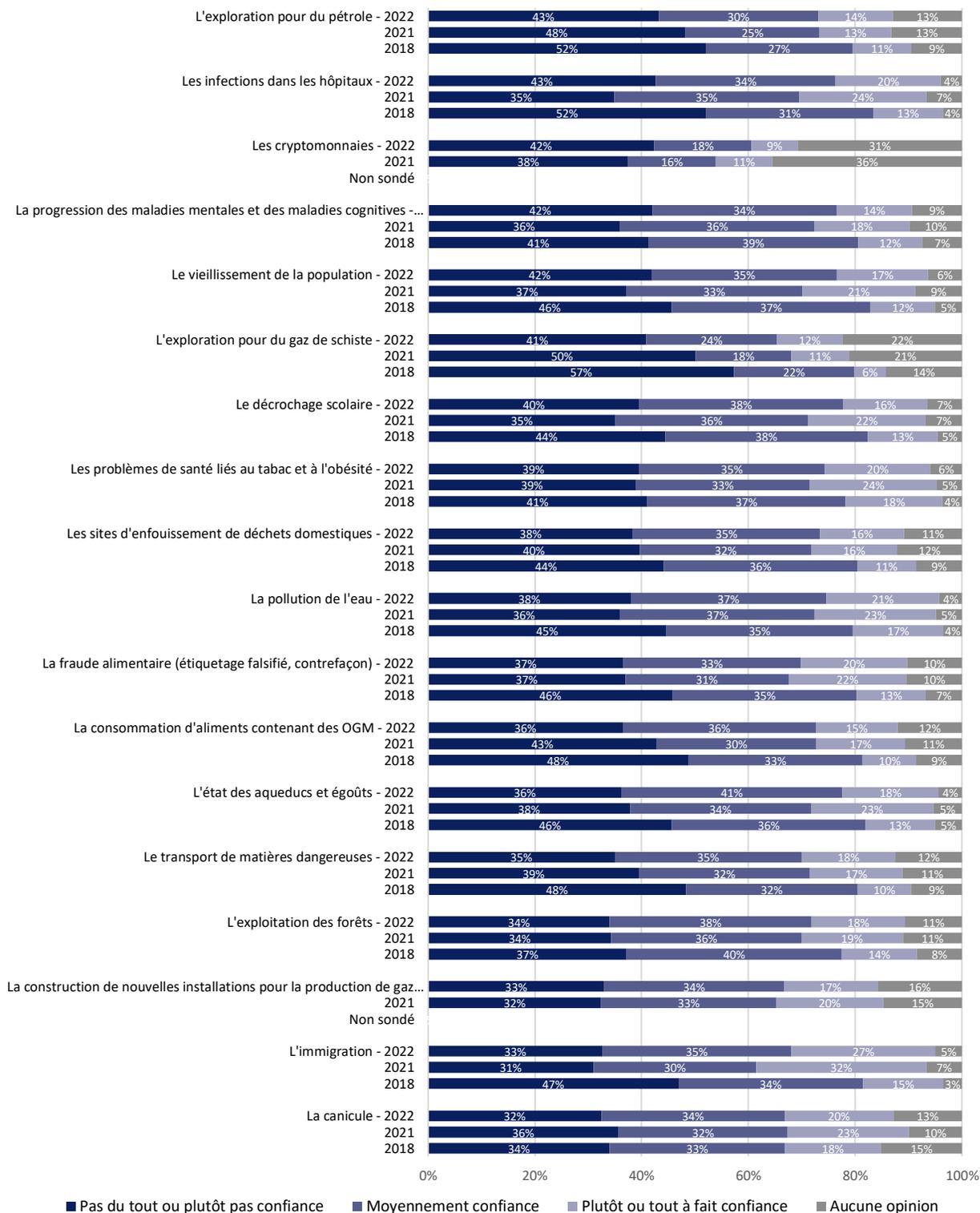


Figure 32 : Répartition de la confiance dans la gestion par le gouvernement des enjeux et projets sur les trois dernières éditions du Baromètre (Baromètre CIRANO 2022) (2/3)

Répartition des niveaux de confiance dans la gestion par le gouvernement de 53 projets/enjeux du Québec (3/3)

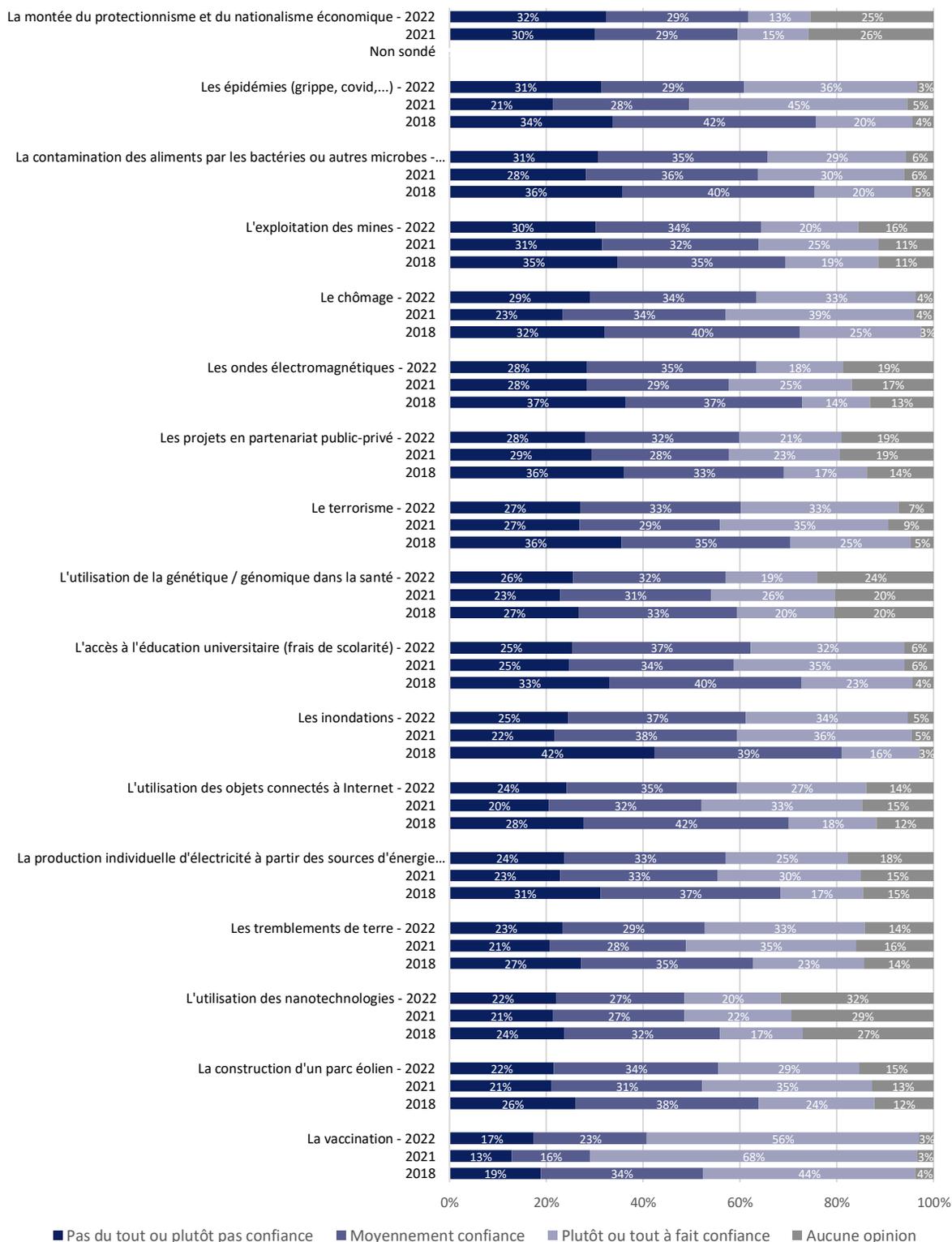


Figure 33 : Répartition de la confiance dans la gestion par le gouvernement des enjeux et projets sur les trois dernières éditions du Baromètre (Baromètre CIRANO 2022) (3/3)

Relation entre le niveau de risque perçu et la confiance perçue dans le gouvernement

Le niveau de risque perçu et la confiance dans le gouvernement pour la gestion des risques sont étroitement liés et tous deux contribuent à la formation des opinions sur les risques. La figure suivante permet de visualiser, sous la forme d'une matrice, à la fois la confiance et le niveau de risque perçu. Cette matrice est divisée en 4 sections : (1) niveau de risque perçu faible/confiance élevée dans le gouvernement (quadrant vert en haut à gauche), (2) niveau de risque perçu faible/confiance faible (quadrant jaune clair en bas à gauche), (3) niveau de risque perçu élevé/confiance élevée (quadrant jaune foncé en haut à droite) et finalement (4) niveau de risque perçu élevé/confiance faible (quadrant orange en bas à droite). Chaque projet/enjeu à risque est positionné selon la moyenne de niveau de risque perçu et de confiance dans le gouvernement pour sa gestion de l'enjeu en question.

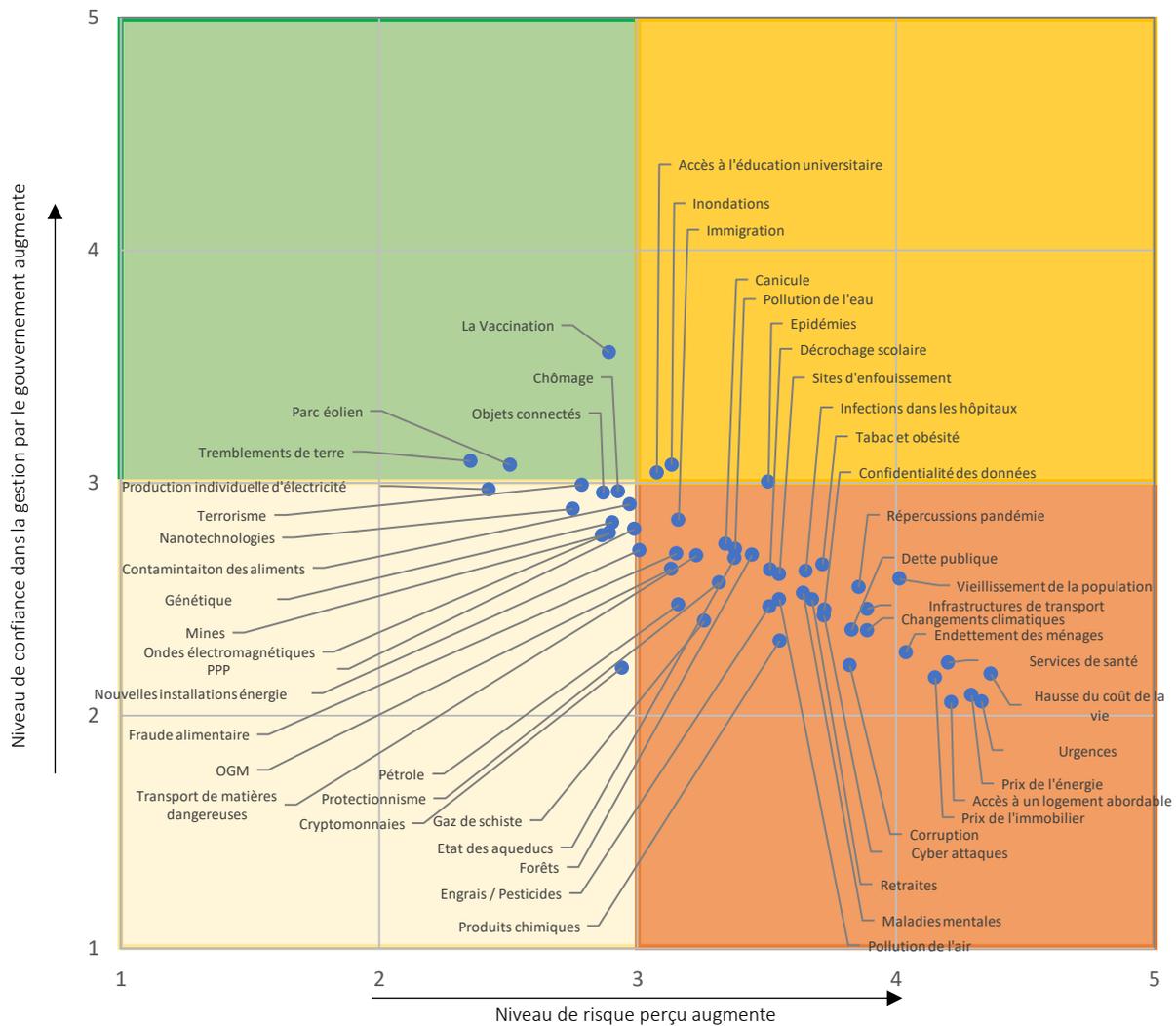


Figure 34 : Matrice présentant le lien entre niveau de risque et confiance dans la gestion de l'enjeu par le gouvernement (Baromètre CIRANO 2022)

Plusieurs constats peuvent être établis à la lecture de la figure :

- Quelques enjeux se positionnent dans le cadran « Confiance élevée et risque faible », et il s'agit de projets énergétiques impliquant l'énergie éolienne ou solaire.
- La vaccination se démarque des autres enjeux, jouissant d'une confiance très élevée pour sa gestion par le gouvernement (3,56/5) et d'un niveau de risque relativement faible (2,89 sur une échelle de 5; 5 étant un risque très grand).
- De la même façon, l'enjeu des cryptomonnaies fait état d'une singularité avec une confiance très faible, sûrement en lien avec la part très importante des Québécois n'ayant aucune opinion sur le sujet, malgré un niveau moyen de risque inférieur à la moyenne (3/5).
- Bien que très peu de projets se retrouvent dans la partie de la matrice qui se qualifie par la perception d'un risque élevé, mais d'une grande confiance dans le gouvernement, ils méritent d'être soulignés, car ce sont des enjeux très englobants et d'importance pour le Québec : l'accès à l'éducation universitaire, les inondations et les épidémies.
- Pour un très grand nombre d'enjeux perçus comme risqués, la confiance qui est accordée au gouvernement pour les gérer est inférieure à la moyenne (3/5).
- Plusieurs enjeux économiques et financiers ou en lien avec la santé se retrouvent en bas à droite du graphique, ce qui signifie que le niveau de risque est jugé très élevé, et la confiance dans le gouvernement est faible. Ces enjeux sont critiques pour les Québécois et confirment bien la forte inquiétude actuelle pour la hausse des prix, le logement et le système de santé.
- Plusieurs enjeux d'innovations technologiques se retrouvent en bas à gauche du graphique, ce qui signifie que le niveau de risque n'est pas jugé trop élevé, mais la confiance dans le gouvernement est faible. Ces enjeux sont à surveiller, car un événement inattendu pourrait avoir un impact majeur sur la gestion de ces risques ou remettre en question ces nouvelles technologies.

Nous avons fait le même exercice, mais à la place d'utiliser une division symétrique 1-3 et 3-5, nous avons utilisé une division correspondant aux valeurs moyennes du niveau de confiance (2,6/5) et du niveau de risque perçu (3,4/5). La matrice est consultable en annexe 2. Deux constats importants :

- Beaucoup plus d'enjeux se situent dans le cadran « Confiance supérieure à la moyenne et risque inférieur à la moyenne », ceux-ci appartenant surtout aux catégories des innovations technologiques et aux projets énergétiques impliquant des énergies renouvelables et les mines. Cela concerne aussi les enjeux liés aux catastrophes naturelles (inondations, tremblements de terre...) et l'enjeu de la vaccination. Une exception notable concerne le chômage qui est le seul enjeu économique à se retrouver dans cette partie du tableau.
- Dans le cadran correspondant à « Confiance inférieure à la moyenne et risque supérieur à la moyenne » demeurent la plupart des enjeux socioéconomiques (logement, coût de la vie, dette...), les changements climatiques et la pollution de l'air, ainsi que les enjeux en lien avec le système de santé.

Enfin, des tests de corrélation permettent de montrer que pour 51 des 53 enjeux à l'étude (c'est-à-dire tous sauf les inondations et la production individuelle d'électricité) plus le niveau de risque perçu augmente, plus le niveau de confiance dans le gouvernement diminue.

CHAPITRE 4

PERCEPTION DES BÉNÉFICES POUR LES 53 PROJETS ET ENJEUX À L'ÉTUDE



CLASSEMENT 2022

- Le classement des trois projets ou enjeux perçus comme les moins bénéfiques en 2022 est très similaire à celui de 2021 [proportion des Québécois qui perçoivent l'enjeu comme pas du tout ou plutôt pas bénéfique]:
 1. Les déficits budgétaires et la dette publique (enjeu introduit en 2021 et qui s'est classé immédiatement comme l'enjeu perçu comme le moins bénéfique pour le Québec) [69 %]
 2. La consommation d'aliments contenant des OGM (dans les 3 moins bénéfiques depuis 2013) [60 %]
 3. L'utilisation de produits chimiques par les industries (dans les 3 moins bénéfiques depuis 2016) [58 %]
- Projets ou enjeux perçus comme les plus bénéfiques pour le Québec [proportion des Québécois qui perçoivent l'enjeu comme plutôt ou très bénéfique] :
 - La vaccination [69 %]
 - La production individuelle d'électricité [53 %]
 - La construction d'un parc éolien [54 %]
 - L'immigration [53 %]

DES HAUSSES ET DES BAISSSES DES NIVEAUX MOYENS DE BÉNÉFICES PERÇUS ENTRE 2021 ET 2022

Globalement, le niveau moyen de bénéfice perçu sur les 21 enjeux confondus s'est légèrement amélioré depuis 2021.

Parmi les hausses les plus marquées du niveau de bénéfice perçu :

- L'exploration pour du pétrole (29 % des Québécois perçoivent cet enjeu comme plutôt ou très bénéfique, contre 19 % en 2021, en hausse de 10 points)
- La construction de nouvelles installations pour la production de gaz et électricité (40 % en 2022, en hausse de 5 points)
- L'exploration pour du gaz de schiste (17 % en 2022, en hausse de 4 points)

Parmi les baisses les plus marquées du niveau de bénéfice perçu :

- La vaccination (69 % des Québécois perçoivent cet enjeu comme plutôt ou très bénéfique, contre 78 % en 2021, en baisse de 9 points)
- La construction d'un parc éolien (54 % en 2022, en baisse de 6 points)
- La production individuelle d'électricité à partir de source éolienne ou solaire par de petits producteurs ou individus (53 % en 2022, en baisse de 8 points)

MAIS, ces hausses et baisses importantes entre 2021 et 2022 semblent plutôt être le reflet des effets de la pandémie sur les perceptions de 2021. En effet, en comparant 2018 et 2022, les différences ne sont plus aussi présentes et sont même inversées pour certains enjeux :

- Pour la vaccination et la construction d'un parc éolien, enjeux qui connaissent une baisse des bénéfices perçus entre 2021 et 2022, le niveau moyen de bénéfices perçus en 2022 est systématiquement plus élevé qu'il ne l'était en 2018. C'est encore plus marqué pour l'immigration puisque la proportion de répondants percevant des bénéfices forts augmente de 21 points entre 2018 et 2022.
- Bien que le niveau moyen de bénéfices perçus soit plus élevé en 2022 qu'en 2021 pour l'exploration pour du pétrole et pour le gaz de schiste, le niveau de 2022 retrouve les ordres de grandeur de 2018.

RISQUES ET BÉNÉFICES PERÇUS

Pour la moitié des projets/enjeux à l'étude, le niveau de risque perçu est supérieur au niveau de bénéfice. Les bénéfices surpassent beaucoup les risques pour la vaccination et les projets de production d'électricité à partir de sources renouvelables alors que les risques surpassent beaucoup les bénéfices pour la dette et tout ce qui touche aux matières dangereuses.

Le portrait des perceptions des Québécois ne serait pas complet si, en plus d'évaluer le niveau de risque perçu, nous n'évaluions pas également le niveau de bénéfice perçu. Nous avons identifié les enjeux pour lesquels les répondants peuvent mesurer (ou qualifier) un bénéfice. En effet, il est inconcevable d'évaluer les bénéfices d'un enjeu négatif (par exemple, les inondations, le terrorisme, les problèmes de santé liés au tabac et à l'obésité). Ainsi, les répondants ont dû évaluer le niveau de bénéfice qu'ils accordaient pour 21 des 53 grands projets/enjeux à l'étude pour le Québec sur une échelle de Likert à 5 points (1 = pas du tout bénéfique, 2=plutôt pas bénéfique, 3=moyennement bénéfique, 4=plutôt bénéfique, 5= très bénéfique). Nous avons laissé une option « ne sait pas » pour ceux qui n'ont pas d'opinion sur le niveau de bénéfice pour ces enjeux. Les résultats sont présentés à la figure suivante.

Selon vous, quelle est l'ampleur des **bénéfices** des projets/enjeux suivants pour le Québec ?

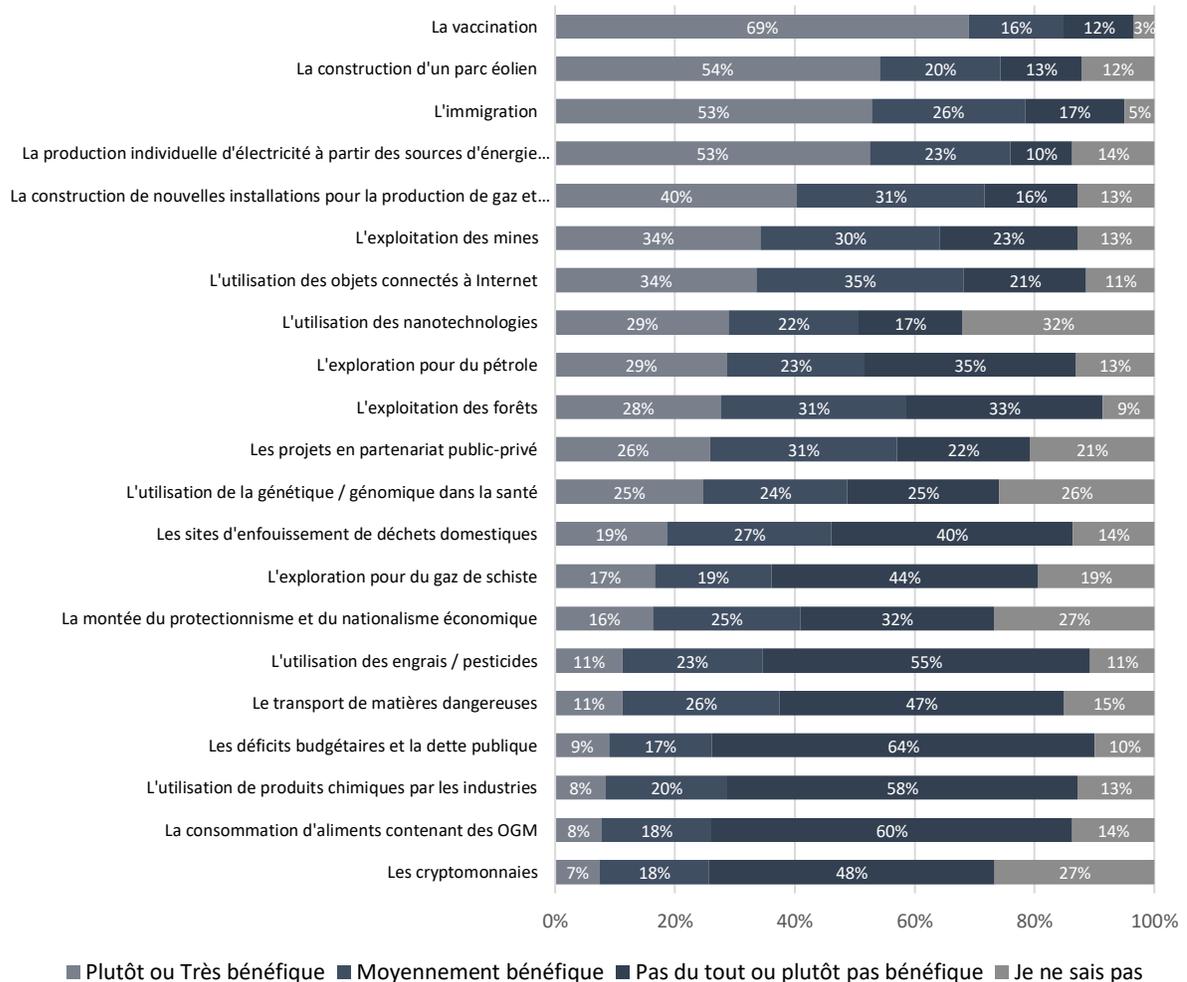


Figure 35 : Répartition des bénéfices perçus des différents enjeux pour le Québec (Baromètre CIRANO 2022)

Répartition des niveaux de bénéfices perçus sur 21 enjeux au Québec

Quatre projets/enjeux pour lesquels plus de la moitié de la population considère qu'ils génèrent des bénéfices

Il apparaît très largement que la vaccination présente un intérêt plutôt ou très bénéfique pour le Québec, avec 69 % d'opinion favorable. Ce résultat est d'autant plus important et probant dans le contexte de vaccination massive contre la COVID-19 des 12 derniers mois. Les sujets de production d'énergie à base de sources renouvelables, notamment éolienne, sont des projets/enjeux pour lesquels les Québécois perçoivent beaucoup de bénéfices. Enfin, plus d'une personne sur deux considère que l'immigration est un enjeu plutôt ou très bénéfique pour le Québec (53 %) (une proportion stable par rapport à 2021, mais beaucoup plus élevée qu'en 2018 où seulement 32 % des Québécois considéraient l'immigration comme plutôt ou très bénéfique).

Quatre projets/enjeux pour lesquels plus de la moitié de la population considère qu'ils ne génèrent aucun bénéfice

À l'opposé du spectre, ce sont plutôt les enjeux qui touchent l'utilisation des matières dangereuses (engrais/pesticides et produits chimiques) qui semblent perçus comme les moins bénéfiques pour le Québec. En effet, comme on peut le voir sur le graphique ci-dessus 58 % et 55 % des répondants considèrent comme pas du tout ou plutôt pas bénéfique pour le Québec respectivement l'utilisation de produits chimiques dans les industries et l'utilisation des engrais/pesticides. 60 % des Québécois ne perçoivent pas du tout ou plutôt pas de bénéfices à la consommation d'aliments contenant des OGM.

Lorsque l'on considère les enjeux plutôt de nature économique, on constate que les déficits budgétaires et la dette publique (64 %) ne sont pas considérés comme grandement bénéfiques par les Québécois. Des analyses plus approfondies seraient nécessaires pour mieux comprendre ces perceptions.

Évolution des perceptions des bénéfices depuis 2021

Il est intéressant de regarder l'évolution des perceptions de bénéfices au cours des différentes éditions du Baromètre. La consommation d'aliments contenant des OGM et l'utilisation de produits chimiques par les industries ont toujours fait partie des trois projets/enjeux perçus comme étant les moins bénéfiques pour le Québec depuis 2013 (la question sur les bénéfices n'a été ajoutée qu'à partir de l'édition 2013). Comme l'année dernière, le top 3 des projets/enjeux perçus comme les moins bénéfiques est complété par les déficits budgétaires et la dette publique (cet enjeu n'a été introduit qu'en 2021 et il s'est immédiatement classé comme l'enjeu perçu comme le moins bénéfique pour le Québec).

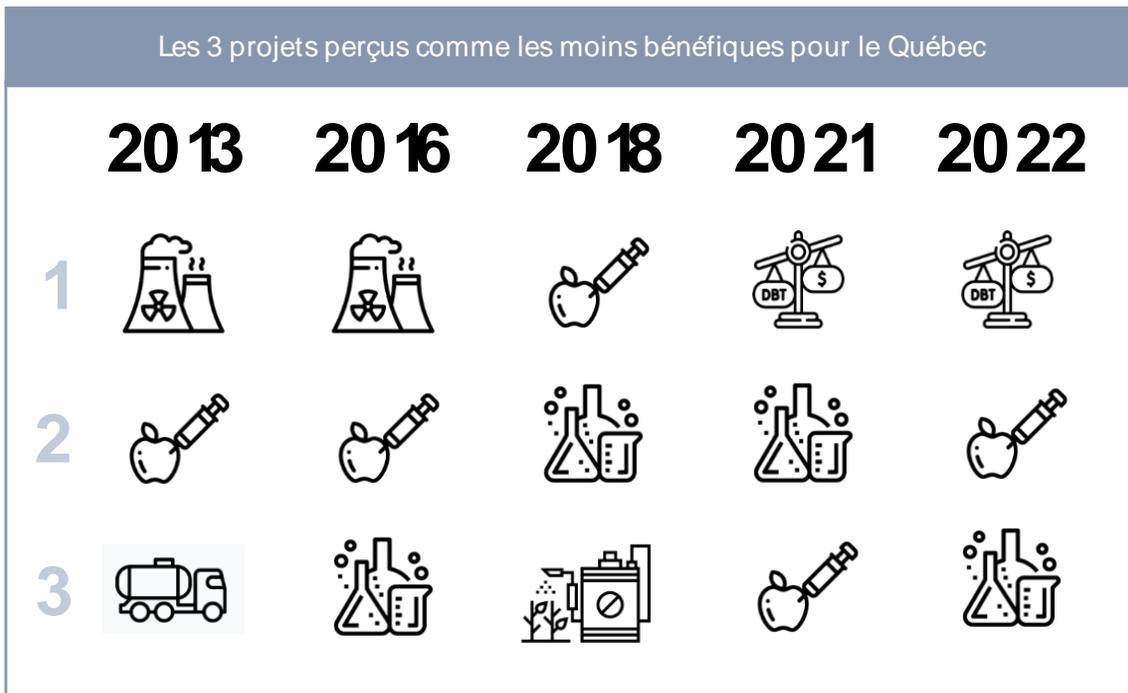


Figure 36 : Projets/enjeux perçus comme les moins bénéfiques pour le Québec sur la période 2013-2022 (Baromètre CIRANO 2022) (Note : se référer au besoin au Tableau 2 pour la signification des pictogrammes)

Globalement, le niveau moyen de bénéfice perçu sur les 21 enjeux confondus s'est légèrement amélioré depuis 2021 (2,82 à 2,86). Pour les 17 enjeux communs avec l'édition 2018 (plusieurs enjeux ont été ajoutés à partir de 2021), on note là aussi une amélioration du niveau de bénéfice perçu pour les enjeux à l'étude.

Plus précisément, sur les 21 enjeux à l'étude, seuls 4 voient leur niveau moyen de bénéfice perçu diminuer de manière significative et 7 sont en augmentation significative entre 2021 et 2022. En 2022, aucun enjeu n'a un niveau moyen de bénéfice perçu sous 2/5 (plutôt pas bénéfique). Ces constats sont sensiblement identiques si l'on regarde les différences entre 2018 et 2022.

Parmi les baisses les plus marquées du niveau de bénéfice perçu entre 2021 et 2022 :

- La vaccination (69 % des Québécois perçoivent cet enjeu comme plutôt ou très bénéfique, contre 78 % en 2021, en baisse de 9 points)
- La construction d'un parc éolien (54 % en 2022, contre 60 % en 2021, en baisse de 6 points)
- La production individuelle d'électricité à partir de source éolienne ou solaire par de petits producteurs ou individus (53 % en 2022, contre 61 % en 2021, en baisse de 8 points)

Néanmoins, pour ces trois enjeux qui connaissent une baisse du niveau de bénéfice perçu entre 2021 et 2022, le niveau de bénéfice en 2022 est systématiquement plus élevé qu'il ne l'était en 2018. On peut ainsi penser que le contexte de la pandémie de COVID-19 a provoqué un gonflement des bénéfices perçus, et ce tout particulièrement pour la vaccination. Il était plus évident et facile pour la population de mesurer l'impact des bénéfices de la vaccination en pleine pandémie. La pandémie semble donc avoir agi comme un révélateur de bénéfices pour certains enjeux. Plus de détails sur l'enjeu de la vaccination seront donnés dans la deuxième partie de ce rapport.

Parmi les hausses les plus marquées du niveau de bénéfice perçu entre 2021 et 2022 :

- L'exploration pour du pétrole (29 % des Québécois perçoivent cet enjeu comme plutôt ou très bénéfique, contre 19 % en 2021, en hausse de 10 points)
- La construction de nouvelles installations pour la production de gaz et électricité (40 % en 2022, contre 35 % en 2021, en hausse de 5 points)
- L'exploration pour du gaz de schiste (17 % en 2022, contre 12 % en 2021, en hausse de 4 points)
- Les sites d'enfouissement de déchets domestiques (19 % en 2022, contre 16 % en 2021, en hausse de 3 points)

Il est important encore ici de nuancer ces propos. En effet, regardons l'évolution de la moyenne des bénéfices perçus entre les 3 dernières éditions. Ainsi, bien que le niveau moyen de bénéfices perçus soit plus élevé en 2022 qu'en 2021 pour l'exploration pour du pétrole et pour l'exploration pour du gaz de schiste, le niveau de 2022 est revenu au niveau de 2018. La pandémie semble avoir agi à l'inverse de l'effet qu'elle a eu sur la vaccination : en plein cœur de la pandémie de la COVID-19, les Québécois semblaient donc moins voir les bénéfices éventuels des projets énergétiques impliquant le pétrole et le gaz et le niveau en 2022 est revenu dans des ordres de grandeur proches des niveaux de 2018, poussé par les incertitudes des prix de l'énergie sur les marchés extérieurs.

Selon vous, quelle est l'ampleur des **bénéfices** des projets/enjeux suivants pour le Québec ? (1/2)

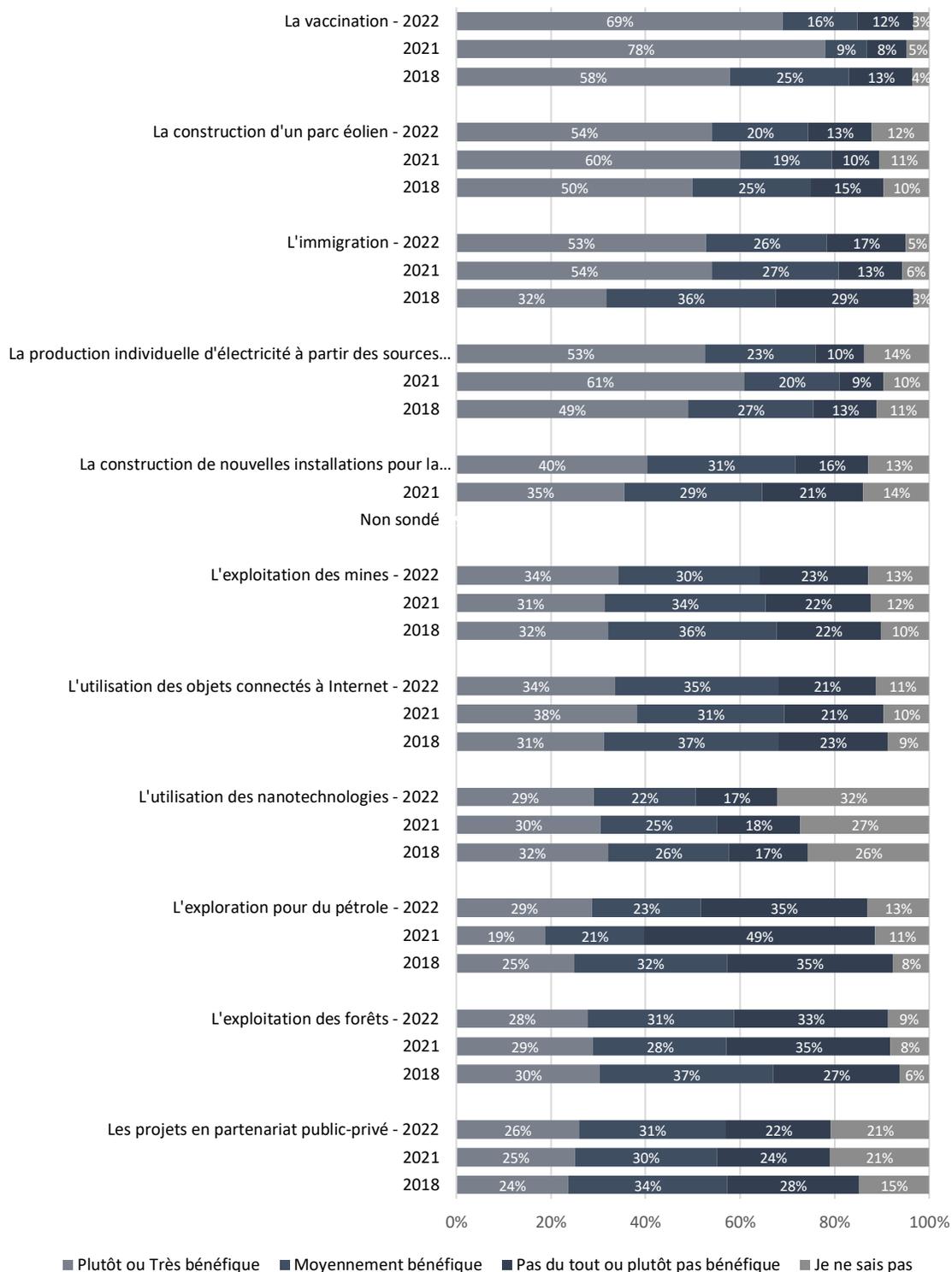


Figure 37 : Répartition des bénéfices perçus des différents enjeux pour le Québec sur les trois dernières éditions du Baromètre (Baromètre CIRANO 2022) (1/2)

Selon vous, quelle est l'ampleur des **bénéfices** des projets/enjeux suivants pour le Québec ? (2/2)

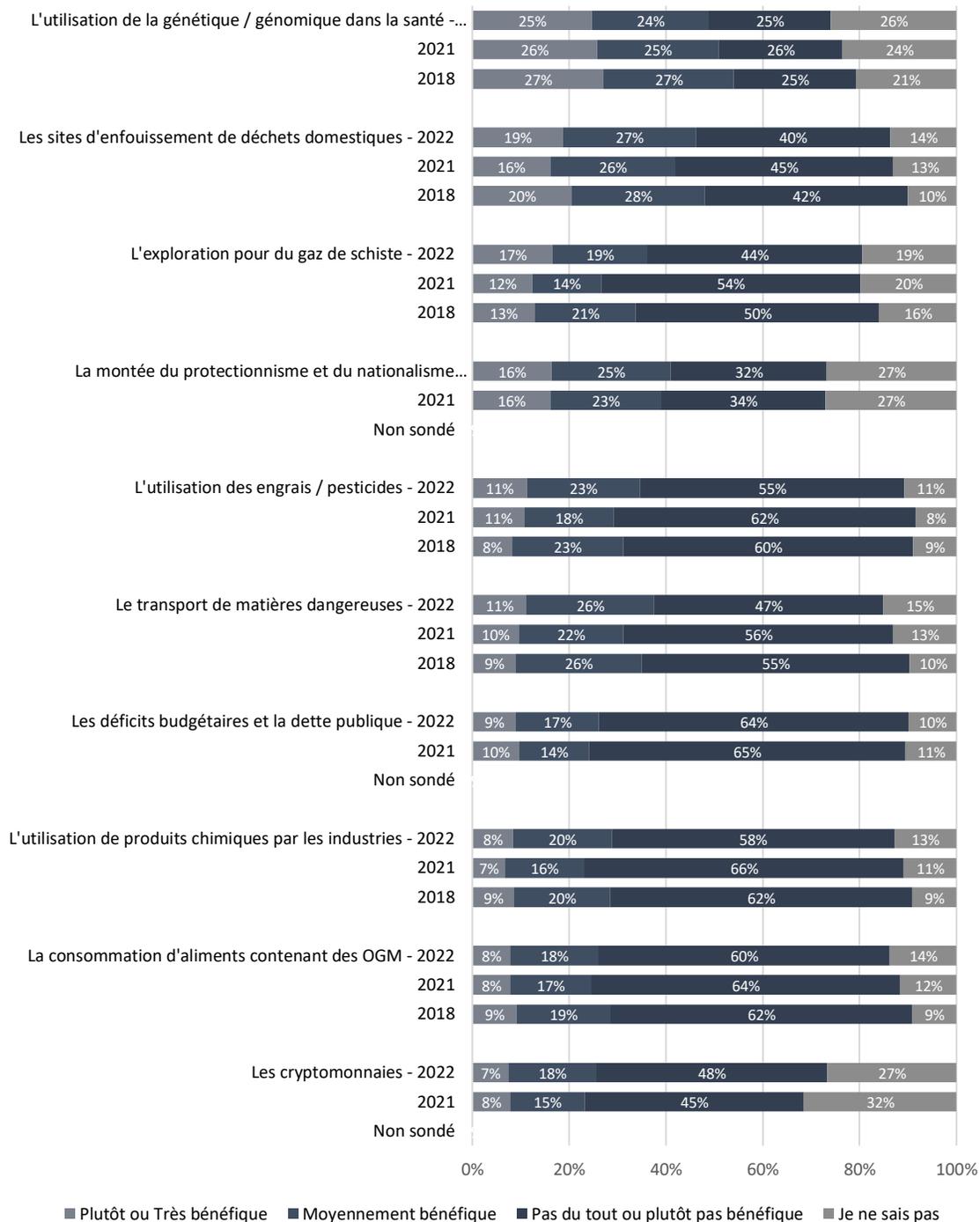


Figure 38 : Répartition des bénéfices perçus des différents enjeux pour le Québec (Baromètre CIRANO 2022) (2/2)

Comparaison des perceptions des risques et des bénéfices

Pour environ la moitié des projets/enjeux à l'étude, le niveau de risque perçu est supérieur au niveau de bénéfice. Les bénéfices surpassent beaucoup les risques pour la vaccination et les projets de production d'électricité à partir de sources renouvelables alors que les risques surpassent beaucoup les bénéfices pour la dette et tout ce qui touche aux matières dangereuses.

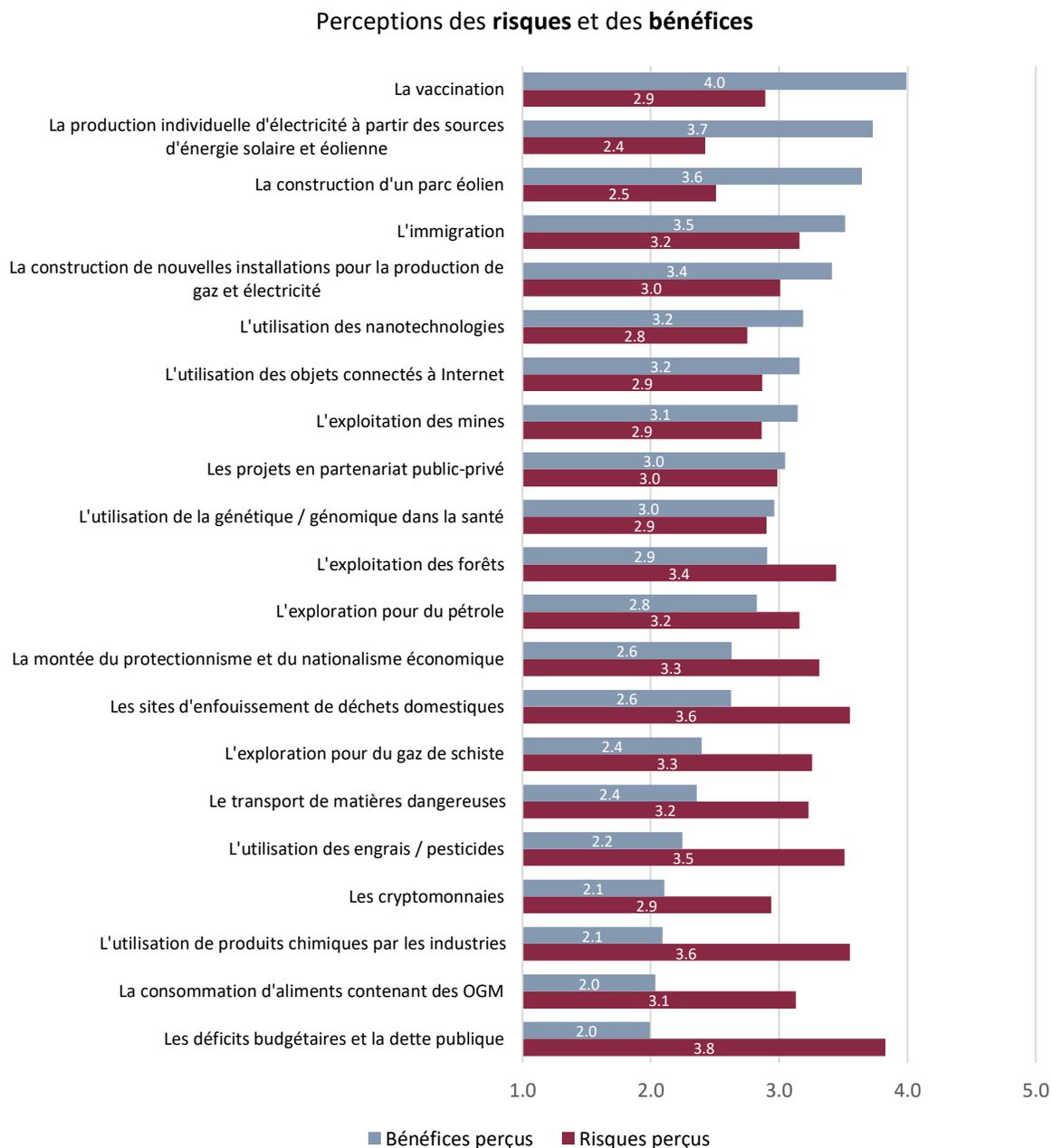


Figure 39 : Comparaisons des risques et des bénéfices perçus pour les 21 enjeux à l'étude (Baromètre CIRANO 2022)

CHAPITRE 5

ACCEPTABILITÉ SOCIALE POUR LES PROJETS ET ENJEUX À L'ÉTUDE



CLASSEMENT 2022

- Enjeux pour lesquels les répondants sont les plus favorables [% de répondants favorables]
 - La vaccination [81 %]
 - La production individuelle d'électricité à partir de source éolienne ou solaire par de petits producteurs ou individus [77 %]
 - L'immigration [73 %]
 - La construction d'un parc éolien [72 %]
- Enjeux pour lesquels les répondants sont les plus opposés [% de répondants opposés]
 - L'utilisation de produits chimiques par les industries (parmi les 3 projets/enjeux présentant le plus d'opposition depuis 2011) [74 %]
 - La consommation d'aliments contenant des OGM (parmi les 3 projets/enjeux présentant le plus d'opposition depuis 2013) [73 %]
 - L'utilisation des engrais/pesticides [70 %]
 - Les déficits budgétaires et la dette publique [69 %]

Les Québécois sont très cohérents dans leurs réponses : pour tous les enjeux pour lesquels ils sont opposés, le niveau de risque perçu est supérieur au niveau de bénéfice perçu et inversement, pour tous les enjeux pour lesquels ils sont favorables, les bénéfices sont supérieurs aux risques.

DES DIFFÉRENCES DANS LES NIVEAUX D'ACCEPTABILITÉ SOCIALE PERÇUS ENTRE 2021 ET 2022, MAIS AMPLIFIÉES PAR LES PRIORITÉS CHANGEANTES EN PLEIN CŒUR DE LA PANDÉMIE

Globalement, sur les 21 enjeux confondus, la moyenne des niveaux d'acceptabilité sociale est la même en 2021 et en 2022, avec des baisses et des hausses pour certains enjeux.

Pour les enjeux qui ont connu une baisse marquée d'acceptabilité sociale en 2022 (vaccination, construction parc éolien, production individuelle d'électricité):

- L'acceptabilité sociale avait significativement augmenté en 2021 par rapport à 2018.
- En comparant 2018 avec 2022 : soit la proportion des répondants favorables est revenue sensiblement au même niveau que 2018 (voire à augmenter pour la vaccination par exemple), soit la proportion des répondants n'ayant pas d'opinion a grandement augmenté entre 2018 et 2022, au détriment des répondants favorables.

Pour les enjeux qui ont connu une hausse marquée de leur niveau d'acceptabilité sociale en 2022 (exploration pour du pétrole, transport de matières dangereuses, utilisation des engrais/pesticides):

- En comparant 2018 avec 2022 : soit la proportion des répondants favorables est revenue sensiblement au même niveau que 2018 (pour les pesticides par exemple) ou est même plus faible qu'en 2018 (pour le pétrole par exemple).

Un risque acceptable est un risque dont les caractéristiques (fréquence ou intensité du danger, gravité, niveau de perte, conséquences sociales, économiques, politiques, culturelles, techniques et environnementales) sont considérées comme acceptables et donc, prêtes à être assumées par l'individu, la communauté ou la société qui y est soumise (Breyse, 2009). Plusieurs études ont montré qu'une population est plus apte à accepter un projet qui comporte des risques si elle perçoit un bénéfice économique ou si elle se sent dépendante économiquement du projet (Krewski et al., 2006). Ainsi, pour simplifier, une situation peut être considérée comme présentant un risque acceptable dès lors que les bénéfices qu'elle apporte sont supérieurs aux risques (Kouabenan et al., 2006). Nous venons de voir toutefois que pour 10 des 21 enjeux/projets à l'étude, le niveau de risque perçu est supérieur au niveau de bénéfice perçu. Il existe néanmoins d'autres facteurs qui exercent une influence sur l'acceptabilité du risque, comme, le niveau de confiance dans le gouvernement.

Comme pour les bénéfices, notre analyse se restreint ici à 21 enjeux pour lesquels il est possible d'évaluer à la fois des risques et des bénéfices. Prenons l'exemple de la vaccination, le répondant, afin d'évaluer son niveau d'acceptabilité sociale, devrait mettre en parallèle les bénéfices à la fois pour lui et pour la société (disparition de maladies graves, immunisation, etc.) avec les risques liés à la vaccination. Il a donc été demandé au panel de se positionner et de dire s'il était « Très favorable (1) », « Moyennement favorable (2) », « Moyennement opposé (3) » ou « Complètement opposé (4) »¹⁰. Une dernière catégorie « Ne sais pas » a été ajoutée pour compléter les possibilités de réponses. Nous rappelons au répondant qu'il venait d'évaluer le niveau de risque et les bénéfices potentiels pour le Québec de certains projets/enjeux et qu'au final, nous souhaitons savoir ce qui le décrivait le mieux.

La figure qui suit présente les moyennes sur une échelle de 1 à 4 (1 correspondant à très favorable et 4 à très opposé). La barre rouge indique le point milieu, et ainsi, pour tous les enjeux à gauche de cette ligne, les Québécois sont plutôt favorables alors que pour les enjeux à droite de la ligne, les Québécois y sont plutôt opposés. Ce graphique d'acceptabilité sociale est le miroir de celui faisant référence au niveau de bénéfice perçu : les 3 projets/enjeux pour lesquels les Québécois accordaient le plus de bénéfices sont les 3 projets les plus acceptés socialement et les 3 projets pour lesquels ils accordaient le moins de bénéfices sont ceux pour lesquels les Québécois sont les plus opposés.

¹⁰ Pour faciliter l'analyse des données, les catégories « Très favorable » et « Moyennement favorable » ont été regroupées sous la catégorie « Favorable » et les catégories « Moyennement opposé » et « Complètement opposé » sous la catégorie « Opposé ».

Acceptabilité sociale : Vous venez d'évaluer le niveau de risque et les bénéfices potentiels pour le Québec de certains projets/enjeux. FINALEMENT, pour chacun d'eux, lequel de ces énoncés vous décrit le mieux?



Figure 40 : Moyenne de l'acceptabilité sociale pour les enjeux du Baromètre CIRANO, en 2022 (Baromètre CIRANO 2022) (si significative, la progression de la moyenne des niveaux de risque est indiquée à droite)

Acceptabilité sociale : Concernant les propositions suivantes, lequel de ces énoncés vous décrit le mieux ? Je suis très favorable, moyennement favorable, moyennement opposé, complètement opposé ou ne sais pas. (1/2)

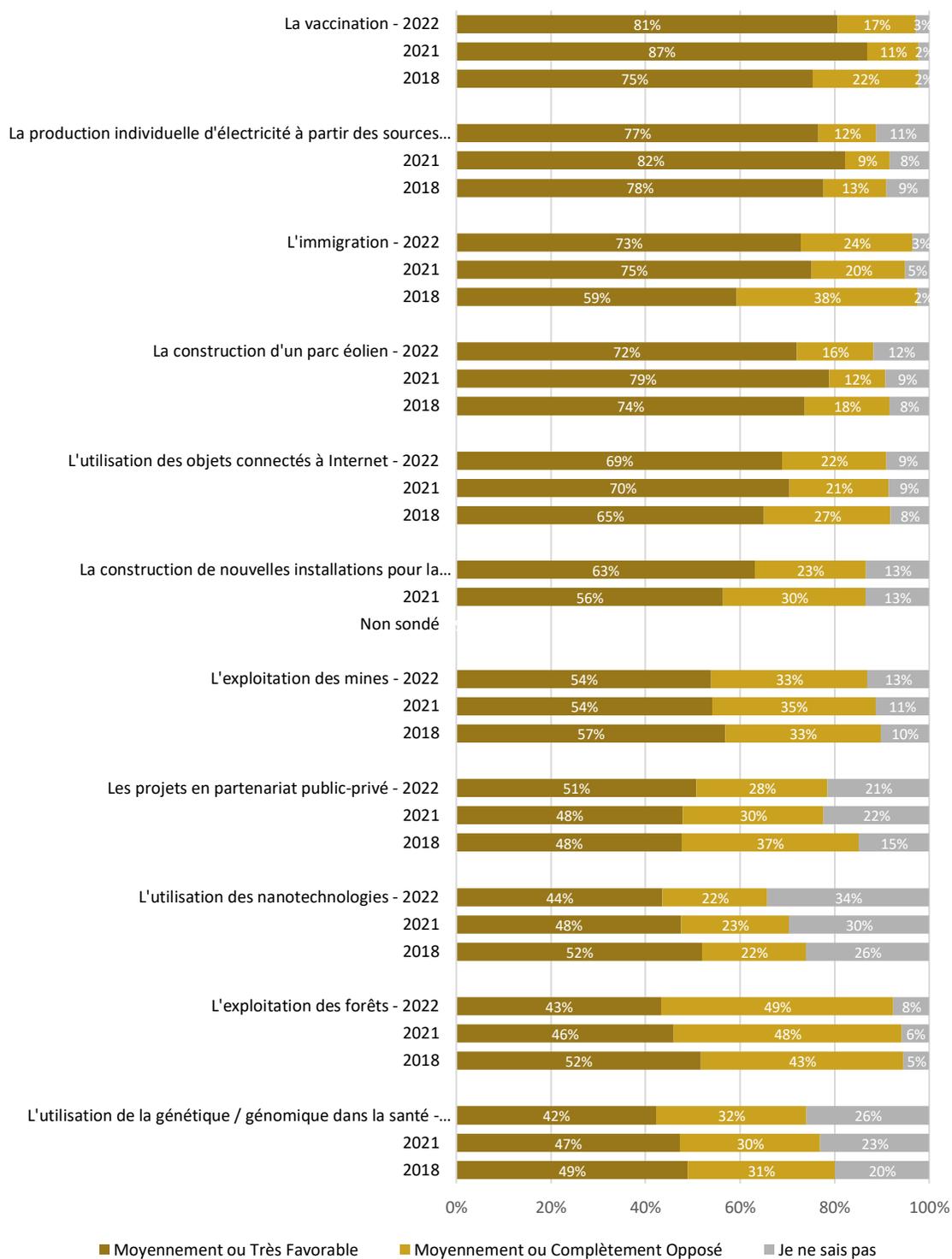


Figure 41 : Acceptabilité sociale de 21 enjeux selon les Québécois sur les trois dernières éditions du Baromètre (Baromètre CIRANO 2022) (1/2)

Acceptabilité sociale : Concernant les propositions suivantes, lequel de ces énoncés vous décrit le mieux ? Je suis très favorable, moyennement favorable, moyennement opposé, complètement opposé ou ne sais pas. (2/2)

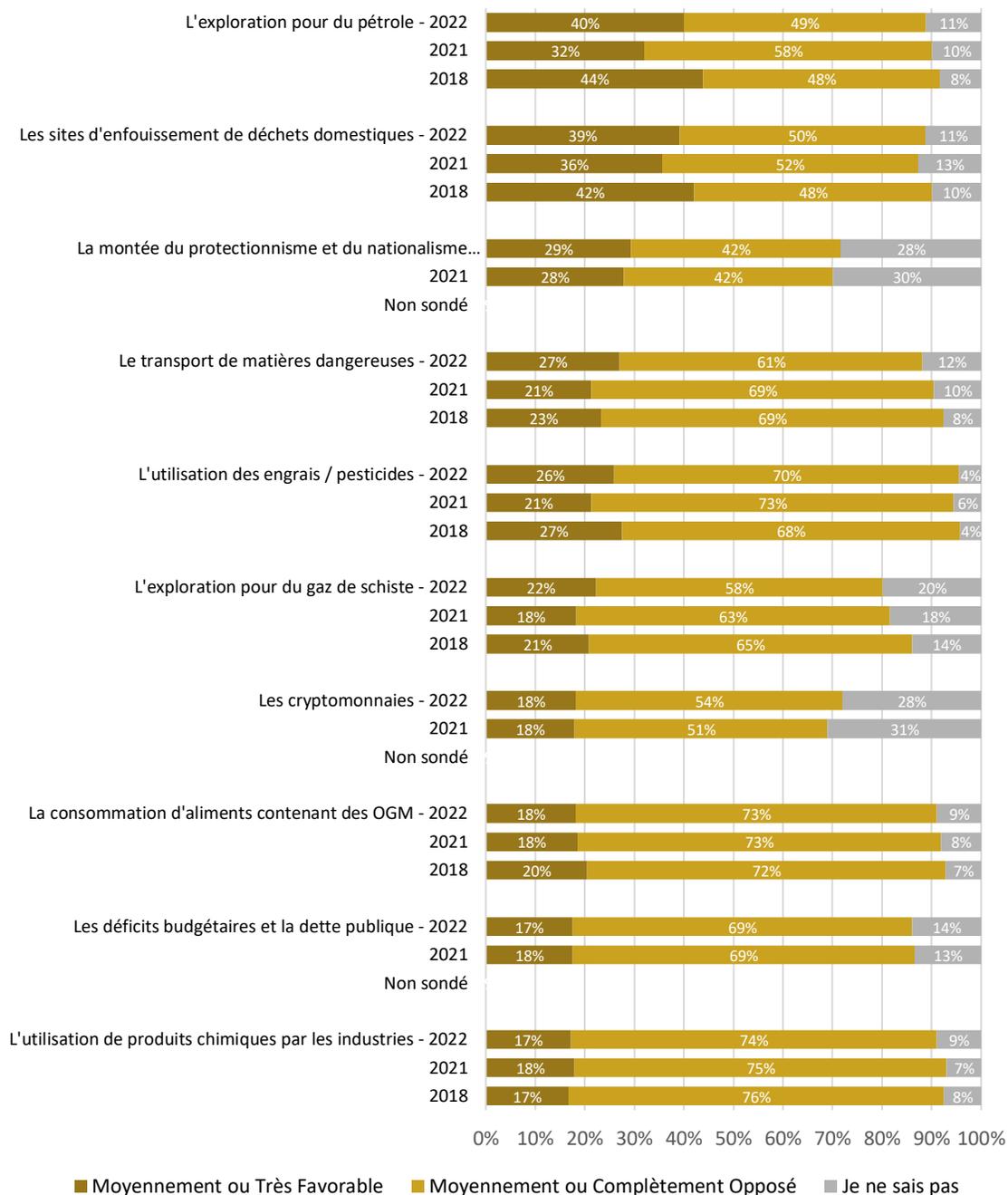


Figure 42 : Acceptabilité sociale de 21 enjeux selon les Québécois sur les trois dernières éditions du Baromètre (Baromètre CIRANO 2022) (2/2)

La vaccination se retrouve en haut du classement, avec 81 % d'opinions favorables. Depuis la toute première édition du Baromètre CIRANO en 2011, la vaccination a toujours fait partie des deux enjeux les plus socialement acceptés. Près de 77 % des répondants sont favorables à la production individuelle d'électricité et 73 % à la construction d'un parc éolien. Finalement, 73 % des répondants déclarent aussi être favorables à l'immigration, en baisse de 2 points par rapport à 2021, mais ils n'étaient que 59 % en 2018, en progression de 14 points entre 2018 et 2022.

Parmi les enjeux qui recueillent le plus d'opposition se retrouvent l'utilisation de produits chimiques par les industries (74 %), la consommation d'aliments contenant des OGM (73 %) et l'utilisation des engrais/pesticides (70 %). Les déficits budgétaires et la dette publique présentent une forte opposition, à 69 % d'opinion défavorable.

Près de trois personnes sur dix ne savent pas se prononcer sur leur niveau d'acceptabilité sociale pour trois enjeux : les cryptomonnaies, la montée du protectionnisme et du nationalisme économique ainsi que l'utilisation de la génétique/génomique dans la santé, et même 34 % pour l'utilisation des nanotechnologies. Ces réponses sont en cohérence avec le manque de connaissances des niveaux de risque de certains enjeux.

Évolution de l'acceptabilité sociale depuis 2021

Depuis les 10 dernières années, les résultats du Baromètre CIRANO montrent que l'utilisation de produits chimiques par les industries et la consommation d'aliments contenant des OGM font partie du Top 3 des projets perçus comme les moins socialement acceptables. Alors que l'exploration pour le gaz de schiste a très souvent été présente dans le classement depuis 2011 des projets les moins acceptables, il ne fait pas partie du Top 3 cette année. Les déficits budgétaires et la dette publique entrent dans ce Top 3 pour la première fois cette année. Tout comme pour la perception des bénéfices, des analyses plus approfondies seraient nécessaires pour mieux comprendre cette dernière perception.

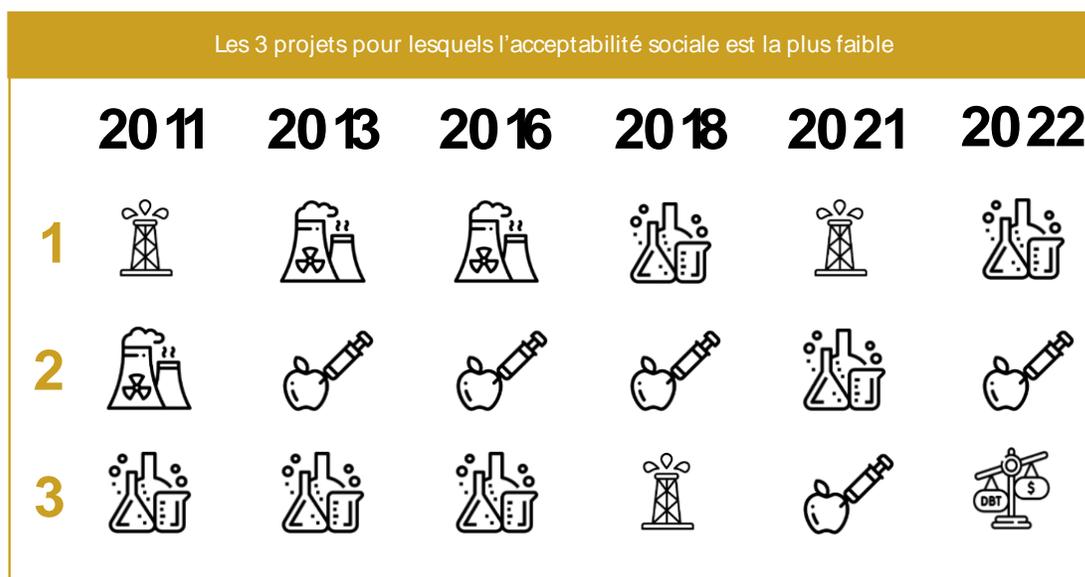


Figure 43 : Projets/enjeux pour lesquels l'acceptabilité sociale est la plus faible sur la période 2011-2022 (Baromètre CIRANO 2022) (Note : se référer au besoin au Tableau 2 pour la signification des pictogrammes)

Lorsque l'on compare les perceptions de 2022 avec les données de 2021, on constate que l'acceptabilité sociale a augmenté pour certains enjeux alors qu'elle a diminué pour d'autres. D'ailleurs, globalement, sur les 21 enjeux confondus, la moyenne d'acceptabilité sociale est la même en 2021 et en 2022 (en ne considérant que les 17 enjeux communs aux trois dernières éditions du Baromètre, on constate aussi que la moyenne tous enjeux confondus est quasi identique en 2018, 2021 et 2022).

Parmi les hausses du niveau d'acceptabilité sociale les plus marquées, retenons :

- L'exploration pour du pétrole (40 % sont favorables contre 32 % en 2021, en hausse donc de 8 points),
- La construction de nouvelles installations pour la production de gaz et électricité (63 % sont favorables contre 56 % en 2021, en hausse de 7 points)
- Le transport de matières dangereuses (27 % sont favorables contre 21 % en 2021, en hausse de 6 points).
- L'utilisation des engrais/pesticides (26 % sont favorables contre 21 % en 2021, en hausse de 5 points)

À l'inverse, parmi les baisses les plus marquées du niveau d'acceptabilité sociale, retenons :

- La construction d'un parc éolien : 72 % sont favorables contre 79 % en 2021 (baisse de 7 points),
- La vaccination : 81 % sont favorables, contre 87 % en 2021 (baisse de 6 points)
- La production individuelle d'électricité à partir des sources d'énergie solaire et éolienne : 77 % sont favorables contre 82 % en 2021 (baisse de 6 points),
- L'utilisation de la génétique/génomique dans la santé : 42 % sont favorables contre 47 % en 2021 (baisse de 5 points),
- L'utilisation des nanotechnologies : 44 % sont favorables contre 48 % en 2021 (baisse de 4 points).

Encore ici, une mise en garde importante est à prendre en considération. La stricte comparaison des données de 2021 avec celles de 2022 peut cacher l'évolution réelle des perceptions puisque l'enquête de 2021 a été réalisée en plein cœur de la pandémie, ce qui a eu pour effet d'exacerber certaines préoccupations.

Par exemple, pour les enjeux qui ont connu une hausse importante du niveau d'acceptabilité sociale : en comparant les données de 2018 avec celle de 2022, on s'aperçoit que soit la proportion des répondants favorables est revenue sensiblement au même niveau que 2018 (pour les pesticides par exemple) ou est même plus faible qu'en 2018 (pour le pétrole par exemple). Plus précisément, en ce qui a trait à l'exploration pour du pétrole, la stricte analyse des données de 2022 et 2021 peut laisser croire à une augmentation substantielle de la proportion de Québécois favorables à cet enjeu. Cependant, la différence de proportion des répondants favorables est même inversée lorsque l'on considère uniquement les années 2018 et 2022 : 40 % sont favorables en 2022 contre 44 % en 2018.

Les enjeux pour lesquels l'acceptabilité sociale baisse le plus cette année font partie des enjeux pour lesquels elle avait augmenté significativement en 2021. En outre, en comparant plutôt 2018 à 2022, on s'aperçoit que soit la proportion des répondants favorables est revenue sensiblement au même niveau que 2018 (voire à augmenter pour la vaccination par exemple), soit la proportion des répondants n'ayant pas d'opinion a grandement augmenté entre 2018 et 2022, au détriment des répondants favorables.

Finalement, l'immigration semble avoir un patron d'évolution des perceptions d'acceptabilité sociale assez singulier. On constate effectivement que l'on semble avoir atteint un plateau en ce qui concerne l'acceptabilité sociale avec près de $\frac{3}{4}$ de la population moyennement ou très favorable à l'immigration en 2021 et en 2022, alors que cette proportion n'était que de 59 % en 2018. Sans surprise, les variations du niveau d'acceptabilité sociale semblent suivre les variations des autres perceptions en lien avec l'immigration : entre 2018 et 2021, les bénéfices perçus ont augmenté, la confiance dans le gouvernement s'est améliorée et les risques perçus ont diminué, pour se stabiliser à ces niveaux en 2022.

Acceptabilité sociale et influence des perceptions de risque, bénéfique et de la confiance dans le gouvernement

Il nous a paru intéressant de chercher à savoir pour quelles raisons les Québécois sont opposés à tel ou tel projet ou enjeu. Est-ce parce qu'ils perçoivent un niveau de risque élevé? Est-ce parce qu'ils ne voient pas de bénéfice? Ou est-ce parce qu'ils n'ont pas confiance dans le gouvernement pour la gestion de ce projet/enjeu? Ou encore à cause d'une combinaison des trois effets : niveau de risque perçu élevé, niveau de bénéfice faible et niveau de confiance faible?

Pour répondre à cette question, une première manière est de considérer la matrice de la figure suivante. Sur cette figure, chacune des bulles représente un enjeu. Elles sont placées sur la grille selon le niveau de risque en abscisse et le niveau de confiance dans le gouvernement pour gérer cet enjeu en ordonnée. Le diamètre des bulles est proportionnel à la moyenne des niveaux de bénéfices que les Québécois estiment pour l'enjeu concerné. De plus, le chiffre à côté du nom de l'enjeu correspond à la moyenne du niveau de bénéfice estimé pour l'enjeu (sur une échelle de 1 à 5). Enfin, si la bulle est verte, cela signifie que les répondants sont majoritairement favorables à cet enjeu. Si elle est rouge, cela signifie qu'ils sont plutôt opposés.

Le graphique est coupé en deux entre les enjeux en vert et les enjeux en rouge. Les bulles vertes sont de diamètre plus grand que les bulles rouges, ce qui prouve que les Québécois sont cohérents dans leurs réponses : pour tous les enjeux pour lesquels ils sont opposés, le niveau de risque perçu est supérieur au niveau de bénéfice perçu et inversement, pour tous les enjeux pour lesquels ils sont favorables, il s'agit du niveau de bénéfice qui est supérieur au niveau de risque. Tous les projets/enjeux auxquels les Québécois sont opposés se retrouvent dans la partie de la matrice correspondant à une perception de risque élevé et un niveau de confiance faible (à l'exception des cryptomonnaies, pour

lesquelles le risque est plus faible en moyenne, mais avec une forte proportion de personnes ne sachant pas évaluer le risque). De plus, les bénéfices sont considérés comme les plus faibles pour ces enjeux, avec une bulle de taille plus petite. Pour les enjeux pour lesquels les Québécois sont plutôt favorables, ils sont tous avec un niveau de risque plus faible et une confiance supérieure.

Risques x Confiance x Bénéfices x Acceptabilité sociale pour 21 enjeux

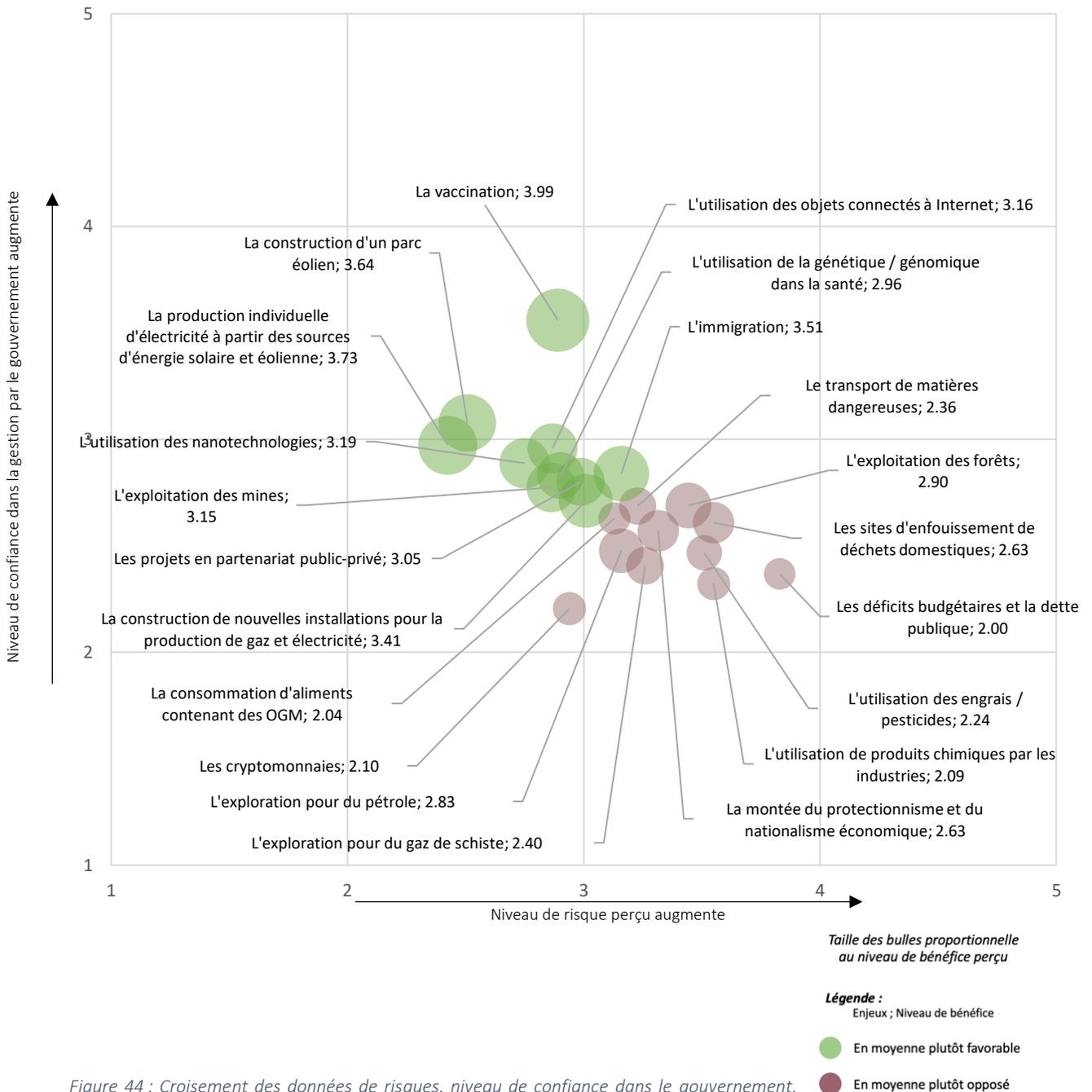


Figure 44 : Croisement des données de risques, niveau de confiance dans le gouvernement, bénéfices et acceptabilité sociale pour 21 enjeux (Baromètre CIRANO 2022)

Une deuxième méthode est présentée dans la deuxième partie de ce rapport pour certains enjeux spécifiques, en utilisant des modèles de régression logit (1=favorable, 0=opposé) estimés afin d'identifier de façon statistique et non plus uniquement visuelle, les déterminants de l'acceptabilité sociale à partir du niveau de risque perçu, du niveau de confiance et du niveau de bénéfice perçu afin de connaître le poids de chacun de ces facteurs dans l'explication de l'acceptabilité sociale.

De l'acceptabilité sociale aux comportements d'investissements personnels des Québécois

Les Québécois peuvent être favorables à des enjeux qui sont spécifiques à certains secteurs (par exemple, les parcs éoliens avec le secteur des énergies renouvelables). Nous leur avons donc demandé s'ils accepteraient d'investir leur argent dans certains secteurs (reliés à nos enjeux) – en admettant l'hypothèse que tous ces secteurs soient rentables – afin de vérifier s'il y avait cohérence dans leurs actions et comportements d'investissements et leurs « valeurs ».

Le graphique ci-dessous montre clairement une cohérence entre les comportements d'investissements des Québécois et leur opinion vis-à-vis de certains secteurs. En effet, les Québécois accepteraient à plus de 70 % d'investir dans les deux secteurs se rapportant aux enjeux pour lesquels ils sont les plus favorables, à savoir : le secteur pharmaceutique et biotechnologie, le secteur des énergies renouvelables. Des 11 secteurs testés dans l'enquête, celui des énergies renouvelables est d'ailleurs celui qui recueille le plus la volonté d'investir des répondants : 72 % d'entre eux seraient prêts à y investir leur épargne. Les secteurs technologiques de l'intelligence artificielle et des communications sans fil sont plutôt populaires, avec respectivement 59 % et 63 % de Québécois favorables à cet investissement.

À l'autre extrémité du spectre, nous avons vu que les Québécois sont opposés à l'ensemble des enjeux touchant les matières dangereuses. Ainsi, conformément à leurs opinions sur l'acceptabilité sociale des projets, les Québécois, même si on leur affirmait que ces secteurs étaient rentables, sont plus nombreux à affirmer qu'ils n'investiraient pas dans les secteurs du pétrole, du gaz ou de la chimie qu'à vouloir y investir (bien qu'ils soient quand même environ un tiers à accepter d'investir dans le secteur du pétrole ou du gaz – proportion en augmentation par rapport à 2021).

Si votre banquier vous disait qu'aujourd'hui les secteurs ci-dessous seraient de bons placements à considérer, accepteriez-vous d'en posséder pour vos investissements personnels (REER, REEE, actions de compagnies, etc.)?

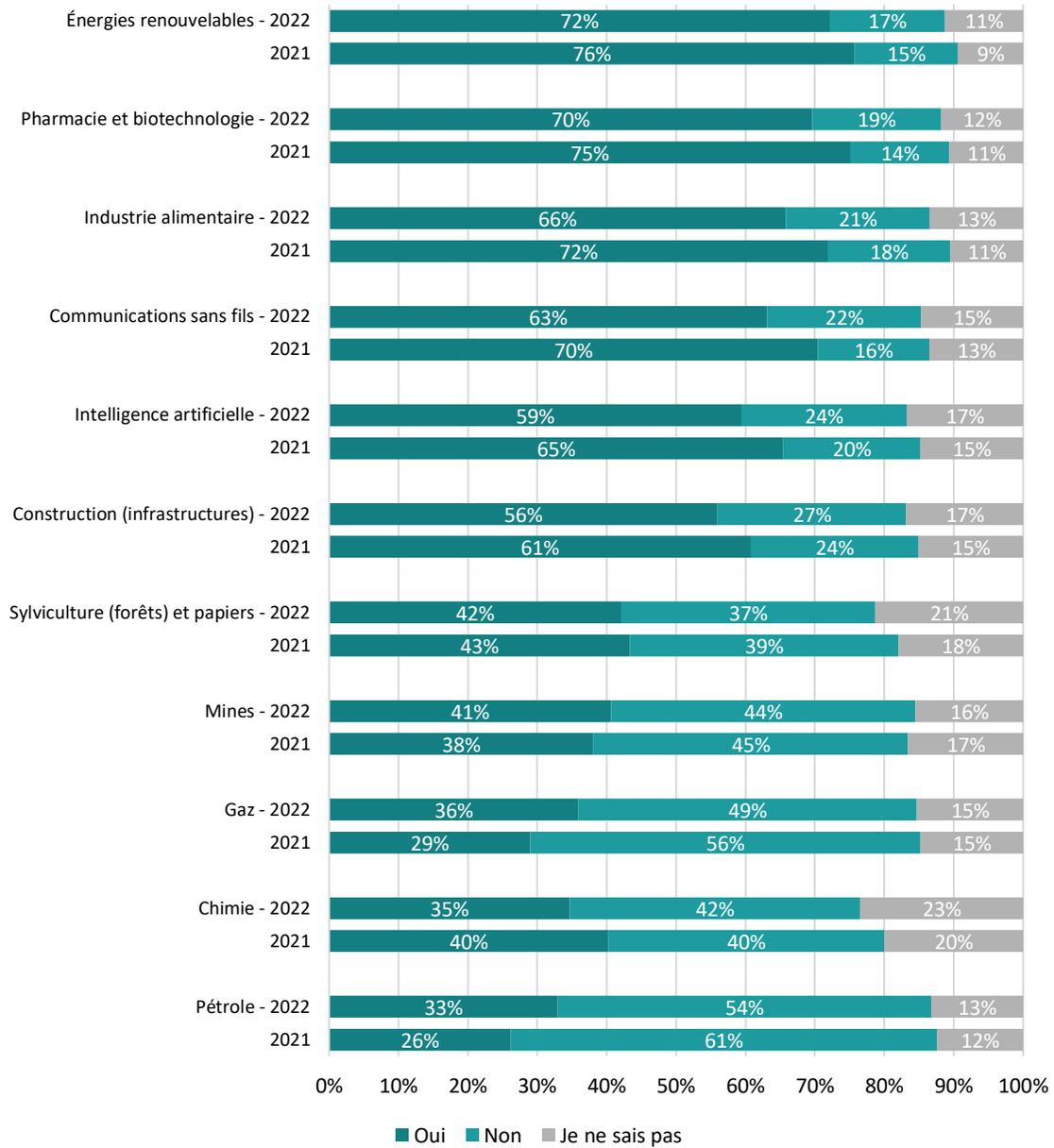


Figure 45 : Répartition des préférences d'investissements personnels pour 11 enjeux (Baromètre CIRANO 2022)

CHAPITRE 6

SOURCES D'INFORMATION UTILISÉES ET INFLUENCE SUR LES PERCEPTIONS



CLASSEMENT 2022 DES SOURCES D'INFORMATION LES PLUS UTILISÉES

- Médias les plus utilisés pour s'informer [proportion des Québécois qui les utilisent beaucoup ou énormément]
 - Télévision ou radio [48 %]
 - Sites Web [39 %]
 - Réseaux sociaux [28 %]
- Entités auxquelles se réfèrent le plus les Québécois pour s'informer [proportion des Québécois qui les utilisent beaucoup ou énormément]
 - Amis ou famille [19 %]
 - Experts indépendants [17 %]
 - Gouvernement provincial ou fédéral [9 %]

DES DIFFÉRENCES DANS LES NIVEAUX D'UTILISATION DES SOURCES D'INFORMATION ENTRE 2021 ET 2022

- Baisse substantielle de l'utilisation des réseaux sociaux comme source d'information
- Après une progression entre 2018 et 2021, la population s'informe moins en 2022 qu'en 2021 auprès de sources d'information fiables (experts indépendants, gouvernement provincial et fédéral, avec respectivement 17 et 9 % des Québécois qui ont recours beaucoup ou énormément à ces sources en 2022 contre 21 et 15 % en 2021).

CLASSEMENT 2022 DES NIVEAUX MOYEN DE CONFIANCE PERÇUE DANS LES SOURCES D'INFORMATION

- Médias dans lesquels la population a le plus confiance [proportion des Québécois qui ont tout à fait ou plutôt confiance]
 - Télévision ou radio [48 %]
 - Journaux hebdomadaires ou quotidiens [45 %]
- Entités en lesquelles la population a le plus confiance comme source d'information
 - Experts indépendants [56 %]
 - Amis ou famille [39 %]
 - Vérificateur général [37 %] et gouvernement [34 %]

INFLUENCE DE LA SOURCE D'INFORMATION UTILISÉE SUR LES PRÉOCCUPATIONS

- Ceux qui s'informent beaucoup auprès des groupes environnementaux ont 2,4 fois plus de chances d'être préoccupés par les risques naturels (toutes les autres variables de sources d'information étant gardées constantes)
- Ceux qui s'informent beaucoup auprès des gouvernements ont environ 2 fois moins de chances d'être préoccupés par les risques économiques et financiers (toutes les autres variables de sources d'information étant gardées constantes).

Où et auprès de qui s'informent les Québécois ?

Certaines perceptions des risques ou des bénéfiques sont le reflet de la réalité et d'autres s'en éloignent. Dans certains cas, le fait que nos perceptions soient sous ou sur évaluées peut avoir des conséquences importantes puisque nos comportements vont en dépendre. Comment dans ce contexte communiquer à la population le bon message, les vraies données ? Par quelle source d'information les Québécois s'informent-ils ?

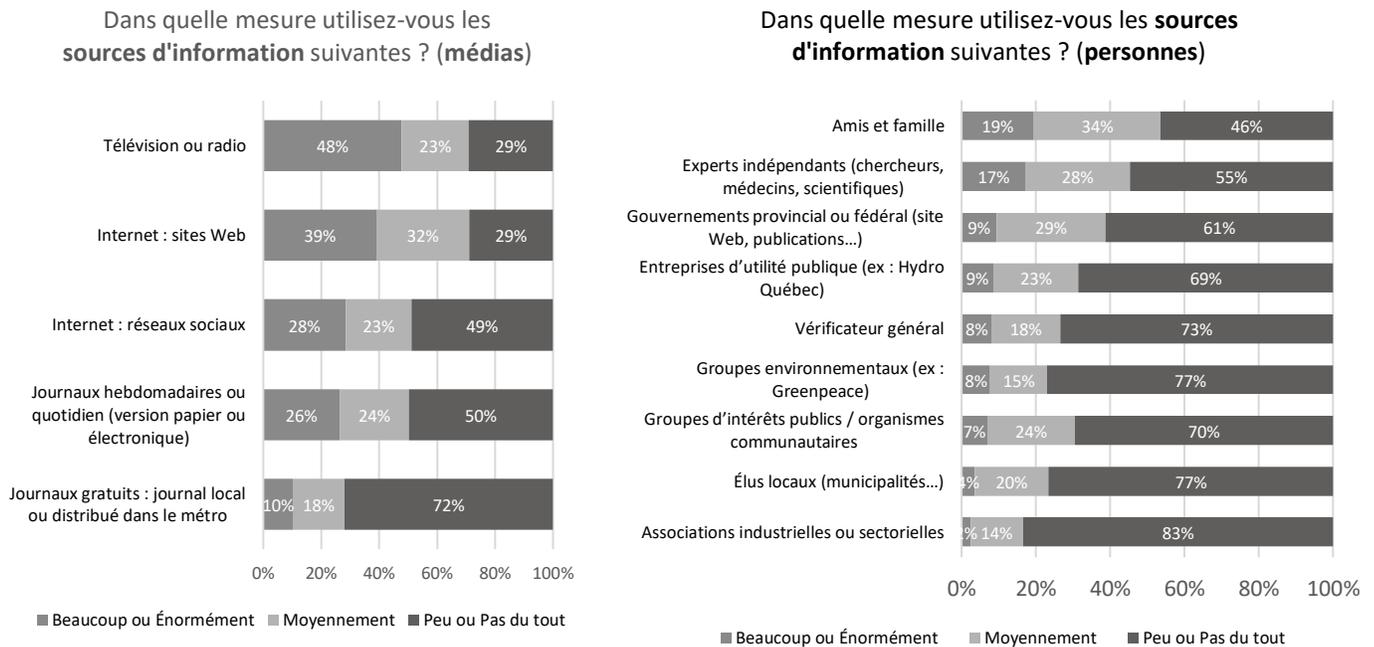


Figure 46 : Utilisation des sources d'informations (médias et personnes) (Baromètre CIRANO 2022)¹¹

Les sources d'information utilisées par le public pour s'informer des risques sont nombreuses. Il est toutefois important de faire la distinction entre le média et la personne qui parle. Différents médias sont disponibles pour le public afin qu'il obtienne de l'information sur les risques : la télévision, la radio, l'Internet et les réseaux sociaux, la presse écrite, etc.... Dans un contexte de projets ou de décisions risquées, la personne qui parle à une plus grande importance encore. On peut s'informer auprès de sa famille ou de ses amis, mais aussi auprès d'experts ou d'élus locaux, etc.

Plusieurs constats sont à faire au regard des données sur les sources d'informations utilisées :

- D'une façon générale, les Québécois utilisent encore beaucoup la télévision et la radio pour s'informer : 48 % l'utilisent beaucoup ou énormément. Internet se retrouve derrière avec 39 % des Québécois qui l'utilisent beaucoup ou énormément et 28 % pour les réseaux sociaux.

¹¹ La question a initialement été formulée en 2011 et certaines sources présentées pourraient être moins pertinentes ou être formulées curieusement, mais nous avons fait le choix de la conserver intégralement par soucis d'uniformité et de comparaison entre toutes les éditions du Baromètre CIRANO.

- Peu importe le média, on constate une baisse de la fréquence d'utilisation qui n'est significative toutefois que pour les réseaux sociaux entre 2021 et 2022. Après être passée de 39 % en 2018, à 33 % en 2021, la proportion de Québécois utilisant beaucoup ou énormément les réseaux sociaux pour s'informer s'établit désormais à 28 % en 2022.
- Il n'y a que très peu de différences dans la fréquence d'utilisation des personnes consultées pour s'informer entre 2021 et 2022. Les seules différences significatives sont pour la part de personnes se renseignant beaucoup ou énormément auprès du gouvernement fédéral ou provincial ou auprès d'experts indépendants qui passent respectivement de 15 à 9 % et de 21 à 17 %. La pandémie de la COVID-19 avec les nombreux points presse du gouvernement au cours des années 2020 et 2021 peut potentiellement expliquer cette baisse puisque ces conférences de presse ont été beaucoup moins nombreuses ces derniers mois.
- Les organismes de tout ordre ou les associations sont très peu consultés par la population. Les éditions passées du Baromètre CIRANO témoignent que ces constats sont restés très stables. Cette tendance à ne pas utiliser les différents organismes ou associations pourrait s'expliquer en partie par la méconnaissance même de leur existence par les Québécois, mais également par une certaine méfiance quant à la crédibilité de ces sources d'information. En effet, lorsque l'on regarde la confiance dans les sources, il apparaît clairement que la confiance est la plus basse pour les associations industrielles et les élus locaux.

Quelle confiance ont les Québécois dans chacune des sources d'information ?

Il est utile de mettre en perspective ces analyses avec la confiance accordée par les Québécois selon les différentes sources d'information. Le niveau de confiance dans les sources d'information est relativement faible. Seuls la télévision ou la radio et les journaux hebdomadaires jouissent d'un niveau de confiance appréciable.

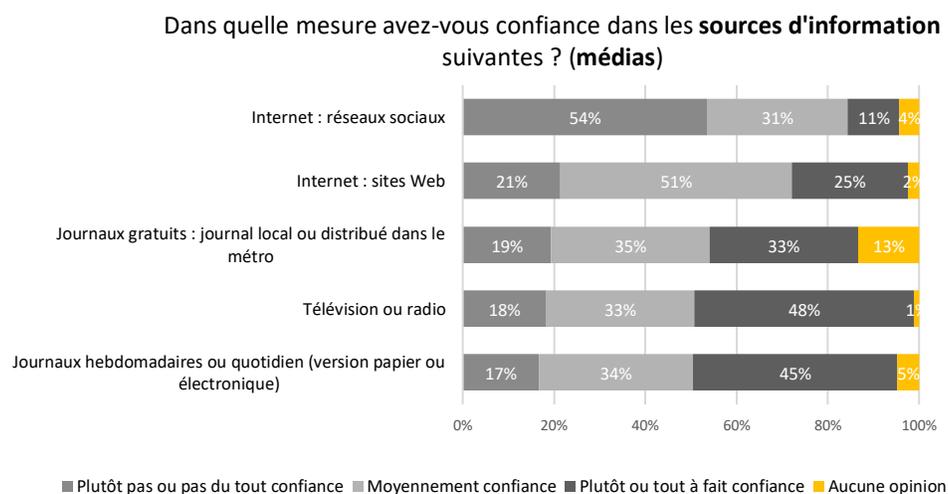


Figure 47 : Confiance dans les sources d'informations (médias) (Baromètre CIRANO 2022)

À l'inverse, une majorité déclare n'avoir plutôt pas ou pas du tout confiance dans les réseaux sociaux en tant que source d'information, une proportion stable par rapport à l'année dernière. En revanche, il faut noter que les journaux hebdomadaires ou quotidiens, ainsi que la télévision ou la radio voient leur confiance se dégrader, de manière significative. Ainsi, la part de Québécois ayant plutôt ou tout à fait confiance passent de 51 % à 45 % pour les journaux hebdomadaires ou quotidiens et de 52 à 48 % pour la télévision ou la radio.

À propos des personnes en tant que source d'information, ce sont les experts indépendants qui font l'objet de la confiance la plus élevée, bien que la proportion de Québécois ayant plutôt ou tout à fait confiance est en baisse très significative par rapport à l'année dernière, passant de 63 % en 2021 à 56 % en 2022. Il en est de même pour le gouvernement fédéral ou provincial dont la voix semble inspirer moins de confiance (40 % en 2021, contre 34 % en 2022). Seuls les amis et la famille voient leur niveau moyen de confiance augmenter de manière significative entre 2021 et 2022.

Dans quelle mesure avez-vous confiance en les **sources d'information** suivantes ?
(personnes)

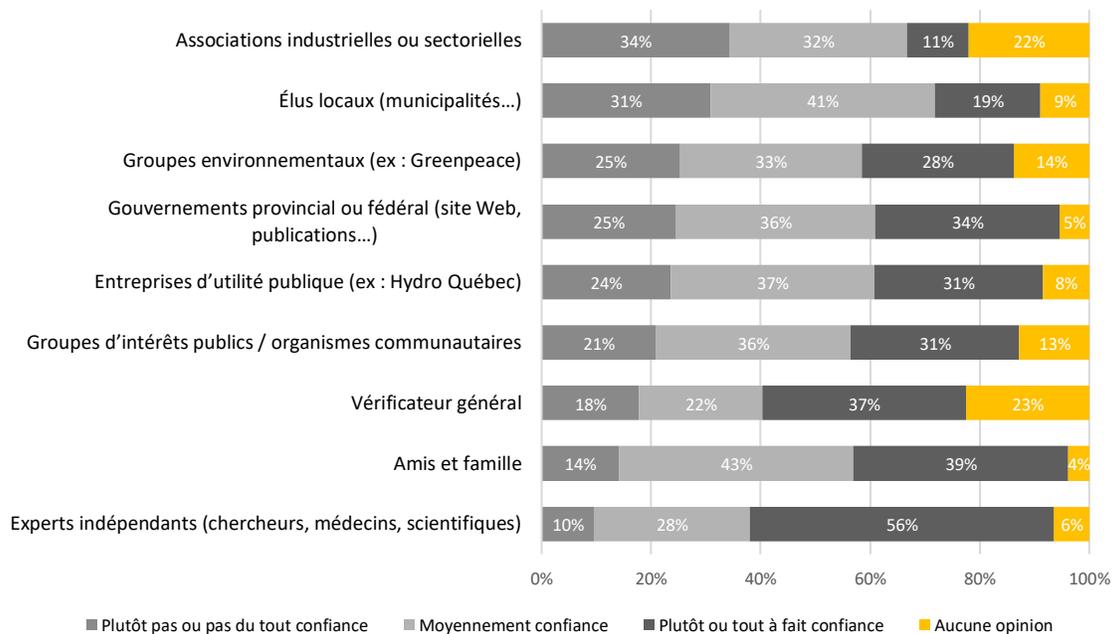


Figure 48 : Confiance dans les sources d'informations (personnes) (Baromètre CIRANO 2022)

Quelles sont les sources d'information qui augmentent les chances d'être préoccupés?

La source d'information utilisée a-t-elle une influence sur les préoccupations des Québécois? Nous allons présenter les résultats de modèles logit car cela permet de connaître l'influence d'une variable en contrôlant pour les autres.

Sources d'information (ref.: N'utilise pas beaucoup vs utilise beaucoup)	Risques naturels		Risques environnementaux		Risques technologiques		Risques reliés à la santé publique		Risques reliés au système de santé	
	OR	p	OR	p	OR	p	OR	p	OR	p
Télé-radio	1,236	0,279	0,894 (-)	0,456	0,679 (-)	0,142	0,892 (-)	0,474	1,487	0,004
Journaux hebdo ou quotidien	1,073	0,762	1,312	0,126	1,274	0,437	0,997 (-)	0,988	1,04	0,809
Presse gratuite	1,229	0,500	1,05	0,842	1,61	0,228	1,495	0,102	0,745 (-)	0,194
Internet-site Web	0,698 (-)	0,105	0,826 (-)	0,261	0,416 (-)	0,005	1,532	0,015	1,69	<, 001
Internet-réseaux sociaux	1,255	0,301	1,264	0,181	1,63	0,089	1,033	0,855	0,729 (-)	0,051
Experts indépendants	0,874 (-)	0,624	1,65	0,012	0,536 (-)	0,126	0,502 (-)	0,005	0,796 (-)	0,233
Amis et famille	1,533	0,070	0,639 (-)	0,027	1,406	0,290	1,38	0,097	1,086	0,643
Gouvernements	1,749	0,091	0,755 (-)	0,315	3,487	0,002	0,7 (-)	0,266	0,923 (-)	0,753
Vérificateur général	0,388 (-)	0,037	0,913 (-)	0,753	0,26 (-)	0,039	0,701 (-)	0,324	1,917	0,018
Groupes d'intérêt public	0,653 (-)	0,319	1,701	0,080	0,723 (-)	0,573	0,781 (-)	0,499	1,082	0,793
Groupes environnementaux	2,37	0,014	1,617	0,096	2,038	0,136	1,319	0,409	0,475 (-)	0,012
Constante	0,135 (-)	<, 001	0,372 (-)	<, 001	0,093 (-)	<, 001	0,297 (-)	<, 001	0,672 (-)	<, 001
	p<0,05									
	p<0,1									

Sources d'information (ref.: N'utilise pas beaucoup vs utilise beaucoup)	Risques reliés à la sécurité		Risques reliés aux infrastructures de transport		Risques reliés à la gestion des projets publics		Risques économiques et financiers		Risques reliés aux innovations technologiques	
	OR	p	OR	p	OR	p	OR	p	OR	p
Télé-radio									0,837 (-)	0,452
Journaux hebdo ou quotidien	1,054	0,832	0,257 (-)	0,018	1,003	0,994	0,712 (-)	0,038	1,322	0,302
Presse gratuite	1,049	0,887	1,305	0,653	0,395 (-)	0,237	0,75 (-)	0,210	1,006	0,989
Internet-site Web	0,773 (-)	0,282	1,369	0,423	1,353	0,404	0,809 (-)	0,164	0,846 (-)	0,532
Internet-réseaux sociaux	0,913 (-)	0,716	0,837 (-)	0,673	1,37	0,396	0,936 (-)	0,676	0,635 (-)	0,139
Experts indépendants	1,028	0,923	1,192	0,703	1,981	0,080	1,139	0,490	1,512	0,171
Amis et famille	1,229	0,440	0,554 (-)	0,247	0,617 (-)	0,292	1	0,999	0,535 (-)	0,093
Gouvernements	2,336	0,009	0,248 (-)	0,125	2,114	0,139	0,531 (-)	0,015	1,18	0,688
Vérificateur général	1,077	0,847	3,811	0,013	0,634 (-)	0,519	1,219	0,468	0,853 (-)	0,727
Groupes d'intérêt public	0,899 (-)	0,812	2,7	0,107	0,316 (-)	0,235	1,071	0,817	0,684 (-)	0,518
Groupes environnementaux	0,594 (-)	0,262	0,363 (-)	0,220	1,059	0,930	0,815 (-)	0,473	0,849 (-)	0,757
Constante	0,132 (-)	<, 001	0,058 (-)	<, 001	0,043 (-)	<, 001	1,253	0,035	0,126 (-)	<, 001
	p<0,05									
	p<0,1									

Il apparaît que le fait de beaucoup utiliser les groupes environnementaux (OR = 2,37) comme sources d'information, en gardant toutes les autres variables constantes, est associé à de plus grandes chances d'être préoccupé par les risques naturels. C'est la source d'information qui a le plus d'influence sur les préoccupations individuelles en lien avec les risques naturels, toutes les autres étant gardées constantes.

Ceux qui s'informent beaucoup auprès des experts indépendants, des groupes environnementaux et des groupes d'intérêt public ont environ 1,6 fois plus de chances d'être préoccupés par les risques environnementaux (toutes les autres variables étant gardées constantes).

À propos des risques reliés au système de santé et à la santé publique, le fait de beaucoup s'informer sur Internet (sites Web) est associé à de plus grandes chances d'être préoccupé par ces enjeux. À l'inverse, ceux qui s'informent beaucoup auprès des gouvernements ont environ 2 fois moins de chances d'être préoccupés par les risques économiques et financiers, toutes les autres variables étant constantes.

PARTIE 2

ANALYSES DÉTAILLÉES DE CERTAINS ENJEUX

L'ensemble des données est présenté dans la partie 1 du *Baromètre CIRANO* avec une analyse de l'ensemble des 53 projets ou enjeux considérés. Dans cette seconde partie, des analyses détaillées sont présentées sur les thématiques suivantes :

- **Le système de santé**
- **La santé publique**
- **L'économie**

Chaque section de cette partie est organisée en suivant le même schéma :

- 1) Présentation détaillée des préoccupations en lien avec la thématique, incluant des analyses multivariées pour mieux comprendre les déterminants des préoccupations des Québécois.
- 2) Présentation détaillée des perceptions (risque, confiance, bénéfice, acceptabilité sociale) des Québécois pour les différents enjeux se rattachant à la thématique ainsi que des différences de perception en fonction de variables sociodémographiques.
- 3) Un tableau récapitulatif.

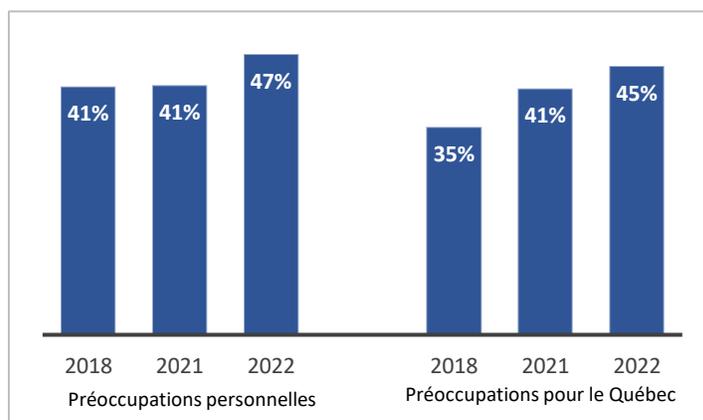
Ces suppléments sont également l'occasion de contextualiser les statistiques issues du Baromètre avec des éléments d'actualités.

SYSTÈME DE SANTÉ

2 enjeux

Difficultés d'accès aux services de santé
Engorgement des urgences

Préoccupations reliées au système de santé



Depuis 2016, les risques liés au système de santé ressortent en tête des préoccupations des Québécois sur le plan collectif (ils se classent 2^e avant 2016). Sur le plan individuel toutefois, il s'agit de la première année en 2022 où cette catégorie a été détrônée de la première à la deuxième place par les risques économiques et financiers.

Malgré tout, en 2022, la proportion de Québécois indiquant que les risques liés au système de santé font partie de leurs 2 principales préoccupations, que cela soit sur le plan personnel ou collectif, a augmenté (passant de 41 % en 2021 à 47 % en 2022 pour les risques individuels, et de 41 % à 45 % en 2022 pour les risques sur le plan collectif).

Que cela soit sur le plan collectif ou individuel, les **femmes** sont plus préoccupées que les hommes par les risques liés au système de santé (51 % contre 42 % des hommes sur le plan individuel et 48 % contre 41 % des hommes sur le plan collectif). Sur le plan personnel, ce sont les **moins de 35 ans** qui sont les moins préoccupés avec des écarts très importants entre chaque catégorie d'âge : 31 % des 18-34 ans sont préoccupés contre 47 % des 35-54 ans contre 52 % des 55-74 ans et 70 % des plus de 75 ans. Ces écarts ne sont plus présents lorsque l'on considère les préoccupations sur le collectif. Finalement, ce sont les répondants avec des **revenus de plus de 80000 \$** qui sont les plus préoccupés sur le plan collectif par les risques liés au système de santé (49 % contre 41 % des répondants avec des revenus de moins de 40000 \$ et 43 % des répondants avec un revenu compris entre 40000 \$ et 80000 \$).

Les perceptions du risque et la confiance perçue dans le gouvernement pour les deux enjeux en lien avec le système de santé présents dans le Baromètre CIRANO sont des variables qui pourraient expliquer les préoccupations des Québécois. Avant de voir quels sont les facteurs qui expliquent le plus les préoccupations pour les risques liés au système de santé à travers les autres données du Baromètre, nous présentons ici deux graphiques qui illustrent le positionnement de ces enjeux parmi les 53 enjeux du Baromètre en termes de niveau de risque perçue et niveau de confiance dans le gouvernement. Les graphiques sont très éloquentes et montrent à quels points les enjeux liés au système de santé sont perçus comme très risqués et à quels points ils souffrent d'une confiance très faible pour leur gestion par le gouvernement.

Selon vous, quel est **le niveau de risque** pour le Québec des phénomènes naturels/ projets/ enjeux suivants ?

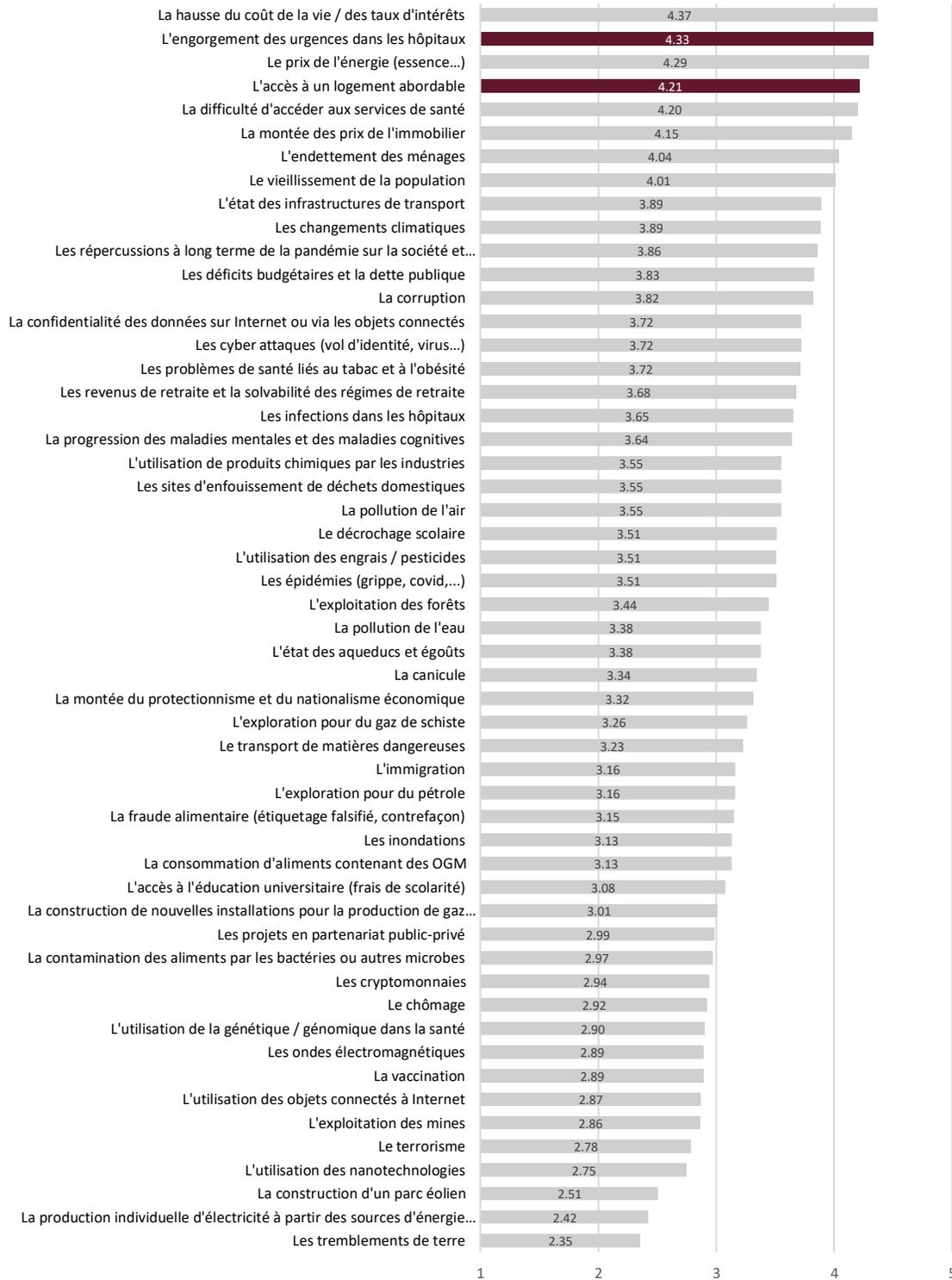


Figure 49 : Moyenne des niveaux de risque perçus pour les enjeux liés au système de santé en comparaison des autres enjeux du Baromètre (Baromètre CIRANO 2022)

Veuillez décrire votre **confiance dans la gestion par le gouvernement** des grands projets ou des enjeux suivants (1 étant pas du tout confiance et 5, tout à fait confiance)

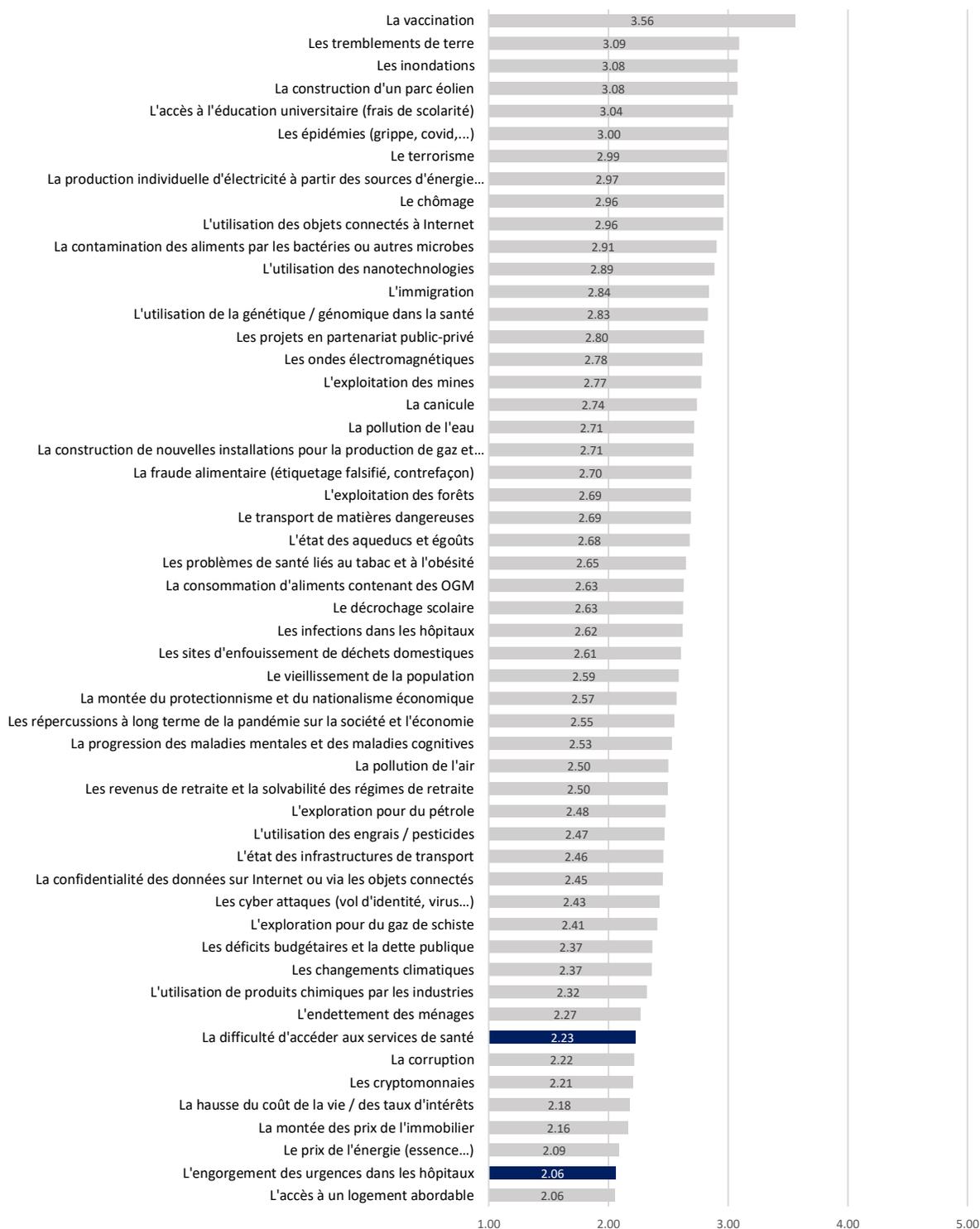


Figure 50: Moyenne des niveaux de confiance dans le gouvernement pour les enjeux liés au système de santé en comparaison des autres enjeux du Baromètre (Baromètre CIRANO 2022)

Quels sont les facteurs qui augmentent les chances d'être préoccupés par les risques du système de santé? Une régression de type logit (1 = la catégorie des risques reliés au système de santé fait partie des deux plus préoccupantes pour vous; 0 = ne fait pas partie des deux catégories les plus préoccupantes) offre un éclairage complémentaire pour expliquer la préoccupation des répondants relativement aux risques reliés au système de santé (R^2 de 0,170). Le système de santé se reflète dans 2 enjeux parmi les 53 à l'étude, à savoir l'engorgement dans les urgences et la difficulté d'accès aux services de santé. Nous avons donc intégré les perceptions de risque et de confiance envers ces 2 enjeux particuliers dans les régressions.

Ainsi, toutes les autres variables étant gardées constantes,

- les jeunes ayant entre 18 et 34 ans (OR=0,491),
- les répondants qui résident dans la RMR de Québec (OR =0,474)
- ceux qui utilisent beaucoup les réseaux sociaux (OR = 0,739)

ont des chances plus grandes de ne pas être préoccupés par les risques reliés au système de santé.

À l'inverse, toutes les autres variables étant gardées constantes,

- Être une femme (OR=1,338)
- S'informer beaucoup sur Internet (site Web) (OR=1,628)
- Ne pas savoir le niveau de risque pour l'accès aux services de santé (OR = 13,44)
- Ne pas avoir confiance dans la gestion par le gouvernement de l'engorgement des urgences (OR pour confiance moyenne -0,539, OR pour grande confiance : -0,484)).

est associé à une plus grande chance d'être préoccupé par les risques reliés au système de santé. En d'autres mots, ceux qui ont une grande confiance dans le gouvernement pour gérer l'enjeu de l'engorgement dans les urgences ont 2 fois plus de chances de ne pas être préoccupés.

Modèle LOGIT - Déterminants de la préoccupation individuelle pour les risques reliés au système de santé						
		OR	CI (OR)		p	
Sexe (ref.: Homme)	Femme	1,338	1,007	1,778	0,044	
Âge (ref.: Plus de 55 ans)	35-54 ans	0,867 (-)	0,551	1,363	0,536	
	18-34 ans	0,491 (-)	0,293	0,821	0,007	
Langue maternelle (ref.: Anglophone)	Francophone	0,693 (-)	0,399	1,203	0,193	
	Allophone	0,997 (-)	0,444	2,237	0,994	
Présence d'enfants (ref.: Non)	Oui	0,741 (-)	0,513	1,071	0,111	
Niveau de scolarité (ref.: Primaire ou Secondaire)	Collégial DEC de formation préuniversitaire	0,921 (-)	0,664	1,279	0,625	
	Formation universitaire	0,83 (-)	0,560	1,229	0,352	
Occupation (ref.: Inactif)	Actif	0,909 (-)	0,577	1,433	0,682	
	Étudiant	0,65 (-)	0,288	1,464	0,298	
	Retraité	0,881 (-)	0,508	1,527	0,651	
Revenu annuel du ménage (ref.: Moins de 40 000 \$)	Entre 40 et 80 000 \$	1,118	0,776	1,610	0,551	
	Plus de 80 000 \$	0,945 (-)	0,641	1,393	0,775	
Région (ref.: Autres régions)	Québec RMR	0,474 (-)	0,284	0,791	0,004	
	Montréal RMR	1,104	0,821	1,484	0,511	
Sources	Télé-radio (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	1,065	0,783	1,448	0,688
	Journaux hebdo ou quotidien (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	1,028	0,731	1,446	0,873
	Presse gratuite (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	0,735 (-)	0,458	1,182	0,204
	Internet-site Web (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	1,628	1,178	2,249	0,003
	Internet-réseaux sociaux (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	0,739 (-)	0,520	1,051	0,092
Amis et famille (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	1,111	0,756	1,631	0,592	

Gouvernement (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	1,3	0,780	2,166	0,314
Experts indépendants (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	0,761 (-)	0,519	1,116	0,161
Niveau de risque perçu pour l'accès aux services de santé (ref.: Faible/Négligeable)	Moyen	1,664	0,691	4,009	0,256
	Grand/Très grand	1,246	0,519	2,996	0,622
	Ne sait pas	13,44	1,678	107,642	0,014
Niveau de risque perçu pour l'engorgement des urgences (ref.: Faible/Négligeable)	Moyen	1,152	0,441	3,011	0,773
	Grand/Très grand	2,056	0,822	5,142	0,123
	Ne sait pas	0,345 (-)	0,042	2,865	0,324
Niveau de confiance pour l'accès aux services de santé (ref.: Pas du tout/Plutôt pas)	Moyen	1,39	0,922	2,096	0,116
	Tout à fait/Plutôt confiance	0,61 (-)	0,334	1,117	0,109
	Aucune opinion	1,618	0,394	6,650	0,504
Niveau de confiance pour l'engorgement des urgences (ref.: Pas du tout/Plutôt pas)	Moyen	0,539 (-)	0,355	0,817	0,004
	Tout à fait/Plutôt confiance	0,484 (-)	0,235	0,997	0,049
	Aucune opinion	0,17 (-)	0,044	0,661	0,011
Constante		0,755 (-)			0,668
 p<0,05					
 p<0,1					

Tableau 3 : Modèle logit pour expliquer la préoccupation pour les risques reliés au système de santé sur le plan personnel (1 = fait partie des deux catégories les plus préoccupantes; 0 = ne fait pas partie des deux catégories les plus préoccupantes) (Baromètre CIRANO 2022)

Sur le plan collectif, les variables sont quelque peu différentes. Une régression de type logit (1 = la catégorie des risques reliés au système de santé fait partie des deux plus préoccupantes pour le Québec; 0 = ne fait pas partie des deux catégories les plus préoccupantes) offre un éclairage complémentaire pour expliquer la préoccupation des répondants relativement aux risques reliés au système de santé (R^2 de 0,152).

Ainsi, toutes les autres variables étant gardées constantes,

- les personnes âgées entre 35 et 54 ans (OR=1,581),
- Avoir le français comme langue maternelle (OR= 2,263)¹²,
- Être étudiant (OR=2,262)
- S'informer beaucoup sur Internet (site Web) (OR=1,325) et sur la presse gratuite (OR = 1,538)
- Ne pas savoir le niveau de risque pour l'accès aux services de santé (OR = 5,211)
- Percevoir des risques élevés pour l'engorgement des urgences (OR = 8,177)

est associé à une plus grande chance d'être préoccupé par les risques reliés au système de santé.

À l'inverse, toutes les autres variables étant gardées constantes,

- S'informer beaucoup par les journaux (OR=0,687) et auprès des experts indépendants (OR = 0,72)
- ceux qui ont plutôt ou tout à fait confiance dans le gouvernement pour gérer l'enjeu des urgences (OR = 0,516)

ont des chances plus grandes de ne pas être préoccupés par les risques reliés au système de santé.

¹² Nous voulons rappeler ici la mise en garde sur le fait que le regroupement en fonction de la langue maternelle fait en sorte que le nombre de répondants est très faible pour la catégorie « Allophone » (voir échantillon en début de rapport)

À la vue de ces résultats, on constate que la variable qui a le plus de poids explicatif dans le fait d'être préoccupé pour le Québec par les risques reliés au système de santé est la perception d'un risque élevé pour les urgences. Les personnes qui perçoivent des risques élevés ont 8 fois plus de chances d'être préoccupées. L'engorgement des urgences semble donc avec plus de pouvoir explicatif dans les préoccupations que l'accès aux services de santé.

Modèle LOGIT - Déterminants de la préoccupation pour le Québec pour les risques reliés au système de santé						
		OR	CI (OR)		p	
Sexe (ref.: Homme)	Femme	1,183	0,892	1,570	0,244	
Âge (ref.: Plus de 55 ans)	35-54 ans	1,581	1,002	2,494	0,049	
	18-34 ans	1,154	0,691	1,926	0,584	
Langue maternelle (ref.: Anglophone)	Francophone	2,263	1,305	3,925	0,004	
	Allophone	0,696 (-)	0,293	1,652	0,412	
Présence d'enfants (ref.: Non)	Oui	0,927 (-)	0,644	1,334	0,683	
Niveau de scolarité (ref.: Primaire ou Secondaire)	Collégial DEC de formation préuniversitaire	1,208	0,870	1,678	0,259	
	Formation universitaire	1,35	0,912	2,000	0,134	
Occupation (ref.: Inactif)	Actif	1,3	0,824	2,050	0,259	
	Étudiant	2,262	1,046	4,891	0,038	
	Retraité	1,347	0,779	2,328	0,287	
Revenu annuel du ménage (ref.: Moins de 40 000 \$)	Entre 40 et 80 000 \$	1,156	0,804	1,662	0,435	
	Plus de 80 000 \$	1,297	0,884	1,903	0,184	
Région (ref.: Autres régions)	Québec RMR	0,899 (-)	0,555	1,458	0,667	
	Montréal RMR	1,051	0,782	1,412	0,741	
	Télé-radio (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	0,94 (-)	0,692	1,277	0,692
Sources	Journaux hebdo ou quotidien (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	0,687 (-)	0,489	0,966	0,031
	Presse gratuite (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	1,538	0,960	2,465	0,074
	Internet-site Web (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	1,325	0,963	1,822	0,084
	Internet-réseaux sociaux (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	1,139	0,806	1,609	0,462
	Amis et famille (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	1,198	0,822	1,746	0,347
	Gouvernement (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	1,056	0,631	1,765	0,837
	Experts indépendants (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	0,72 (-)	0,490	1,056	0,093
Niveau de risque perçu pour l'accès aux services de santé (ref.: Faible/Négligeable)	Moyen	1,063	0,438	2,579	0,893	
	Grand/Très grand	0,891 (-)	0,370	2,144	0,797	
	Ne sait pas	5,211	0,759	35,771	0,093	
Niveau de risque perçu pour l'engorgement des urgences (ref.: Faible/Négligeable)	Moyen	2,376	0,793	7,114	0,122	
	Grand/Très grand	8,177	2,836	23,581	<, 001	
	Ne sait pas	0,725 (-)	0,090	5,850	0,763	
Niveau de confiance pour l'accès aux services de santé (ref.: Pas du tout/Plutôt pas)	Moyen	0,868 (-)	0,580	1,298	0,491	
	Tout à fait/Plutôt confiance	0,684 (-)	0,380	1,232	0,206	
	Aucune opinion	1,823	0,508	6,548	0,357	
Niveau de confiance pour l'engorgement des urgences (ref.: Pas du tout/Plutôt pas)	Moyen	0,801 (-)	0,532	1,207	0,289	
	Tout à fait/Plutôt confiance	0,516 (-)	0,250	1,068	0,075	
	Aucune opinion	0,601 (-)	0,188	1,920	0,390	
Constante		0,032 (-)			<, 001	

 p<0,05
 p<0,1

Tableau 4 : Modèle logit pour expliquer la préoccupation pour les risques reliés au système de santé sur le plan collectif (1 = fait partie des deux catégories les plus préoccupantes; 0 = ne fait pas partie des deux catégories les plus préoccupantes) (Baromètre CIRANO 2022)

Analyse détaillée des perceptions par enjeu du système de santé

Engorgement des urgences

83 % des Québécois considèrent que l'engorgement des urgences représente un risque grand ou très grand pour le Québec, ce qui correspond à une augmentation de 6 points de pourcentage par rapport à 2021. Bien que cette proportion ait toujours été très élevée, peu importe les éditions du Baromètre depuis 2011, il s'agit cette année de la plus haute. Si l'on considère le niveau moyen de risque perçu, le niveau de 2022 est semblable à celui de 2011, à 4,33/5 (4,34 pour 2011). Il est certain que la pandémie a fortement contribué à l'exacerbation du problème, car cela a mis en lumière la fragilité du système de santé en période de crise.

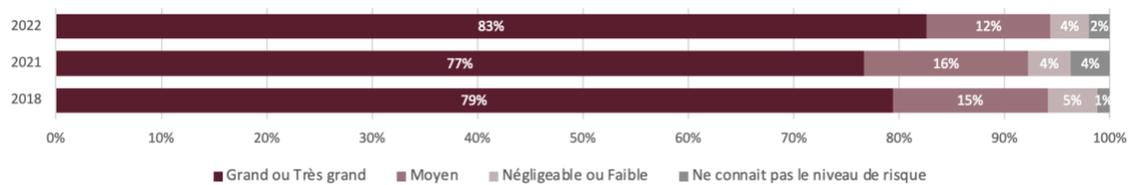


Figure 51 : Variation des niveaux de risque perçu pour l'enjeu «Engorgement des urgences» entre 2018 et 2022 (Baromètre CIRANO 2022)

Les répondants qui perçoivent un risque grand ou très grand se retrouvent davantage chez les femmes (86 % vs 79 % des hommes). Les répondants à la retraite perçoivent sont aussi plus nombreux à percevoir un risque grand ou très grand pour l'engorgement dans les urgences (93 % des retraités contre 63 % des étudiants, 78 % des personnes actives, 81 % des personnes inactives et 82 % des autres). Cette dernière information se retrouve également lorsque l'on analyse la pyramide des âges. Ainsi, plus les personnes sont âgées, plus elles perçoivent un risque élevé ($r=0,186$, $p<0,001$). C'est ainsi 91 % des 55-74 ans et 93 % des plus de 75 ans alors qu'il ne s'agit que de 69 % des 18-34 ans et 81 % des 35-54 ans. Ceux qui n'ont pas d'enfants sont aussi plus nombreux à percevoir des risques élevés (85 % contre 77 % pour ceux qui n'en ont pas).

Cette perception de risque très élevée s'accompagne également d'un niveau de confiance très faible dans le gouvernement pour gérer cet enjeu des urgences. 65 % ne font pas du tout ou plutôt pas confiance au gouvernement pour cet enjeu. En revanche, la confiance est globalement meilleure que dans toutes les éditions du Baromètre CIRANO depuis 2011 (et de surcroît meilleure qu'en 2018, année la plus proche prépandémique), sauf l'année 2021, marquée par la COVID qui a vu tous les niveaux de confiance, peu importe l'enjeu beaucoup plus haut que les taux habituels.

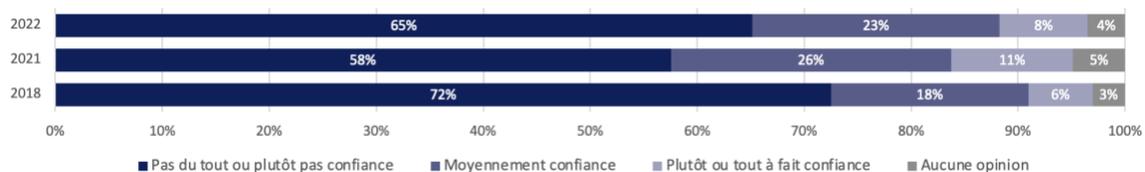


Figure 52 : Niveaux de confiance perçue pour l'enjeu «Engorgement des urgences» entre 2018 et 2022 (Baromètre CIRANO 2022)

Il y a peu de différences dans les niveaux de confiance en fonction des variables sociodémographiques. Seules les femmes encore une fois sont les plus nombreuses à ne pas faire confiance au gouvernement pour gérer cet enjeu (68 % des femmes ont une confiance faible contre 62 % des hommes). Les personnes plus âgées sont aussi celles qui ont le moins confiance (79 % pour les plus de 75 ans n'ont pas confiance contre 61 % des 18-34 ans, 67 % des 35-54 ans et 64 % des 55-74 ans).

Accès aux services de santé

Le risque lié à la difficulté d'accéder aux services de santé se différencie de l'engorgement des urgences et correspond davantage à la difficulté d'obtenir un médecin de famille, aux délais pour voir un spécialiste, aux délais pour avoir une chirurgie, etc. La proportion de Québécois percevant un risque grand ou très grand pour l'accès aux services de santé n'a elle aussi jamais été aussi élevée depuis 2011. Ce sont 77 % des Québécois qui considèrent que l'accès aux services de santé représente un risque grand ou très grand pour le Québec, soit une augmentation de 8 points par rapport à 2021. Le niveau moyen de risque s'établit à 4,20/5, quasi équivalent à 2011 (4,18/5 en 2011). Il s'agit donc du niveau moyen de risque perçu le plus élevé de toutes les éditions du Baromètre (avec un retour au niveau de 2011).

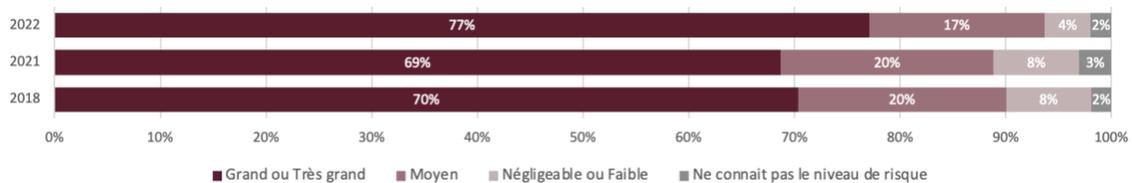


Figure 53 : Niveaux de risque perçu pour l'enjeu « Difficulté d'accès aux services de santé » entre 2018 et 2022 (Baromètre CIRANO 2022)

Parmi les femmes, cette proportion monte même à 84 %, contre 70 % des hommes. 78 % des francophones y voient un risque grand ou très grand, contre seulement 69 % des anglophones. Les personnes en couple vont également être plus susceptibles de voir un risque grand ou très grand (81 %) par rapport aux personnes célibataires (72 %). Les étudiants sont beaucoup moins nombreux que les retraités à considérer des risques forts (66 % des étudiants contre 83 % des retraités), et ces derniers sont plus nombreux que les personnes actives à considérer des risques élevés pour la difficulté d'accéder aux services de santé (74 % des actifs). Enfin, l'âge va influencer grandement l'évaluation du niveau de risque. Ainsi, ce sont les plus jeunes qui vont être les moins nombreux à considérer un risque grand ou très grand (68 % des 18-34 ans ou 76 % des 35-54 ans) et les plus âgés qui vont nettement être plus nombreux à considérer un risque élevé (86 % des plus de 75 ans ou bien encore 83 % des 55-74 ans).

Six personnes sur dix n'ont d'ailleurs pas confiance dans le gouvernement pour gérer le sujet de la difficulté d'accès aux services de santé, une proportion en nette augmentation par rapport à l'année dernière où 51 % des répondants n'avaient pas du tout ou plus pas

confiance. L'année 2021 semblait être une parenthèse, mais, en excluant cette parenthèse, la moyenne de la confiance dans le gouvernement est meilleure en 2022 qu'elle ne l'a jamais été dans toutes les éditions du Baromètre depuis 2011 (2,23/5 en 2022 contre 1,97/5 en 2011). Du point de vue sociodémographique, 73 % des anglophones ont une confiance faible dans le gouvernement, contre 59 % des francophones. Ce sont même 63 % des femmes (contre 57 % des hommes).

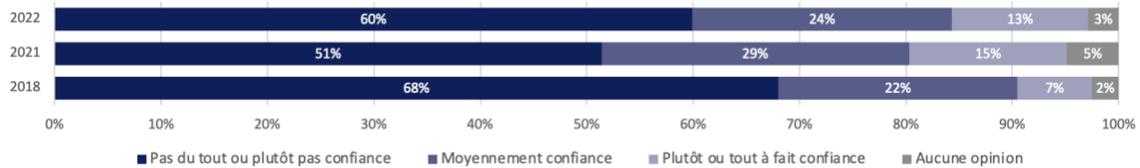


Figure 54 : Niveaux de confiance perçue pour l'enjeu «Difficulté d'accès aux services de santé» entre 2018 et 2022 (Baromètre CIRANO 2022)

Bien que nous soyons conscients que le fait d'avoir un médecin de famille ne signifie pas forcément qu'il soit aisé de le consulter, il appert tout de même que ces perceptions semblent ne pas refléter l'évolution des données réelles de la population inscrite auprès d'un médecin de famille. En effet, selon les données présentées par l'Institut de la statistique du Québec (2022), bien que la population québécoise inscrite auprès d'un médecin de famille ait connu un léger recul entre 2019 et 2021 pour s'établir à 79,8 %, cette proportion constitue néanmoins une augmentation de 13,6 points de pourcentage par rapport à l'année 2013 où 66,2 % de la population admissible était inscrite auprès d'un médecin de famille. En 2011, il s'agissait même de 56 % de la population.

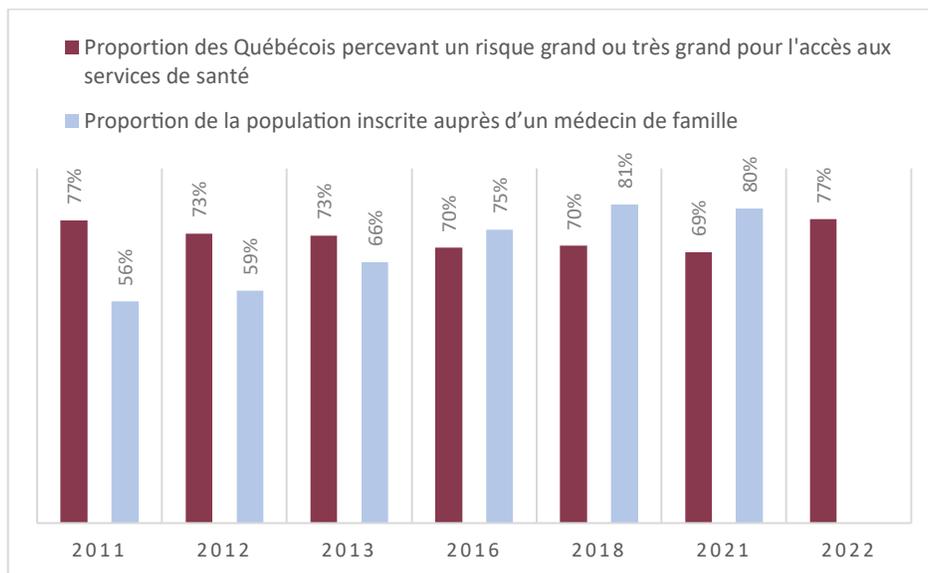


Figure 55 : Comparaison des perceptions de la population et de la réalité sur l'accès à un médecin de famille¹³

¹³ Source pour les données réelles sur la proportion de la population inscrite auprès d'un médecin de famille pour 2011 et 2012 : Peignier, I., & de Marcellis-Warin, N. (2018). Perception des risques au Québec – Baromètre CIRANO 2018 (2018MO-02, CIRANO). <https://www.cirano.qc.ca/fr/sommaires/2018MO-02>

Les données du Baromètre montrent que ce sont les femmes et les répondants les plus âgés qui sont les plus nombreux à percevoir un risque élevé pour cet enjeu d'accès aux services de santé et pourtant les données de l'ISQ montrent que ce sont précisément ces catégories qui sont proportionnellement plus nombreuses à être inscrites auprès d'un médecin de famille.

RÉCAPITULATIF

PRÉOCCUPATIONS POUR LES RISQUES RELIÉS AU SYSTÈME DE SANTÉ		
	Sur le plan personnel	Pour le Québec
% des Québécois qui les classent parmi leurs deux principales préoccupations	47 % (2 ^e préoccupation en 2022, mais avait toujours été 1 ^{re} depuis 2011)	45 % (1 ^{re} préoccupation des Québécois depuis 2016 et 2 ^e préoccupation avant)
Facteurs qui augmentent les chances d'être préoccupé	<ul style="list-style-type: none"> Être une femme S'informer sur Internet (site Web) Ne pas savoir le risque relié à l'accès aux services de santé (OR = 13) Ne pas avoir confiance dans le gouvernement pour l'engorgement des urgences (OR= 2) 	<ul style="list-style-type: none"> Avoir entre 35 et 54 ans Être francophone Être étudiant S'informer sur Internet et avec la presse gratuite Ne pas savoir le risque relié à l'accès aux services de santé (OR=13) Percevoir des risques élevés pour l'engorgement des urgences (OR=8)
Facteurs qui augmentent les chances de NE PAS être préoccupé	<ul style="list-style-type: none"> Avoir moins de 35 ans Habiter Québec RMR S'informer beaucoup sur les réseaux sociaux 	<ul style="list-style-type: none"> S'informer beaucoup dans les journaux S'informer beaucoup auprès des experts indépendants Avoir confiance dans le gouvernement pour la gestion de l'engorgement des urgences
	Engorgement des urgences	Accès aux services de santé
PERCEPTION DU RISQUE		
% de la population percevant des RISQUES GRANDS OU TRÈS GRANDS	83 %	77 %
Évolution dans le temps	Risques élevés : +6 points par rapport à 2021 Niveau moyen de risque perçu le plus élevé de toutes les éditions du Baromètre, retour au niveau de 2011	Risques élevés : +8 points par rapport à 2021 Niveau moyen de risque perçu le plus élevé de toutes les éditions du Baromètre, retour au niveau de 2011
Ceux qui sont plus nombreux à percevoir des risques grands ou très grands (variables sociodémographiques)	Femmes Retraités Plus âgés	Femmes Francophones Couples Retraités Plus âgés
CONFIANCE PERÇUE		
% de la population n'ayant PAS DU TOUT OU PLUTÔT PAS CONFIANCE	65 %	60 %
Évolution dans le temps	Meilleur niveau moyen de confiance perçue de toutes les éditions du Baromètre (exception de 2021)	Meilleur niveau moyen de confiance perçue de toutes les éditions du Baromètre (exception de 2021)
Ceux qui sont plus nombreux à avoir une confiance faible dans le gouvernement (variables sociodémographiques)	Femmes Plus âgés	Femmes Anglophones

SANTÉ PUBLIQUE

4 enjeux

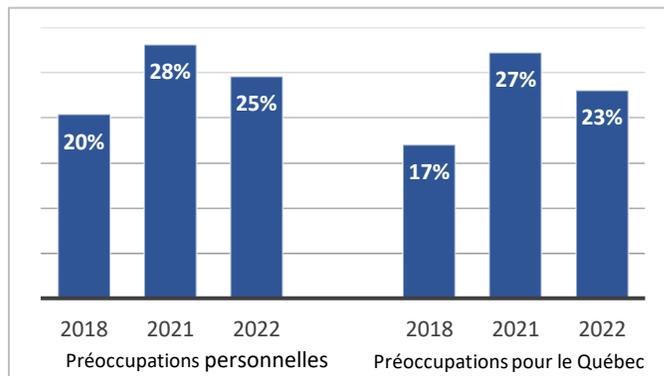
Vaccination

Problèmes de santé liés au tabac et à l'obésité

Progression des maladies mentales et des maladies cognitives

Épidémies

Préoccupations reliées à la santé publique



Après une forte progression au cœur de la pandémie (en 2021), les préoccupations reliées à la santé publique semblent marquer le pas lors de l'édition 2022 du Baromètre CIRANO, notamment en lien avec la poussée des préoccupations économiques. 25 % des Québécois placent les enjeux liés à la santé publique dans leurs deux

principales préoccupations personnelles (contre 28 % en 2021 et 20 % en 2018) et 23 % dans leurs deux principales préoccupations collectives (contre 27 % en 2021). Qu'ils s'agissent des préoccupations individuelles ou sociétales, la proportion des Québécois classant les risques liés à la santé publique dans leurs deux principales préoccupations n'a jamais été aussi élevée dans toutes les autres éditions du Baromètre CIRANO depuis 2011, exception faite de l'année 2021, en plein cœur de la pandémie. Dans le Baromètre CIRANO, quatre enjeux sont reliés à la santé publique et le détail de la perception de niveau de risque et de niveau de confiance est donné par la suite.

Sur le plan individuel, les **femmes** sont plus préoccupées que les hommes par les risques liés à la santé publique (28 % contre 21 % des hommes). Sur le plan collectif, ce sont les **35-54 ans qui sont les moins** préoccupés : 18 % d'entre eux contre 26 % des 18-34 ans, 24 % des 55-74 ans et 30 % des plus de 75 ans. Ces écarts ne sont plus présents lorsque l'on considère les préoccupations sur le plan personnel et il s'agit plutôt ici des **plus de 75 ans** qui sont moins préoccupés que les 35-74 ans (17 % d'entre eux contre 26 % des 35-54 ans et 28 % des 55-74 ans). Les **francophones** sont les moins nombreux à placer les enjeux de santé publique dans leurs deux principales préoccupations sur le plan personnel (23 % contre 36 % des allophones et 36 % des anglophones). Les répondants **avec des enfants** qui sont les plus préoccupés sur le plan individuel par les risques liés à la santé publique (27 % contre 24 % des répondants sans enfant). Finalement, ce sont les **personnes inactives** (rappelons qu'il s'agit des personnes au foyer et au chômage) qui sont les plus nombreuses (42 %) à considérer les enjeux liés à la santé publique comme préoccupants sur le plan personnel (contre 23 % des personnes actives, 23 % des étudiants et 24 % des retraités).

Les perceptions du risque et la confiance perçue dans le gouvernement pour les différents enjeux de santé publique présents dans le Baromètre CIRANO sont des variables qui pourraient expliquer les préoccupations des Québécois. Avant de voir quels sont les facteurs qui expliquent le plus les préoccupations pour les risques liés à la santé publique

à travers les autres données du Baromètre, nous présentons ici deux graphiques qui illustrent le positionnement des enjeux de santé publique parmi les 53 enjeux du Baromètre en termes de niveau de risque perçu et niveau de confiance dans le gouvernement. Les graphiques ne sont pas aussi éloquents que pour les enjeux liés au système de santé (que l'on a remis en rosé sur le graphique) et montrent que les enjeux de santé publique sont perçus comme plutôt moyennement ou faiblement risqués et que la confiance dans le gouvernement pour gérer ces enjeux est plutôt très bonne à moyenne.

Selon vous, quel est le **niveau de risque** pour le Québec des phénomènes naturels/ projets/ enjeux suivants ?

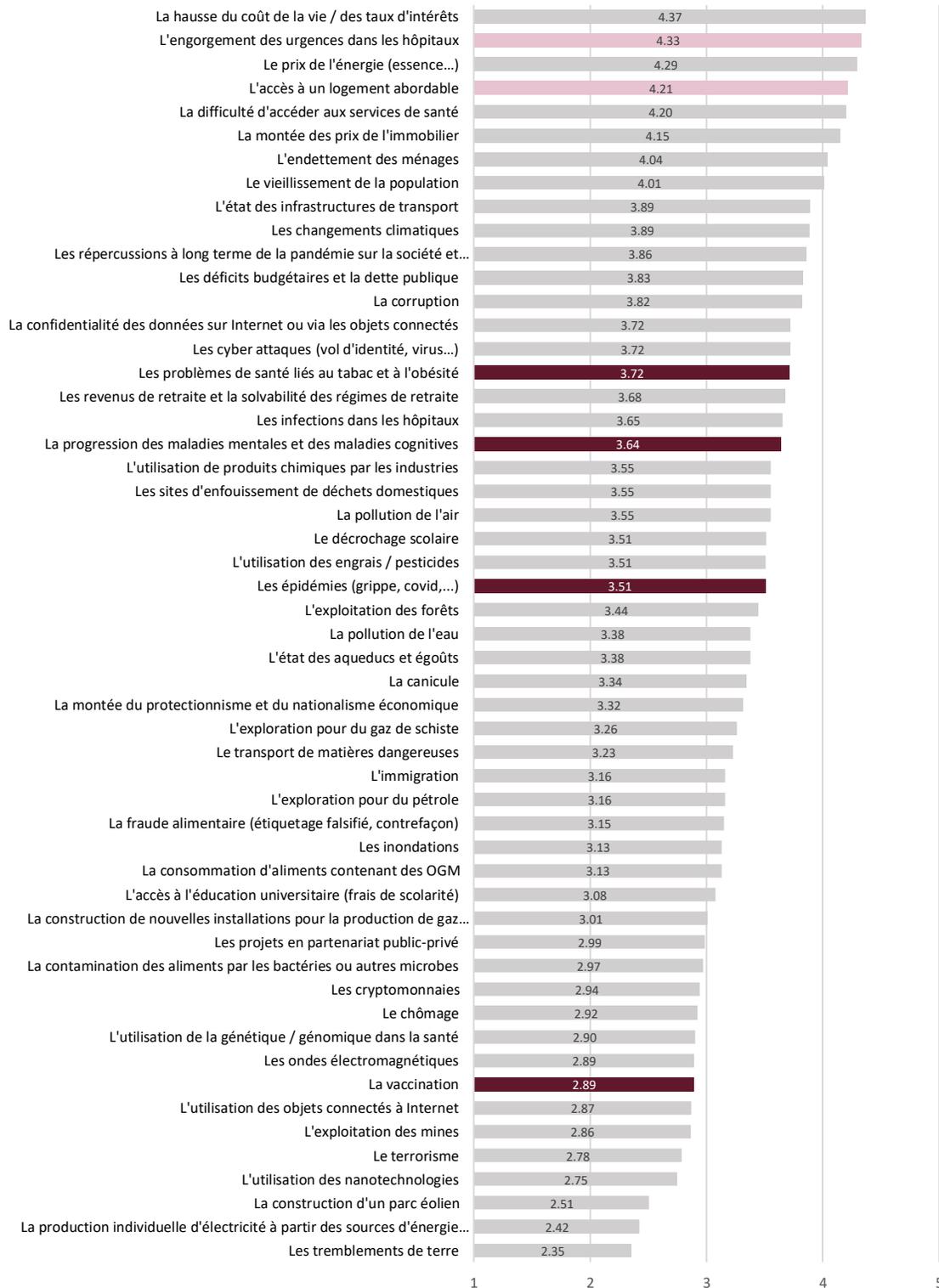


Figure 56 : Moyenne des niveaux de risque perçus pour les enjeux de santé publique en comparaison des autres enjeux du Baromètre (Baromètre CIRANO 2022)

Veillez décrire votre **confiance dans la gestion par le gouvernement** des grands projets ou des enjeux suivants (1 étant pas du tout confiance et 5, tout à fait confiance)

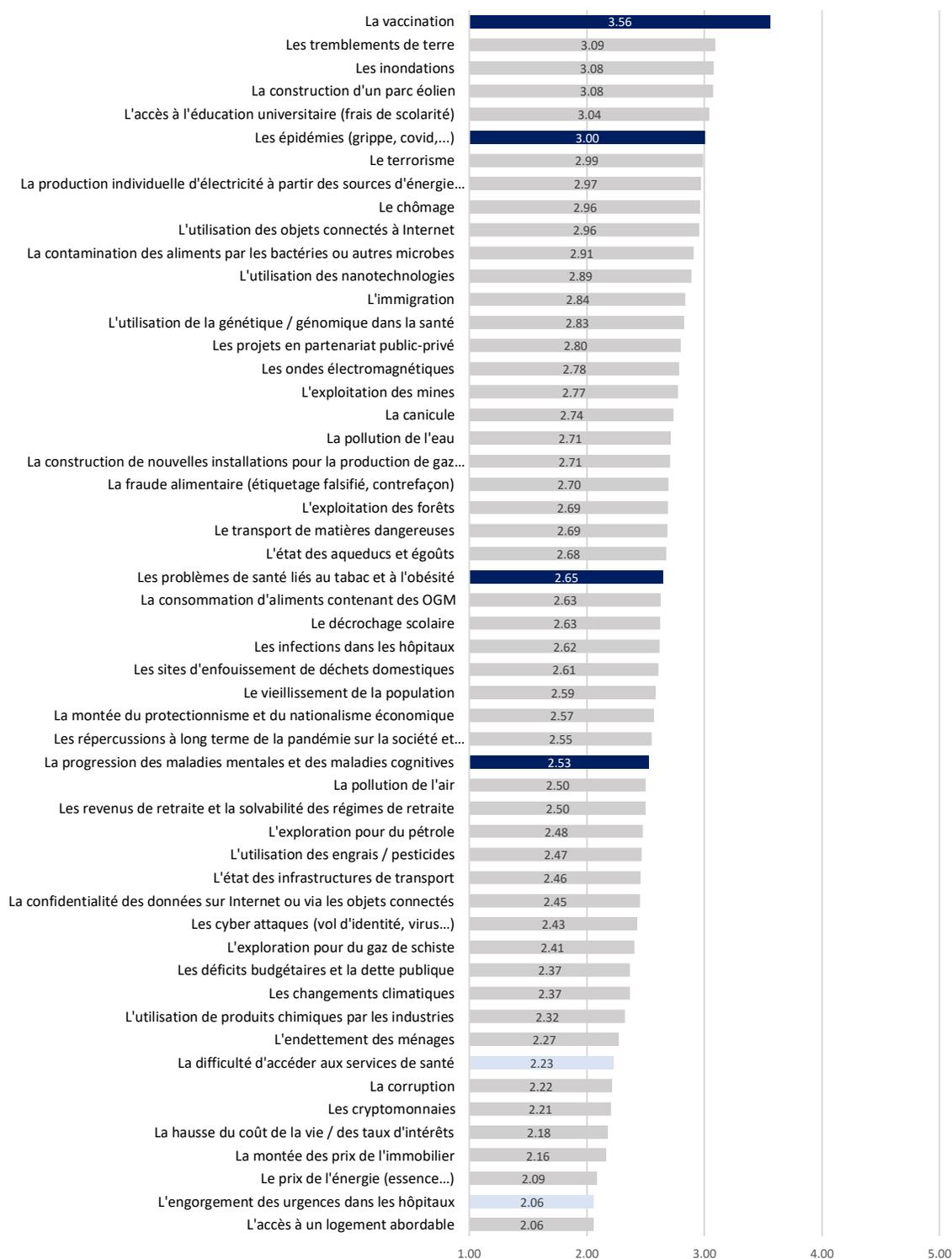


Figure 57 : Moyenne des niveaux de confiance dans le gouvernement pour les enjeux de santé publique en comparaison des autres enjeux du Baromètre (Baromètre CIRANO 2022)

Voyons maintenant quels sont les facteurs qui augmentent les chances d'être préoccupés par les risques de santé publique. Une régression de type logit (1 = la catégorie des risques reliés à la santé publique fait partie des deux plus préoccupantes pour vous; 0 = ne fait pas partie des deux catégories les plus préoccupantes) offre un éclairage complémentaire pour expliquer la préoccupation des répondants relativement aux risques reliés à la santé publique (R^2 de 0,155). Nous avons intégré les perceptions de risque et de confiance envers 4 enjeux particuliers parmi le 53 à l'étude, à savoir la progression des maladies mentales et des maladies cognitives, les épidémies, la vaccination et les problèmes de santé liés au tabac et à l'obésité.

En ajoutant les variables de sources d'information et les différents enjeux au modèle explicatif, on se rend compte que les variables sociodémographiques ne sont plus significatives mis à part le fait d'être retraité. Ainsi, toutes les autres variables étant gardées constantes,

- ceux qui sont retraités (OR = 0,577)
- ceux qui utilisent beaucoup les experts indépendants comme source d'information (OR = 0,502)
- ceux qui ont tout à fait ou plutôt confiance envers le gouvernement pour la gestion des problèmes de santé liés au tabac et à l'obésité (OR = 0,626)

ont de plus grandes chances de ne pas être préoccupés par les risques reliés à la santé publique sur le plan personnel.

À l'inverse, toutes les autres variables étant gardées constantes,

- Utiliser beaucoup Internet - les sites Web comme source d'information (OR = 1,479)
- Percevoir des risques grands ou très grands (OR = 2,367) ou moyens (OR = 1,589) pour la vaccination
- Percevoir des risques grands ou très grands (OR = 4,627) ou moyens (OR = 3,016) pour les problèmes de santé liés au tabac et à l'obésité

est associé à une plus grande chance d'être préoccupé par les risques reliés à la santé publique sur le plan personnel.

Ces résultats montrent que le facteur qui a le plus de poids pour expliquer le fait d'être préoccupé personnellement par les risques reliés à la santé publique est le risque perçu pour les problèmes de santé liés au tabac et à l'obésité : ceux qui voient des risques grands ou très grands pour cet enjeu ont 4,6 fois plus de chances de classer les risques reliés à la santé publique dans leurs deux principales préoccupations. Ceux qui perçoivent des risques élevés pour la vaccination ont quant à eux 2,4 fois plus de chances de classer les risques reliés à la santé publique dans leurs deux principales préoccupations. En revanche, ces données montrent clairement l'importance des sources d'informations puisque ceux qui s'informent beaucoup auprès des experts indépendants ont 2 fois moins de chances d'être préoccupés par les risques reliés à la santé publique.

Modèle LOGIT - Déterminants de la préoccupation individuelle pour les risques reliés à la santé publique

		OR	CI (OR)	p		
Sexe (ref.: Homme)	Femme	1,223	0,868	1,724	0,250	
Âge (ref.: Plus de 55 ans)	35-54 ans	0,791 (-)	0,469	1,331	0,377	
	18-34 ans	0,614 (-)	0,338	1,114	0,109	
Langue maternelle (ref.: Anglophone)	Francophone	0,618 (-)	0,340	1,126	0,116	
	Allophone	1,183	0,495	2,830	0,706	
Présence d'enfants (ref.: Non)	Oui	1,115	0,726	1,711	0,619	
Niveau de scolarité (ref.: Primaire ou Secondaire)	Collégial DEC de formation préuniversitaire	0,898 (-)	0,615	1,309	0,575	
	Formation universitaire	0,763 (-)	0,478	1,220	0,259	
Occupation (ref.: Inactif)	Actif	0,69 (-)	0,421	1,131	0,141	
	Étudiant	0,848 (-)	0,356	2,022	0,710	
	Retraité	0,577 (-)	0,317	1,051	0,072	
Revenu annuel du ménage (ref.: Moins de 40 000 \$)	Entre 40 et 80 000 \$	0,959 (-)	0,636	1,448	0,844	
	Plus de 80 000 \$	1,035	0,667	1,607	0,878	
Région (ref.: Autres régions)	Québec RMR	1,139	0,656	1,980	0,644	
	Montréal RMR	1,016	0,717	1,441	0,928	
	Télé-radio (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	0,766 (-)	0,531	1,106	0,155
Sources d'information	Journaux hebdo ou quotidien (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	1,14	0,759	1,713	0,527
	Presse gratuite (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	1,343	0,789	2,285	0,278
	Internet-site Web (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	1,479	1,017	2,153	0,041
	Internet-réseaux sociaux (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	1,07	0,720	1,589	0,738
	Amis et famille (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	1,147	0,754	1,745	0,523
	Gouvernement (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	0,68 (-)	0,360	1,285	0,235
	Experts indépendants (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	0,502 (-)	0,307	0,820	0,006
	Niveau de risque perçu pour la vaccination (ref.: Faible/Négligeable)	Moyen	1,589	1,036	2,438	0,034
Grand/Très grand		2,367	1,494	3,750	< ,001	
Ne sait pas		0,582 (-)	0,242	1,399	0,226	
Niveau de risque perçu pour les épidémies (ref.: Faible/Négligeable)	Moyen	0,881 (-)	0,508	1,527	0,651	
	Grand/Très grand	0,959 (-)	0,552	1,665	0,881	
	Ne sait pas	0,725 (-)	0,175	3,003	0,657	
Niveau de risque perçu pour les problèmes de santé liés au tabac ou à l'obésité (ref.: Faible/Négligeable)	Moyen	3,016	1,082	8,404	0,035	
	Grand/Très grand	4,627	1,680	12,745	0,003	
	Ne sait pas	3,543	0,700	17,925	0,126	
Niveau de risque perçu pour la progression des maladies mentales et cognitives (ref.: Faible/Négligeable)	Moyen	0,815 (-)	0,437	1,521	0,521	
	Grand/Très grand	0,76 (-)	0,403	1,433	0,396	
	Ne sait pas	1,781	0,685	4,629	0,237	
Niveau de confiance pour la vaccination (ref.: Pas du tout/Plutôt pas)	Moyen	1,118	0,634	1,972	0,699	
	Tout à fait/Plutôt confiance	1,364	0,777	2,393	0,280	
	Aucune opinion	1,579	0,461	5,409	0,468	
Niveau de confiance pour les épidémies (ref.: Pas du tout/Plutôt pas)	Moyen	1,163	0,744	1,818	0,508	
	Tout à fait/Plutôt confiance	0,834 (-)	0,513	1,356	0,464	
	Aucune opinion	0,656 (-)	0,191	2,255	0,503	
Niveau de confiance pour les problèmes de santé liés au tabac ou à l'obésité (ref.: Pas du tout/Plutôt pas)	Moyen	0,839 (-)	0,566	1,244	0,384	
	Tout à fait/Plutôt confiance	0,626 (-)	0,365	1,076	0,090	
	Aucune opinion	1,104	0,468	2,602	0,822	
Niveau de confiance pour la progression des maladies mentales et cognitives (ref.: Pas du tout/Plutôt pas)	Moyen	1,059	0,716	1,566	0,775	
	Tout à fait/Plutôt confiance	1,306	0,739	2,308	0,358	
	Aucune opinion	1,481	0,751	2,918	0,257	
Constante		0,16 (-)			0,015	

■ p<0,05
■ p<0,1

Tableau 5 : Modèle logit pour expliquer la préoccupation pour les risques reliés à la santé publique sur le plan personnel (1 = fait partie des deux catégories les plus préoccupantes; 0 = ne fait pas partie des deux catégories les plus préoccupantes) (Baromètre CIRANO 2022)

Lorsque l'on se place d'un point de vue collectif, les variables explicatives sont relativement semblables avec néanmoins quelques différences en lien avec les variables sociodémographiques. Une régression de type logit (1 = la catégorie des risques reliés à la santé publique fait partie des deux plus préoccupantes pour le Québec; 0 = ne fait pas partie des deux catégories les plus préoccupantes) offre un éclairage complémentaire pour expliquer la préoccupation des répondants relativement aux risques reliés à la santé publique (R^2 de 0,150).

Modèle LOGIT - Déterminants de la préoccupation pour le Québec pour les risques reliés à la santé publique					
		OR	CI (OR)	p	
Sexe (ref.: Homme)	Femme	0,881 (-)	0,623 1,246	0,472	
Âge (ref.: Plus de 55 ans)	35-54 ans	0,468 (-)	0,272 0,805	0,006	
	18-34 ans	0,923 (-)	0,515 1,654	0,787	
Langue maternelle (ref.: Anglophone)	Francophone	0,637 (-)	0,345 1,176	0,149	
	Allophone	0,233 (-)	0,071 0,763	0,016	
Présence d'enfants (ref.: Non)	Oui	0,974 (-)	0,623 1,523	0,908	
Niveau de scolarité (ref.: Primaire ou Secondaire)	Collégial DEC de formation préuniversitaire	0,969 (-)	0,655 1,433	0,874	
	Formation universitaire	1,022	0,641 1,629	0,927	
Occupation (ref.: Inactif)	Actif	0,936 (-)	0,558 1,570	0,802	
	Étudiant	0,469 (-)	0,178 1,242	0,128	
	Retraité	0,541 (-)	0,292 1,001	0,050	
Revenu annuel du ménage (ref.: Moins de 40 000 \$)	Entre 40 et 80 000 \$	0,837 (-)	0,545 1,284	0,415	
	Plus de 80 000 \$	0,942 (-)	0,596 1,490	0,798	
Région (ref.: Autres régions)	Québec RMR	0,681 (-)	0,379 1,226	0,200	
	Montréal RMR	0,696 (-)	0,490 0,988	0,043	
Sources d'information	Télé-radio (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	1,245 0,857 1,809	0,251	
	Journaux hebdo ou quotidien (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	1,308 0,875 1,955	0,190	
	Presse gratuite (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	0,843 (-)	0,483 1,468	0,546
	Internet-site Web (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	1,062	0,726 1,554	0,756
	Internet-réseaux sociaux (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	0,934 (-)	0,615 1,418	0,747
	Amis et famille (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	1,107	0,718 1,706	0,646
	Gouvernement (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	0,879 (-)	0,482 1,600	0,672
	Experts indépendants (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	1,139	0,736 1,761	0,560
	Niveau de risque perçu pour la vaccination (ref.: Faible/Négligeable)	Moyen	1,728	1,129 2,647	0,012
		Grand/Très grand	2,364	1,489 3,754	< 0,001
Ne sait pas		0,712 (-)	0,286 1,773	0,466	
Niveau de risque perçu pour les épidémies (ref.: Faible/Négligeable)	Moyen	1,039	0,604 1,790	0,889	
	Grand/Très grand	0,758 (-)	0,433 1,329	0,333	
	Ne sait pas	0,836 (-)	0,181 3,868	0,818	
Niveau de risque perçu pour les problèmes de santé liés au tabac ou à l'obésité (ref.: Faible/Négligeable)	Moyen	1,347	0,567 3,197	0,500	
	Grand/Très grand	3,31	1,422 7,702	0,005	
	Ne sait pas	0,723 (-)	0,114 4,566	0,730	
Niveau de risque perçu pour la progression des maladies mentales et cognitives (ref.: Faible/Négligeable)	Moyen	0,964 (-)	0,521 1,784	0,908	
	Grand/Très grand	0,779 (-)	0,416 1,458	0,435	
	Ne sait pas	1,009	0,382 2,666	0,986	
Niveau de confiance pour la vaccination (ref.: Pas du tout/Plutôt pas)	Moyen	0,808 (-)	0,451 1,447	0,473	
	Tout à fait/Plutôt confiance	0,758 (-)	0,424 1,352	0,348	
	Aucune opinion	1,679	0,483 5,839	0,415	
Niveau de confiance pour les épidémies (ref.: Pas du tout/Plutôt pas)	Moyen	0,875 (-)	0,544 1,407	0,582	
	Tout à fait/Plutôt confiance	1,022	0,619 1,688	0,932	
	Aucune opinion	0,909 (-)	0,242 3,406	0,887	
Niveau de confiance pour les problèmes de santé liés au tabac ou à l'obésité (ref.: Pas du tout/Plutôt pas)	Moyen	1,444	0,947 2,203	0,088	
	Tout à fait/Plutôt confiance	1,576	0,925 2,686	0,094	
	Aucune opinion	1,923	0,775 4,774	0,159	
Niveau de confiance pour la progression des maladies mentales et cognitives (ref.: Pas du tout/Plutôt pas)	Moyen	0,607 (-)	0,403 0,915	0,017	
	Tout à fait/Plutôt confiance	0,852 (-)	0,487 1,491	0,574	
	Aucune opinion	1,115	0,563 2,207	0,755	
Constante		0,391 (-)		0,181	

Tableau 6 : Modèle logit pour expliquer la préoccupation pour les risques reliés à la santé publique sur le plan collectif (1 = fait partie des deux catégories les plus préoccupantes; 0 = ne fait pas partie des deux catégories les plus préoccupantes) (Baromètre CIRANO 2022)

Ainsi, toutes les autres variables étant gardées constantes,

- Percevoir des risques moyens (OR = 1,728) ou élevés pour la vaccination (OR = 2,364)
- Percevoir des risques élevés pour les problèmes de santé liés au tabac ou à l'obésité (OR = 3,31)
- Avoir plutôt ou tout à fait confiance dans le gouvernement pour gérer l'enjeu des problèmes de santé liés au tabac ou à l'obésité (OR = 1,576)

est associé à une plus grande chance d'être préoccupé par les risques liés à la santé publique.

À l'inverse, toutes les autres variables étant gardées constantes,

- les personnes âgées de 35 et 54 ans (OR=0,468),
- Ceux qui n'ont ni le français ni l'anglais comme langue maternelle (OR= 0,233),
- Les retraités (OR = 0,541)
- Ceux qui vivent dans la grande région de Montréal (OR = 0,696)
- Ceux qui ont moyennement confiance envers le gouvernement pour gérer l'enjeu de la progression des maladies mentales et cognitives (OR = 0,607)

ont des chances plus grandes de ne pas être préoccupés par les risques liés à la santé publique.

Ces résultats montrent que, à l'instar des préoccupations individuelles, les deux facteurs qui ont le plus de poids pour expliquer le fait d'être préoccupé pour le Québec par les risques liés à la santé publique sont le risque perçu pour les problèmes de santé liés au tabac et à l'obésité et pour la vaccination : ceux qui voient des risques grands ou très grands pour cet enjeu ont 3,3 fois plus de chances de classer les risques liés à la santé publique dans leurs deux principales préoccupations. Ceux qui perçoivent des risques élevés pour la vaccination ont quant à eux 2,4 fois plus de chances de classer les risques liés à la santé publique dans leurs deux principales préoccupations. Alors que nous vivons encore une pandémie, le risque perçu pour les épidémies et le niveau de confiance associé n'ont pas d'effet significatif sur le fait d'être préoccupé ou pas par la santé publique. Fait intéressant à relever, les répondants qui n'ont comme langue maternelle ni le français ni l'anglais ont 4,3 fois plus de chances de ne pas être préoccupés pour le Québec par les risques liés à la santé publique.

Analyse détaillée des perceptions par enjeu de santé publique

Commençons l'analyse par les deux enjeux qui semblent expliquer le plus les préoccupations des Québécois.

La vaccination

La vaccination est devenue un enjeu de premier plan à l'heure de la pandémie de COVID-19. Nous souhaitons d'ailleurs apporter une mise en garde importante ici au fait que la vaccination ne concerne pas exclusivement la COVID-19, mais il s'agit d'un enjeu bien plus

large qui couvre par exemple la vaccination des nourrissons et enfants contre diverses maladies infantiles et également des adultes contre la grippe saisonnière ou encore les pneumocoques. Or il se peut que dans le contexte actuel, cet enjeu ait été évalué par les répondants uniquement ou très fortement en lien avec la COVID-19.

26 % des Québécois considèrent que la vaccination présente un risque grand ou très grand, un chiffre en repli par rapport à 2021 où 32 % trouvaient un risque élevé, mais tout de même plus élevé qu'en 2018 (14 %). En 2022, le niveau moyen de risque perçu est donc le plus élevé de toutes les éditions du Baromètre CIRANO depuis 2011 (exception faite de l'année 2021). Ce sont les femmes qui sont plus nombreuses à trouver un risque élevé, à hauteur de 31 % contre 22 % des hommes. Plus l'âge augmente, plus le niveau de risque augmente au sujet de la vaccination ($r=0,1$, $p=0,002$). Ainsi, les 18-34 ans sont moins nombreux que toutes les autres catégories à considérer un risque élevé. C'est l'inverse au sujet du revenu : plus le niveau de revenu augmente, plus le niveau de risque perçu pour la vaccination diminue ($r=0,065$, $p=0,048$). Les personnes touchant moins de 40 000 \$ sont les plus nombreuses à percevoir un risque élevé (36 % de ceux touchant moins de 40 000 \$, contre 25 % de ceux touchant entre 40 et 80 000 \$ et 22 % de ceux touchant plus de 80 000 \$). Enfin, les étudiants sont moins nombreux que les retraités et les inactifs à voir un risque élevé pour la vaccination, tout comme les personnes avec enfants (par rapport à ceux qui n'ont pas d'enfant).

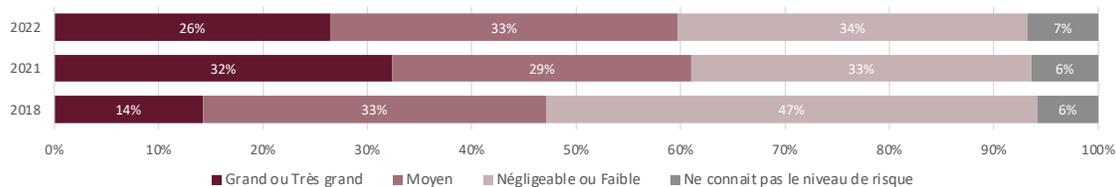


Figure 58 : Niveaux de risque perçu pour l'enjeu « La vaccination » entre 2018 et 2022 (Baromètre CIRANO 2022)

Les Québécois sont 56 % à avoir plutôt ou tout à fait confiance dans le gouvernement pour gérer la vaccination, une proportion en recul par rapport à 2021. En effet, 68 % des Québécois déclaraient avoir plutôt ou tout à fait confiance dans le gouvernement l'année dernière. En revanche, la confiance est plus élevée que le niveau de 2018 (44 %), dernière édition du Baromètre avant la pandémie. D'ailleurs, le niveau moyen de confiance perçue est le plus élevé de toutes les précédentes éditions du Baromètre CIRANO depuis 2011 (exception faite de l'année 2021). Comme nous l'avons mentionné à plusieurs reprises tout au long du document, nous mettons en garde le lecteur sur de strictes comparaisons qui pourraient être faites entre les données des éditions 2021 et 2022 du Baromètre puisque le contexte de l'enquête 2021, en plein cœur de la pandémie, a pu avoir pour effet d'exacerber anormalement les préoccupations pour certains enjeux, et en particulier ceux avec un lien avec la santé, ce qui aurait pour conséquence de masquer l'évolution réelle des perceptions. Ainsi, bien qu'il soit important de faire ressortir les différences de perceptions entre 2022 et 2021, il va être tout aussi important de visualiser aussi l'évolution entre 2018, la dernière enquête pré-pandémie et 2022.

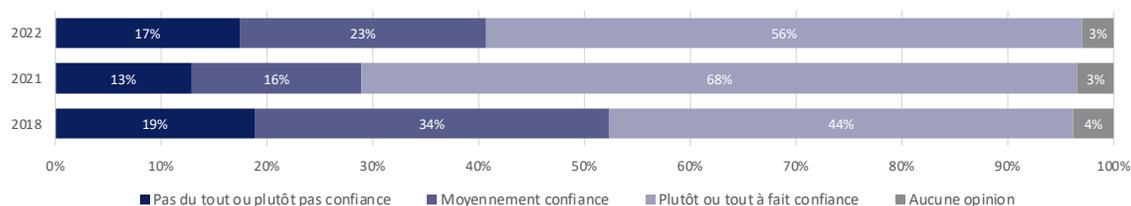


Figure 59 : Niveaux de confiance perçue pour l'enjeu « La vaccination » entre 2018 et 2022 (Baromètre CIRANO 2022)

Les moins de 55 ans sont moins nombreux que les plus de 55 ans à avoir confiance dans le gouvernement pour gérer cet enjeu. Les personnes sans enfant, les anglophones, ou les retraités sont également plus nombreux à avoir confiance. Les personnes de niveau secondaire sont moins nombreuses à avoir confiance que les personnes ayant un diplôme de niveau collégial (50 % contre 60 % pour les diplômés du collégial). Le détail des proportions des Québécois qui font confiance au gouvernement pour la vaccination par profil sociodémographique est donné dans le tableau ci-dessous – ne sont présentées que les catégories pour lesquelles on note des différences significatives.

Proportion des Québécois qui font plutôt ou tout à fait confiance au gouvernement pour gérer l'enjeu de la vaccination						
Âge				Langue		
18 - 34 ans	35 - 54 ans	55 - 74 ans	75 ans et plus	Français	Anglais	Autres
43 %	47 %	72 %	65 %	56 %	65 %	46 %

Scolarité				Enfants		Occupation				
Secondaire	Collégial	Baccalauréat	M.Sc. Doctorat	Absence d'enfant	Présence d'enfants	Personne active	Personne inactive	Étudiant	Retraité	Autre
50 %	60 %	56 %	58 %	61 %	42 %	50 %	50 %	41 %	75 %	31 %

Tableau 7 : Proportion des Québécois qui font plutôt ou tout à fait confiance au gouvernement pour gérer l'enjeu de la vaccination en fonction des variables sociodémographiques (Baromètre CIRANO 2022)

Ce sont 69 % des répondants qui trouvent que la vaccination présente des bénéfices, enjeu avec le plus haut taux de bénéfices perçus dans le baromètre CIRANO 2022. Cette proportion est en baisse par rapport à 2021 où 71 % estimaient que la vaccination était plutôt ou très bénéfique, mais est plus élevée que le niveau pré-pandémique de 2018 (58 %).

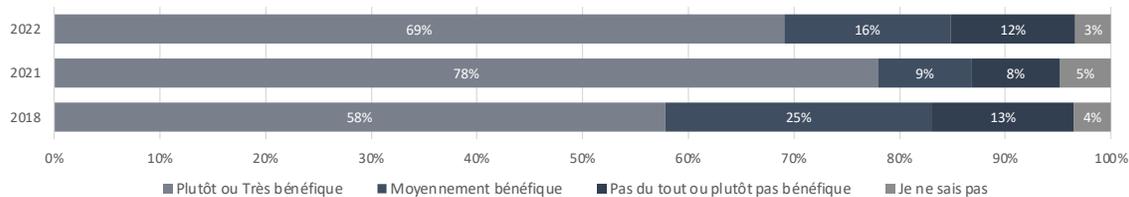


Figure 60 : Niveaux de bénéfices perçus pour l'enjeu « La vaccination » entre 2018 et 2022 (Baromètre CIRANO 2022)

Il apparaît également des différences significatives selon les profils sociodémographiques :

- La région d'habitation : 74 % des habitants de Montréal RMR trouvent que la vaccination est plutôt ou très bénéfique, contre 63 % pour Québec RMR et 65 % dans les autres régions
- La zone d'habitation : Ceux qui vivent dans un milieu urbain sont plus nombreux à voir des bénéfices que ceux qui vivent en milieu rural (71 % des urbains contre 60 % des ruraux)
- Le sexe : Les femmes sont plus nombreuses que les hommes à percevoir des bénéfices élevés à la vaccination (73 % des femmes contre 65 % des hommes)
- L'âge : les 18-34 ans sont les moins nombreux à percevoir des bénéfices à la vaccination : 54 % des 18-34 ans considèrent que la vaccination est plutôt ou très bénéfiques alors qu'il s'agit de 61 % des 35-54 ans, 85 % des 55-74 ans et 79 % des plus de 75 ans.
- La présence d'enfants : 74 % des répondants sans enfant perçoivent des bénéfices grands ou très grands à la vaccination contre seulement 54 % des répondants avec enfants
- L'occupation : les retraités sont les plus nombreux à trouver des bénéfices à la vaccination : 87 % des retraités, contre 62 % des actifs, 60 % des inactifs et 58 % des étudiants.

Cette haute perception de bénéfices pour la vaccination s'accompagne d'une très forte acceptabilité sociale : 81 % des répondants sont favorables à la vaccination, en baisse toutefois de six points par rapport à 2021, mais en hausse de 6 points également par rapport à 2018.

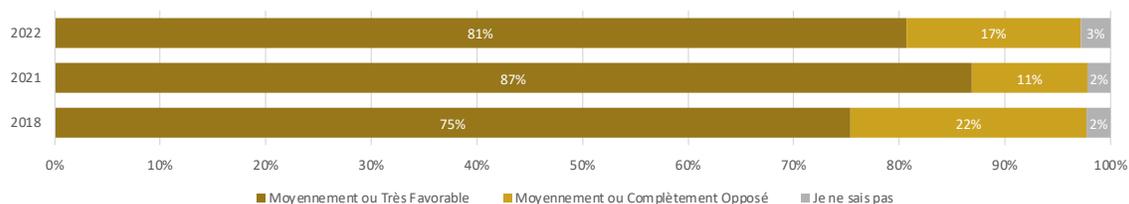


Figure 61 : Niveaux d'acceptabilité sociale pour l'enjeu « La vaccination » entre 2018 et 2022 (Baromètre CIRANO 2022)

Du point de vue des variables sociodémographiques, les habitants de la région de Montréal sont les plus nombreux à être favorables à la vaccination. Les 18-34 ans sont les moins nombreux que les autres catégories d'âge à être favorables à la vaccination. Les personnes

en couple et celles sans enfant sont plus nombreuses à être favorables. Les personnes ayant un diplôme de niveau secondaire sont moins nombreuses que toutes les autres catégories à être favorables à la vaccination. Enfin, les retraités sont très nettement plus nombreux à être favorables à l'enjeu de la vaccination, par rapport aux autres catégories. Le détail des proportions de Québécois qui sont favorables ou plutôt favorables à la vaccination par profil sociodémographique est donné dans le tableau ci-dessous – ne sont présentées que les catégories pour lesquelles on note des différences significatives.

Proportion des Québécois qui font plutôt ou tout à fait confiance au gouvernement pour gérer l'enjeu de la vaccination en fonction de quelques variables sociodémographiques						
Âge				Région		
18 - 34 ans	35 - 54 ans	55 - 74 ans	75 ans et plus	Montréal RMR	Québec RMR	Autres régions
65 %	75 %	93 %	93 %	85 %	77 %	76 %

Scolarité				Enfants		Occupation				
Secondaire	Collégial	Baccalauréat	M.Sc. Doctorat	Absence d'enfant	Présence d'enfants	Personne active	Personne inactive	Étudiant	Retraité	Autre
75 %	83 %	83 %	85 %	84 %	69 %	76 %	68 %	74 %	96 %	56 %

Tableau 8 : Distinction en fonction de certaines variables sociodémographiques de la proportion des Québécois qui font plutôt ou tout à fait confiance au gouvernement pour gérer l'enjeu de la vaccination (Baromètre CIRANO 2022)

Globalement, bien que toutes les perceptions en 2022 soient moins bonnes qu'en 2021, elles sont toutes meilleures qu'en 2018 (sauf pour le risque perçu) : ainsi, si l'on compare 2022 à l'édition 2018 qui correspond à un niveau prépandémique, la confiance est plus élevée, les bénéfiques sont perçus comme plus élevés et l'acceptabilité sociale est en hausse.

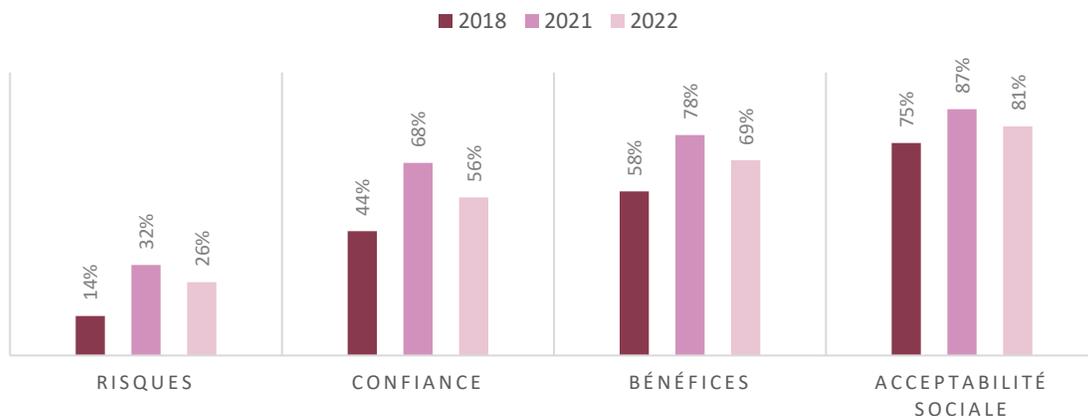


Figure 62 : Niveaux de perceptions pour l'enjeu « La vaccination » entre 2018 et 2022 (Baromètre CIRANO 2022)

Quels sont les facteurs qui augmentent les chances d'être favorable à la vaccination ?

La réponse à cette question est très importante pour mieux cibler les messages de sensibilisation ou pour mieux identifier sur quel levier travailler et ainsi augmenter le succès de programmes d'immunisation. Rappelons que 81 % des Québécois sont favorables à la vaccination. Un modèle de régression de type logit (1=favorable, 0=opposé) a été estimé afin d'identifier de façon statistique les déterminants de l'acceptabilité sociale de la vaccination à partir du niveau de risque perçu, du niveau de confiance, du niveau de bénéfice perçu et des différentes variables sociodémographiques afin de connaître le poids de chacun de ces facteurs dans l'explication de l'acceptabilité sociale ($R^2 = 0,617$).

Modèle LOGIT - Déterminants de l'acceptabilité sociale de la vaccination

		OR	CI (OR)		p	
Sexe (ref.: Homme)	Femme	1,283	0,774	2,126	0,334	
Âge (ref.: Plus de 55 ans)	35-54 ans	0,481 (-)	0,214	1,084	0,078	
	18-34 ans	0,212 (-)	0,090	0,500	<, 001	
Langue maternelle (ref.: Anglophone)	Francophone	1,103	0,423	2,874	0,841	
	Allophone	2,68	0,621	11,559	0,186	
Présence d'enfants (ref.: Non)	Oui	0,93 (-)	0,537	1,611	0,796	
Niveau de scolarité (ref.: Primaire ou Secondaire)	Collégial DEC de formation préuniversitaire	1,432	0,799	2,566	0,227	
	Formation universitaire	1,06	0,537	2,093	0,867	
Occupation (ref.: Inactif)	Actif	1,45	0,738	2,849	0,281	
	Étudiant	2,922	0,935	9,139	0,065	
	Retraité	3,431	1,181	9,972	0,023	
Revenu annuel du ménage (ref.: Moins de 40 000 \$)	Entre 40 et 80 000 \$	2,651	1,373	5,120	0,004	
	Plus de 80 000 \$	2,586	1,312	5,096	0,006	
Région (ref.: Autres régions)	Québec RMR	0,745 (-)	0,328	1,691	0,481	
	Montréal RMR	1,517	0,903	2,548	0,115	
Sources d'information	Télé-radio (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	1,095	0,623	1,927	0,752
	Journaux hebdo ou quotidien (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	2,758	1,232	6,174	0,014
	Presse gratuite (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	0,433 (-)	0,177	1,060	0,067
	Internet-site Web (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	1,594	0,870	2,919	0,131
	Internet-réseaux sociaux (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	1,06	0,582	1,930	0,848
	Amis et famille (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	0,985 (-)	0,513	1,893	0,964
	Gouvernement (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	0,465 (-)	0,202	1,068	0,071
Experts indépendants (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	1,242	0,623	2,476	0,538	
Niveau de risque perçu pour la vaccination (ref.: Faible/Négligeable)	Moyen	0,544 (-)	0,284	1,042	0,066	
	Grand/Très grand	0,23 (-)	0,117	0,453	<, 001	
	Ne sait pas	0,265 (-)	0,102	0,690	0,007	
Niveau de confiance perçu pour la vaccination (ref.: Faible/Négligeable)	Moyen	1,728	0,945	3,159	0,076	
	Tout à fait/Plutôt confiance	7,553	3,683	15,487	<, 001	
	Aucune opinion	7,191	2,106	24,552	0,002	
Niveau de bénéfices pour la vaccination (ref.: Pas du tout/Plutôt pas)	Moyen	5,517	2,779	10,952	<, 001	
	Grand/Très grand	18,033	8,934	36,399	<, 001	
	Ne sait pas	0,375 (-)	0,111	1,270	0,115	
Constante		0,158 (-)			0,019	

Tableau 9 : Modèle logit pour expliquer l'acceptabilité sociale de la vaccination (Baromètre CIRANO 2022)

Ainsi, toutes les autres variables étant gardées constantes,

- Avoir tout à fait ou plutôt confiance dans le gouvernement pour la gestion de la vaccination (OR = 7,553),
- Percevoir des bénéfices importants à la vaccination (OR = 18,033),
- Être étudiant (OR = 2,922) ou être retraité (OR = 3,431)
- Avoir des revenus de plus de 80000 \$ (OR = 2,586) ou des revenus compris entre 40 et 80000 \$ (OR = 2,651)
- Beaucoup utiliser les journaux hebdomadaires ou quotidiens pour s'informer (OR = 2,758)

est associé à une plus grande chance d'être favorable à la vaccination.

À l'inverse,

- Percevoir des risques grands ou très grands pour la vaccination (OR = 0,23)
- Être âgé de moins de 35 ans (OR = 0,212) ou de 35 à 54 ans (OR = 0,481)
- Beaucoup utiliser la presse gratuite pour s'informer (OR = 0,433)
- Beaucoup s'informer auprès des gouvernements (OR = 0,465)

est associé à une plus grande chance de ne pas être favorable à la vaccination.

Toutes les variables introduites sur les perceptions sont significatives, mais l'analyse des coefficients nous renseigne beaucoup : en effet, en gardant toutes les autres variables constantes, ceux qui voient des bénéfices importants pour la vaccination ont 18 fois plus de chances d'y être favorables, et ceux qui ont confiance dans le gouvernement pour la gestion de la vaccination ont presque 8 fois plus de chances. Ce sont donc ces deux facteurs qui influencent beaucoup plus le fait d'être favorable à la vaccination que le risque perçu. Ces constats sont très importants à prendre en considération lorsque l'on souhaite atteindre une grande acceptabilité sociale au sein de la population et laisse entendre qu'il est plus important d'axer les messages sur les bénéfices et la confiance que sur les risques. Par ailleurs, bien qu'ayant un moins grand effet sur le fait d'être favorable que les bénéfices perçus ou encore la confiance dans le gouvernement, certaines variables sociodémographiques méritent d'être soulignées : ainsi ceux qui ont moins de 35 ans ont 4,7 fois plus de chances de ne pas être favorables à la vaccination et ceux qui utilisent beaucoup la presse gratuite ou les gouvernements ont environ 2 fois plus de chances de ne pas être favorables à la vaccination.

Les problèmes de santé liés au tabac et à l'obésité

Parmi tous les enjeux de santé publique, l'enjeu des problèmes de santé liés au tabac et à l'obésité est celui qui est perçu comme le plus risqué à chaque édition du Baromètre CIRANO depuis 2011. En 2022, 58 % des Québécois considèrent que cet enjeu présente un risque grand ou très grand, une proportion stable par rapport à 2021 et aussi par rapport à 2018. Il a été effectivement démontré que l'obésité est source d'augmentation des

risques de certains problèmes de santé, dont le diabète¹⁴, l’hypertension et les maladies cardiovasculaires (Statistique Canada, 2019). Le tabagisme représente également une cause de mortalité importante au Québec en raison des maladies induites par celui-ci. Le risque lié au tabagisme est également accru en raison de l’usage de la cigarette électronique dont la prévalence a augmenté de façon très importante chez les élèves du secondaire au Québec, passant de 10 % en 2016-2017 à 17 % en 2018-2019 (Lasnier & Montreuil, 2022).

Selon les données de l’Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes, rapportées par Statistiques Canada (Statistique Canada, 2022b), 27,6 % des Québécois âgés de 12 ans et plus sont considérés comme obèses¹⁵ en 2021. Des projections de la prévalence de l’obésité au Québec réalisées par l’INSPQ ne sont pas encourageantes puisque la prévalence de l’obésité au Québec est sur une pente nettement ascendante (INSPQ, 2020). Il semble toutefois que la population a conscience du risque. Afin d’augmenter la sensibilisation sur cet enjeu, Santé Canada a d’ailleurs introduit un nouveau règlement concernant l’étiquetage nutritionnel des aliments emballés, qui exige l’affichage, sur le devant des emballages, d’un symbole indiquant que l’aliment est riche en graisses saturées, en sucre ou en sodium. Le règlement est entré en vigueur le 20 juillet 2022 et l’industrie alimentaire a jusqu’au 1er janvier 2026 pour effectuer ce changement¹⁶.

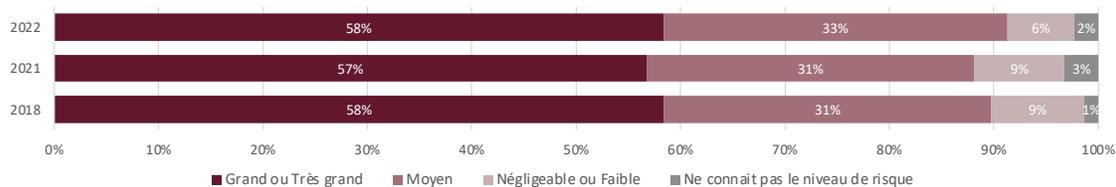


Figure 63 : Niveaux de risque perçu pour l’enjeu « Les problèmes de santé liés au tabac et à l’obésité » entre 2018 et 2022 (Baromètre CIRANO 2022)

Deux tiers des femmes trouvent un risque élevé (contre 51 % des hommes). Les plus de 75 ans sont les plus nombreux à voir un niveau de risque grand ou très grand pour les problèmes de santé liés au tabac et à l’obésité (71 % d’entre eux contre 53 % des 18-34 ans, 56 % des 35-54 ans et 61 % des 55-74 ans). Les personnes titulaires d’un diplôme de niveau secondaire sont plus nombreuses que ceux titulaires d’un baccalauréat ou de ceux ayant une maîtrise ou un doctorat à trouver un risque grand ou très grand (65 % pour les

¹⁴ En effet, en « 2018, la prévalence du diabète de type 2 était plus élevée chez les Canadiens qui étaient obèses (13,4 %) par rapport aux Canadiens qui avaient un poids normal (2,9 %). Les adultes qui étaient obèses étaient aussi plus susceptibles de recevoir un diagnostic d’hypertension (29,5 %) et de maladies cardiovasculaires (6,0 %); chez les adultes ayant un poids normal, la prévalence était de 9,5 % pour l’hypertension et de 2,7 % pour les maladies cardiovasculaires. »(Statistique Canada, 2019).

¹⁵ Il s’agit ici de données autodéclarées mais corrigées par des équations de correction par Statistiques Canada en se servant de données provenant du sous-échantillon de l’Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes (ESCC) de 2005 pour lequel des valeurs mesurées ainsi qu’autodéclarées ont été recueillies.

¹⁶ Source : Site Internet de Santé Canada, <https://www.canada.ca/fr/sante-canada/nouvelles/2022/06/letiquetage-nutritionnel-sur-le-devant-des-emballages.html>

diplômes du secondaire contre 47 % de ceux qui détiennent un baccalauréat et 54 % de ceux qui détiennent une maîtrise). Les actifs sont moins nombreux que les inactifs ou que les retraités à trouver un risque grand (54 % contre 69 % des inactifs et 62 % des retraités).

Le niveau de confiance dans le gouvernement présente peu de variations depuis 2011 (proportion qui varie entre 18 % et 24 % en fonction des années) et en 2022, 20 % des répondants ont plutôt ou tout à fait confiance dans le gouvernement au sujet des problèmes de santé liés au tabac et à l'obésité. En 2022, le niveau moyen de confiance perçue s'établit à 2,65/5.

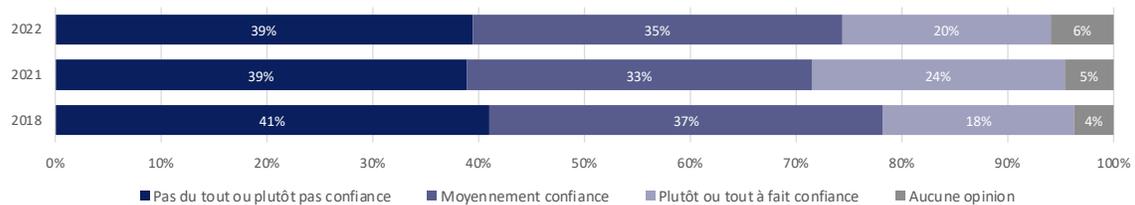


Figure 64 : Niveaux de confiance perçue pour l'enjeu « Les problèmes de santé liés au tabac et à l'obésité » entre 2018 et 2022 (Baromètre CIRANO 2022)

Les femmes sont plus nombreuses à avoir une confiance faible (42 % contre 37 % des hommes). Les moins de 55 ans sont significativement plus nombreux à avoir une confiance faible que les plus de 55 ans (46 % des 18-34 ans et 44 % des 35-54 ans contre 32 % des 55-74 ans et 41 % des plus de 75 ans). Les francophones sont les moins nombreux à avoir une confiance faible (37 % d'entre eux contre 57 % des anglophones et 61 % des allophones). Les personnes ayant un enfant dans leur foyer et les personnes célibataires sont aussi plus nombreuses à avoir une confiance faible. Les retraités (30 %) sont moins nombreux que les actifs (45 %) et les étudiants (43 %) à avoir une confiance faible dans le gouvernement à ce sujet. Enfin, les personnes touchant moins de 40 000 \$ sont plus nombreuses à avoir une confiance faible que ceux touchant entre 40 et 80 000 \$ (44 % contre 36 %).

La progression des maladies mentales et des maladies cognitives (Alzheimer)

53 % des répondants déclarent trouver un risque grand ou très grand pour la progression des maladies mentales et des maladies cognitives, une proportion stable depuis 2018 et l'entrée de cet enjeu dans le Baromètre CIRANO. Le niveau moyen de risque s'établit à 3,64/5 en 2021 pour cet enjeu.

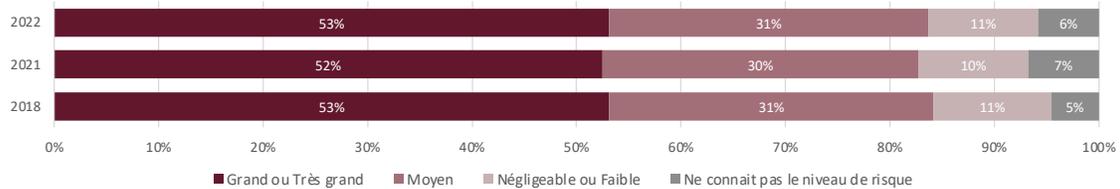


Figure 65 : Niveaux de risque perçu pour l'enjeu « Progression des maladies mentales et des maladies cognitives » entre 2018 et 2022 (Baromètre CIRANO 2022)

Les femmes sont plus nombreuses à trouver un risque grand ou très grand (66 %) que les hommes (40 %). Les plus jeunes (18-34 ans) sont moins nombreux à considérer un risque élevé (41 %) que leurs aînés (50 % des 35-54 ans, 62 % des 55-74 ans et 61 % des plus de 75 ans). Les anglophones sont moins nombreux à voir un risque grand ou très grand (43 %) que les francophones (53 %) et surtout que les allophones (68 %). Seules 43 % des personnes titulaires d'un baccalauréat trouvent que cet enjeu constitue un risque grand ou très grand, mais ce sont 60 % des personnes ayant une scolarité de niveau secondaire et 53 % des personnes de niveau collégial. Ce sont 56 % des personnes sans enfant qui voient un risque élevé contre 46 % des personnes avec enfant. Les personnes percevant les revenus les plus faibles (moins de 40000 \$) sont les plus nombreuses à percevoir un risque grand (61 % contre 50 % pour les autres catégories de revenu). Enfin, seuls 39 % des étudiants considèrent un risque élevé et 43 % des actifs, contre 62 % des inactifs et 63 % des retraités.

Seuls 14 % des répondants ont plutôt ou tout à fait confiance dans le gouvernement pour traiter cet enjeu, et 42 % à ne pas du tout ou plutôt pas avoir confiance. Cette dernière proportion est d'ailleurs en augmentation significative puisqu'elle s'établissait à 36 % en 2021, mais revient à une proportion pré-pandémique (41 % en 2018). Le niveau moyen de confiance perçue est d'ailleurs identique entre 2022 et 2018, égal à 2,53/5. La seule variable sociodémographique pour laquelle on note des différences dans les niveaux de confiance est la langue maternelle. Ainsi, la confiance semble plus faible parmi les anglophones avec 70 % qui n'ont pas du tout ou plutôt pas confiance, contre 39 % des francophones et 49 % des allophones.

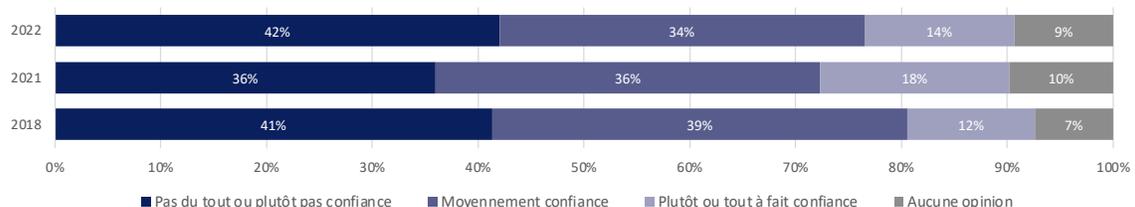


Figure 66 : Niveaux de confiance perçue pour l'enjeu « Progression des maladies mentales et des maladies cognitives » entre 2018 et 2022 (Baromètre CIRANO 2022)

Les épidémies (grippe, COVID-19...)

L'année 2022 marque la fin de nombreuses mesures sanitaires en lien avec la COVID-19, alors que 85 % de la population avait reçu au moins une dose de vaccin contre la COVID-19 (81,8 % avaient reçu deux doses) au moment de la collecte de donnée en juillet (INSPQ, 2022a; MSSS, 2022). Néanmoins, l'enjeu des épidémies présente un risque grand ou très grand pour un Québécois sur deux. Bien que le niveau moyen de risque perçu en 2022 soit en léger repli par rapport à 2021 (3,65/5 en 2021 et 3,51/5 en 2022), il est encore très supérieur au niveau moyen de 2018 qui s'établissait à 3,03.

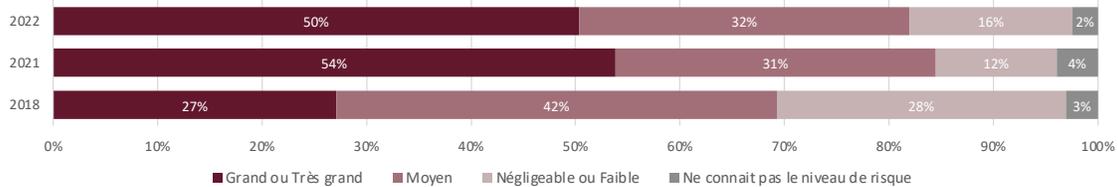


Figure 67 : Niveaux de risque perçu pour l'enjeu « Les épidémies (grippe, COVID-19 ...) » entre 2018 et 2022 (Baromètre CIRANO 2022)

D'un point de vue sociodémographique, les femmes sont plus nombreuses à considérer les épidémies comme présentant un risque grand ou très grand (61 % des femmes et 39 % des hommes). Les moins de 35 ans sont moins nombreux à percevoir un risque fort que toutes les autres catégories d'âge (38 % des 18-34 ans, contre 46 % des 35-54 ans, 56 % des plus de 75 ans et 62 % des 55-74 ans). Les personnes titulaires d'un diplôme de niveau collégial et celles titulaires d'un niveau secondaire sont plus nombreuses que les personnes titulaires d'un diplôme de niveau baccalauréat à voir un risque élevé. (53 % des personnes de niveau secondaire, 55 % de ceux de niveau collégial contre 40 % de niveau baccalauréat et 40 % de niveau maîtrise – doctorat). Les personnes actives (43 % d'entre elles) sont moins nombreuses que les retraités (62 %) et les personnes inactives (57 %) à voir un risque élevé. Le niveau de perception du risque grand ou très grand est également décroissant avec le niveau de revenus (les répondants avec un revenu de moins de 40000 \$ sont les plus nombreux à percevoir des risques élevés pour les épidémies [63 % d'entre eux contre 51 % des personnes avec un revenu compris entre 40 et 80000 \$ et 41 % des Québécois avec un revenu de plus de 80000 \$]).

36 % des répondants ont plutôt ou tout à fait confiance dans le gouvernement pour gérer l'enjeu des épidémies, une proportion en net repli par rapport à 2021 où 45 % des Québécois avaient plutôt ou tout à fait confiance. En revanche, malgré cette baisse entre 2021 et 2022, le niveau de confiance est encore nettement supérieur en 2022 à celui qu'il était en 2018. La comparaison des niveaux moyen de confiance perçue dans le gouvernement en témoigne d'ailleurs puisque la moyenne passe de 2,75/5 en 2018 à 3,28/5 en 2021 à 3,00/5 en 2022. La confiance est donc meilleure qu'en situation de prépandémie.

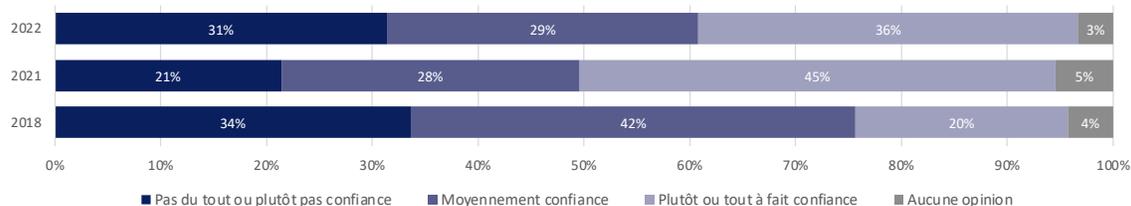


Figure 68 : Niveaux de confiance perçue pour l'enjeu «Les épidémies [grippe, COVID-19 ...]» entre 2018 et 2022 (Baromètre CIRANO 2022)

Les femmes sont plus nombreuses à avoir une confiance faible dans le gouvernement (33 % contre 29 % des hommes). Les anglophones sont les plus nombreux à avoir une confiance faible (51 % d'entre eux contre 30 % des francophones et 38 % des allophones). Les 55-74 ans sont les moins nombreux à ne pas avoir confiance dans le gouvernement (25 % d'entre eux contre 32 % des 18-34 ans, 38 % des 35-54 ans et 34 % des plus de 75 ans). Dans le même ordre d'idée, les retraités sont significativement moins nombreux que les personnes actives et les personnes inactives à déclarer avoir plutôt pas ou pas du tout confiance dans le gouvernement.

RÉCAPITULATIF

Pour conclure, naturellement avec la pandémie de la COVID-19, les risques perçus pour les épidémies sont encore plus élevés qu'en 2018, mais la COVID-19 n'a néanmoins pas totalement occulté les autres enjeux de santé publique au Québec. En effet, les problèmes de santé liés au tabac et à l'obésité ou encore les maladies mentales et cognitives sont perçus comme très à risque par les Québécois (niveaux relativement stables depuis 2018) et ces enjeux sont même perçus comme plus risqués que les épidémies ou la vaccination. Ces mêmes constats peuvent également être faits pour la confiance perçue dans le gouvernement : en effet, malgré la pandémie, la confiance dans le gouvernement est plus élevée pour la gestion des épidémies et de la vaccination que pour la gestion des problèmes de santé liés au tabac et à l'obésité ou encore pour la gestion de l'enjeu des maladies mentales et cognitives.

D'ailleurs, les analyses multivariées expliquant le fait d'être préoccupé par les risques reliés à la santé publique montre bien que la perception de risques grands ou très grands pour les problèmes de santé liés au tabac et à l'obésité représente le facteur qui a le plus grand pouvoir explicatif dans le fait d'être préoccupé autant sur le plan individuel que collectif. Finalement, alors que le contexte pandémique a entraîné une augmentation du risque perçu associé à la vaccination, la population semble avoir mesuré l'ampleur des bénéfices collectifs reliés à cet enjeu, puisque l'acceptabilité sociale envers la vaccination n'a jamais été aussi élevée que ces deux dernières éditions du Baromètre.

En termes de différences de perceptions en fonction des variables sociodémographiques, on constate que les femmes sont toujours plus nombreuses, peu importe l'enjeu de santé

publique, à percevoir des risques élevés que les hommes. D’ailleurs, ces résultats corroborent ceux émanant des sondages réguliers de l’INSPQ sur les attitudes et les comportements des adultes québécois qui montrent que les femmes sont plus nombreuses que les hommes à manifester des inquiétudes en lien avec la COVID-19 (particulièrement plus nombreuses à penser au danger d’être infectées par le virus ou à craindre de perdre un être cher à cause de celui-ci) (INSPQ, 2022b).

Les personnes inactives et les personnes retraitées sont également les plus nombreuses à percevoir des risques élevés, peu importe l’enjeu de santé publique, ainsi que les répondants détenant un diplôme du secondaire comme plus haut diplôme obtenu. En termes de confiance, il y a moins un patron commun à tous les enjeux de santé publique qui ressort comme différences selon les variables sociodémographiques, si ce n’est les anglophones qui sont toujours (sauf pour l’enjeu de la vaccination) plus nombreux que les francophones à ne pas avoir confiance dans le gouvernement.

PRÉOCCUPATIONS POUR LES RISQUES RELIÉS À LA SANTÉ PUBLIQUE		
	Sur le plan personnel	Pour le Québec
% des Québécois qui les classent parmi leurs deux principales préoccupations	25 % Proportion la plus haute depuis 2011 (excepté en 2021)	23 % Proportion la plus haute depuis 2011 (excepté en 2021)
Facteurs qui augmentent les chances d’être préoccupé	<ul style="list-style-type: none"> • S’informer sur Internet (site Web) • Percevoir des risques grands ou très grands pour la vaccination [x2,4] • Percevoir des risques grands ou très grands pour les problèmes liés au tabac et à l’obésité [x4,6] 	<ul style="list-style-type: none"> • Percevoir des risques grands ou très grands pour la vaccination [x2,4] • Percevoir des risques grands ou très grands pour les problèmes liés au tabac et à l’obésité [x3,3]
Facteurs qui augmentent les chances de NE PAS être préoccupé	<ul style="list-style-type: none"> • Être à la retraite • S’informer beaucoup auprès des experts indépendants [x2] • Avoir confiance dans le gouvernement pour la gestion des problèmes liés au tabac et à l’obésité 	<ul style="list-style-type: none"> • Avoir entre 35 et 54 ans • Être à la retraite • Être allophone [x4,3] • Habiter Montréal RMR • Avoir confiance dans le gouvernement pour la gestion de la progression des maladies cognitives et mentales

	Vaccination	Problèmes de santé liés au tabac et à l'obésité	Progression des maladies mentales et cognitives	Épidémies
Année d'entrée dans le Baromètre	2011	2011	2018	2016
% de la population percevant des RISQUES GRANDS OU TRÈS GRANDS	26 % Niveau moyen de risque perçu le plus élevé de toutes les éditions du Baromètre (excepté 2021)	58 % Stable depuis 2018 (Tendance globale en légère baisse entre 2011 et 2022)	53 % Stable depuis 2018 [1 ^{re} entrée dans le Baromètre]	50 % En baisse par rapport à 2021, mais beaucoup plus élevé que 2018
% de la population ayant PLUTÔT OU TOUT À FAIT CONFIANCE dans le gouvernement	56 % Meilleur niveau moyen de confiance perçue de toutes les éditions du Baromètre [exception de 2021]	20 % Stable depuis 2011	14 % Niveau moyen de confiance perçue moins bon qu'en 2021, mais niveau identique à 2018	36 % Niveau moyen de confiance perçue moins bon qu'en 2021, mais beaucoup mieux qu'en 2018 (et aussi qu'en 2016)
% de la population considérant comme PLUTÔT OU TRÈS BÉNÉFIQUE	69 % en baisse par rapport à 2021, mais % plus élevée qu'en 2018			
% de la population étant plutôt ou très FAVORABLE	81 % en baisse par rapport à 2021, mais % plus élevée qu'en 2018			

Facteurs qui augmentent les chances d'être FAVORABLE À LA VACCINATION	<ul style="list-style-type: none"> • Avoir confiance dans le gouvernement [OR = 7,6] • Percevoir des bénéfices élevés [OR = 18] • Être à la retraite ou étudiants • Avoir un haut niveau de revenu [>40000 \$] • S'informer beaucoup avec les journaux hebdomadaires ou quotidiens
Facteurs qui augmentent les chances d'être OPPOSÉ À LA VACCINATION	<ul style="list-style-type: none"> • Percevoir des risques grands ou très grands [OR= 4,3] • Avoir moins de 35 ans [OR = 4,7] • S'informer beaucoup avec la presse gratuite ou auprès des gouvernements

ÉCONOMIE

7 enjeux

Hausse du coût de la vie et des taux d'intérêt

Prix de l'énergie (essence...)

Accès à un logement abordable

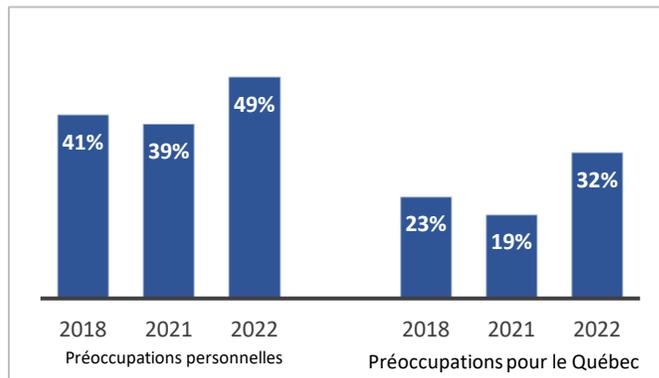
Montée des prix de l'immobilier

Endettement des ménages

Revenus de retraite et solvabilité des régimes de retraite

Chômage

Préoccupations reliées aux risques économiques et financiers



Les risques économiques et financiers sont cette année la première préoccupation sur le plan personnel et la deuxième sur le plan collectif. 49 % des Québécois ont, dans cette édition 2022 du Baromètre CIRANO, classé les risques économiques et financiers parmi leurs deux principales préoccupations personnelles

(contre 39 % en 2021 et 41 % en 2018) et 32 % l'ont fait lorsqu'il s'agissait de considérer les préoccupations pour le Québec (contre 19 % en 2021 et 23 % en 2018). Il s'agit d'une hausse de respectivement 10,4 et 13,7 points de pourcentage dans la dernière année. Depuis la première édition du Baromètre en 2011, c'est d'ailleurs la première fois que les risques économiques et financiers prennent la tête des préoccupations individuelles et la première fois qu'ils entrent dans le top 3 des préoccupations collectives.

Ces résultats ne sont pas surprenants puisque le taux d'inflation à la consommation a continué d'augmenter pour atteindre 8 % d'une année à l'autre en juin 2022 au Québec (Banque de données des statistiques officielles sur le Québec, 2022; Statistique Canada, 2022a). Il s'agit d'une des plus fortes progressions annuelles observées depuis juin 1991 (où la variation annuelle a dépassé les 8 % pendant 5 mois), et excluant ce court épisode, il faut même remonter à décembre 1982 pour revoir un taux d'inflation à 9 % pour le Québec (Banque de données des statistiques officielles sur le Québec, 2022). Cette croissance de l'inflation n'avait en outre pas été anticipée par les institutions gouvernementales telle la Banque du Canada de façon aussi importante. Selon Statistique Canada (Statistique Canada, 2022a), cette accélération de la croissance en juin est principalement attribuable à la majoration des prix de l'essence, ce qui se reflète très bien dans nos résultats, le niveau de risque perçu pour les prix de l'énergie (essence...) ayant connu une hausse sans précédent (hausse de 23 points de pourcentage pour la proportion des Québécois qui perçoivent un risque grand ou très grand pour cet enjeu entre 2021 et 2022).

Ces hausses de prix sont le reflet de perturbations sur les chaînes d'approvisionnement. Une section spécifique du questionnaire Baromètre de 2022 traitait d'ailleurs plus en profondeur de ces enjeux et son analyse fait l'objet d'un rapport dans la Série Perspectives CIRANO (Warin, 2022b). Nous rapportons ici toutefois quelques faits saillants qui vont permettre d'éclairer les préoccupations économiques. Ainsi, 64 % des personnes interrogées se sont dit plutôt ou très préoccupées par les enjeux des chaînes d'approvisionnement. Lorsqu'on a demandé aux personnes interrogées si elles avaient été confrontées à une rupture de stock sur un produit qu'elles souhaitaient acheter, deux personnes sur trois ont déclaré avoir effectivement fait l'expérience d'une rupture de stock

au cours des six derniers mois. Au-delà des ruptures de stock, les prix peuvent avoir été un frein à l'achat de certains produits de consommation. Ainsi, lorsqu'on a demandé aux personnes interrogées si elles avaient renoncé à se procurer un produit de consommation en raison d'un prix trop élevé, 59 % ont répondu par l'affirmative. En outre, près de deux Québécois sur trois (63 %) considèrent que la situation s'est aggravée au cours des six derniers mois. Un maigre 5 % pensent que la situation s'est améliorée. Finalement, l'expérience consommateur a un impact direct sur les perceptions puisque les analyses de données montrent que les Québécois qui ont dû se priver de certains biens et produits de consommation sont plus préoccupés par les enjeux de chaînes d'approvisionnement.

Au-delà de l'expérience consommateur, les perceptions du risque et de la confiance pour les différents enjeux économiques et financiers présents dans le Baromètre CIRANO (tels que la hausse du coût de la vie, le prix de l'énergie (essence...) sont aussi des variables qui pourraient expliquer cette augmentation des préoccupations. Avant de voir quels sont justement les facteurs qui expliquent le plus les préoccupations pour les risques économiques et financiers à travers les autres données du Baromètre, nous présentons ici deux graphiques qui illustrent le positionnement des enjeux économiques parmi les 53 enjeux du Baromètre en termes de niveau de risque perçu et niveau de confiance dans le gouvernement. Nous ne considérons pas ici les enjeux traitant davantage de finances publiques. Les graphiques sont très éloquents et montrent à quels points les enjeux économiques sont perçus comme risqués et à quels points la confiance dans le gouvernement pour gérer ces enjeux est plutôt faible. La seule exception est l'enjeu du chômage.

Selon vous, quel est le **niveau de risque** pour le Québec des phénomènes naturels/ projets/ enjeux suivants ?

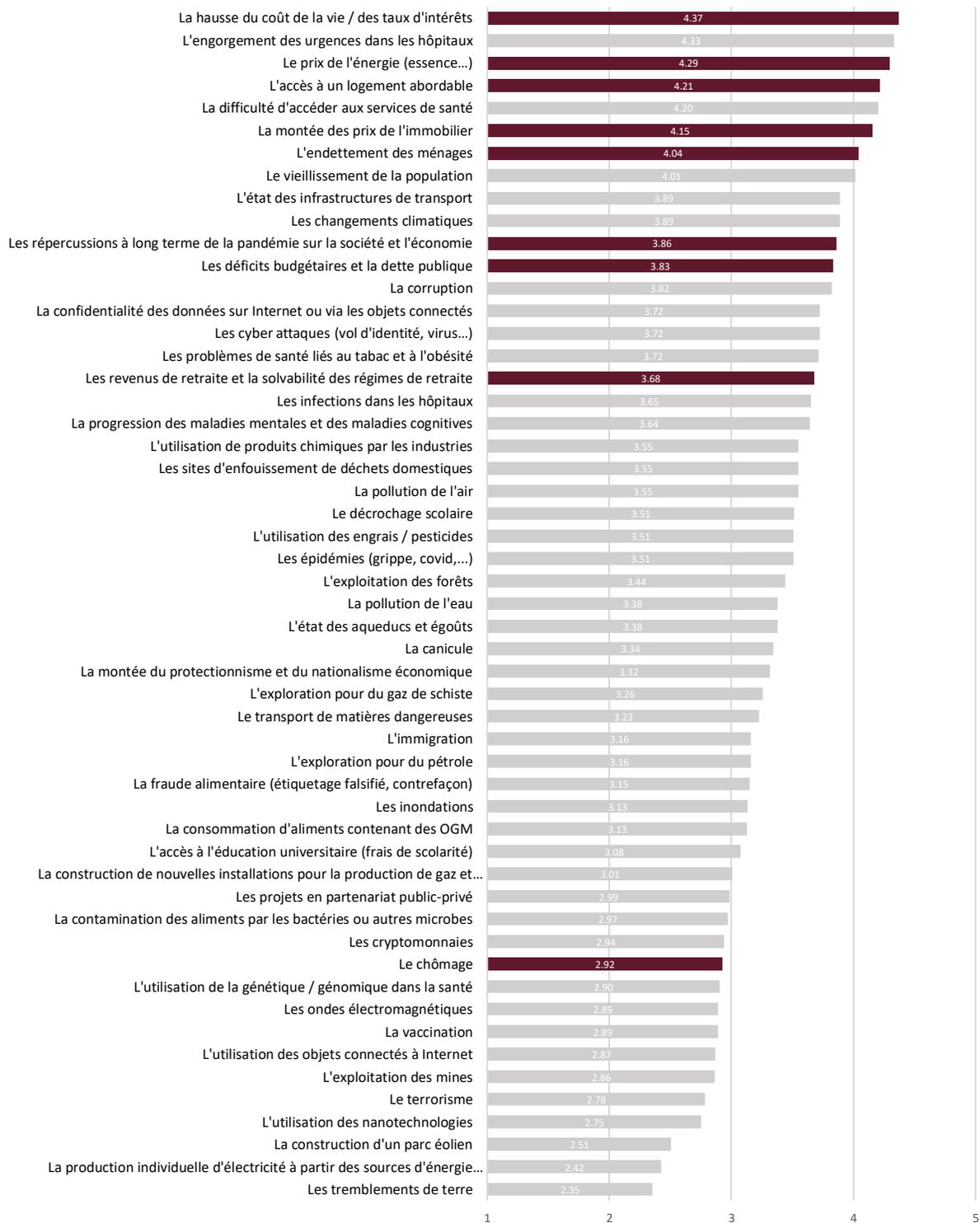


Figure 69 : Moyenne des niveaux de risque perçus pour les enjeux économiques en comparaison des autres enjeux du Baromètre (Baromètre CIRANO 2022)

Veuillez décrire votre **confiance dans la gestion par le gouvernement** des grands projets ou des enjeux suivants (1 étant pas du tout confiance et 5, tout à fait confiance)

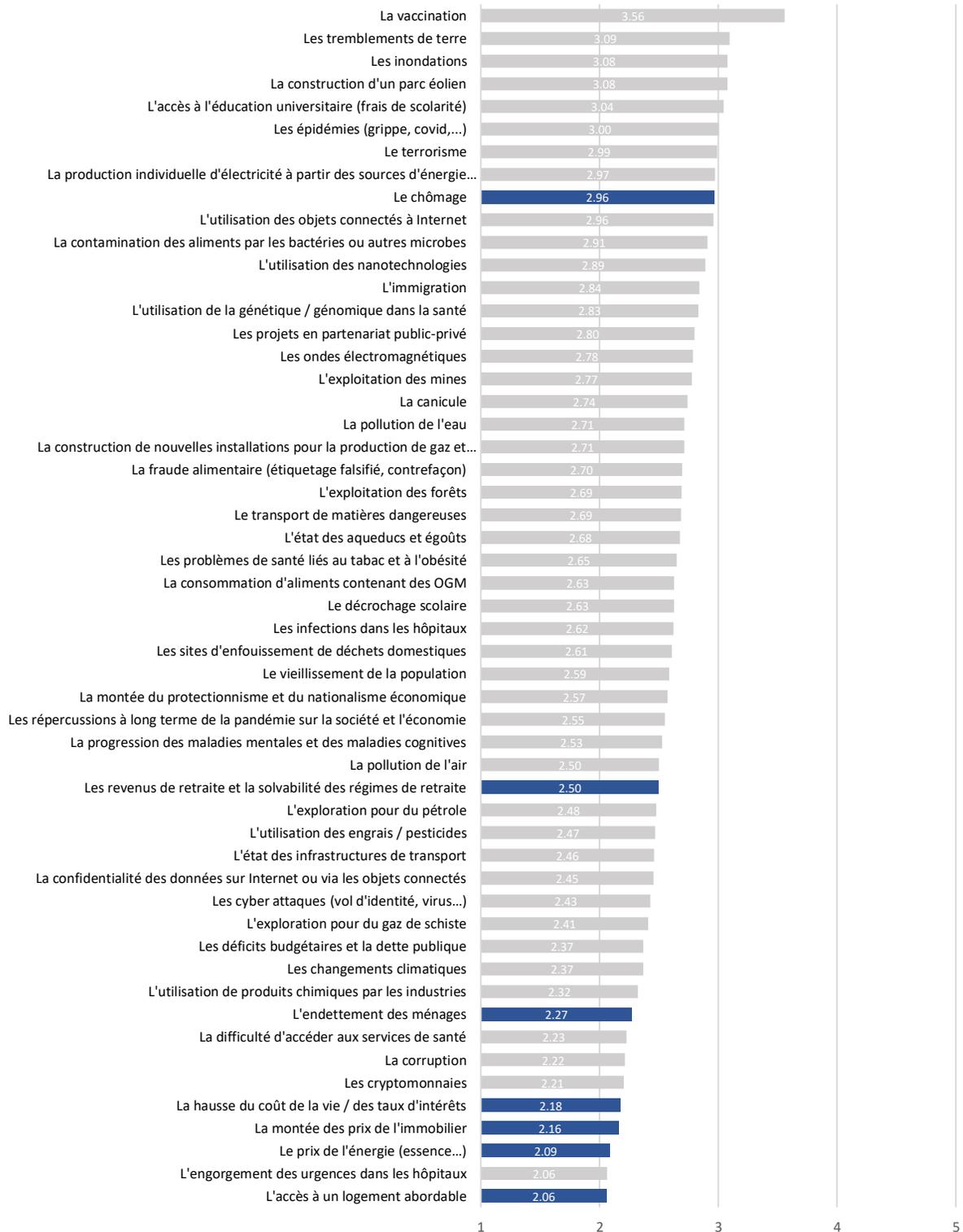


Figure 70 : Moyenne des niveaux de confiance perçus dans le gouvernement pour les enjeux économiques en comparaison des autres enjeux du Baromètre (Baromètre CIRANO 2022)

Une régression de type logit (1 = la catégorie des risques économiques et financiers fait partie des deux plus préoccupantes pour vous; 0 = ne fait pas partie des deux catégories les plus préoccupantes) offre un éclairage complémentaire pour expliquer la préoccupation des répondants relativement aux risques économiques et financiers (R^2 de 0,223). Nous avons intégré les perceptions de risque et de confiance envers 6 enjeux particuliers parmi les 53 à l'étude, à savoir la hausse du coût de la vie, le prix de l'énergie (essence...), la montée des prix de l'immobilier [nous avons occulté l'enjeu de l'accès à un logement abordable, car il est très corrélé ($r=0,488$) à l'enjeu de la montée des prix de l'immobilier et traite sensiblement le même concept], l'endettement des ménages, les revenus de retraite et la solvabilité des régimes de retraite et finalement le chômage.

Ainsi, toutes les autres variables étant gardées constantes,

- Être âgé de 18 à 34 ans (OR = 2,27)
- Percevoir un risque grand ou très grand pour la hausse du coût de la vie (OR = 5,865)
- Percevoir des risques moyens pour la montée des prix de l'immobilier (OR = 2,416)
- Ne pas savoir évaluer le niveau de risque pour l'endettement des ménages (OR = 6,767)
- Percevoir un risque grand ou très grand (OR = 2,141) ou moyen (OR = 2,115) pour les revenus de retraite et solvabilité des régimes de retraite
- Avoir plutôt ou tout à fait confiance dans le gouvernement pour gérer l'enjeu du chômage (OR = 1,619) ou n'avoir aucune opinion sur le niveau de confiance (OR = 6,983)¹⁷

est associé à une plus grande chance d'être préoccupé par les risques économiques et financiers sur le plan personnel.

À l'inverse, toutes les autres variables étant gardées constantes,

- Résider dans Montréal RMR (OR = 0,654)
- Utiliser beaucoup Internet (site Web) pour s'informer (OR = 0,732) ou beaucoup les gouvernements (OR = 0,562)
- N'avoir aucune opinion sur le niveau de confiance dans le gouvernement pour gérer l'enjeu des prix de l'énergie (essence...) (OR = 0,14) (ref: pas du tout confiance)
- Avoir plutôt ou tout à fait confiance dans le gouvernement de l'endettement des ménages (OR = 0,55) (ref: pas du tout confiance)

est associé à une plus grande chance de ne pas être préoccupé par les risques économiques et financiers sur le plan personnel.

En d'autres mots, il semble que ce soit l'enjeu de la hausse du coût de la vie qui ait le plus grand pouvoir explicatif sur le fait d'être préoccupé par les risques économiques et financiers. Ainsi ceux qui perçoivent un risque grand ou très grand pour cet enjeu ont 5,9

¹⁷ Ce résultat est somme toute assez surprenant.

fois plus de chances d'être préoccupés. Il semble également que ce soit plutôt une perception de risque élevé plutôt qu'un niveau de confiance faible qui augmente les chances d'être préoccupé. Autre élément intéressant qui s'exprime en faveur d'un besoin d'améliorer le niveau de littératie en économie des Québécois : ceux qui ne savent pas évaluer le niveau de risque pour l'endettement des ménages ont presque 7 fois plus de chances d'être préoccupés par les risques économiques et financiers et ceux qui n'ont aucune opinion sur le niveau de confiance accordé au gouvernement pour gérer l'enjeu du chômage ont aussi 7 fois plus de chances d'être préoccupés par les risques économiques et financiers.

Modèle LOGIT - Déterminants de la préoccupation pour les risques économiques et financiers sur le plan personnel

		OR	CI (OR)	p	
Sexe (ref.: Homme)	Femme	0,939 (-)	0,693 1,274	0,688	
	Âge (ref.: Plus de 55 ans)	35-54 ans	1,21	0,754 1,941	0,429
		18-34 ans	2,27	1,327 3,884	0,003
Langue maternelle (ref.: Anglophone)	Francophone	0,761 (-)	0,424 1,365	0,359	
	Allophone	0,893 (-)	0,365 2,182	0,804	
Présence d'enfants (ref.: Non)	Oui	1,154	0,787 1,693	0,463	
Niveau de scolarité (ref.: Primaire ou Secondaire)	Collégial DEC de formation préuniversitaire	1,287	0,914 1,812	0,148	
	Formation universitaire	1,06	0,699 1,607	0,784	
Occupation (ref.: Inactif)	Actif	0,902 (-)	0,560 1,452	0,671	
	Étudiant	0,807 (-)	0,365 1,783	0,596	
	Retraité	0,896 (-)	0,511 1,572	0,702	
Revenu annuel du ménage (ref.: Moins de 40 000 \$)	Entre 40 et 80 000 \$	1,221	0,831 1,793	0,308	
	Plus de 80 000 \$	1,341	0,893 2,014	0,158	
Région (ref.: Autres régions)	Québec RMR	0,82 (-)	0,498 1,350	0,435	
	Montréal RMR	0,654 (-)	0,480 0,893	0,007	
Sources d'information	Télé-radio (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	1,192	0,863 1,648	0,286
	Journaux hebdo ou quotidien (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	0,777 (-)	0,543 1,111	0,167
	Presse gratuite (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	0,708 (-)	0,431 1,163	0,172
	Internet-site Web (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	0,732 (-)	0,522 1,027	0,071
	Internet-réseaux sociaux (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	0,836 (-)	0,579 1,207	0,339
	Amis et famille (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	0,917 (-)	0,620 1,357	0,664
	Gouvernement (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	0,562 (-)	0,326 0,968	0,038
	Experts indépendants (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	1,158	0,782 1,715	0,465
Niveau de risque perçu pour la hausse du coût de la vie (ref.: Faible/Négligeable)	Moyen	2,75	0,553 13,681	0,216	
	Grand/Très grand	5,865	1 200 28,657	0,029	
	Ne sait pas	0,063 (-)	0,001 2,941	0,159	
Niveau de risque perçu pour le prix de l'énergie (essence...) (ref.: Faible/Négligeable)	Moyen	1,89	0,492 7,262	0,354	
	Grand/Très grand	2,913	0,780 10,874	0,112	
	Ne sait pas	1,176	0,088 15,752	0,903	
Niveau de risque perçu pour la montée des prix de l'immobilier (ref.: Faible/Négligeable)	Moyen	2,416	1,031 5,660	0,042	
	Grand/Très grand	0,993 (-)	0,441 2,236	0,987	
	Ne sait pas	1,487	0,385 5,744	0,565	
Niveau de risque perçu pour l'endettement des ménages (ref.: Faible/Négligeable)	Moyen	1,424	0,570 3,561	0,449	
	Grand/Très grand	1,44	0,579 3,584	0,433	
	Ne sait pas	6,767	1,451 31,557	0,015	
Niveau de risque perçu pour les revenus de retraite et solvabilité des régimes de retraite (ref.: Faible/Négligeable)	Moyen	2,115	1,252 3,572	0,005	
	Grand/Très grand	2,141	1,287 3,562	0,003	
	Ne sait pas	1,727	0,791 3,771	0,170	
Niveau de risque perçu pour le chômage (ref.: Faible/Négligeable)	Moyen	1,148	0,806 1,635	0,443	
	Grand/Très grand	0,937 (-)	0,636 1,378	0,740	
	Ne sait pas	0,416 (-)	0,127 1,359	0,146	
	Moyen	0,808 (-)	0,533 1,224	0,314	

est associé à une plus grande chance de ne pas être préoccupé par les risques économiques et financiers pour le Québec.

Il semble ainsi que le fait d'être âgé de 18 et 34 ans soit le facteur explicatif qui a le plus de poids pour expliquer les préoccupations économiques collectives, les 18-34 ans ayant 2,5 fois plus de chances d'être préoccupés.

Modèle LOGIT - Déterminants de la préoccupation pour les risques économiques et financiers pour le Québec

		OR	CI (OR)	p	
Sexe (ref.: Homme)	Femme	0,932 (-)	0,677 1,284	0,668	
Âge (ref.: Plus de 55 ans)	35-54 ans	1,528	0,921 2,535	0,101	
	18-34 ans	2,487	1,419 4,357	0,001	
Langue maternelle (ref.: Anglophone)	Francophone	0,73 (-)	0,404 1,319	0,297	
	Allophone	1,012	0,412 2,489	0,979	
Présence d'enfants (ref.: Non)	Oui	1,16	0,791 1,699	0,447	
Niveau de scolarité (ref.: Primaire ou Secondaire)	Collégial DEC de formation préuniversitaire	0,897 (-)	0,627 1,283	0,551	
	Formation universitaire	0,741 (-)	0,478 1,148	0,179	
Occupation (ref.: Inactif)	Actif	0,676 (-)	0,417 1,096	0,112	
	Étudiant	1,325	0,605 2,903	0,482	
	Retraité	0,758 (-)	0,416 1,384	0,368	
Revenu annuel du ménage (ref.: Moins de 40 000 \$)	Entre 40 et 80 000 \$	1,297	0,862 1,951	0,212	
	Plus de 80 000 \$	1,475	0,963 2,258	0,074	
Région (ref.: Autres régions)	Québec RMR	0,851 (-)	0,498 1,456	0,556	
	Montréal RMR	1,251	0,903 1,733	0,179	
Sources d'information	Télé-radio (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	0,889 (-)	0,635 1,244	0,491
	Journaux hebdo ou quotidien (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	0,969 (-)	0,664 1,415	0,871
	Presse gratuite (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	0,653 (-)	0,374 1,141	0,134
	Internet-site Web (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	0,962 (-)	0,675 1,372	0,832
	Internet-réseaux sociaux (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	1,027	0,702 1,501	0,892
	Amis et famille (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	0,576 (-)	0,376 0,882	0,011
	Gouvernement (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	0,639 (-)	0,349 1,170	0,146
	Experts indépendants (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	0,733 (-)	0,478 1,124	0,154
	Niveau de risque perçu pour la hausse du coût de la vie (ref.: Faible/Négligeable)	Moyen	1,197	0,319 4,491	0,790
		Grand/Très grand	1,978	0,543 7,215	0,301
	Ne sait pas	0,897 (-)	0,058 13,895	0,938	
Niveau de risque perçu pour le prix de l'énergie (essence...) (ref.: Faible/Négligeable)	Moyen	0,855 (-)	0,257 2,844	0,798	
	Grand/Très grand	1,033	0,319 3,345	0,957	
	Ne sait pas	1,576	0,136 18,272	0,716	
Niveau de risque perçu pour la montée des prix de l'immobilier (ref.: Faible/Négligeable)	Moyen	0,858 (-)	0,377 1,949	0,714	
	Grand/Très grand	0,503 (-)	0,227 1,118	0,092	
	Ne sait pas	0,333 (-)	0,077 1,441	0,141	
Niveau de risque perçu pour l'endettement des ménages (ref.: Faible/Négligeable)	Moyen	1,262	0,496 3,213	0,626	
	Grand/Très grand	2,06	0,808 5,247	0,130	
	Ne sait pas	2,555	0,622 10,503	0,193	
Niveau de risque perçu pour les revenus de retraite et solvabilité des régimes de retraite (ref.: Faible/Négligeable)	Moyen	1,12	0,655 1,913	0,679	
	Grand/Très grand	0,971 (-)	0,577 1,634	0,911	
	Ne sait pas	0,883 (-)	0,401 1,943	0,757	
Niveau de risque perçu pour le chômage (ref.: Faible/Négligeable)	Moyen	1,099	0,760 1,590	0,616	
	Grand/Très grand	0,866 (-)	0,576 1 300	0,487	
	Ne sait pas	1,485	0,459 4,805	0,509	
Niveau de confiance pour la hausse du coût de la vie (ref.: Pas du tout/Plutôt pas)	Moyen	1,295	0,834 2,010	0,250	
	Tout à fait/Plutôt confiance	1,039	0,528 2,045	0,912	

	Aucune opinion	0,551 (-)	0,126	2,401	0,427
Niveau de confiance pour le prix de l'énergie (essence...) (ref.: Pas du tout/Plutôt pas)	Moyen	0,714 (-)	0,455	1,121	0,143
	Tout à fait/Plutôt confiance	0,538 (-)	0,253	1,144	0,107
	Aucune opinion	0,979 (-)	0,290	3,297	0,972
Niveau de confiance pour la montée des prix de l'immobilier (ref.: Pas du tout/Plutôt pas)	Moyen	0,771 (-)	0,499	1,191	0,241
	Tout à fait/Plutôt confiance	1,385	0,723	2,653	0,326
	Aucune opinion	0,691 (-)	0,294	1,626	0,398
Niveau de confiance pour l'endettement des ménages (ref.: Pas du tout/Plutôt pas)	Moyen	0,925 (-)	0,616	1,388	0,705
	Tout à fait/Plutôt confiance	0,594 (-)	0,284	1,245	0,168
	Aucune opinion	1,125	0,446	2,837	0,803
Niveau de confiance pour les revenus de retraite et solvabilité des régimes de retraite (ref.: Pas du tout/Plutôt pas)	Moyen	0,974 (-)	0,663	1,432	0,894
	Tout à fait/Plutôt confiance	1,087	0,649	1,821	0,750
	Aucune opinion	1,664	0,659	4,204	0,281
Niveau de confiance pour le chômage (ref.: Pas du tout/Plutôt pas)	Moyen	0,576 (-)	0,388	0,856	0,006
	Tout à fait/Plutôt confiance	1,204	0,788	1,838	0,391
	Aucune opinion	0,346 (-)	0,096	1,249	0,105
Constante		0,425 (-)			0,325

p<0,05
 p<0,1

Tableau 11 : Modèle logit pour expliquer la préoccupation pour les risques économiques et financiers sur le plan collectif (1 = fait partie des deux catégories les plus préoccupantes; 0 = ne fait pas partie des deux catégories les plus préoccupantes) (Baromètre CIRANO 2022)

Après avoir examiné les facteurs qui influencent le plus sur les préoccupations économiques, voyons maintenant chaque enjeu qui se rapporte à l'économie de façon plus détaillée.

Analyse détaillée des perceptions par enjeux économiques et financiers

La hausse du coût de la vie/la hausse des taux d'intérêt

La forte inflation des derniers mois semble avoir conduit à une augmentation de la perception des risques par les Québécois au sujet de la hausse du coût de la vie ou des taux d'intérêt. En effet, 85 % des répondants considèrent qu'il s'agit d'un risque grand ou très grand, en augmentation de 21 points de pourcentage par rapport à 2021. Le niveau de risque perçu pour cet enjeu était déjà sur une tendance haussière entre 2018 et 2021. On note une certaine cohérence avec nos données de la perception des risques avec la croissance de l'IPC global entre 2018 et 2022. En effet, l'IPC global s'établissait à 136,7 en août 2021, soit 7,7 points de plus qu'en 2018, la précédente édition du Baromètre CIRANO.

En juin 2022, l'IPC au Québec s'établissait à 148,7 soit une augmentation de 12 points par rapport à août 2021¹⁹.

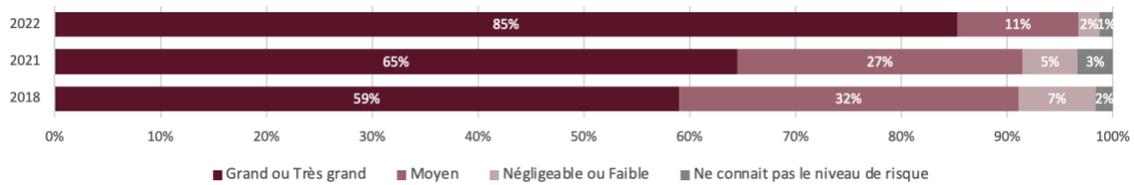


Figure 71 : Niveaux de risque perçus pour l'enjeu « La hausse du coût de la vie/des taux d'intérêt » entre 2018 et 2022 (Baromètre CIRANO 2022)

La proportion de Québécois qui perçoit un risque élevé pour la hausse du coût de la vie monte à 90 % parmi les femmes (contre 80 % des hommes), 88 % pour les habitants des autres régions (excluant Québec RMR) (contre 83 % des habitants de Montréal RMR), 89 % chez les 55-74 ans (contre 79 % chez les 75 ans et plus), 86 % chez les francophones et 83 % chez les anglophones (contre 70 % chez les allophones) et finalement 87 % pour les personnes titulaires d'un diplôme du secondaire ou collégial (contre 79 % chez les personnes titulaires d'un baccalauréat). Il faut noter que le niveau de revenus n'influence pas les réponses à l'évaluation du risque au sujet de la hausse du coût de la vie.

Le niveau de confiance dans le gouvernement associé à cet enjeu est faible avec seulement 11 % des Québécois qui ont plutôt ou tout à fait confiance et même 63 % qui n'ont plutôt pas ou pas du tout confiance. On constate que la confiance envers le gouvernement pour gérer l'enjeu de la hausse du coût de la vie s'était améliorée lors de l'édition 2021, en plein cœur de la pandémie. En 2022, la part des Québécois qui ne fait pas du tout ou plutôt pas confiance est revenue sensiblement au même niveau qu'en 2018. D'ailleurs, le niveau moyen de confiance perçue dans le gouvernement est passé de 2,2 à 2,35 entre 2018 et 2021 (hausse significative) pour finalement retrouver son niveau de 2018 en s'établissant à 2,18 en 2022.

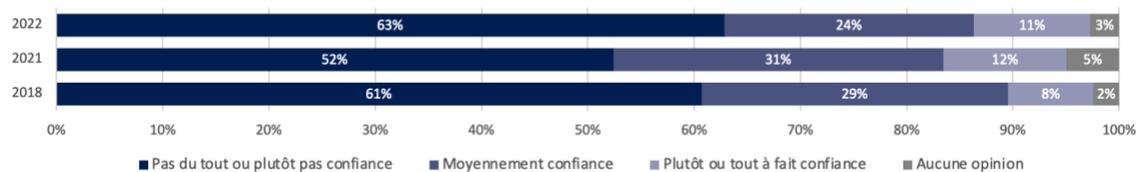


Figure 72 : Niveaux de confiance perçus pour l'enjeu « La hausse du coût de la vie/des taux d'intérêt » entre 2018 et 2022 (Baromètre CIRANO 2022)

Il n'y a pas de réelles différences significatives selon les divers profils sociodémographiques.

¹⁹ Source : données extraites des tableaux Source(s) : Tableaux 18-10-0004-01 et 18-10-0007-01 de Statistique Canada.

Le prix de l'énergie (essence...)

Porté par le cours du prix du baril du pétrole, le prix de l'essence a fortement augmenté au cours des derniers mois et cela se ressent sur les perceptions des Québécois. Ainsi, 82 % des répondants estiment qu'il s'agit d'un risque grand ou très grand. Cette proportion est en augmentation de 23 points par rapport à 2021. Entre 2018 et 2021, le niveau de risque perçu était resté très stable. Ces perceptions sont en adéquation avec le contexte de cette dernière édition du Baromètre, caractérisé par une explosion des cours du pétrole et plus précisément, une hausse très importante des prix de l'essence à la pompe pour les consommateurs (dépassant le seuil psychologique de 2 \$ par litre en mai 2022). Le niveau de risque perçu semble suivre l'évolution du prix de l'essence puisque le prix moyen pour de l'essence ordinaire sans plomb à Montréal s'établissait en avril 2018 à 1,37\$/L, en août 2021 à 1,41 \$/L et en juin 2022 à 2,16\$/L²⁰.

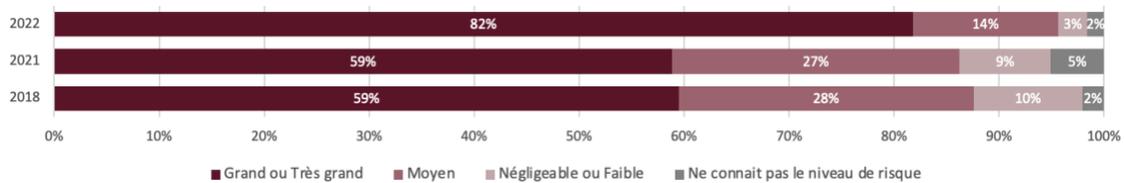


Figure 73 : Niveaux de risque perçu pour l'enjeu « Le prix de l'énergie (essence...) » entre 2018 et 2022 (Baromètre CIRANO 2022)

Des différences significatives sont notables selon les caractéristiques suivantes :

- Le sexe : 87 % des femmes voient un risque grand ou très grand, contre 78 % des hommes
- L'âge : les jeunes (18-34 ans) sont moins nombreux à considérer un risque grand ou très grand pour cet enjeu que les 55-74 ans (74 % contre 90 % des jeunes) et que les 75 ans et plus (83 %).
- La scolarité : les répondants titulaires d'un diplôme au plus de niveau secondaire (88 %) ou de niveau collégial (84 %) sont plus nombreux à percevoir un risque grand ou très grand pour le prix de l'énergie (essence...) par rapport à ceux qui détiennent un diplôme universitaire (73 % de niveau baccalauréat et 69 % de niveau maîtrise-doctorat).
- La présence d'enfants : 84 % des personnes sans enfant perçoivent des risques grands ou très grands contre 76 % pour les personnes avec enfants
- L'occupation : les retraités sont plus nombreux que les personnes actives (88 % des retraités contre 78 % des actifs) et plus nombreux que les étudiants (88 % contre 78 % des étudiants) à percevoir des risques grands ou très grands pour le prix de l'énergie (essence...).

²⁰ Source : Tableau : 18-10-0001-01, Statistique Canada, consulté le 16 août 2022.

Seuls 10 % des Québécois ont confiance dans le gouvernement pour gérer l'enjeu du prix de l'énergie (essence...). 65 % n'ont même pas du tout ou plutôt pas confiance. On constate le même effet de variations et la même polarisation des opinions sur les trois dernières éditions du Baromètre que pour l'enjeu de la hausse du coût de la vie. Ainsi, la confiance envers le gouvernement pour gérer l'enjeu des prix de l'énergie (essence...) s'était améliorée lors de l'édition 2021, en plein cœur de la pandémie. En 2022, la part des Québécois qui ne fait pas du tout ou plutôt pas confiance a augmenté à nouveau pour se rapprocher du niveau de 2018; toutefois, la part des Québécois faisant plutôt ou tout à fait confiance au gouvernement quant à elle est presque identique entre 2021 et 2022 (en augmentation par rapport à 2018). D'ailleurs, si on regarde la confiance moyenne sur une échelle de 5 points, elle est plus élevée en 2022 qu'en 2018 (2,09/5 vs 1,94/5).

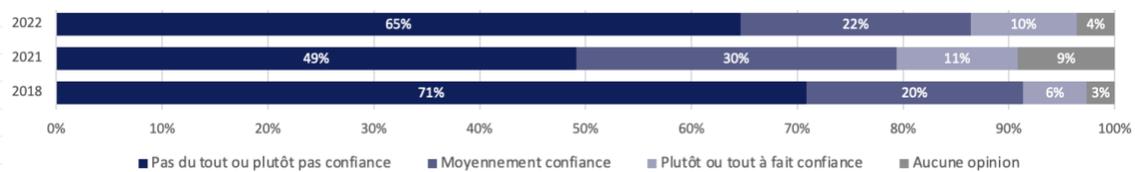


Figure 74 : Niveaux de confiance perçue pour l'enjeu «Le prix de l'énergie (essence...)» entre 2018 et 2022 (Baromètre CIRANO 2022)

Les Québécois sont 75 % dans la région de Québec RMR à ne pas avoir confiance dans le gouvernement pour gérer l'enjeu des prix de l'énergie (essence...), contre 63 % à Montréal RMR et 65 % dans les autres régions. Les allophones sont les moins nombreux à ne pas avoir confiance dans le gouvernement (48 % des allophones contre 78 % des anglophones et 65 % des francophones). Ce sont les 18-34 ans qui sont les moins nombreux à ne pas faire confiance au gouvernement pour gérer cet enjeu (58 % des 18-34 ans n'ont pas confiance contre plus de 65 % pour les autres catégories d'âge).

L'accès à un logement abordable et la montée des prix de l'immobilier

Deux enjeux en lien avec les prix de l'immobilier ont été ajoutés en 2021 au Baromètre CIRANO. Leur entrée a fortement marqué le classement de l'ensemble des enjeux en 2021 puisqu'ils se classaient à la 2^e et 5^e place du classement des enjeux présentant un risque grand ou très grand, sur 53 enjeux. Cette année encore, ces enjeux occupent la tête du classement : 78 % perçoivent un risque grand ou très grand pour l'accès à un logement abordable (4^e au classement, en hausse de 10 points par rapport à 2021) et 75 % perçoivent un risque grand ou très grand pour la montée des prix de l'immobilier (6^e au classement, en hausse de 9 points par rapport à 2021). Ces perceptions ne sont pas surprenantes alors que ces enjeux font la manchette de l'actualité depuis plusieurs mois, et d'autant plus au moment de l'enquête qui se situait en plein cœur de la période des déménagements au Québec.

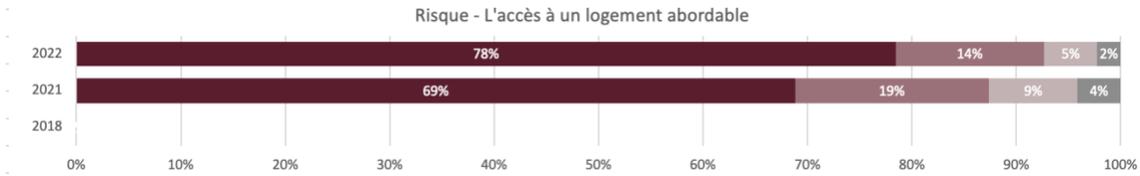


Figure 75 : Niveaux de risque perçu pour l'enjeu «L'accès à un logement abordable» entre 2018 et 2022 (Baromètre CIRANO 2022)

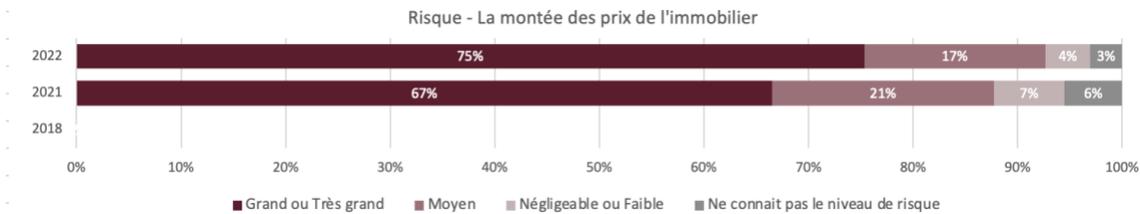


Figure 76 : Niveaux de risque perçu pour l'enjeu «La montée des prix de l'immobilier» entre 2018 et 2022 (Baromètre CIRANO 2022)

Il existe certaines différences significatives selon les profils pour ces perceptions de risque :

- Le sexe : Les femmes sont plus nombreuses que les hommes à percevoir un risque grand ou très grand pour ces deux enjeux (85 contre 71 % pour le logement abordable et 83 % des femmes contre 67 % des hommes pour la montée des prix de l'immobilier)
- L'âge : les plus de 55 ans sont les plus nombreux à percevoir un risque élevé pour ces deux enjeux (85 % des 55-74 ans contre 75 % des 35-54 ans et 71 % des 18-34 ans pour l'enjeu du logement abordable - 81 % des 55-74 ans [contre 71 % des 18-34, 73 % des 35-54 ans et 76 % des 75 ans et plus] pour l'enjeu des prix de l'immobilier)
- Le revenu : Les répondants qui ont des revenus de moins de 40000 \$ sont les plus nombreux à considérer un risque grand ou très grand pour ces deux enjeux (87 % des personnes touchant moins de 40000 \$ contre 77 % des personnes touchant entre 40 et 80000 \$ et 74 % des personnes touchant plus de 80000 \$ pour l'enjeu du logement abordable - 80 % des personnes avec les revenus les plus faibles (contre 73 % pour celles touchant entre 40 et 80000 \$ et 74 % parmi ceux touchant plus de 80000 \$) pour la montée des prix de l'immobilier.

Il semble que ces perceptions soient partagées par tous les répondants, peu importe leur lieu d'habitation ce qui porterait à penser que la problématique est généralisée sur l'ensemble du territoire du Québec.

L'accès à un logement abordable est l'enjeu parmi les 53 enjeux/projets pour lequel la proportion de répondants ayant plutôt ou tout à fait confiance au gouvernement est la plus faible, à hauteur de 8 %.

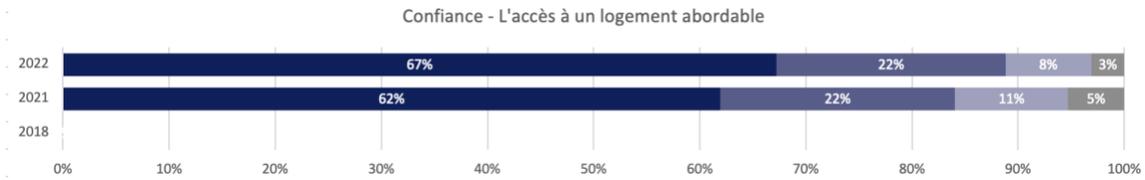


Figure 77 : Niveaux de confiance perçue pour l'enjeu « L'accès à un logement abordable » entre 2018 et 2022 (Baromètre CIRANO 2022)



Figure 78 : Niveaux de confiance perçue pour l'enjeu « La montée des prix de l'immobilier » entre 2018 et 2022 (Baromètre CIRANO 2022)

67 % n'ont pas confiance dans le gouvernement pour gérer l'enjeu de l'accès à un logement abordable (ce qui en fait l'enjeu pour lequel la proportion des personnes n'ayant pas du tout ou plutôt pas confiance est la plus grande, en augmentation de 5 points par rapport à 2021). 60 % n'ont pas confiance pour l'enjeu de la montée des prix de l'immobilier (en augmentation de 8 points par rapport à 2021). L'analyse des différences en fonction des variables sociodémographiques montre que ce sont davantage les plus de 75 ans qui n'ont pas confiance ainsi que les anglophones.

Ces constats sur l'immobilier ne sont pas surprenants puisque de nombreux indicateurs sur l'immobilier considérés montrent une dégradation de la situation en termes d'accès à la propriété dans les dernières années. Par exemple, l'indice des prix des logements neufs au Québec est passé de 101,9 en avril 2018 à 131,4 en août 2021 et à 141,5 en juin 2022²¹. Nous pouvons également comparer les données du Baromètre à l'évolution de l'Indice de prix Teranet – Banque Nationale qui évalue le prix des maisons sur le marché. Comme nous n'avons que deux éditions du Baromètre pour les enjeux en lien avec l'immobilier, nous allons comparer les données de l'indice pour août 2021 et juin 2022, les deux mois de collectes. En août 2021, l'Indice des Prix de Maison Teranet – Banque National s'établissait à 285 pour l'indice Composite 11²², 246 pour Montréal et 209 pour Québec. En juin 2022, au moment de la collecte du Baromètre 2022, ces indices s'établissaient alors à 322 pour l'indice Composite 11, 275 pour Montréal et 226 pour Québec, soit une augmentation de 12 % sur un an pour Montréal et 7,5 % sur un an pour Québec (Teranet et Banque Nationale du Canada, 2022).

Par ailleurs, les taux d'inoccupation sont très faibles, en particulier en banlieue de Montréal (1,1 %) et le taux d'inoccupation des copropriétés offertes en location a diminué en 2021 pour s'établir à 1,4 %. Cette baisse s'explique par la reprise de la demande locative

²¹ Source : Statistique Canada. [Tableau 18-10-0205-01 Indice des prix des logements neufs, mensuel, consulté le 29 août 2022](#)

²² L'indice Composite 11 correspond à 11 grandes agglomérations du Canada : Ottawa-Gatineau, Toronto, Hamilton, Winnipeg, Edmonton, Calgary, Vancouver, Victoria, Halifax, Québec City et Montréal.

(internationale et étudiante) et par une offre qui n’a pratiquement pas bougé. [Société Canadienne d’Habitation et de Logement (SCHL), 2022]. En revanche, d’autres indicateurs ne sont pas aussi mauvais : par exemple, l’analyse des données sur la proportion des ménages éprouvant des besoins impérieux en matière de logement, qui viennent tout juste d’être publiés avec les métadonnées de l’Enquête sur le logement de 2021 montre qu’entre 2018 et 2021, pour le Québec globalement 6 % des ménages avaient des besoins impérieux en matière de logement en 2021 contre 7,2 % en 2018 (tout mode d’occupation confondu) (pour les propriétaires 2 % en 2018 et 2,5 % en 2021, alors que pour les locataires, on observe 15,6 % en 2018 contre 11,5 % en 2021) (Statistique Canada, 2022d).

L’endettement des ménages

Selon les résultats du Baromètre 2022, l’endettement des ménages représente un risque grand ou très grand pour 73 % des répondants, ce qui le place au 7e rang des enjeux perçus les plus risqués sur 53 à l’étude. Alors que la tendance inverse se manifestait entre 2011 et 2018, le risque perçu par les Québécois pour l’endettement n’a cessé d’augmenter depuis 2018 (passant de 57 % la population qui considérait un risque grand ou très grand pour l’endettement en 2018 à 60 % en 2021). Le niveau moyen de risque perçu est logiquement en progression avec une moyenne qui passe de 3,76/5 à 4,04/5 entre 2021 et 2022.

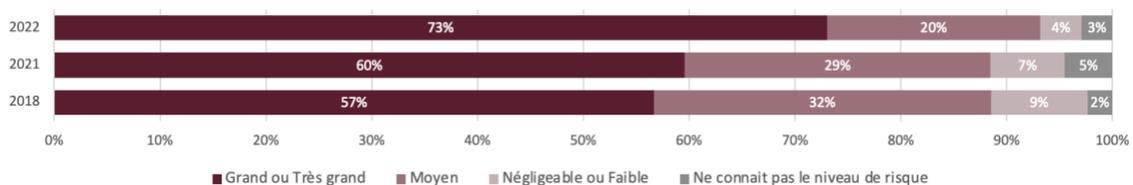


Figure 79 : Niveaux de risque perçu pour l’enjeu « L’endettement des ménages » entre 2018 et 2022 (Baromètre CIRANO 2022)

79 % des femmes perçoivent même des risques grands ou très grands pour cet enjeu contre 67 % des hommes. Il y a également des différences selon les classes d’âge. En effet, les 18-34 ans sont moins nombreux que toutes les autres classes d’âge à trouver un risque élevé (67 % des 18-34 ans contre 72 % des 35-54 ans, 77 % des 55-74 ans et 74 % des plus de 75 ans). Les étudiants sont moins nombreux que l’ensemble des autres catégories d’occupation à percevoir un risque élevé pour cet enjeu (61 % pour les étudiants contre 70 % pour les personnes actives, 76 % pour les personnes inactives et 77 % pour les retraités). Les retraités sont aussi significativement plus nombreux que les personnes actives à indiquer un risque grand. Les anglophones sont moins nombreux que les francophones à percevoir un risque élevé (58 % contre 74 % des francophones). Enfin, les personnes titulaires d’un diplôme de niveau secondaire et celles titulaires d’un diplôme de niveau collégial sont plus nombreuses que celles ayant un baccalauréat ou un diplôme de 2^e ou 3^e cycle universitaire à voir un risque élevé (57 % des personnes titulaires d’un

baccalauréat 58 % des personnes avec une maîtrise ou un doctorat contre 78 % des diplômés du secondaire et 79 % des diplômés de niveau collégial).

55 % des Québécois n'ont pas du tout ou plutôt pas confiance dans le gouvernement pour la gestion de l'endettement des ménages, proportion qui est en progression par rapport à 2021 (où ce n'étaient que 47 % des Québécois), mais qui s'établit au même niveau que 2018. Il en est de même lorsque l'on regarde les moyennes des niveaux de confiance : la moyenne diminue en 2022 par rapport à 2021 pour retrouver le niveau de 2018 (2,27/5 en 2022 contre 2,46/5 en 2021 et 2,26/5 en 2018).

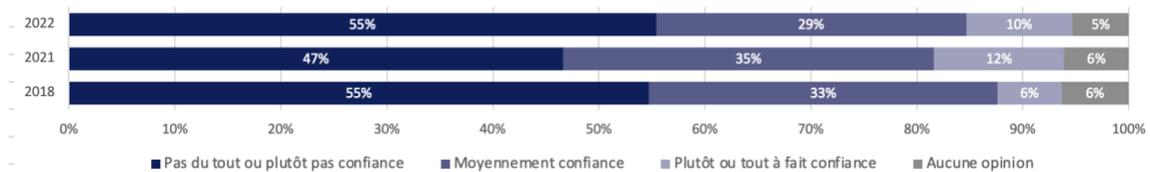


Figure 80 : Niveaux de confiance perçue pour l'enjeu « L'endettement des ménages » entre 2018 et 2022 (Baromètre CIRANO 2022)

Les habitants en zone rurale seront plus nombreux à ne pas avoir confiance (61 %) par rapport aux urbains (54 %). Les 55-74 ans sont significativement moins nombreux (48 %) que les 35-54 ans (63 %) et les plus de 75 ans (61 %) à avoir une confiance faible. Enfin, les anglophones sont les plus nombreux à avoir une confiance faible (79 % contre 53 % des francophones et 59 % des allophones).

Les revenus de retraite et la solvabilité des régimes de retraite

Plus de la moitié des Québécois voient un risque grand ou très grand pour l'enjeu des revenus de retraite et de la solvabilité des régimes de retraite (54 %). Cette proportion est en progression par rapport à 2021 où elle s'établissait à 44 %, et en progression également, bien que dans une moindre importance, en comparaison des données de 2018 (51 %). Si l'on regarde la moyenne des niveaux de risque toutefois, bien que le niveau de risque augmente entre 2021 et 2022, passant de 3,49 à 3,68/5, il revient à son niveau de 2018 (3,62/5, la différence n'étant pas significative).

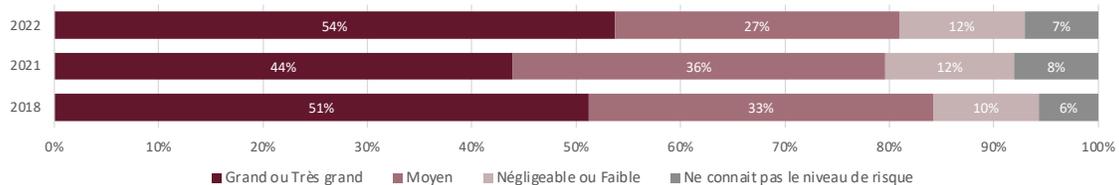


Figure 81 : Niveaux de risque perçus pour l'enjeu « Les revenus de retraite et la solvabilité des régimes de retraite » entre 2018 et 2022 (Baromètre CIRANO 2022)

57 % des femmes voient un risque élevé contre 51 % des hommes. Les plus de 75 ans sont beaucoup moins nombreux que toutes les autres catégories d'âge à voir un risque élevé (34 % d'entre eux contre 49 % des 18-34 ans, 57 % des 35-54 ans et 58 % des 55-74 ans). Les personnes titulaires d'un baccalauréat ou d'un diplôme du 2^e ou 3^e cycle universitaire sont moins nombreuses que celles ayant un diplôme de niveau collégial à percevoir un risque élevé pour l'enjeu des revenus de retraite (48 % des diplômés universitaires du 1^{er} cycle, 47 % du 2^e ou 3^e cycle contre 55 % des diplômés du secondaire et 56 % des diplômés du collégial). Enfin, les personnes touchant entre 40 et 80 000 \$ sont plus nombreuses à considérer des risques élevés que celles touchant moins de 40 000 \$ (59 % contre 49 % des Québécois avec un revenu de moins de 40 000 \$).

Un peu moins d'un Québécois sur cinq a plutôt ou tout à fait confiance dans le gouvernement pour traiter l'enjeu des revenus de retraite (18 %). Ce sont 45 % des répondants qui n'ont pas du tout ou plutôt pas confiance dans le gouvernement pour traiter cet enjeu. Cette dernière proportion augmente par rapport à 2021 où elle n'était que de 39 %, mais n'augmente pas suffisamment pour atteindre le très faible niveau de confiance de 2018. La moyenne des niveaux de confiance dans le gouvernement passe d'ailleurs de 2,32/5 en 2018 à 2,69 en 2021 pour redescendre à 2,50/5 (niveau moyen supérieur à 2018).

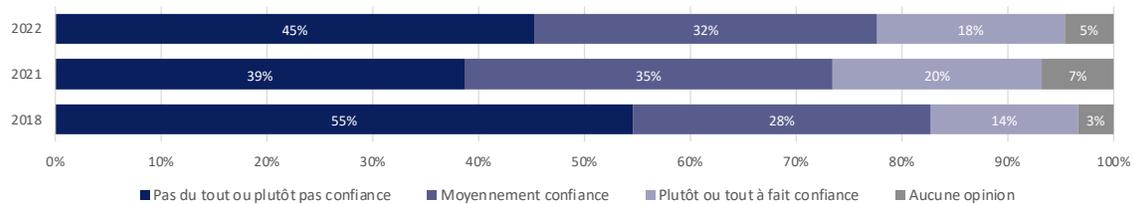


Figure 82 : Niveaux de confiance perçue pour l'enjeu « Les revenus de retraite et la solvabilité des régimes de retraite » entre 2018 et 2022 (Baromètre CIRANO 2022)

Les habitants des autres régions sont moins nombreux à avoir une confiance faible dans le gouvernement que les régions de Québec RMR et Montréal RMR (41 % contre 48 % des habitants de Montréal et 50 % des habitants de Québec). Ce sont 47 % des femmes qui ont une confiance faible contre 43 % des hommes. Les personnes en couple sont plus nombreuses à percevoir de grands risques pour l'enjeu des revenus de retraite que les personnes célibataires (48 % contre 42 %). Les 35-54 ans sont les plus nombreux à avoir une confiance faible dans le gouvernement (53 % des 35-54 ans, contre 41 % des 18-34 ans, 43 % des 55-74 ans et 38 % des plus de 75 ans). Les anglophones sont nettement les plus nombreux à ne plutôt pas ou ne pas avoir du tout confiance dans le gouvernement au sujet des revenus de retraite (61 % d'entre eux contre 44 % des francophones et 43 % des allophones). Enfin, les personnes actives sont plus nombreuses que les retraités à avoir une confiance faible dans le gouvernement (49 % contre 40 % des retraités).

Le chômage

Le dernier enjeu en lien avec l'économie est assez singulier sur le plan de ces perceptions. En effet, c'est le seul enjeu économique dont le niveau de risque perçu est plutôt faible avec seulement 28 % des Québécois qui considèrent cet enjeu comme présentant un risque grand ou très grand, une proportion relativement stable par rapport à 2021 (différence non significative), et aussi par rapport à 2018. En revanche, la proportion de répondants considérant qu'il s'agit d'un risque faible ou négligeable passe 27 % en 2021 à 37 % en 2022, faisant donc passer la moyenne des niveaux de risque de 3,10/5 en 2021 à 2,92/5 en 2022 (3,07 en 2018). On peut donc dire que le niveau de risque moyen diminue grandement entre 2018 et 2022.

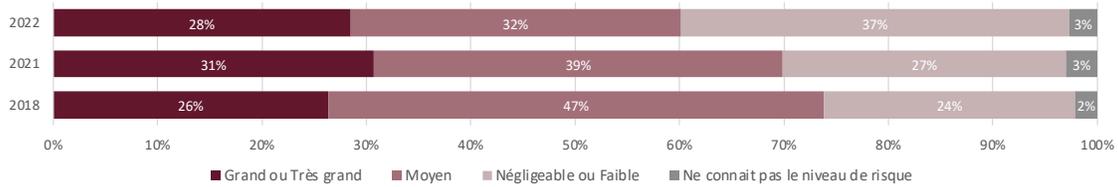


Figure 83 : Niveaux de risque perçu pour l'enjeu « Le chômage » entre 2018 et 2022 (Baromètre CIRANO 2022)

Au sujet des différences sociodémographiques, ce sont même seulement 18 % parmi les habitants de Québec RMR, contre 32 % des habitants de Montréal et 26 % des habitants des autres régions qui perçoivent un risque élevé pour le chômage. 36 % des femmes voient un risque grand ou très grand alors que cette proportion n'est que de 20 % chez les hommes. De manière logique, les personnes inactives (qui comprend les personnes en chômage et au foyer) sont beaucoup plus nombreuses que les autres catégories d'occupation à percevoir un risque grand ou très grand (52 % d'entre elles contre 26 % des personnes actives, 28 % des étudiants et 25 % des retraités). Les personnes touchant moins de 40000 \$ vont considérer que le chômage présente un risque élevé à hauteur de 35 %, contre 27 % pour ceux touchant entre 40 et 80000 \$ et 26 % chez ceux percevant plus de 80000 \$.

Le chômage est aussi l'enjeu économique du Baromètre CIRANO qui recueille la confiance la plus élevée avec un tiers des répondants qui a plutôt ou tout à fait confiance. Bien que la moyenne des niveaux de confiance semble plutôt baisser entre 2021 et 2022, passant de 3,12/5 à 2,96/5, cette confiance est tout de même meilleure qu'en 2018 où elle s'établissait à 2,84/5.

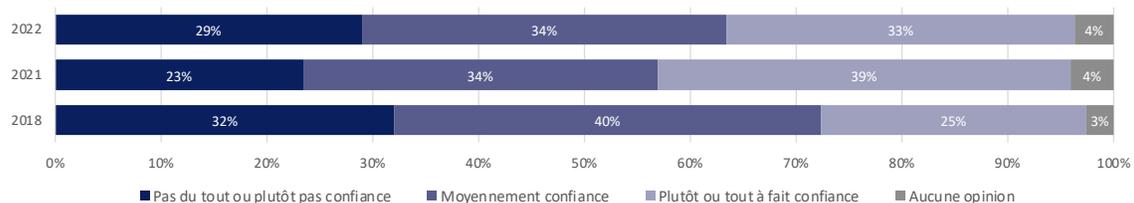


Figure 84 : Niveaux de confiance perçue pour l'enjeu « Le chômage » entre 2018 et 2022 (Baromètre CIRANO 2022)

Ce sont les 55-74 ans qui sont les plus nombreux à avoir plutôt ou tout à fait confiance dans le gouvernement pour gérer l'enjeu du chômage (43 % d'entre eux contre 26 % des moins de 35 ans, 29 % des 35-54 ans et 26 % des plus de 75 ans). La confiance varie de façon importante selon la langue : 36 % des francophones ont confiance, alors que ce sont seulement 10 % des anglophones et 13 % des allophones. Les personnes ayant un diplôme de niveau secondaire sont les moins nombreuses à avoir une confiance élevée dans le gouvernement pour gérer l'enjeu du chômage (28 % d'entre elles contre 36 % pour les Québécois détenant un diplôme du collégial, 33 % pour ceux avec un diplôme universitaire du 1^{er} cycle et 34 % pour ceux avec un diplôme universitaire de 2^e ou 3^e cycle). Enfin, encore là de manière plutôt logique, ce sont 43 % des retraités qui déclarent avoir plutôt ou tout à fait confiance dans le gouvernement pour gérer cet enjeu, contre 26 % des inactifs et 28 % des actifs.

Ainsi, la baisse significative des niveaux de risque perçu pour le chômage et l'amélioration de la confiance dans le gouvernement pour gérer cet enjeu semble refléter la réalité puisque le taux de chômage est actuellement à son plus bas. En effet, le taux de chômage au Québec a progressivement diminué de 2011 à 2018, passant de 6,9 % en 2011 à 4,9 % en 2018. En 2020, le taux de chômage a remonté en raison de la pandémie de la COVID-19, puis s'est stabilisé à 6 % au mois d'août 2021 (mois de l'enquête du Baromètre). Au moment de l'édition 2022 du Baromètre, soit en juin 2022, le taux de chômage au Québec se chiffrait à 4,1 %, un creux record.²³

RÉCAPITULATIF

Les différents enjeux économiques évoluent différemment au gré des éditions du Baromètre CIRANO. Ainsi, les enjeux touchant aux prix, comme la hausse du coût de la vie, le prix de l'énergie (essence...), l'accès à un logement abordable et la montée des prix de l'immobilier voient tous leur niveau de risque grandement augmenter entre 2018 et 2022, soit à travers une croissance également entre 2018 et 2021 soit une stagnation de 2018 à 2021 (pour l'enjeu des prix de l'essence uniquement). En revanche, la confiance n'évolue pas de la même façon pour tous ces enjeux ayant trait à un prix. En effet, la hausse du coût de la vie voit son niveau de confiance en 2022 redescendre à son niveau pré-pandémique (après une hausse du niveau de confiance pour l'année 2021, en plein cœur de la pandémie), alors que les prix de l'énergie (essence...) sont associés en 2022 à un niveau de confiance plus élevé que leur niveau pré-pandémique. Les enjeux touchant l'immobilier ne sont apparus dans le Baromètre CIRANO qu'en 2021 et pour ces deux enjeux le niveau de confiance a diminué de 2021 à 2022. Les revenus de retraite et le chômage sont deux enjeux économiques qui ont une évolution bien singulière par rapport aux autres enjeux. Ainsi, le risque en 2022 est revenu plus bas ou égal au niveau pré-pandémique (après une légère baisse du niveau de risque perçu en 2021), alors que la confiance est plus élevée

²³ Source : Statistique Canada (SC), *Enquête sur la population active* (EPA). Adapté par l'Institut de la statistique du Québec (ISQ). – Compilation de l'ISQ. https://statistique.quebec.ca/fr/document/population-active-emploi-et-chomage-regions-administratives-rmr-et-quebec/tableau/caracteristiques-du-marche-du-travail-donnees-mensuelles-desaisonnalisees-regions-administratives-et-ensemble-du-quebec#tri_es=8

qu'avant la pandémie envers le gouvernement pour gérer ces enjeux (après une augmentation très importante de la confiance entre 2018 et 2021 et une légère baisse donc entre 2021 et 2022).

PRÉOCCUPATIONS POUR LES RISQUES ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS				
	Sur le plan personnel		Pour le Québec	
% des Québécois qui les classent parmi leurs deux principales préoccupations	49 % + 10 points vs 2021 Proportion la plus haute depuis 2011 1 ^{re} fois que cette catégorie se classe comme la plus préoccupante en 2022		32 % + 13,7 points vs 2021 Proportion la plus haute depuis 2011 1 ^{re} fois que cette catégorie entre dans le top 3 des enjeux les plus préoccupants depuis 2011	
Facteurs qui augmentent les chances d'être préoccupé	<ul style="list-style-type: none"> • Avoir entre 18 et 34 ans • Percevoir des risques grands ou très grands pour la hausse du coût de la vie (x5,9) • Percevoir des risques moyens pour la montée des prix de l'immobilier • Ne pas savoir le niveau de risque pour l'endettement des ménages (x6,8) • Percevoir des risques grands ou très grands pour les revenus de retraite • Ne pas avoir d'opinion sur la confiance dans le gouvernement pour gérer le chômage (x7) 		<ul style="list-style-type: none"> • Avoir entre 18 et 34 ans (x2,5) • Avoir des revenus de plus de 80000 \$ 	
Facteurs qui augmentent les chances de NE PAS être préoccupé	<ul style="list-style-type: none"> • S'informer sur Internet (site Web) et auprès des gouvernements • Habiter à Montréal RMR • Ne pas avoir d'opinion sur la confiance pour gérer le prix de l'énergie • Avoir confiance dans le gouvernement pour la gestion de l'endettement 		<ul style="list-style-type: none"> • S'informer beaucoup auprès de sa famille et ses amis • Percevoir des risques élevés pour la montée des prix de l'immobilier • Avoir confiance moyenne dans le gouvernement pour la gestion du chômage 	
	Hausse du coût de la vie	Prix de l'énergie (essence)	Accès à un logement abordable	Montée des prix de l'immobilier
% de la population percevant des RISQUES grands ou très grands	85 % +21 points vs 2021 Niveau moyen de risque perçu le plus élevé de toutes les éditions du Baromètre	82 % +23 points vs 2021 Stabilité 2018 et 2021 Augmentation en 2022	78 % +10 points vs 2021	75 % +9 points vs 2021
% de la population n'ayant PAS DU TOUT OU PLUTÔT PAS CONFIANCE dans le gouvernement	63 % Niveau moyen de confiance perçue : - moins bon qu'en 2021 - identique à 2018	65 % Niveau moyen de confiance perçue - moins bon qu'en 2021 - mieux qu'en 2018	67 % + 5 points vs 2021 Enjeu pour lequel la confiance est la plus faible sur les 53 à l'étude	60 % + 8 points vs 2021

	Endettement des ménages	Revenus de retraite et solvabilité des régimes de retraite	Chômage
% de la population percevant des RISQUES GRANDS OU TRÈS GRANDS	73 % +13 points vs 2021 Niveau moyen de risque perçu en augmentation constante depuis 2018	54 % + 10 points vs 2021 Niveau moyen de risque perçu - moins bon qu'en 2021 - identique à 2018	28 % Niveau moyen de risque perçu en baisse vs 2021 et 2018
% de la population n'ayant PAS DU TOUT OU PLUTÔT PAS CONFIANCE dans le gouvernement	55 % Niveau moyen de confiance perçue - moins bon qu'en 2021 - identique à 2018	45 % Niveau moyen de confiance perçue -moins bon qu'en 2021 - mieux qu'en 2018	29 % Niveau moyen de confiance perçue -moins bon qu'en 2021 - mieux qu'en 2018

CONCLUSION ET SYNTHÈSE

Le *Baromètre CIRANO 2022* sur la perception des risques fait le point sur les préoccupations et les perceptions des Québécois sur 53 enjeux de société, tels que l'accès aux services de santé et à l'éducation, les changements climatiques, la vaccination, le partage des données, la dette publique, la hausse du coût de la vie, l'immobilier ou encore les grands projets énergétiques, etc.

L'édition 2022 du *Baromètre CIRANO* se concentre sur les résultats de l'enquête administrée en ligne du 28 juin au 4 juillet 2022 à un échantillon de 1000 répondants, représentatif de la population du Québec. Cette dernière enquête a été réalisée alors que le Québec connaît un niveau d'inflation plus élevé qu'au cours des quelques trente dernières années, mais aussi sur fond d'une guerre en Ukraine avec tous les effets de déstabilisation qui s'ensuivent, comme la hausse des prix de l'énergie reflétés dans l'inflation ou bien encore la fébrilité des marchés financiers. Les préoccupations des Québécois présentées dans ce rapport sont d'ailleurs le reflet de ce contexte. En outre, bien que la majorité des restrictions sanitaires aient été levées au cours des derniers mois, l'année 2022 marque bien entendu une continuité de la pandémie de la COVID-19, caractérisée par avec un nombre de décès en date de septembre 2022 déjà supérieur à celui de l'année 2021. Ce sont les conséquences économiques de la pandémie qui se font aussi désormais fortement sentir à travers le ralentissement des chaînes d'approvisionnements et les pénuries de main-d'œuvre.

Les auteurs ont donc gardé en trame de fond, et ce, tout au long de leurs analyses, les conséquences humaines et économiques qui se dégagent de cet environnement incertain et qui bien entendu teintent les perceptions des Québécois. Ainsi, bien qu'il soit important de faire ressortir les différences de perceptions entre 2022 et 2021, nous nous sommes également penchés sur les évolutions entre 2018, dernière enquête pré-pandémique, et 2022.

Extrêmement dense en informations de tout ordre, le *Baromètre CIRANO 2022* trace un portrait assez évocateur des priorités des Québécois ; en voici ici les faits les plus marquants.

Pour la première fois depuis la première collecte du *Baromètre CIRANO* en 2011, les enjeux économiques et financiers prennent la tête des préoccupations personnelles des Québécois détrônant ainsi les enjeux reliés au système de santé

À chaque édition du *Baromètre CIRANO*, les personnes interrogées doivent identifier leurs deux principales préoccupations sur le plan personnel et sur le plan collectif parmi une liste

de dix grands enjeux, incluant notamment la santé, l'environnement, l'économie, les risques technologiques, les innovations, les infrastructures, les projets publics ou encore la sécurité.

Bien que les trois principales préoccupations sur le **plan personnel** restent les mêmes depuis 2011, leur classement est différent pour la première fois cette année :

- 1) **49 %** des Québécois ont choisi les **risques économiques et financiers** dans leurs deux principales préoccupations, en hausse de 10 points par rapport à 2021.
- 2) Les risques liés au **système de santé** viennent ensuite, avec une proportion de **47 %**, en hausse de 5 points.
- 3) Les risques **environnementaux et reliés aux ressources énergétiques** figurent parmi les deux principales préoccupations de **29 % des Québécois**, en baisse de 4 points par rapport à 2021. Cette baisse relative est en lien direct avec la très nette et très forte progression des risques perçus pour les enjeux économiques et financiers et pour les enjeux reliés au système de santé.

Sur le **plan collectif**, ce sont les trois mêmes enjeux qui occupent le haut du palmarès, mais dans ce cas, les **risques reliés au système de santé** viennent *avant* les **enjeux économiques et financiers** : 45 % des Québécois ont choisi la santé dans leurs deux principales préoccupations pour le Québec (en hausse de 4 points par rapport à 2021) et 32 % ont choisi l'économie (en hausse de 14 points).

La hausse des préoccupations entre 2021 et 2022 pour les enjeux économiques coïncide avec une période d'incertitude économique et financière importante pour le Québec, se manifestant entre autres par une perte de pouvoir d'achat.

Des préoccupations différentes selon la région, le sexe et l'âge

Sur le plan personnel, les **habitants de la région métropolitaine de Montréal** sont moins préoccupés que les habitants des autres régions (hors région métropolitaine de Québec) par les **risques économiques et financiers** (43 % contre 55 %) et par les **risques naturels**. En revanche, ils sont plus préoccupés par la **sécurité** que les habitants des autres régions, sur le plan collectif, mais aussi sur le plan personnel (à hauteur de 15 % pour les habitants de Montréal contre 8 % pour les autres régions).

Les **habitants de la région métropolitaine de Québec** sont les plus préoccupés, que ce soit sur le plan personnel ou collectif, par les risques reliés aux **infrastructures de transport**. Sur le plan collectif notamment, 36 % des habitants de Québec RMR sont préoccupés par les risques reliés aux infrastructures de transport, contre 15 % des résidents de Montréal RMR et 13 % des habitants des autres régions.

Les **femmes** sont plus préoccupées sur le plan personnel que les hommes par les risques reliés au système de santé (51 % contre 42 % des hommes) et par les risques reliés à la santé publique (28 % contre 21 % des hommes). Les **répondants de plus de 55 ans** sont davantage préoccupés par les risques reliés au système de santé sur le plan personnel. En

revanche, pour les risques économiques et financiers, ce sont les **moins de 35 ans** qui sont les plus préoccupés, tant sur le plan personnel que collectif.

Bien que l’engorgement des urgences fasse encore partie des trois enjeux perçus comme les plus risqués en 2022, deux nouveaux enjeux de nature économique font partie du top 3 pour la première fois cette année : la hausse du coût de la vie et le prix de l’essence

85 % des Québécois perçoivent la **hausse du coût de la vie et des taux d’intérêt** comme un grand ou très grand risque (+21 points par rapport à 2021) et c’est 82 % pour le **prix de l’énergie (essence)** (+23 points par rapport à 2021). Parmi les enjeux perçus comme très risqués, on retrouve majoritairement des enjeux socioéconomiques et reliés aux finances publiques ou encore des enjeux reliés au système de santé.

D’ailleurs, les niveaux moyens de risque perçus en 2022 pour les deux enjeux ayant trait au système de santé sont les plus élevés de toutes les précédentes éditions du Baromètre CIRANO et retrouvent leur niveau de 2011 : **83 % des Québécois perçoivent des risques élevés pour l’engorgement des urgences et 77 % pour l’accès aux services de santé**. En revanche, la confiance pour les enjeux reliés au système de santé est globalement meilleure en 2022 que dans toutes les éditions du Baromètre CIRANO depuis 2011 (et de surcroît meilleure qu’en 2018, année la plus proche prépandémique), sauf en 2021. Marquée par la COVID-19, l’année 2021 avait été une année où tous les niveaux de confiance, peu importe l’enjeu, étaient beaucoup plus élevés que pour toutes les précédentes éditions.

Les **changements climatiques** ne font plus partie cette année des trois enjeux perçus comme les plus risqués comme c’était le cas en 2021, mais le niveau moyen de risque perçu demeure très élevé et significativement plus élevé qu’en 2018.

La vaccination, la production d’énergie à partir de sources éolienne ou solaire et l’immigration sont les trois enjeux pour lesquels l’acceptabilité sociale de la population est la plus forte

Plus des trois quarts de la population se dit très ou moyennement favorable à ces 3 enjeux. Alors que le contexte pandémique a entraîné une augmentation du risque perçu associé à la vaccination, la population semble avoir mesuré l’ampleur des bénéfices collectifs reliés à cet enjeu, puisque l’acceptabilité sociale envers la vaccination n’a jamais été aussi élevée que ces deux dernières éditions du Baromètre.

Les Québécois sont très cohérents dans leurs réponses : pour tous les enjeux pour lesquels ils sont opposés, le niveau de risque perçu est supérieur au niveau de bénéfices perçus et le niveau de confiance est relativement faible. Inversement, pour tous les enjeux pour lesquels ils sont favorables, les bénéfices perçus sont supérieurs aux risques perçus et la confiance est plus élevée.

La pandémie a indubitablement exacerbé certaines préoccupations et les risques perçus ainsi que le niveau de confiance envers le gouvernement pour gérer certains enjeux présentent souvent un effet « boomerang » entre 2018 et 2022

La stricte comparaison des données de 2021 avec celles de 2022 peut cacher l'évolution réelle des perceptions. En effet, le Québec était en plein cœur d'une pandémie lors de l'édition 2021 du Baromètre et dans ce contexte, bien souvent, **certaines préoccupations sont exacerbées**. Bien que l'on constate une diminution de la confiance globale entre 2021 et 2022, il semble pourtant qu'en 2022, alors qu'on semble sortir de la pandémie, le niveau de confiance soit plutôt revenu au niveau de 2018 voire s'est amélioré dépendamment des enjeux.

En ce qui concerne le risque perçu, certaines perceptions se sont confirmées à travers le temps, surtout pour les enjeux économiques : la tendance à la hausse amorcée en 2018 s'est poursuivie en 2022. En revanche, on remarque le plus souvent un **effet « boomerang » pour les perceptions**. Pour les enjeux en lien avec la santé, il y a eu une baisse du **niveau de risque** perçu entre 2018 et 2021 puis le risque a augmenté en 2022, pour atteindre des niveaux de risque généralement plus élevés qu'en 2018. En ce qui concerne la **confiance dans le gouvernement**, après une amélioration entre 2018 et 2021 pour les enjeux de santé et d'économie, celle-ci a diminué cette année et retrouve un niveau proche du niveau prépandémique de 2018.

Un besoin d'améliorer le niveau de littératie des Québécois en économie

Ceux qui ne savent pas évaluer le niveau de risque pour l'endettement des ménages ont presque 7 fois plus de chances d'être préoccupés par les risques économiques et financiers. Ce résultat ainsi que d'autres perceptions du Baromètre en lien avec les enjeux économiques témoignent d'un besoin d'améliorer le niveau de littératie en économie des Québécois. La source d'information utilisée est aussi capitale dans ce contexte. Par exemple, ceux qui s'informent beaucoup auprès des gouvernements ont environ 2 fois moins de chances d'être préoccupés par les risques économiques et financiers.

BIBLIOGRAPHIE

- Agence de la santé publique du Canada. (2021). Rapport hebdomadaire sur la couverture vaccinale contre la COVID-19 au Canada. Ottawa : Agence de la santé publique du Canada, le 22 janvier. <https://sante-infobase.canada.ca/covid-19/couverture-vaccinale/>
- Breysse, D. (2009). *Cyber Ingénierie des Risques en Génie Civil : historique, vocabulaire, perception*.
- Commission européenne (2021). Public Opinion in the European Union. <https://europa.eu/eurobarometer/screen/home>
- De Marcellis-Warin, N. et I. Peignier. (2021). Baromètre de la confiance des consommateurs québécois à l'égard des aliments, Rapport de projet CIRANO, 2021RP-08, <https://cirano.qc.ca/fr/sommaires/2021RP-08>
- De Marcellis-Warin, N. et I. Peignier. (2018). Perception des risques au Québec – Baromètre CIRANO 2018, Monographie CIRANO, 2018MO-02, <https://cirano.qc.ca/fr/sommaires/2018MO-02>
- De Marcellis-Warin, N., & Peignier, I. (2011, 2012, 2013 et 2016). Bases de données du Baromètre CIRANO. Site Internet <https://mondo.international/barometre/>
- De Marcellis-Warin, N., Peignier, I., Bui, M. H., Anjos, M. F., Gabriel, S. A., & Guerra, C. (2015). *L'énergie et les changements climatiques - Perceptions québécoises*. Rapport de projet CIRANO 2015RP-08. <https://cirano.qc.ca/fr/sommaires/2015RP-08>
- De Marcellis-Warin, N., Trépanier, M., Peignier, I. (2013). Stratégies logistiques et matières dangereuses. Presses internationales Polytechnique. Septembre. <https://cirano.qc.ca/fr/sommaires/2013MO-02>
- Dufour, R. (2021, novembre 10). *Cybersécurité | Vol de mots de passe à la Laurentienne | La Presse*. <https://www.lapresse.ca/affaires/entreprises/2021-11-10/cybersecurite/vol-de-mots-de-passe-a-la-laurentienne.php>
- Farley, C. (2021). Une nouvelle ère à l'horizon pour l'industrie éolienne québécoise. Ressources Mines et Industrie Vol 1, Numéro 2. <https://www.magazinermi.ca/une-nouvelle-ere-a-lhorizon-pour-lindustrie-eolienne-quebecoise/>
- Forum économique mondial. (2021). *The Global Risks Report 2021, 16th edition*. <https://fr.weforum.org/reports/the-global-risks-report-2021>
- Fournier, M.-E. (2021, novembre 25). Minibudget Girard : Le vaccin anti-inflation d'Eric Girard. *La Presse*. <https://www.lapresse.ca/affaires/chroniques/2021-11-25/minibudget-girard/le-vaccin-anti-inflation-d-eric-girard.php>

- GIEC. (2021). Changement climatique généralisé et rapide, d'intensité croissante, communiqué de presse https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/2021/08/IPCC_WGI-AR6-Press-Release_fr.pdf
- Girard-Bossé, A. (2021, novembre 22). Les hauts et les bas d'une couverture vaccinale. *La Presse*. <https://www.lapresse.ca/covid-19/2021-11-22/les-hauts-et-les-bas-d-une-couverture-vaccinale.php>
- Gomez, M. (2021). June heat wave was the deadliest weather event in Canadian history, experts say. CBC. 2 octobre. <https://www.cbc.ca/news/canada/british-columbia/ubcm-heat-dome-panel-1.6189061>
- Haziza, D. (2005). Inférence en présence d'imputation simple dans les enquêtes : Un survol. *Journal de la Société Française de Statistique*, 146, 69-118.
- Haziza, D., & Beaumont, J.-F. (2007). On the construction of imputation classes in surveys. *International Statistical Review*, 75(1), 25-43.
- Haziza, D., & Kuromi, G. (2008). *Traitement de la non-réponse à une question dans les enquêtes*. <https://ssc.ca/fr/etude-de-cas/traitement-non-reponse-a-une-question-dans-enquetes>
- IEA (2020). *CO2 Emissions from Fuel Combustion: Overview*, IEA, Paris <https://www.iea.org/reports/co2-emissions-from-fuel-combustion-overview>
- Index Santé. (2021, novembre 29). *Taux d'occupation dans les urgences du Québec*. <https://www.indexsante.ca/urgences/>
- Institut Canadien d'Information sur la Santé. (2019). *Outil interactif de l'OCDE : comparaisons internationales—Accès aux soins*. Cih.ca. <https://www.cihi.ca/fr/outil-interactif-de-ocde-comparaisons-internationales-acces-aux-soins>
- Institut de la Statistique du Québec. (2021). *Proportion de la population inscrite auprès d'un médecin de famille*. https://statistique.quebec.ca/docs-ken/vitrine/occupation-vitalite-territoire/documents/services_proximite_03.pdf
- IRSN (2021). Baromètre IRSN 2021 sur la perception des risques et de la sécurité. https://www.irsn.fr/FR/IRSN/Publications/barometre/Documents/IRSN-Barometre_2021-Analyse.pdf
- Joncas, H. (2021, octobre 18). Vol de données chez Desjardins : Le suspect principal a pu effacer de la preuve. *La Presse*. <https://www.lapresse.ca/affaires/entreprises/2021-10-18/vol-de-donnees-chez-desjardins/le-suspect-principal-a-pu-effacer-de-la-preuve.php>
- Kouabenan, D. R., Cadet, B., Hermand, D., & Munoz-Sastre, M. T. . (2006). *Psychologie du risque* :

identifier, évaluer, prévenir (De Boeck). Retrieved from <http://www.deboecksuperieur.com/ouvrage/9782804152178-psychologie-du-risque>

Krewski, D., Lemyre, L., Turner, M. C., Lee, J. E. C., Dallaire, C., Bouchard, L., ... Mercier, P. (2006). Public Perception of Population Health Risks in Canada: Health Hazards and Sources of Information. *Human and Ecological Risk Assessment: An International Journal*, 12(4), 626–644. <https://doi.org/10.1080/10807030600561832>

Leveillé, J.-T. (s. d.). *Nouveau rapport du GIEC | Il est minuit moins une*. Consulté 27 novembre 2021, à l'adresse <https://www.lapresse.ca/actualites/environnement/2021-08-09/nouveau-rapport-du-giec/il-est-minuit-moins-une.php>

Malboeuf, M.C. (2021). Les Québécois prêts à partager leurs données de santé. Article dans La Presse. 5 décembre. <https://www.lapresse.ca/actualites/sante/2021-12-05/sondage-mene-par-la-firme-leger/les-quebecois-prets-a-partager-leurs-donnees-de-sante.php>

Markowski, F., Gaulin, C., Fiset, M., Toth, E., Mercier, M., Direction de la vigie sanitaire, DGAPSP, & MSSS. (2019). *Bulletin québécois de vigie, de surveillance et d'intervention en protection de la santé publique* (N° 9). Santé et Services Sociaux Québec. https://publications.msss.gouv.qc.ca/msss/fichiers/flashvigie/FlashVigie_vol14_no9.pdf

Ministère de la Santé et des Services Sociaux. (2021, novembre 29). *Urgences—Professionnels de la santé*. <https://www.msss.gouv.qc.ca/professionnels/statistiques-donnees-services-sante-services-sociaux/donnees-urgences/>

Ministère de la Santé et des Services Sociaux. (2019, mai 3). *Données de couverture vaccinale au Québec*. Impacts des programmes de vaccination - Professionnels de la santé. <https://www.msss.gouv.qc.ca/professionnels/vaccination/piq-impacts-des-programmes-de-vaccination/donnees-de-couverture-vaccinale-au-quebec/>

Peignier I., et N. de Marcellis-Warin, (2021) « Perceptions des risques liés aux changements climatiques et comportements des Québécois : un portrait à l'heure de la COP26 », Perspectives CIRANO 2021PE-04. <https://cirano.qc.ca/fr/sommaires/2021PE-04>

Peignier I., Bui M. H., Trépanier. M. (2016). Étude sur les enjeux propres aux plateformes multimodales et aux opérations de transbordement des hydrocarbures au Québec. Rapport de projet CIRANO 2016RP-03. <https://cirano.qc.ca/fr/sommaires/2016RP-03>

Plante, C. (2021, août 5). *François Legault instaure le passeport vaccinal pour le Québec*. Le Soleil. <https://www.lesoleil.com/2021/08/05/francois-legault-instaure-le-passeport-vaccinal-pour-le-quebec-ab94806148180307b4c53a59a5d860df>

Reynolds, C. (s. d.). *Le rapport du GIEC concerne directement le Canada, souligne le ministre Wilkinson*. Consulté 27 novembre 2021, à l'adresse

<https://www.lesoleil.com/2021/08/09/le-rapport-du-giec-concerne-directement-le-canada-souligne-le-ministre-wilkinson-11d5b5c5fb79f34cf2bfa708f9ac5135>

STIQ (2020). *Baromètre industriel québécois* (N° 11). <https://www.stiq.com/wp-content/uploads/2016/03/STIQ-Barom%C3%A8tre-11e-%C3%A9dition-web.pdf>

Whitmore, J. et Pineau, P.-O., (2021). *État de l'énergie au Québec 2021*, Chaire de gestion du secteur de l'énergie, HEC Montréal, préparé pour le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles.

ANNEXES

ANNEXE 1 : Tableaux récapitulatifs des préoccupations en fonction des variables différences sociodémographiques

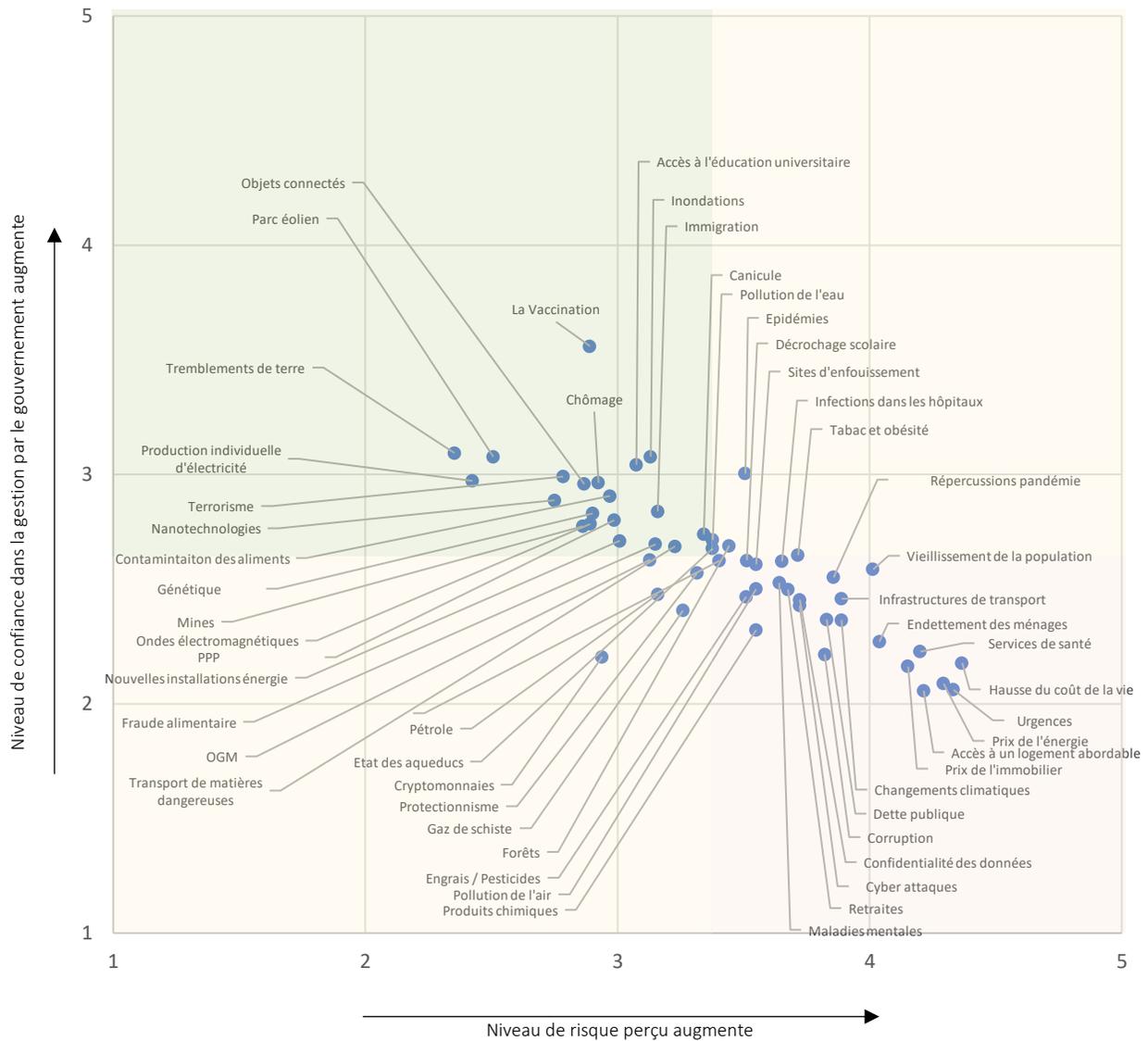
Pour le Québec									
Risques naturels	Risques environnementaux et risques liés aux ressources énergétiques	Risques technologiques	Risques liés aux innovations technologiques	Risques liés à la santé publique	Risques liés au système de santé	Risques liés à la sécurité	Risques économiques et financiers	Risques liés aux infrastructures de transport	Risques liés à la gestion des projets publics
20%	32%	7%	6%	23%	45%	10%	32%	16%	9%
Tous	0,277	0,069 *	0,660	0,830	0,914	0,002 ***	0,372	<0,001 ***	0,629
Grandes régions (KW)	0,277	0,069 *	0,660	0,830	0,914	0,002 ***	0,372	<0,001 ***	0,629
Montréal RMR	19%	33%	7%	6%	21%	13%	34%	15%	8%
Québec RMR	14%	21%	5%	6%	22%	10%	29%	36%	9%
Autres régions	22%	33%	8%	6%	26%	6%	31%	13%	10%
Urbain vs rural (MW)	0,208	0,282	0,034 **	0,773	0,091 *	0,187	0,100	0,074 *	0,029 **
Milieu urbain	20%	35%	6%	6%	22%	11%	33%	17%	8%
Milieu rural	18%	27%	11%	7%	28%	8%	29%	13%	12%
Sexe (MW)	0,528	0,032 **	0,182	0,168	0,466	0,128	0,731	0,355	<0,001 ***
Masculin	19%	29%	8%	7%	24%	9%	34%	17%	12%
Féminin	21%	35%	6%	5%	22%	11%	31%	15%	6%
Âge (KW)	0,002 ***	0,033 **	0,658	0,025 **	0,008 **	0,049 **	<0,001 ***	0,074 *	0,746
18 - 34 ans	12%	30%	8%	9%	26%	7%	44%	12%	8%
35 - 54 ans	19%	29%	7%	7%	18%	11%	34%	16%	10%
55 - 74 ans	24%	33%	7%	5%	24%	12%	27%	19%	8%
75 ans et plus	25%	44%	6%	1%	30%	7%	12%	17%	9%
Langue (KW)	0,005 ***	0,035 **	0,277	0,108	0,025 **	0,843	0,589	0,362	0,024 **
Français	19%	32%	7%	6%	23%	10%	32%	16%	8%
Anglais	20%	24%	10%	10%	29%	11%	37%	20%	5%
Autres	36%	46%	12%	0%	9%	11%	26%	16%	20%
Scolarité (KW)	0,039 **	0,328	0,152	0,738	0,525	0,258	0,477	0,761	<0,001 ***
Secondaire	23%	29%	7%	7%	26%	12%	32%	18%	4%
Collégial	20%	31%	8%	6%	22%	9%	34%	15%	9%
Baccalauréat	13%	37%	5%	6%	22%	10%	30%	17%	15%
Maîtrise - Doctorat	21%	39%	11%	5%	23%	5%	28%	17%	9%
Présence d'enfants (MW)	0,182	0,041 **	0,881	0,414	0,141	0,907	0,006 ***	0,024 **	0,02 **
Absence d'enfant	21%	35%	7%	6%	24%	10%	30%	17%	7%
Présence d'enfants	17%	28%	7%	7%	22%	9%	38%	12%	13%
Statut marital (MW)	0,131	0,134	0,604	0,082 *	0,434	0,362	0,164	0,554	0,607
Célibataire	22%	34%	8%	7%	24%	10%	30%	16%	9%
En couple	19%	30%	6%	5%	22%	10%	34%	17%	8%
Occupation (KW)	0,108	0,004 ***	0,976	0,026 **	0,585	0,668	<0,001 ***	0,367	0,832
Personne active	17%	30%	7%	8%	23%	10%	34%	17%	9%
Personne inactive	21%	28%	7%	0%	21%	13%	45%	12%	6%
Étudiant	13%	21%	7%	9%	15%	6%	54%	12%	7%
Retraité	25%	37%	6%	5%	23%	10%	24%	19%	9%
Revenu (KW)	<0,001 ***	0,06 *	0,874	0,449	0,018 **	0,644	0,02 **	0,173	0,831
Moins de 40 000\$	28%	37%	7%	5%	25%	9%	27%	13%	8%
Entre 40 000\$ et 80 000\$	20%	30%	7%	7%	23%	11%	32%	18%	9%
Plus de 80 000\$	14%	30%	7%	6%	22%	10%	36%	17%	9%

Figure 85 : Profil sociodémographique pour les préoccupations COLLECTIVES des Québécois.

Pour vous		Risques naturels	Risques environnementaux et risques liés aux ressources énergétiques	Risques technologiques	Risques liés aux innovations technologiques	Risques liés à la santé publique	Risques liés au système de santé	Risques liés à la sécurité	Risques économiques et financiers	Risques liés aux infrastructures de transport	Risques liés à la gestion des projets publics
Tous	14%	29%	8%	9%	25%	47%	12%	49%	4%	4%	4%
Grandes régions (KW)	0,025 **	0,351	0,841	0,777	0,632	0,002 ***	0,009 ***	0,001 ***	<0,001 ***	<0,001 ***	<0,001 ***
Montréal RMR	12%	31%	7%	9%	25%	50%	15%	43%	4%	4%	4%
Québec RMR	12%	22%	9%	9%	27%	33%	13%	51%	13%	13%	13%
Autres régions	18%	28%	8%	10%	24%	45%	8%	55%	2%	2%	2%
Urbain vs rural (MW)	<0,001 ***	0,942	0,018 **	0,264	0,199	0,708	0,111	0,852	0,054 *	0,742	0,742
Milieu urbain	12%	29%	6%	10%	25%	47%	13%	48%	4%	4%	4%
Milieu rural	22%	27%	12%	8%	22%	45%	9%	50%	2%	4%	4%
Sexe (MW)	0,776	0,025 **	0,305	0,308	0,006 ***	0,001 ***	0,687	0,809	0,001 ***	0,029 **	0,029 **
Masculin	14%	31%	8%	10%	21%	42%	13%	48%	6%	6%	6%
Féminin	14%	28%	7%	9%	28%	51%	11%	48%	2%	3%	3%
Âge (KW)	0,533	<0,001 ***	0,353	0,677	0,03 **	<0,001 ***	0,597	0,004 ***	0,172	0,039 **	0,039 **
18 - 34 ans	16%	37%	11%	8%	21%	31%	10%	58%	4%	3%	3%
35 - 54 ans	13%	23%	7%	8%	26%	47%	13%	48%	6%	7%	7%
55 - 74 ans	13%	29%	7%	10%	28%	52%	11%	44%	3%	2%	2%
75 ans et plus	16%	23%	4%	11%	17%	70%	14%	42%	1%	4%	4%
Langue (KW)	0,081 *	0,043 **	<0,001 ***	0,007 ***	<0,001 ***	0,139	0,186	0,059 *	0,395	0,395	0,854
Français	15%	30%	7%	10%	23%	45%	11%	50%	4%	4%	4%
Anglais	8%	17%	5%	0%	36%	57%	19%	47%	7%	4%	4%
Autres	7%	24%	21%	5%	36%	54%	9%	35%	3%	6%	6%
Sociabilité (KW)	0,035 **	0,001 ***	0,887	0,881	0,022 **	0,501	0,274	0,022 **	0,351	0,660	0,660
Secondaire	17%	21%	7%	8%	28%	50%	15%	47%	3%	3%	3%
Collégial	11%	29%	9%	9%	25%	47%	10%	52%	4%	4%	4%
Baccalauréat	14%	39%	6%	9%	19%	40%	10%	50%	7%	6%	6%
Maîtrise - Doctorat	19%	34%	7%	12%	22%	48%	13%	35%	5%	5%	5%
Présence d'enfants (MW)	0,110	0,872	0,02 **	0,103	0,078 *	0,024 **	0,086 *	0,072 *	0,258	0,147	0,147
Absence d'enfant	15%	29%	6%	10%	24%	49%	13%	47%	4%	4%	4%
Présence d'enfants	11%	28%	12%	7%	27%	39%	9%	54%	6%	6%	6%
Statut marital (MW)	0,784	0,062 *	0,937	0,553	0,868	0,547	0,941	0,147	0,465	0,367	0,367
Célibataire	14%	31%	8%	9%	25%	46%	11%	46%	4%	5%	5%
En couple	14%	27%	7%	9%	24%	47%	13%	51%	4%	4%	4%
Occupation (KW)	0,237	0,014 **	0,563	0,432	0,002 ***	<0,001 ***	0,522	0,098 *	0,122	0,348	0,348
Personne active	15%	30%	7%	8%	23%	43%	11%	52%	6%	6%	6%
Personne inactive	7%	22%	4%	8%	42%	54%	6%	48%	3%	5%	5%
Étudiant	17%	47%	7%	7%	23%	27%	11%	58%	2%	2%	2%
Retraité	14%	26%	7%	11%	24%	55%	14%	44%	2%	2%	2%
Revenu (KW)	0,206	0,198	0,003 ***	0,990	0,159	0,133	0,679	0,005 ***	0,011 **	0,428	0,428
Moins de 40 000\$	17%	30%	7%	9%	29%	49%	12%	42%	2%	3%	3%
Entre 40 000\$ et 80 000\$	11%	29%	11%	9%	23%	49%	12%	48%	4%	4%	4%
Plus de 80 000\$	14%	32%	5%	9%	23%	43%	11%	54%	4%	5%	5%

Figure 86 : Profil sociodémographique pour les préoccupations PERSONNELLES des Québécois

ANNEXE 2 : Matrice présentant le lien entre niveau de risque et confiance dans la gestion de l'enjeu par le gouvernement avec une division en fonction des niveaux moyens (Baromètre CIRANO 2022)



ANNEXE 3 : Méthodologie de recodage des variables et imputation des données manquantes

Pour plusieurs des variables utilisées dans ce rapport, nous étions en présence de données manquantes ou en tout cas de valeur traitée comme telle puisqu'il s'agissait de réponse « je ne sais pas » ou « préfère ne pas répondre » aux questions de l'enquête. Il existe un biais pour la non-réponse plus important que le biais d'imputer une valeur plausible aux valeurs manquantes (Haziza, 2005; Haziza & Beaumont, 2007). Nous avons utilisé différentes méthodes d'imputation, l'imputation étant un processus qui permet de produire une ou plusieurs valeurs plausibles pour remplacer une valeur manquante (Haziza & Kuromi, 2008).

Pour toutes les variables pour lesquelles la proportion de données manquantes était inférieure à 5 %, nous avons utilisé une méthode d'imputation aléatoire en suivant la distribution de la variable originale. Cette forme d'imputation a été utilisée pour les variables (AGE), (LANGUE), (ENFANT), (OCCUPATION), (SCOLARITÉ) et (ÉTAT MARITAL).

Lorsque la proportion de données manquantes était supérieure à 5 %, nous avons utilisé une méthode d'imputation par prédiction. Nous avons utilisé une régression de type PROBIT, car nous étions en présence de variables ordinales. Cette forme d'imputation a été utilisée pour la variable (REVENU). Nous avons vérifié que le 2-log de vraisemblance était significatif, ce qui signifie que le modèle permet de bien prédire la variable. Nous avons également effectué des tests pour certains modèles en utilisant la variable avec les données imputées et la variable sans les données imputées et comme les prédicteurs étaient les mêmes dans les deux modèles, nous ne voyons pas de problème à utiliser la variable avec les données imputées.